هكذا من الاصل

Le Monde

Terres d'été
Un cahier de 16 pages

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 15911 – 7 F | SAMEDI 23 MARS 1996 | FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

L'Europe se protège de la « vache folle »

Plusieurs pays de l'Union européenne ont décidé de suspendre leurs importations de viande bovine en provenance du Royaume-Uni. p. 2

Conflit Air France-Etats-Unis

Les refus des Etats-Unis de laisser Air France augmenter ses vols cet été vers quatre villes américaines laisse la porte ouverte à une augmentation mutuelle des vols transatlantiques. p. 17
notre éditorial p. 16
et un entretien avec le directeur général de l'OMC p. 6

160 000 lecteurs supplémentaires pour « Le Monde »

Avec plus de 9 millions de lecteurs, l'audience de la presse quotidienne nationale a dépassé très largement en 1995 celle, cumulée, des journaux télévisés du soir sur TF 1, France 2 et France 3. p. 28

Un rêve amazonien



Comment et pourquoi un richissime Américain a acquis au cœur de l'Amazonie un territoire grand comme la moitié de la Belgique. p. 14

Taïwan aux urnes

L'élection, samedi 23 mars, d'un président de la République au suffrage universel à Taïwan est une première que Pékin a tenté des semaines durant de contrecarrer. p. 4

L'autre politique sociale de M. Séguin

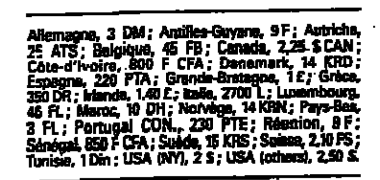
Clôturant à Epinal un Forum sur l'emploi, Philippe Séguin a préconisé une autre politique pour l'emploi, estimant que celle suivie actuellement ne bénéficie pas d'une priorité suffisante des pouvoirs publics. p. 7

Robert Badinter défend Henri Emmanuelli

L'ancien président du Conseil constitutionnel déplore la « *proscription politique* » qui frappe le député (PS) des Landes, condamné à deux ans de privation de ses droits civiques dans l'affaire Urba. p. 15
et nos informations p. 8

Films de femmes

Ouverture à Créteil (Val-de-Marne) du 18e festival de films de femmes. p. 25



Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 350 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 230 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.



M 0147 - 0323 - 7,00 F

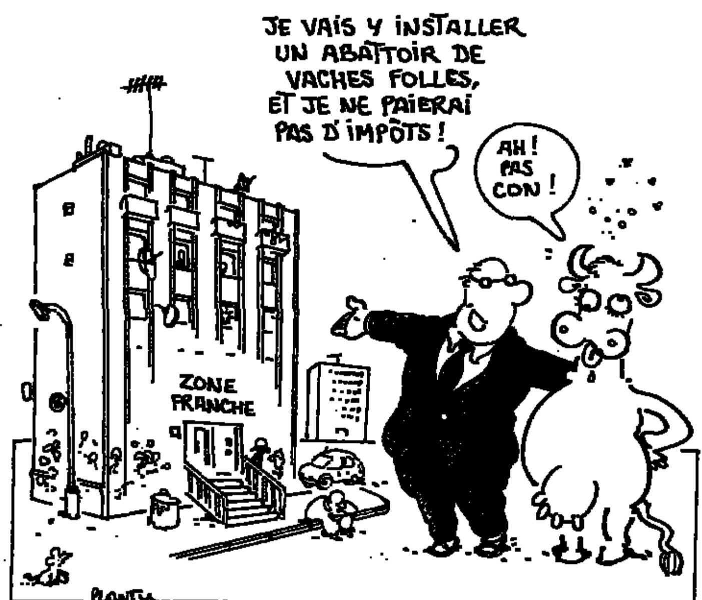
Trente-six villes sont candidates pour accueillir des zones franches

« Le Monde » publie la liste des quartiers présélectionnés

JEUDI 28 MARS, le gouvernement lancera un appel d'offre afin de déterminer les « *zones franches* » prévues par le pacte de relance pour la ville, présenté le 18 janvier par Alain Juppé.

Trente-six villes devraient donc être informées, dans le courant de la semaine prochaine, qu'elles sont autorisées à participer à cette dernière étape du processus de sélection. Les communes disposeront de trois semaines pour réunir les pièces du dossier de candidature. Une « *commission indépendante* » sera alors chargée de retenir « *une trentaine* » de sites définitivement choisis. Une loi sera alors déposée au parlement.

Le Monde dévoile la liste des trente-six villes candidates à bénéficier des avantages fiscaux exceptionnels qui caractérisent ces zones franches. Respectant l'équilibre politique entre majorité et opposition, elle a été construite à partir de « *critères objectifs* », selon le ministère de la ville : potentiel fiscal, taux de chômage, notamment des jeunes, proportion de non diplômés. Présenté il y a quinze jours à Bruxelles, l'ensemble du programme a reçu, jeudi 21 mars, un accord de principe de la commission européenne. Les commissaires rendront leur avis définitif le 27 mars, mais compte tenu des ajustements effectués par le gouvernement français depuis un mois, leur accord semble acquis.



Lire page 9

M. Bayrou refuse la sélection à l'entrée des universités

Un entretien avec le ministre de l'éducation

FRANÇOIS BAYROU devait lancer, vendredi 22 mars, à Saint-Malo, devant la conférence des présidents d'université, les états généraux de l'enseignement supérieur, avec le soutien marqué du président de la République. Cet appui survient au lendemain d'un conseil des ministres où le chef de l'Etat avait pressé sans ménagements le ministre de l'éducation nationale d'accélérer la réforme de l'école. A la suite d'un entretien entre les deux hommes, jeudi 21 mars, Jacques Chirac a confié à M. Bayrou un message destiné aux présidents d'université, indiquant que la réforme de l'enseignement supérieur revêtait pour lui « *une importance cruciale* ». M. Chirac « *approuve la méthode suivie assidûment depuis le mois de janvier, qui est celle du dialogue, de la consultation et de la concertation.* »

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le ministre de l'éducation nationale assure qu'« *il n'existe aucune zone d'ombre* » entre lui et le chef de l'Etat. Toutefois, il considère qu'il est « *nécessaire de conduire avec patience* » une réforme de cette ampleur. M. Bayrou réaffirme son hostilité à toute sélection à l'entrée de l'université, déclarant notamment : « *Ceux qui rêvent d'une université dont on refermerait les portes font une erreur sociale très grave. (...) Aux yeux du gouvernement, la vraie question est celle de l'orientation.* »

Les états généraux de l'enseignement supérieur vont s'engager dans les établissements à partir d'un questionnaire portant sur dix thèmes principaux : les missions de l'Université, l'orientation, le statut de l'étudiant, la voie technologique, l'insertion professionnelle, la recherche, l'ouverture internationale, le statut des personnels, la gestion et l'aménagement du territoire. Menée sous la responsabilité des présidents pendant tout le mois d'avril, cette consultation devrait aboutir à un débat national en mai, suivi de l'élaboration d'une loi de programmation.

Lire page 10

Félix de Habsbourg, citoyen européen, banni d'Autriche

VIENNE
de notre correspondante

La hantise d'une restauration s'est emparée des esprits depuis la brève visite à Vienne de Félix de Habsbourg-Lorraine, soixante-dix-neuf ans, fils du dernier empereur d'Autriche, Charles Ier, et de son épouse, Zita de Bourbon-Parme. L'archiduc, frappé de bannissement en Autriche par la « loi Habsbourg » du 3 avril 1919, est rentré – illégalement – dans son pays natal après soixante-dix-sept ans d'exil, exhibant un passeport autrichien « valable pour tous les pays à l'exception de l'Autriche ».

Né à Vienne en 1916, l'archiduc – qui avait trois ans lorsqu'il a suivi ses parents hors d'Autriche en 1919 – est interdit de séjour dans son pays natal comme tous les Habsbourg nés avant le 10 avril 1919 et qui n'ont pas formellement renoncé à leurs prérogatives et à leur appartenance à la maison de Habsbourg-Lorraine. Contrairement à Otto, fils aîné de l'empereur, Félix et son frère cadet, Carl-Ludwig, soixante-dix-huit ans, ont toujours refusé de signer une déclaration de renonciation, arguant qu'on ne peut « *renoncer à appartenir à une famille* ». Citoyen autrichien et, depuis l'adhésion de l'Autriche à l'Union européenne, citoyen européen, Félix de Habsbourg estime qu'il est autorisé de faire usage de son droit de libre circulation sans discrimination à l'intérieur de l'Union, a-t-il expliqué à des journalistes à Vienne. Pour lui et ses avocats, la « loi Habsbourg » est obsolète – la loi européenne primant la loi nationale – et son voyage à Vienne n'avait donc rien d'illégal. Aussi a-t-il l'intention de récidiver afin de pouvoir exercer ses nouvelles fonctions de « conseiller » d'un groupe industriel autrichien, activité qui nécessite des séjours fréquents à Vienne. A ces fins il a demandé la délivrance d'un passeport sans la mention discriminatoire.

En 1964, les socialistes avaient provoqué une sérieuse crise politique alors que le retour d'Otto de Habsbourg était envisagé. Celui-ci avait pourtant renoncé en bonne et due forme à toutes ses prérogatives et n'a jamais réclamé la restitution des biens confisqués à sa famille.

Les meilleurs juristes se cassent la tête pour trouver une solution aux questions soulevées par le retour de Félix. Cette solution doit être « *pragmatique* », a expliqué le chef du parti conservateur, Wolfgang Schuessel. Le président du Parlement, le social-démocrate Heinz Fischer, souhaite cependant une application à la lettre de la « loi Habsbourg » et l'expulsion de l'archiduc la prochaine fois qu'il tentera d'entrer en Autriche.

Pour un député social-démocrate, le danger est réel : « *Ils pourraient revenir, mettre la main sur la couronne impériale et s'installer au palais de la Hofburg.* » Le président Thomas Klestil, qui occupe actuellement les lieux, ne se sent apparemment pas menacé d'être délogé. Il a qualifié d'« *anachronisme* » la « loi Habsbourg » et souhaite sa suppression.

L'Autriche a beau être une République depuis 1919, l'ombre des Habsbourg, famille impériale régnante pendant plus de six cents ans, plane toujours sur le pays, du fait de deux octogénaires, Félix et Carl-Ludwig de Habsbourg.

Waltraud Baryli

Brillant triplé pour le football français



RAÏ

SOUZA VIEIRA DE OLIVEIRA, dit Raï, est un seigneur. Un homme cultivé et sensible que la passion du football n'aveugle pas. Son talent inné l'a fait prince au Brésil, et depuis quatre ans à Paris il a lentement conquis le Parc. Sur le terrain, son élégance aristocratique se double d'une efficacité professionnelle de tous les instants. Son sang-froid lui a permis, jeudi 21 mars face au gardien de Parme, de réussir ce que tant d'autres rois du ballon arrivent à gâcher : deux pénalties, dont un vital pour la qualification du Paris SG en demi-finale de la Coupe des vainqueurs de coupe. En battant le club italien (3-1), les Parisiens, qui avaient été dominés (1-0) au match aller, ont ainsi atteint, pour la quatrième fois d'affilée, les demi-finales d'une compétition européenne.

Après Bordeaux, qui a réussi l'exploit d'éliminer le Milan AC en Coupe de l'UEFA, et Nantes, qui a battu le Spartak Moscou en Ligue des champions, le Paris SG a complété un triplé inédit pour le football français. Pour la première fois de son histoire, l'un de ses représentants participera à une demi-finale dans chacune des coupes européennes. Cette performance récompense une hausse du niveau des clubs français qui n'ont plus été absents des demi-finales européennes depuis 1990.

Lire page 21

La défense française entre l'Europe et l'Atlantique

EN PRÉSENTANT sa nouvelle politique de défense, Jacques Chirac s'est voulu le porte-parole d'une certaine idée de l'Europe, d'une Europe capable de prendre en mains sa propre sécurité, en liaison étroite avec ses alliés d'outre-Atlantique. Alain Juppé l'a répété mercredi 20 mars devant les députés : « *Le développement des capacités politiques et militaires de l'Europe et le renforcement du pilier européen de l'OTAN sont les deux faces d'une même politique.* » Les échos venus de ses partenaires soulignent un paradoxe : les gestes de la France ont provoqué un nouvel accès de fièvre « *atlantiste* ».

On a pourtant marqué à Paris une des caractéristiques principales de la nouvelle politique : tournant le dos à une posture purement nationale, elle intègre la dimension européenne, dans toutes ses composantes, y compris le nucléaire avec la « *dissuasion concertée* ». Pour Paris, cette démarche est en parfaite cohérence avec le rapprochement de la France avec les instances militaires de l'OTAN, décidé également en décembre 1995.

Dans un « format » qui reste à préciser, selon le jargon officiel, les représentants français devraient retrouver la place qu'ils avaient abandonnée depuis 1966.

Cette normalisation des rapports entre la France et l'organisation atlantique a, entre autres, pour but de faire taire les préventions de nos alliés par rapport à l'idée d'une défense européenne. Jusqu'alors, ces derniers avaient l'impression, pas toujours à tort, que les dirigeants français cherchaient un substitut à l'OTAN et à la présence américaine sur le Vieux Continent quand ils prônaient une identité européenne de défense.

Pour tenir compte de la réalité, c'est-à-dire l'intégration de nos principaux partenaires dans l'OTAN, et lever les obstacles à une coopération entre Européens, d'une part, entre l'Europe et les Etats-Unis, d'autre part, Jacques Chirac a franchi le pas que François Mitterrand s'était toujours refusé à faire. La situation est-elle parfaitement claire pour autant ? Pas vraiment. Si la France ne banalise pas sa politique de défense, elle ne rentre pas dans le rang atlantique.

Lucas Delattre et Daniel Vernet

Lire la suite page 16

SANTÉ PUBLIQUE Plusieurs pays membres de l'Union européenne, dont la France, ont décidé de suspendre leurs importations bovines en provenance de Grande-Bretagne. Le comité vétérinaire européen se réunira le 25 mars à Bruxelles pour examiner les conséquences des révélations de scientifiques britanniques selon lesquels la maladie de la « vache folle » pourrait se transmettre à l'homme ● EN GRANDE-BRETAGNE, où les cours de la viande bovine se sont effondrés, 48 % des abattoirs ne respectaient pas les normes sanitaires en septembre 1995. Un tiers des écoles ont supprimé le bœuf du menu des cantines et certains scientifiques déconseillent formellement toute consommation ● LA FRANCE absorbe 30 % des exportations britanniques, mais le ministre de l'agriculture, Philippe Vasseur, estime que les consommateurs n'ont *« aucune raison de s'affoler »*.

L'Europe se protège contre la maladie de la « vache folle »

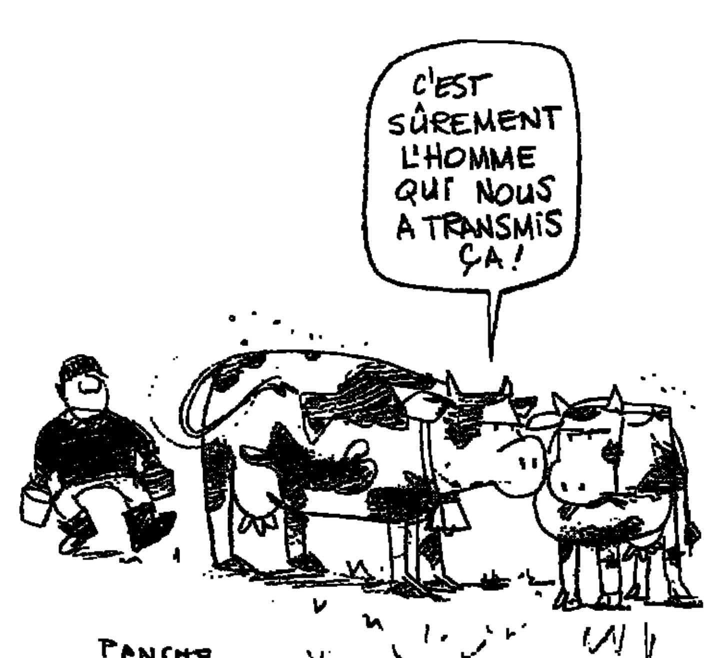
La Belgique, la France, le Portugal et la Suède ont suspendu leurs importations de viande bovine britannique en attendant la réunion, le 25 mars à Bruxelles, des experts de l'Union

L'AVERTISSEMENT lancé par les scientifiques britanniques sur la transmissibilité possible de la maladie de la *« vache folle »* suscite un branle-bas de combat dans toute l'Europe. En attendant la réunion, lundi 25 mars à Bruxelles, du comité vétérinaire européen, la plupart des pays de l'Union ont, à l'instar de la France, pris à titre conservatoire la décision de suspendre leurs importations de viandes et de produits dérivés bovins de Grande-Bretagne.

Le ministre français de l'agriculture, Philippe Vasseur, s'est voulu rassurant pour les consommateurs français. Intervenant sur Europe 1, il a affirmé qu'*« il n'y a aucune raison de s'affoler sur la viande bovine en France »*. Les Français, a-t-il dit, peuvent *« être tout à fait tranquilles. S'ils consomment de la viande française, ils ne prennent vraiment aucun risque, et je les encourage même à le faire »*. On indiquait jeudi au ministère de l'agriculture que les importations de viande bovine britannique, qui avaient atteint, en 1995, 110 000 tonnes pour une consommation globale en France de 1,6 million de tonnes, faisaient l'objet depuis longtemps d'une surveillance particulière. Une série de dispositions particulières avaient été mises en œuvre, notamment pour interdire les importations d'abats et vérifier la provenance des carcasses.

Les mesures de précaution déjà prises en Europe ont eu apparemment leurs effets. Hors Grande-Bretagne, le nombre de cas de maladie de la *« vache folle »* recensés ces dernières années est resté limité. Seize cas ont été répertoriés en France, notamment en Bretagne. Trente-six cas ont été confirmés au Portugal par l'ordre des vétérinaires. Le pays le plus touché a été la Suisse, qui a recensé 206 cas depuis 1990. Aucun cas n'a été signalé en Italie, gros importateur de viande.

La décision du gouvernement français de suspendre les importations de Grande-Bretagne a été justifiée par la nécessité de prendre toutes les précautions tant que *« la lumière ne serait pas faite »*. Elles ont provoqué une polémique avec les milieux britanniques concernés, pour lesquels le marché français représente 30 % des exportations de viande. Le ministre de l'agriculture, Douglas Hogg, a jugé la réponse de Paris *« disproportionnée, inutile et probablement illégale »*. Plusieurs autres pays ont cependant emboîté le pas en attendant les délibérations qui doivent avoir lieu à Bruxelles. La Belgique, la Suède, le Portugal ont imité la décision française. L'Allemagne, où plusieurs Länder avaient déjà interdit ces derniers mois – contre toutes les règles de Bruxelles – la commercialisation de viande bovine britannique, les autorités fédérales s'apprêtaient vendredi à annoncer de nouvelles mesures. Les importations de Grande-Bretagne n'y représentaient plus en 1995 que 1 500 tonnes.



Les Européens doivent maintenant décider ensemble de ce qu'ils doivent faire. Les décisions unilatérales de plusieurs Etats membres ont suscité une certaine irritation à la Commission. En visite à Paris, Jacques Santer, président de la Commission, a estimé jeudi que la France était dans son bon droit. Mais les services de Franz Fischler, commissaire autrichien à l'agriculture, ont rappelé que *« les Etats membres doivent respecter la loi européenne telle qu'elle existe. Bien que la possibilité d'appliquer une clause de sauvegarde existe, il y a des règles et des procédures à respecter »*, ont-ils souligné. Des émissaires britanniques ont déposé jeudi un premier rapport à la direction générale de l'agriculture.

Vendredi, un débat devait avoir lieu au sein de la section *« santé publique »* du Comité scientifique vétérinaire, un des nombreux comités consultatifs qui donnent des avis à la Commission en matière agricole. A Paris, le ministre de l'agriculture a indiqué que la France attendrait la réunion du Comité vétérinaire de lundi pour décider de maintenir ou de lever la suspension des importations.

Les scientifiques tardent à rendre publiques leurs conclusions

*« **EN TERMES** de santé publique, la décision française s'imposait »* : pour le professeur Dominique Dormont (service de santé des armées), l'un des meilleurs spécialistes internationaux des maladies dues aux prions, il est clair que l'interdiction des importations de viandes bovines en provenance de Grande-Bretagne est la conséquence logique des propos tenus par les autorités sanitaires britanniques. *« Face à de telles annonces, il convenait de prendre des mesures conservatoires temporaires, le temps d'appréhender la réalité scientifique du problème posé »*, a déclaré au *Monde* le professeur Dormont.

Les documents officiels britanniques transmis au ministère de l'agriculture par l'ambassade de France à Londres font état de 10 cas de maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ) diagnostiqués récemment chez des personnes de moins de quarante-deux ans par une unité de surveillance épidémiologique spécialisée basée à Edimbourg. Il s'agirait plus précisément d'une variante de la MCJ, des différences notables étant observées tant d'un point de vue clinique que biologique. La position officielle britannique a été prise au vu des conclusions d'un groupe d'experts indépendants dirigé par le professeur John Pattison (London Medical School), spécialiste de virologie.

Cette position ne manque pas d'ambiguïté, puisque, tout en indiquant qu'il n'existe pas d'évidence quant à un lien entre ces affections et l'encéphalopathie spongiforme bovine (maladie de la vache folle), les autorités gouvernementales retiennent en définitive cette hypothèse comme étant la plus plausible. Ces autorités estiment d'autre part que ces contaminations se seraient produites avant les mesures préventives prises en 1989 face à l'épidémie frappant le cheptel bovin britannique. Faut-il, sur la base de ces seules données, en conclure que l'agent transmissible non conventionnel (ou prion) identifié par les scientifiques britanniques dans l'encéphale des jeunes victimes aurait des caractéristiques nouvelles et suffisamment inquiétantes pour justifier la grave décision prise le 21 mars par Londres ?

DEMANDES RÉITÉRÉES

Une telle hypothèse peut être d'autant plus aisément avancée qu'en dépit de demandes réitérées, formulées le jeudi 21 mars, les responsables sanitaires français n'avaient pas, vendredi 22 dans la matinée, eu communication des données scientifiques et médicales qui sont à l'origine de l'affaire. Aucune communication sur ce thème n'a été faite lors du colloque international sur les maladies à prions qui a réuni, du 18 au 20 mars à l'hôpital du Val-de-Grâce à Paris, à l'initiative du service de santé des armées et du commissariat à l'énergie atomique, les meilleurs spécialistes mondiaux, parmi lesquels le professeur John Collinge (St Mary's Hospital de Londres), membre du comité britannique.

C'est dans ce contexte d'incertitude que s'inscrivent les dernières données résultant de la recherche sur les maladies animales et humaines dues aux infections par prions. *« La transmission de ces agents infectieux entre espèces est possible au laboratoire, mais elle reste difficile et nécessite le plus souvent d'avoir recours à des injections intracérébrales*, résume le professeur Dormont. *Il n'y a aucun cas de transmission "naturelle" entre espèces différentes connu à ce jour, à l'exception de certains actes médicaux contaminants ou de consommation massive de tissus nerveux infectés. »* Les spécialistes britanniques expliquaient récemment qu'ils trouvaient proportionnellement moins de cas chez les personnes vivant au contact avec des animaux infectés que chez les prêtres, profession apparemment la plus exposée. Il reste donc à saisir les véritables raisons, scientifiques et politiques, qui ont conduit à l'actuel imbroglio international.

Jean-Yves Nau

Les règles sanitaires ne sont pas respectées outre-Manche

LONDRES
de notre correspondant

Première conséquence des révélations du gouvernement sur la transmission possible à l'homme de la maladie de la « vache folle » : dès jeudi, le cours du boeuf était en train de s'effondrer en Grande-Bretagne. Dans l'un des principaux marchés du pays, à Banbury, les cours auraient ainsi baissé de plus de 30 %. Un tiers des 30 000 écoles du pays ont supprimé le boeuf du menu de leurs cantines. Le comté de Bedfordshire a retiré le boeuf de tous les repas qu'il sert. Cela s'ajoute aux mesures prises dès 1995 par nombre d'écoles et d'autorités locales. La consommation de viande bovine, qui avait chuté d'environ 25 % à la fin de 1995, avait pourtant recommencé à progresser, même si la tendance est à la baisse depuis le début des années 80. S'attendant à une nouvelle chute, peut-être encore plus dramatique, les éleveurs sont particulièrement inquiets, surtout en Angleterre et au pays de Galles. Certaines estimations font état d'une perte de 60 000 livres (463 000 francs) par élevage. Or celui-ci représente un chiffre d'affaires annuel de 4 milliards de livres (dont 13 % à l'exportation) et fait vivre 112 000 exploitations rurales.

PART DE RESPONSABILITÉ

L'agriculture britannique a bien profité de l'Europe. Notamment son élevage, qui a trouvé un marché, en particulier en France. Elle n'avait pas besoin d'une telle contre-publicité. Les éleveurs et le gouvernement britanniques ont pourtant leur part de responsabilité. La Country Landowners Association (Association des propriétaires ruraux) a beau protester contre les mesures prises, en particulier en France, affirmant qu'il n'est pas vrai que l'ESB soit un phénomène spécifiquement britannique, qu'elle est sans doute aussi répandue en Europe ou en Amérique et que les Européens violent les règles du libre-échange, il n'en reste pas moins que près de 170 000 cas ont été recensés au Royaume-Uni contre... 16 en France. La raison en est simple : l'alimentation du bétail. De ce côté de la Manche – mais officiellement pas en Irlande du Sud – les vaches ont longtemps reçu un complément alimentaire composé de farines fabriquées avec des déchets ovins. Leur mauvaise préparation à la suite d'un relâchement de la législation semble bien à l'origine du déclenchement de l'épizootie. Après la découverte du fléau en 1986, il fallut attendre trois ans avant que ne soient prises des mesures drastiques. Peut-être a-t-on attendu, ou évité de prendre des mesures définitives en raison de leur coût, ou de leur impact sur une population rurale généralement conservatrice. Selon une enquête officielle, en septembre 1995, 48 % des abattoirs ne respectaient pas la réglementation sanitaire. Chiffre qui aurait sensiblement baissé depuis. Certains scientifiques déconseillent formellement toute consommation de boeuf, comme le microbiologiste Richard Lacey, qui dénonce l'attitude *« honteuse »* d'un gouvernement qui a *« délibérément mis en danger la santé de la population pendant une décennie »*. Il a exprimé la crainte que les dix cas recensés puissent être multipliés par mille, voire plus.

C'est surtout la viande de basse qualité qui est touchée, en particulier les vaches laitières envoyées à l'abattoir. Ces bêtes ont reçu, pendant leur période de lactation, ces fameux compléments tant qu'ils étaient autorisés et sont donc *a priori* davantage touchées par la maladie. Au contraire du bétail destiné à la boucherie, élevé à l'herbe et chez qui la maladie est peu répandue. Ce qui fait que l'Ecosse, paradis du boeuf d'embouche, est moins atteinte que l'Angleterre.

Il y a, aussi, des parties de l'animal touchées (abats et tissus nerveux) et d'autres apparemment indemnes (muscles). Mais le consommateur aura du mal à s'y retrouver, abasourdi qu'il est par la couverture médiatique et par la volte-face des autorités.

Patrice de Beer

« Personne chez moi n'avalera un morceau de bœuf... »

Pauvre John Gummer ? Pitoyable John Gummer ! *« Regardez-le sur la photo. Il était ministre de l'agriculture quand elle a été prise. Et il posait, fier de lui, un hamburger à la bouche, sa petite fille de quatre ans sur les genoux, occupée, elle aussi, à grignoter le hamburger que lui tendait son papa. Grotesque et écœurant ! »* Il est des clichés assassins. Celui que montre ce jeune professeur d'Edimbourg, publié par le *Times* du 21 mars, est exhibé aujourd'hui en Grande-Bretagne comme la plus terrible des pièces à conviction. *« Le parfait symbole de l'inconséquence du gouvernement britannique*, dit cette jeune Britannique rencontrée à l'aéroport de Roissy ; *la preuve la plus cynique de son absence totale de cédibilité ! »* Malheureux John Gummer, qui voulut en faire trop et doit se mordre les doigts d'avoir un jour associé sa petite Cordelia à une image de propagande que ni John Major ni son nouveau ministre de l'agriculture n'auraient pourtant reniée et dont le message se voulait rassurant : le bœuf britannique est sain ! La preuve : *« Ma propre famille en mange et cela ne me cause aucune inquiétude. » « Le fou ! »*, s'énerve Sherley, qui ne croira plus *« un traître mot de ce que dira le gouvernement sur ce dossier »* et compte *« sur la presse, le corps médical et les scientifiques »*.

> « Il faudrait être idiot pour penser que cette maladie ne prend que sur les vaches anglaises »

Méfiance donc. D'autant que le gouvernement continue d'affirmer que la viande de bœuf, parfaitement contrôlée désormais, ne fait courir aucun risque aux amateurs. *« Personne chez moi n'avalera un morceau de bœuf avant que les médecins ne donnent un feu vert dépourvu d'ambiguïté*, affirme un consultant en informatique de quarante-deux ans. *D'ailleurs, on s'en passe fort bien ! Le porc est réputé sans danger, le poulet sans hormones, le poisson excellent pour la santé ! »* Lui-même s'est déplacé ce matin pour s'enquérir des dispositions prises à la cantine de ses fils, furieux de constater qu'elle ne faisait pas partie des pionnières qui, depuis plusieurs mois, ont déjà banni le bœuf des menus servis aux enfants. *« En revanche, ma mère m'a affirmé que sa maison de retraite n'avait pas vu l'ombre d'une pièce de bœuf depuis de nombreux mois. »*

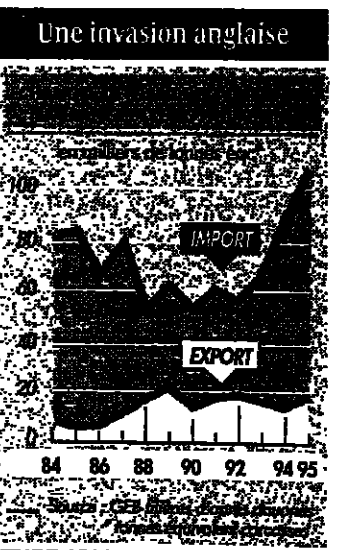
Chris, un employé de British Airways, ne cède pas à la panique : *« L'espérance de vie des humains est de plus en plus longue, non ? A vouloir tout savoir, tout prévenir, on finira par s'enfermer dans des bulles : plus de cigarette à cause du cancer, plus de voiture à cause des accidents, plus d'amour à cause du sida, plus de sucre à cause des artères, plus de bœuf, maintenant, à cause de Creutzfeldt-Jakob... Moi, je ne marche plus ! »* Une jeune étudiante n'a pas son détachement : *« Si j'étais française, je me garderais bien d'ironiser sur le malheur des Britanniques. Car il faudrait être idiot pour penser que cette maladie ne prend que sur les vaches anglaises. Si on n'en parle pas chez vous, c'est peut-être tout simplement que le secret est mieux gardé qu'ailleurs... »*

Annick Cojean

L'offensive britannique sur les marchés européens

SELON l'Institut de l'élevage, les importations françaises de viande de boeuf ont atteint en 1995 le niveau record de 110 000 tonnes (la consommation en France est au total d'1,6 million de tonnes), soit une progression de 20 % en un an et un quasi-doublement au regard de la période 1988-1993. Au cours des dernières années, la France s'est approvisionnée de façon massive en Grande-Bretagne, délaissant ses autres fournisseurs européens : Allemagne, Pays-Bas ou Irlande. Le marché hexagonal absorbe 30 % des exportations britanniques de viande bovine.

Parmi les animaux vivants qui ont continué d'affluer sur le territoire français figurent surtout les veaux de huit jours, qui, encore récemment, traversaient le Channel à raison de 3 500 têtes par semaine. Le flux était beaucoup plus faible pour les vaches de réforme : sur l'ensemble de l'année 1995, les importations françaises en provenance de Grande-Bretagne n'ont pas dépassé 5 000 têtes. Qu'il s'agisse des animaux vifs ou des pièces de bêtes abattues, le directeur de l'Office national de la viande (Ofival), M. Daniel Perrin, se veut rassurant : *« Les importations de viande sont subordonnées à la présentation de certificats émis par les services vétérinaires pour garantir que la marchandise provenait d'exploitations indemnes de la maladie de la vache folle. »* Les jeunes veaux anglais élevés en Normandie, en Allemagne et aux Pays-Bas sont *a priori* sains. Mais l'incertitude demeure sur la possible transmission de l'ESB par la mère à son petit. Sur le terrain économique, il est troublant d'établir le parallèle entre un recul de la consommation de viande bovine au Royaume-Uni (celle-ci a brutalement chuté de 25 % en décembre 1995) et la forte présence des vaches et des veaux anglais sur les marchés extérieurs. *« Les exportations britanniques avaient progressé de 20 % dans l'Union européenne en 1994, notamment vers l'Italie, les Pays-Bas ou l'Espagne »*, relève le document de l'Institut de l'élevage. *« En 1995, ces exportations battraient tous les records, augmentant de 46 % sur les dix premiers mois de l'année. »* Autrement dit, la désaffection des consommateurs d'outre-Manche a été compensée par une offensive sur les marchés européens.



Depuis trois ans, la faiblesse des cours a entraîné une baisse de 700 000 tonnes de la production de viande bovine en Europe. Pour 1996, l'Institut de l'élevage prédit *« un retour du boeuf »*, tablant sur une augmentation de la production française pour satisfaire une demande *« espérée stable »*. Du boeuf, oui, mais la *« préférence nationale »* pourrait bien prévaloir.

Eric Fottorino

هكذا من الاصل

La Turquie revendique le « Newrouz » kurde

Cette fête traditionnelle, véhicule d'une culture brimée par Ankara, a longtemps été interdite. Elle est aujourd'hui officielle

ISTANBUL
de notre correspondante

L'équinoxe de printemps ramène chaque année à l'ordre du jour les revendications culturelles des douze millions de Kurdes vivant en Turquie qui ont fait de la fête traditionnelle du *Newrouz* – le « nouveau jour », qui marque le début de l'année – un puissant véhicule pour l'expression de leur identité. Le pouvoir symbolique des danses et des cérémonies qui rassemblent les Kurdes autour de grands feux de joie n'a pas échappé aux autorités turques qui, par le passé, tentaient de supprimer ces réunions ou d'en limiter l'ampleur. Ces efforts avaient causé de violents accrochages entre la population kurde et les forces de sécurité, notamment en 1992 à Cizre lorsque plus de cent manifestants avaient trouvé la mort.

CHANGEMENT DE TACTIQUE

Cette année, l'Etat turc a changé de tactique. Faute de pouvoir étouffer les célébrations du *Newrouz*, il a décidé au contraire de les revendiquer. Désormais, le *Newrouz* – qui, selon la nouvelle doctrine officielle, est une vieille tradition turque marquant l'arrivée des tribus turques d'Asie centrale dans leur patrie légendaire, l'Ergenekon – sera célébré officiellement. L'idée n'est pas entièrement nouvelle. L'an dernier déjà, le gouvernement avait lancé l'idée d'un *Newrouz* turc, mais la soudaineté de cette décision avait pris les organisateurs de court.

Cette année, après un an de préparation, l'Etat turc est prêt à fêter le *Newrouz* en grande pompe. Le premier ministre, Mesut Yilmaz, accompagné de vedettes de la chanson et de groupes folkloriques, se rendra à Igdir, une petite ville peuplée en majorité par des Turcs azéris, située près de la frontière arménienne, où il allumera le feu traditionnel. Dans la capitale, Ankara, des célébrations seront également organisées. Pour marquer l'occasion, la Loterie nationale prévoit même un tirage spécial.

Des brochures officielles ont été distribuées tous azimuts pour expliquer les origines de cette fête qui est célébrée non seulement par les Kurdes, mais également par les Iraniens et les pays musulmans de l'ancienne Union soviétique. Documents à l'appui, des universitaires turcs ont démontré que, jusqu'à l'avènement de la République, le *Newrouz* était célébré régulièrement par les Turcs.

ÉVITER LES CONFRONTATIONS

Dans la foulée, les trois couleurs symboles des nationalistes kurdes – le rouge, le vert et le jaune, couleurs dont l'usage était considéré comme suspect au point qu'il avait été question de modifier les feux de circulation dans le Sud-Est anatolien – ont également été réhabilitées. S'étant penchés sur le passé ottoman et seldjoukide de la Turquie, des chercheurs ont en effet décrété que ces trois teintes étaient autrefois utilisées sur les étendards et les uniformes turcs. Le sceau officiel d'Ankara permettra peut-être – tout le monde l'espère – d'éviter des confrontations entre les forces de l'ordre et les Kurdes qui participeront aux festivités selon leurs propres traditions. Il n'en reste pas moins que la démarche du gouvernement n'a d'autre but que d'assimiler les caractéristiques culturelles kurdes pour les inclure dans l'héritage turc.

Peu impressionné par les méthodes utilisées par les autorités turques pour désamorcer le climat potentiellement explosif du *Newrouz*, Abdullah Ocalan, le dirigeant du PKK, qui avait déclaré un cessez-le-feu unilatéral en décembre, a exigé une réponse rapide du gouvernement turc aux offres écrites de *« solution démocratique »* qu'il affirme avoir adressées au premier ministre, Mesut Yilmaz. Si sa missive reste sans réponse, le dirigeant kurde, qui avait menacé la semaine dernière de s'attaquer à nouveau aux sites touristiques, a affirmé que *« les événements vont s'accélérer avec le Newrouz »* et que *« nous (le PKK) pouvons lancer une guerre plus intense encore qu'auparavant »*.

Nicole Pope

L'enseignement en kurde pourrait être autorisé

Le premier ministre turc, Mesut Yilmaz, s'est engagé, jeudi 21 mars, à adopter *« une nouvelle approche, plus humaine »*, du problème kurde, incluant notamment une levée de l'interdiction de l'enseignement de la langue kurde. Une solution du problème kurde *« requiert une nouvelle approche, plus humaine, plus réaliste et plus courageuse »*, a-t-il dit à un petit groupe de journalistes, à Igdir, dans l'est de la Turquie, non loin de la frontière arménienne. *« Ce que nous devons accomplir, c'est l'interdiction des autres langues... L'éducation dans la langue kurde ne devrait pas être interdite »*, a ajouté le nouveau premier ministre. *« Toutefois, l'Etat n'est pas tenu de fournir ce service à ces citoyens »*, a-t-il précisé, laissant ainsi entendre que les écoles privées seraient autorisées à le faire. L'éducation en langue kurde est, avec les émissions de télévision en kurde, l'une des principales revendications des Kurdes modérés. Mais elle avait toujours été refusée par l'Etat turc. – *(AFP.)*

La Russie réitère son opposition à l'élargissement de l'OTAN

Ce dossier est au cœur des entretiens entre Boris Eltsine et Warren Christopher, en visite au Kremlin

Au terme d'une visite de trois jours à Moscou, la première en Russie d'un secrétaire général de l'OTAN depuis quatre ans, Javier Solana n'a pu que constater l'étendue des divergences qui persistent entre Russes et Occidentaux sur l'avenir de l'Alliance atlantique. Et il semble peu probable que Moscou assouplisse son opposition à l'extension de l'OTAN à l'approche de l'élection présidentielle de juin.

MOSCOU
de notre correspondante

« On dit que Primakov [Evgueni Primakov, le ministre russe des affaires étrangères, NDLR] *a été trop souple avec vous. Aussi vais-je formuler ma position de façon plus ferme »* : c'est par ces mots sévères que Boris Eltsine, posant devant les caméras de télévision, a reçu, jeudi 21 mars au Kremlin, Javier Solana, premier secrétaire général de l'OTAN à se rendre en Russie depuis quatre ans. Tous les médias russes ont donc souligné le « mauvais quart d'heure » qu'aurait passé à Moscou la délégation de l'Alliance atlantique, dont les plans d'extension à l'Est restent plus que jamais perçus officiellement ici comme *« contraires aux intérêts de la Russie »*.

VISITE DE MARKETING

Mais Javier Solana lui-même, à l'issue de sa *« visite de marketing à Moscou »*, comme elle fut qualifiée par un quotidien russe, a minimisé le dialogue de sourds qui s'est instauré sur le sujet entre la Russie et l'OTAN.

Lors d'une conférence de presse, il a souligné les résultats positifs de sa visite : un accord a été acquis pour que la Russie signe un programme de coopération individuelle avec l'OTAN pour 1996, un dossier que Moscou avait gelé l'an dernier, a-t-il annoncé.

En outre, le ministre de la défense, Pavel Gratchev, a promis d'envoyer un officier de liaison représentant la Russie au quartier général de l'OTAN à Bruxelles, en plus du général qui y assure déjà la présence russe pour les questions relevant du contingent russe en Bosnie dans le cadre de l'IFOR.

Et, tout en reconnaissant qu'aucun progrès n'a pu être atteint sur la question de l'élargisssement, le secrétaire général de l'OTAN a souligné les *« bons rapports de travail »* qui s'instaurent entre la Russie et l'Alliance, voire les *« bonnes relations personnelles »* qui le lient au *général Gratchev depuis 1992*.

La délégation de l'OTAN a aussi été reçue, durant sa visite de quarante-huit heures, par le ministre russe des situations d'urgence (avec lequel un accord a été signé sur la défense civile), ainsi que par les présidents des deux Chambres du Parlement, dont le communiste Evgueni Seleznov.

Ce dernier est convenu avec M. Solana qu'il est *« important d'avoir un dialogue à tous les niveaux pour comprendre les positions de l'OTAN et de la Russie, si compliquées soient-elles »*, a rapporté l'agence Tass. La « complexité » reste en effet, pour le moins, évidente.

« L'OURS BLESSÉ »

Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, qui vient d'affirmer aux anciens Etats satellites de Moscou réunis à Prague que l'extension ira de l'avant, quoi qu'en dise le Kremlin (*Le Monde* du 22 mars), est arrivé, jeudi, à Moscou pour déclarer que la Russie n'a rien à en craindre et qu'elle a un grand avenir comme partenaire de l'OTAN pour assurer la sécurité en Europe.

Mais tout rapprochement entre l'Alliance atlantique et des Etats qui craignent « l'ours blessé » russe ne peut qu'irriter le Kremlin.

Sophie Shihab

Moscou bombarde sur tous les fronts en Tchétchénie

Le ministre russe de la défense, Pavel Gratchev, a déclaré, jeudi 21 mars, que les *« opérations spéciales menées par les troupes fédérales à l'ouest, au sud-ouest, au sud et à l'est »* de la Tchétchénie se déroulent *« avec succès, même si les séparatistes opposent de la résistance dans pratiquement toutes les directions »*.

Selon l'AFP, sur place, les Russes ont étendu, jeudi, à trois nouveaux villages leur offensive sans précédent depuis près d'un an sur tout le sud et le sud-ouest de la Tchétchénie. Les avions, survolant la région sans répit, ont lâché leurs bombes aussi bien sur Samachki (où des chars se sont aussi aventurés), Bamout et Orekhovo, comme ces derniers jours, que sur Golskie, Alkhazourovo et Komsomolskoïe, également isolés et pilonés par l'artillerie. Ailleurs, les témoignages se multiplient sur des civils fuyant les combats et visés par des tirs d'hélicoptères. – *(Corresp.)*

Lituanie : les rescapés de l'horreur stalinienne veulent se souvenir

VILNIUS
de notre envoyé spécial

L'imposante statue de Lénine, qui trônait jadis en plein cœur de Vilnius jusqu'à la reconnaissance de l'indépendance lituanienne en 1991, pointait son doigt vers un élégant bâtiment, au numéro 40 de l'avenue Gedimino, les « Champs-Elysées » de la capitale. Initialement conçue comme une résidence de la famille impériale, cette imposante bâtisse a rapidement acquis la réputation peu élogieuse d'être *« l'immeuble le plus haut du monde, car on y voit directement la Sibérie »*. Allusion cinglante au sort réservé à tous ceux qui ont transité par ce lieu sinistre, successivement QG de la Gestapo et du KGB, et dont le voyage se terminait, au mieux, au goulag.

Emmitouflé dans un épais manteau et coiffé d'une chapka noire, Juozas Aleksiejunas a aujourd'hui soixante-quinze ans. Tout comme les deux autres guides bénévoles du *« musée du génocide »*, désormais installé dans une aile du bâtiment de l'avenue Gedimino, il a passé plusieurs mois dans les caves du centre névralgique du KGB de Vilnius en 1945, avant d'être expédié dans les camps soviétiques pendant... dix-huit ans. C'était dans le cercle polaire, à Vorkouta, *« là où c'est l'hiver douze mois de l'année »*, lâche-t-il dans l'unique phrase prononcée en russe. *« Pendant des années,* dit-il, *je faisais des détours pour ne pas repasser devant cet immeuble. »* Comme la plupart de ceux qui sont revenus de l'horreur, Juozas Aleksiejunas est peu disert sur son « séjour » dans les sous-sol de ce bâtiment par lequel ont transité plusieurs dizaines de milliers de prisonniers jusqu'au dégel krouchtchévien, à la fin des années 50. S'il a repris du service, c'est, dit-il, *« pour que personne n'oublie »*. Aujourd'hui, il veille sur les travaux, entamés il y a six mois, pour *« restaurer »* les lieux, c'est-à-dire les remettre en l'état où ils étaient à l'origine.

SOIF DE SAVOIR

Car avant d'abandonner l'immeuble qu'ils ont occupé jusqu'en 1991, les soldats de l'armée rouge ont « rénové » les locaux ; une couche de peinture bleue ciel a rapidement été appliquée sur les murs et les cellules « équipées ». Au bout du couloir de cette cave voûtée décrépie que des ampoules éclairent d'une lumière blafarde, se trouve un local censé avoir abrité une bibliothèque et l'infirmerie. *« A l'époque, c'était une cellule humide »*, se souvient Juozas. Idem pour la pièce de cinq mètres carrés dans laquelle il a passé deux mois. Aujourd'hui, il y a des carreaux aux fenêtres et deux lits métalliques. *« Nous étions vingt là-dedans, on était tellement serrés que l'on devait dormir sur le côté. Les vitres avaient volé en éclats pendant la guerre et n'avaient pas été remplacées. Pendant la journée, on faisait les cent pas, et si un soldat nous surprenait en train de prendre appui sur le mur, on partait pour dix jours en isolement. »* Un peu plus loin, Juozas sourit en montrant les étagères fraîchement installées dans un autre cachot, rempli de sacs de papiers, broyés à la hâte par les Soviétiques. Au total, l'armée rouge a emporté avec elle *« cinquante et un mille »* caisses d'archives compromettantes.

La journée dans l'antre du KGB de Vilnius était rythmée par les « repas », un bouillon de légumes et un morceau de pain, et, pour les plus chanceux, par une promenade d'un quart d'heure dans une petite cour, encore surmontée de barbelés. *« On devait marcher en file indienne, garder la tête baissée, nos mains derrière le dos, et nous n'avions pas le droit de parler. »* Tous les dix jours, il y avait le passage à la douche, *« où coulait un maigre filet d'eau »*. Le pire moment, raconte Juozas, c'était après l'extinction des feux, à 22 heures. *« Ils faisaient toujours leurs interrogatoires la nuit »*, dit-il en montrant une pièce à l'entrée du couloir. Il n'en dira pas plus.

Dès l'ouverture au public du macabre sous-sol du numéro 40 de l'avenue Gedimino en octobre 1992, ce fut la ruée. En deux jours, le *« musée du génocide »* a accueilli près de sept mille personnes. Après tant d'années de peur et de mensonges, les Lituaniens avaient soif de savoir, de voir. Et le simple fait de pénétrer, sans craintes, dans ce lieu maudit était déjà une victoire en soi. Aujourd'hui encore, ce musée du souvenir est toujours le plus fréquenté du pays, souligne son directeur, Gintaras Vaiciunas, installé dans la pièce glaciale du rez-de-chaussée qui abritait jadis le bureau du médecin de l'armée soviétique.

Par une symbolique revanche sur l'histoire, l'idée du musée revient au plus vieux prisonnier politique du pays, l'actuel député Balys Gajauskas, le « Mandela lituanien », qui a passé trente-cinq ans au goulag, et à Darius Kuolys, ministre de la culture et plus jeune membre du gouvernement de l'époque (trente-deux ans). Dans cette région de l'Europe baltique, particulièrement éprouvée par les convulsions totalitaires du XXe siècle, un tel musée était condamné au succès. Aujourd'hui encore, presque chaque famille lituanienne porte les cicatrices de la guerre. Au total, ce sont entre 650 000 et 700 000 personnes – dont 200 000 juifs –, dans un pays qui comptait moins de 4 millions d'habitants, qui ont été tuées, déportées ou exilées par le chassé-croisé des invasions allemandes et soviétiques entre 1940 et 1944. La Lituanie n'a retrouvé son niveau démographique d'avant-guerre qu'en... 1969.

Yves-Michel Riols

Les libéraux allemands, partenaires du chancelier Kohl, jouent leur avenir dans trois élections régionales

TROIS ÉLECTIONS régionales ont lieu, dimanche 24 mars, en Allemagne, au Schleswig-Holstein, en Rhénanie-Palatinat et dans le Bade-Wurtemberg. Leur signification politique dépasse largement les frontières de ces Länder et pourrait *affecter le gouvernement* du chancelier Kohl si le Parti libéral (FDP), le petit partenaire de la coalition à Bonn, ne parvenait pas à franchir la barre des 5 %, nécessaire pour être représenté dans les Diètes régionales comme au Bundestag. Les derniers scrutins avaient *été très difficiles* pour le FDP, qui devrait cependant échapper, dimanche, à une défaite cuisante, selon les derniers sondages.

La situation politique est différente dans les trois Länder concernés par ces élections. A Kiel, capitale du Schleswig-Holstein, Heidi Simonis – la première femme ministre-président en RFA – dirige un gouvernement composé de sociaux-démocrates qui défendent leur majorité absolue. Mme Simonis avait succédé, au milieu de la législature, à Björn Engholm, fugitif président du SPD, qui avait dû démissionner à la suite d'une série de scandales.

A Mayence, en Rhénanie-Palatinat, ancien fief d'Helmut Kohl, le social-démocrate Kurt Beck est à la tête d'une coalition socialiste-libérale, la dernière de ce type en Allemagne. Enfin, à Stuttgart, capitale du Bade-Wurtemberg, le chrétien-démocrate Erwin Teufel a gouverné pendant quatre ans avec le SPD au sein d'une grande coalition. L'avenir de ces gouvernements dépend aussi du résultat des Verts, dont l'ascension, d'après les sondages, a souffert ces dernières semaines des débats autour des immigrés, et notamment des Kurdes.

Les manifestations de Kurdes qui ont eu lieu dans plusieurs villes d'Allemagne et les incidents avec la police ont au contraire profité à l'extrême droite – en particulier dans le Bade-Wurtemberg, où les Republikaner avaient déjà réalisé des scores très élevés aux dernières élections municipales. Dans ce Land, le chef du Parti social-démocrate, Dieter Spöri, a lui-même fait une campagne très hostile à l'immigration (y compris à celle des Allemands de souche arrivant de Russie) et très critique à l'égard de l'Union économique et monétaire. Une affiche affirmant *« Oui aux emplois, non à l'euro »* a été retirée in extremis, mais M. Spöri estime que la monnaie unique aggraverait les problèmes d'emploi du Bade-Wurtemberg si les principaux pays concurrents – comme l'Italie – ne devaient pas y participer.

La première élection présidentielle taïwanaise inquiète Pékin

Les citoyens de l'île, appelés aux urnes samedi 23 mars, devraient manifester leur refus d'une sujétion à la Chine continentale. Le chef de l'Etat sortant, Lee Teng-hui, est donné largement favori par les sondages

Les Taïwanais doivent, samedi 23 mars, élire leur président au suffrage universel. Cette première dans l'histoire du monde *chinois inquiète Pékin, dont les manœuvres* au large de l'île ont, deux semaines durant, tenté de faire dérailler le processus. Le chef d'Etat sortant, Lee Teng-hui – qui, depuis 1988, a « poussé » une démocratisation *certes contrôlée par son parti,* le *Kuomintang*, mais très profonde –, est donné largement favori par les sondages, devant des « tickets » respectivement indépendantiste et partisan d'un rapprochement immédiat avec Pékin. M. Lee *incarne* en effet le sentiment dominant des Taïwanais : chinois sans équivoque, ils se sentent pourtant une personnalité spécifique, fruit d'une histoire tumultueuse souvent indépendante de celle du continent. Les Etats-Unis, quant à eux, se sont engagés davantage dans une stratégie de soutien à l'île en cas d'attaque venue du continent : le Sénat a en effet voté, jeudi, après la Chambre, une résolution recommandant à M. Clinton de réviser les instruments de la *défense de Taïwan.*

TAÏPEH
de notre envoyé spécial

Les 14 millions d'électeurs taïwanais – l'île compte 21 millions d'habitants – vont aux urnes, samedi 23 mars, pour désigner leur chef d'Etat *« pour la première fois en cinq mille ans d'histoire de la Chine »*, selon la formule martelée par les médias. Ceux-ci ont beau s'être démocratisés, comme l'ensemble de la société, en près de dix ans de libéralisation – depuis la levée, en 1987, de la loi martiale, juste avant la mort, en janvier 1988, de Chiang Ching-kuo, fils de Tchang Kaï-chek –, le discours public partage dans une bonne mesure l'attachement du régime de Pékin pour le passé chinois. Mais c'est bien tout !

Où qu'ils se situent sur l'échiquier politique, les quatre tandems de candidats à la présidence et à la vice-présidence de la République de Chine sise à Taïwan posent, en effet, une seule et même question : comment peut-on, en 1996, être chinois, en terre chinoise, sans pour autant être sujet de la dictature avouée de Pékin sous laquelle personne, ici, ne souhaiterait vivre. Ce débat, à Taïwan, *s'appelle la démocratie.*

BÊTE NOIRE

La seule influence qu'auront eue les manœuvres des forces armées de Pékin sur la campagne aura été de confiner largement le débat à la question des rapports entre l'île et le continent. Or, à la veille du scrutin, il n'y a aucune raison de croire que le résultat sera celui qu'auraient, en toute logique, souhaité les héritiers de Deng Xiaoping, au contraire : c'est bien leur bête noire, Lee Teng-hui – soixante-treize ans, président sortant et chef d'un Parti nationaliste (Kouomintang, KMT) qui n'a plus rien à voir avec celui de Tchang Kaï-chek –, qui semble en passe de l'emporter. La seule incertitude réside dans l'ampleur de sa victoire : honnête avec plus de 50 % des suffrages, solide avec 60 %.

Plus inquiétant encore pour Pékin, M. Lee et son colistier, le premier ministre Lien Chan, comme lui taïwanais de souche, risquent *de contrôler un électorat aggloméré* de près de 75 % de suffrages si l'on ajoute à leur score prévisible celui de l'indépendantiste Peng Ming-min. Cet ancien prisonnier du régime recueillera en effet le vote de défi complet envers Pékin, *M. Lee incarnant, lui*, un certain sens du compromis.

Dans l'autre camp prévaut une morosité un peu passéiste, qui explique la zizanie le frappant. Le tandem formé par Lin Yang-kang (soixante-neuf ans, ex-vice-président du Kouomintang) et Hau Pei-tsun (soixante-dix-sept ans, ex-premier ministre, originaire du continent) représente la dissidence qui s'est arrachée au Kouomintang quand la « taïwanisation » de l'appareil est devenue trop patente à leur goût. Chen Li-an (quarante neuf ans, ex-ministre des affaires économiques puis de la défense), seul originaire du continent à se présenter à la présidence – mais avec un colistier taïwanais, Wang Ching-feng –, incarne une dissidence de cette dis*sidence.*

SOUTIEN AMÉRICAIN

Les deux mouvements combinés avaient recueilli 13 % des voix à la dernière élection législative, en décembre 1995. Chacun à sa *manière, ils ont tenté, sans* convaincre, de faire campagne sur le thème de la pureté, tout en attaquant le président Lee sur l'aspect provocateur, pour Pékin, de sa politique de démarchage diplomatique en vue d'obtenir une représentation de l'île au plan international. MM. Lin et Hau ont toutefois peiné à convaincre avec leurs critiques contre l'argent électoral, ayant eux-mêmes, autrefois, bénéficié de la mainmise, encore très forte, du KMT sur quantité d'entreprises. Quant à M. Chen, à la recherche d'un vote bouddhiste, il introduit un facteur d'incertitude qui ne paraît cependant pas devoir modifier le résultat du scrutin. Les derniers jours de la campagne, qui a continué alors que l'armée chinoise manœuvrait au nord du détroit de Formose, n'ont pas conduit le clan de la conciliation envers Pékin à prôner une réunification hâtive avec le continent, comme le souhaite celui-ci. Au contraire, la plus grande prudence vis-à-vis de Pé*kin domine l'ens*emble de la scène politique, renforcée par le soutien marqué qu'a soudain recueilli l'île auprès du Congrès américain : après la Chambre des représentants, c'est le Sénat qui, jeudi 21 mars à Washington, a voté à *l'unanimité une résolution de*mandant au président Bill Clinton de réexaminer les instruments dont dispose Taïwan pour se défendre.

Venant alors que, le jour même du scrutin, le deuxième porte-avions, le *Nimitz*, envoyé par Washington dans les parages y fera son apparition, cette motion équivaut à un début de remise en cause des conditions concernant Taïwan, qui avaient été négociées entre les Etats-Unis et la Chine lors de la normalisation survenue entre eux à partir de 1978. Washington s'était engagé à réduire progressivement ses livraisons d'armes à Taïpeh.

TERRE DE COLONIE

Le débat sur l'identité politique et diplomatique de l'île, avivé par les coups de canon de Pékin, a fait ressortir sur la place publique tout le passé refoulé de cette terre de colonie qui aura connu, en quatre siècles, des maîtres aussi variés que les Espagnols, les Hollandais, *les Portugais*, la dynastie mandchoue de Pékin et les Japonais, sans parler d'une tentative manquée d'annexion française en 1885. Et des discussions passionnées sur des sujets autrefois tabous auront occupé les antennes de radio et de télévision pendant des semaines.

Francis Deron

La population de l'île ne se sent plus tenue au continent que par une prudence convenue

TAÏPEH
de notre envoyé spécial

Et si la Chine finissait par attaquer ? La question ne laisse certes pas indifférents ces trois étudiants à lunettes, ordinateur portable en bandoulière, quêtant leur bonheur dans une grande surface consacrée à la micro-informatique. *« Qu'elle attaque, elle trouvera à qui parler. »* Le ton est calme, réfléchi. *« Ce n'est pas parce que nous sommes Chinois que nous devons coller au modèle ancien des Chinois. Pékin devra s'y faire : Taïwan existe »*, renchérit un autre. Taïwanais de souche, ils voteront pour Lee Teng-hui. Pourquoi pas indépendantiste ? *« Il y a des limites à respecter pour éviter l'affrontement, si c'est encore possible. »*

Les gesticulations chinoises n'ont pas affolé les esprits, ni détourné les attentions du simple fait qu'une population doit, samedi, tranquillement s'affirmer, de manière *a priori* irréversible. C'est là ce que dit le paysage de la rue, d'une placidité étonnante. Des embouteillages monstres aux commerces fébriles, de la routine désormais enracinée des manifestations devant les ministères aux services publics déficients : tout traduit une normalité confiante, peut-être trop confiante.

Pour autant, le folklore électoral n'est pas absent. Les avenues de Taïpeh sont parcourues de cortèges de taxis recrutés par les partis, hérissés de fanions aux couleurs des candidats. L'opposition accuse le président d'avoir dépensé dix fois plus que les trois autres candidats pour sa campagne, grâce aux fonds du pouvoir. Cela bouleverse peu la marchande de quatre-saisons. *« Forcément ! Il a le pouvoir ! Je voterai quand même pour lui. Sans lui, personne ne parlerait de nous, et les communistes chinois avaleraient Taïwan. »*

« Zhong-gong », « communistes chinois ». On ne sait laquelle des deux expressions est la plus désapprobatrice ; mais leur combinaison traduit un sentiment d'extranéité. Autrefois, on disait, et pas seulement dans la propagande nationaliste, *« bandits communistes »*, pour désigner le pouvoir d'en face. L'expression, dit-on, refait surface. L'ambiguïté, d'abord voulue par le gouvernement, du rapprochement, dans les années 80, entre populations des deux rives du détroit, semble s'être *évanouie. La notion de « compatriote »*, lestée d'intentions de reconquête dans le lexique de Pékin, passe de plus en plus mal ici. D'autant que, pour plus de 80 % de la population, la notion d'Etat est assimilée à celle d'occupation par une force extérieure.

A Taïpeh, le palais présidentiel est de style colonial japonais. Non loin de la capitale, à l'embouchure *de la Tamis, l'emblématique* fort Santo Domingo, construit en 1629 par les Espagnols qui ensuite cédèrent l'île aux Hollandais, ne fut que pendant vingt-deux ans, à partir de 1661, entre des mains chinoises – encore étaient-ce celles d'un continental, le demi-héros local que fut Koxinga, ou Cheng Cheng-kung, chef d'une résistance à l'invasion mandchoue. L'île tomba sous la coupe des Mandchous en 1683.

EMPREINTE JAPONAISE

Le syncrétisme culturel, qui est à l'origine du problème stratégique que pose aujourd'hui Taïwan, ne se borne pas à ce lointain passé. Le bilan de l'occupation japonaise, *qui fut sanglante sur le continent*, est plus mitigé ici – en quoi l'île est une exception en Extrême-Orient. Une éphémère république autonome exista quand la Chine mandchoue perdit sa guerre, en 1895, contre le Japon. Elle fut écrasée par l'empire nippon. Mais, ensuite, une symbiose relative se forma, dont les traces sont omniprésentes dans les rues de Taïpeh. L'empreinte japonaise ne se limite pas aux innombrables établissements de poisson cru : elle se décèle dans quantité de signes architecturaux, à une certaine peinture, au goût prononcé pour la sobriété des lignes – quand ce n'est pas l'exubérance du Fujian chinois, en face, qui l'emporte.

Aujourd'hui, le facteur dominant est une américanisation puissante mais pas sans rivale. Si la *plupart des jeunes rêvent d'études* aux Etats-Unis – que beaucoup réussissent à suivre –, l'Europe n'est pas absente. Restaurants ou cafés de style européen, mais aussi expositions d'art prestigieuses, forment un environnement culturel bien plus riche que l'image prêtée à l'île en Occident.

A cela s'ajoute que le régime de Tchiang Kaï-shek ne se comporta guère autrement qu'un occupant étranger quand, avant de s'installer ici pour cause de défaite, il se livra au massacre du 28 février 1947, pour mater une nouvelle rébellion à caractère autonomiste.

C'est de tout cela qu'il s'agit aussi dans l'élection de samedi. Aux Taïwanais de souche, et à une *frange de la population qui ne se* reconnaît plus dans le discours de la réunification sous obédience chinoise, il apparaît que l'heure est venue de se prendre en charge, d'autant que l'Etat n'est pas souvent perçu comme une *success story*. En témoignent par exemple la vision d'amas de sacs d'ordures au coin des rues, faute de voirie, dans une ville où le terrain est aussi cher qu'à Tokyo. *« Rendez-vous compte ! Quatre cents ans d'occupation étrangère et c'est toujours la pagaille ! Où est l'administration ? »*, s'indigne un Taïwanais au terme d'une de ces interminables soirées passées, dans le quartier des universités, à refaire le monde dans un café.

F. D.

Une économie très prospère tournée vers la Chine

AVEC ses 22 millions d'habitants entassés sur 36 000 km² face aux 1 milliard 220 millions du gigantesque continent, les Taïwanais semblent *a priori* de peu de poids. Mais c'est sur les plans économique *et surtout financier que se mesure la réelle puissance* d'une île dont Pékin supporte difficilement les velléités d'indépendance.

Deuxième pays au monde (derrière le Japon) pour ses réserves de change – avec l'équivalent de 91 milliards de dollars de devises, auxquels s'ajoutent plus de 5 milliards de dollars de réserves en or –, Taïwan continue à enregistrer un fort taux de croissance en dépit du ralentissement observé ces derniers temps. Il a encore été supérieur à 6 % en 1995, alors que l'inflation restait contenue à 3,7 % et que le chômage était quasi inexistant (à peine 2 % de la population active, deux fois moins qu'au Japon).

De l'avis des spécialistes de la région, cette richesse, confortée par un taux d'épargne domestique très élevé et par une dette extérieure réduite à moins de 9 % du PIB, permet aux Taïwanais d'afficher actuellement un produit intérieur brut par habitant de 11 600 dollars (au quatrième rang en Asie, derrière le Japon, Singapour et Hongkong). Le quinzième plan *de développement en cours (1991-1996) prévoit qu'il* sera porté à 14 000 dollars à la fin de l'année. La croissance devrait continuer au rythme de 5 % à 6 % l'an au cours des cinq prochaines années (contre 8 % en 1996 sur le continent, après 10,2 % en 1995), pour peu que se calme l'agitation actuelle, source de tensions sur les marchés financiers.

De tout temps, Taïpeh, devenu aujourd'hui le troisième exportateur mondial d'électronique (derrière les Etats-Unis et le Japon), a fait reposer son essor sur le développement accéléré de ses ventes à l'étranger, faisant aujourd'hui de ce petit pays, parfois baptisé le *« Singapour de la Chine »*, la quatorzième puissance commerciale au monde. En 1996, les ventes à l'étranger, essentiellement orientées vers la Chine continentale, devenue le premier destinataire des exportations taïwanaises (plus de 15 % du total), devraient croître encore de 20 % à 25 %. Taïwan, qui a réalisé en 1995 un chiffre record de ventes à l'étranger (112 milliards de dollars), exporte plus de *15 milliards de dollars vers la Chine populaire*, dont elle reçoit un peu plus de 2 milliards de dollars sous forme d'importations. Le flux des investissements reflète la même interpénétration des deux économies. En dépit de la tension actuelle, les grandes entreprises publiques taïwanaises – Chinese Petroleum *Corp. et Taïwan Power Corp. en tête – ont fait savoir* qu'elles entendaient continuer à investir sur le continent, où plus de 27 000 entreprises taïwanaises sont désormais représentées (contre 10 000 en 1992).

PRÉOCCUPATION

Selon la revue spécialisée *Nord-Sud Export*, ce courant d'investissements en direction du continent aurait totalisé plus de 20 milliards de dollars depuis 1987, Taïwan contrôlant désormais le dixième du stock total des investissements étrangers en Chine populaire. Pour sa part, la Chung Hua Institution for Economic Research a calculé qu'entre janvier 1991 et septembre 1995 le montant des investissements taïwanais sur le continent a atteint 5,4 milliards de dollars, générant quelque 17 milliards de dollars de production industrielle, en année pleine, en Chine populaire. Au total, les filiales taïwanaises assurent déjà à elles seules 7 % de la production industrielle du grand voisin.

*Mais, dans l'immédiat, Taïpeh doit surtout compo*ser avec les conséquences de l'offensive verbale et militaire de Pékin. En baisse de 13 % depuis le début des premières manœuvres d'intimidation chinoises, à l'été 1995, le marasme de la Bourse taïwanaise reflète la préoccupation des milieux d'affaires locaux et internationaux. Dans le même temps, le cours du dollar taïwanais, en baisse de 8 % depuis le début de l'année, a pâti de la défiance des investisseurs locaux. Au cours du seul semestre 1995, quelque 11 milliards de dollars américains avaient déjà délaissé Taïwan, réduisant d'autant des réserves de change.

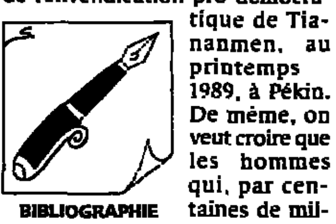
La fuite de capitaux s'est accélérée depuis l'annonce, début mars, de la campagne de tirs de missiles au large des deux grands ports de Taïwan. Au cours de la semaine qui a précédé le scrutin, les achats de dollars américains ont augmenté de 400 %. Cependant, jeudi 21 mars, un léger mieux a été constaté tant sur le marché boursier que sur celui des changes.

Serge Marti

Le goulag chinois, partie intégrante du système hérité de Mao Zedong

PÉKIN
de notre correspondant

Les gouvernements occidentaux tendent désormais de minimiser le souvenir laissé par la répression meurtrière qui a conclu l'explosion de renvendication pro-démocratique de Tiananmen, au printemps 1989, à Pékin. De même, on veut croire que les hommes qui, par centaines de milliers, ont subi les affres de l'immense système carcéral chinois, le *laogai*, seraient enclins à oublier. Les dirigeants – ceux de Pékin et *ceux qui traitent avec eux* – préfèrent glisser sous le tapis rouge du commerce mondialisé ces inconvenantes bavures du totalitarisme.


BIBLIOGRAPHIE

Harry Wu, ce Sino-Américain qui défraie épisodiquement la chronique sino-américaine, a le mérite d'appartenir à cette race encombrante d'individus pour qui les faits sont plus têtus que ne le voudraient les amabilités gouvernementales. Pour ce qui le concerne, ces faits se résument à dix-neuf ans passés en enfer. Tout cela parce qu'il avait eu la mauvaise idée, à la fin des années 50, de croire, non sans réserves, en la sincérité d'un régime qui exhortait la population à formuler des critiques sur la manière dont avaient été gérés les débuts de la *« nouvelle Chine »* communiste. Enfer où l'homme est ravalé au rang d'animal quand les détenus en arrivent à s'entredéchirer pour un trognon gelé de carotte pourrie. Et où la *« réforme par le travail »*, présentée comme une affaire de rédemption idéologique et patriotique, se révèle un monstrueux système d'extermination des mal-pensants par la famine.

Mais le livre de Harry Wu, Vents amers, va plus loin sur la voie ouverte par le témoignage de Jean Pasqualini dans *Prisonnier de Mao.* Il démontre que le goulag chinois n'est pas une machine rendue meurtrière par des erreurs criminelles imputables aux lubies d'un Mao mais un mécanisme institutionnel faisant partie du système. C'est Deng Xiaoping qui a envoyé dans les camps de travaux forcés, en 1957, environ la moitié du million de *« droitiers »* dénoncés par des activistes, des courtisans ou des lâches. C'est le même Deng qui, de retour au pouvoir en 1978, en sortit les survivants tout en déclarant que, malgré les *« exagérations »*, l'intention d'origine était pure.

Qu'en dirait la population des 2 500 à 3 000 centres de détention que compte le pays ? Dans un autre ouvrage qui devrait être dans l'attaché-case de tout agent, gouvernemental ou autre, se rendant en Chine, Harry Wu détaille avec une précision clinique l'état des lieux de cet univers pénitentiaire qui cohabite avec le pays visible au visiteur étranger et dont on ne constate qu'épisodiquement les tourments internes, comme lors d'une crise comme celle de Tiananmen. Or, si la violence gratuite qui fut infligée à la population dans la répression du mouvement pro-démocratique de 1989 participe bien du même système qui permet le *laogai*, il y aurait quelque indécence à s'imaginer que la population n'en tiendra pas le gouvernement moins comptable, à terme, que ne le fait Harry Wu envers ses geôliers.

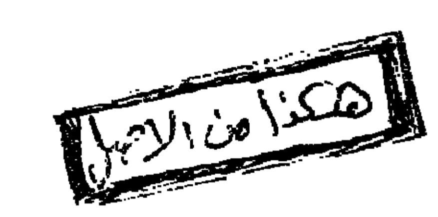
LE LEGS DE TIANANMEN

Timothy Brook, professeur associé à l'université de Toronto, spécialiste d'histoire chinoise, a dressé un premier tableau aussi complet que possible des journées de la répression, peint avec la distance d'un historien, ce qui n'exclut ni *chaleur ni vivacité du récit.* Bien que publié en 1992 aux Etats-Unis, cet ouvrage doit servir aujourd'hui encore de référence, en attendant que les Chinois puissent eux-mêmes parler de cette ombre majeure portée sur le règne de M. Deng.

Timothy Brook réfute sans polémique les arguties reprises par certains à l'étranger, niant que l'armée ait été envoyée commettre un massacre contre une foule coupable seulement de ne pas avoir cru que l'Etat se vengerait de son impertinence. Il établit avec certitude qu'il y eut bien une *« bataille »* pour la place Tiananmen, et que si massacre il y a eu, il ne fait aucun doute que la punition était voulue, et que, compte tenu de la complexité des moyens militaires mis en jeu face aux civils désarmés, l'ultime responsabilité en incombe à M. Deng. *Que ce dernier ait été ou* non manipulé, Tiananmen fait partie du legs que devront assumer ses héritiers, au même titre que le perfectionnisme apporté à l'exploitation de l'archipel pénitentiaire.

F. D.

★ *Vents Amers*, de Harry Wu, Bleu de Chine, 2, place Alphonse-Laveran, 75505 Paris, 1995, 382 p., 170 francs.
En anglais (Etats-Unis) : *Laogai, The Chinese Goulag*, de Harry Wu, Westview Press, 5500, Central Avenue, Boulder, Colorado 80301-2877, USA ; ou 36, Lonsdale Road, Summertown, Oxford OX2 7EW, U. K. ; 1992, 247 p., prix non communiqué. *Quelling The People, The Military Suppression of the Beijing Democracy Movement*, de Timothy Brook, Oxford University Press, 1992, 265 p., $ 27,50.



L'épidémie de méningite progresse dans une dizaine de pays africains

Plus de cinq mille décès ont été officiellement recensés

Une épidémie de méningite cérébro-spinale progresse en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Le bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déjà fait état de près de 5 400 décès répartis dans dix pays. Ces chiffres, selon des experts, seraient nettement inférieurs à la réalité. Une campagne de vaccination qui porte sur plusieurs millions de personnes a été lancée, notamment au Nigeria.

IDENTIFIÉE au Nigeria, une épidémie de méningite cérébro-spinale progresse dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, des cas ayant déjà été recensés en Tanzanie. Le dernier bilan officiel, diffusé à Brazzaville par le bureau régional de l'OMS, fait état de près de 5 400 décès dans dix pays, l'épidémie ayant déjà touché plus de 38 000 personnes. D'avis d'experts, ces chiffres sont nettement inférieurs à la réalité.

Au-delà du Nigeria, l'épidémie sévit au Burkina, au Niger, au Mali et au Tchad. Des cas sont observés au Bénin, au Togo, en République centrafricaine, en Tanzanie et au Cameroun. Cette dissémination géographique correspond à la *« ceinture de la méningite »* décrite par le médecin militaire français Lapeyssonnie : dans une zone qui s'étend de la Gambie à l'Ethiopie, les épidémies sévissent avec des périodicités de cinq à douze ans. Outre ce cycle, les méningites cérébro-spinales suivent, dans cette zone, un rythme annuel, le nombre de cas étant maximal pendant la saison sèche. Pour les spécialistes, l'actuelle flambée épidémique semble confirmer l'hypothèse d'un nouveau cycle qui aurait débuté au milieu des années 90 avec les poussées observées au Cameroun et au Niger.

Les premières analyses bactériologiques effectuées au Nigeria ont permis de confirmer la nature de l'agent infectieux. Il s'agit de *Nesseria meningitidis* (sérogroupe A), méningocoque habituellement retrouvé dans les méningites bactériennes de forme épidémique. Des analyses complémentaires sont menées au Nigeria et en Suède. La lutte contre cette maladie réclame la mise en place de mesures préventives (vaccination) et curatives (traitement par antibiotiques).

Compte tenu des données sanitaires disponibles, la situation qui prévaut en Afrique subsaharienne impose une série de mesures d'urgence de grande ampleur. Ce phénomène épidémique infectieux peut se développer très rapidement et, en l'absence de campagnes massives de vaccination, continuer à progresser pendant de longues périodes : seules de telles campagnes préventives peuvent briser la dynamique infectieuse. La vaccination de l'ensemble de la population est un objectif théorique, mais se limite le plus souvent aux groupes d'âge les plus exposés.

« Notre inquiétude tient notamment au fait que c'est la première fois qu'une épidémie de méningite progresse dans des régions si peuplées. Nous observons en outre au Nigeria qu'elle se double d'une épidémie de choléra et de rougeole. Des éléments laissent craindre l'apparition de dysenteries, a déclaré au *Monde* le docteur Jean-Hervé Bradol, spécialiste d'épidémiologie à Médecins sans frontières (MSF). *Pour notre part, nous avons soixante personnes au Nigeria, où nous organisons la plus grande opération vaccinale de l'histoire de notre organisation. Nous projetons de vacciner entre trois millions et demi et quatre millions de personnes. Parallèlement, nous approvisionnons des points de traitement où les malades peuvent recevoir une thérapeutique à base de chloramphénicol en solution huileuse. »*

Selon les observations de MSF, l'épidémie de méningite touche quatorze des trente Etats de la Fédération nigériane, situés au nord de ce pays de 100 millions d'habitants. Dans l'Etat de Kano, l'épidémie touche plus particulièrement les enfants de cinq à quatorze ans. Outre MSF, une assistance technique commence à s'organiser autour de l'OMS, l'Unicef et la Fédération des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Sept millions de doses vaccinales ont d'ores et déjà été distribuées dans les Etats les plus touchés.

2 MILLIONS DE DOLLARS

A la demande de l'OMS, le ministère nigérian de la santé a réuni récemment les « bailleurs de fonds » et élaboré avec eux un plan sanitaire qui prévoit l'acquisition de 10 millions de doses de vaccin anti-méningocoque et de 500 000 doses de chloramphénicol. L'OMS a aussi lancé un appel de fonds de 2 millions de dollars, dont le quart serait immédiatement nécessaire pour enrayer le phénomène épidémique.

Fournisseur du Nigeria pour les vaccinations de l'enfance, la firme française Pasteur-Mérieux participe activement à la lutte. A son siège lyonnais, on précise avoir réorganisé la production de vaccins anti-méningocoque. Depuis le début de l'épidémie, Pasteur-Mérieux a livré près de 13 millions de doses vaccinales au Nigeria et près de 4 millions aux pays voisins. Ses responsables ont prévu de produire 30 millions de doses supplémentaires pour le Nigeria d'ici à la fin de l'année.

Cette situation souligne l'importance du rôle que peuvent jouer, en termes de santé publique, les grands producteurs de vaccins, secteur industriel qui se caractérise par une concentration et une réduction du nombre des firmes qui, le plus souvent, se désintéressent des productions, jugées trop peu rentables, destinées aux pays du tiers-monde.

Jean-Yves Nau

Une vaccination trois semaines avant le départ

La méningite cérébro-spinale due au méningocoque se caractérise par l'apparition brutale de violents maux de tête accompagnés de fièvre, nausées, vomissements et raideur de la nuque. En l'absence de traitement, des signes neurologiques inquiétants peuvent apparaître. Ces symptômes sont la conséquence de lésions inflammatoires siégeant au niveau des méninges, le liquide céphalo-rachidien devenant un sorte de « milieu de culture » favorisant la prolifération de *Neisseria meningitidis*. Ce germe se transmet par contact direct entre les personnes infectées et celles qui ne le sont pas. *« Les voyageurs devant se rendre dans des zones où cette affection sévit sur un mode épidémique doivent se faire vacciner contre l'infection méningococcique,* souligne le professeur Alain Fisch (hôpital de Villeneuve-Saint-Georges), spécialiste des maladies tropicales. *Il est également important de faire cette vaccination trois semaines avant le départ. »*

Tension au Bénin dans l'attente des résultats de l'élection présidentielle

La présidence suspend toute diffusion de chiffres

COTONOU
de notre envoyé spécial

La Cour constitutionnelle du Bénin n'avait toujours pas, vendredi 22 mars en fin de matinée, départagé les deux candidats restés en lice au second tour de l'élection présidentielle du 18 mars, le président sortant, Nicéphore Soglo, et son prédécesseur, le général Mathieu Kérékou. Pourtant, dès le lendemain du scrutin, l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), chargé de la compilation des résultats, les avait totalisés pour l'ensemble du territoire, plaçant M. Kérékou en tête avec 54 % des voix contre 46 % à M. Soglo.

Jeudi, la présidence a fait interdire toute nouvelle diffusion de ces chiffres par la radio et la télévision d'Etat. Auparavant, le président de la Commission électorale nationale autonome (CENA), proche du chef de l'Etat, n'avait publié les résultats que de trois des six départements du pays, maintenant l'incertitude sur le vote de départements a priori acquis à l'opposition. D'autre part, le directeur général adjoint de l'INSAE, Maurice Bankolé, a été interpellé et était toujours entendu, vendredi matin, au commissariat central de Cotonou. Il pourrait être déféré devant le parquet pour *« diffusion de faux documents et incitation à la rébellion »*.

Dans les départements dont la CENA a publié les résultats, la différence de voix entre les deux candidats ne se chiffre que par dizaines. Aussi le porte-parole du président Soglo, Edgar-Yves Monnou, a-t-il dit que *« dans un pays où les élections sont serrées, il n'est pas normal d'ameuter et de conditionner l'opinion »* à l'avance, en annonçant la victoire d'un des candidats, *« dans la mesure où il y a eu beaucoup d'irrégularités »*.

Mais les observateurs de toutes obédiences n'ont pas constaté la *« fraude massive »* dénoncée par les partisans de M. Soglo. Ils signalent, en revanche, que leurs estimations sont *« très proches »* des données de l'Insae, qui font apparaître un écart de 162 000 voix en faveur de M. Kérékou.

Les observateurs américains du National Democratic Institute (NDI) s'inquiètent d'*« actes qui peuvent accroître la tension à un moment où les Béninois attendent les résultats du second tour »* et espèrent qu'on ne *« portera pas préjudice »* à un processus pour le moment montré en exemple sur tout le continent. En six ans, la démocratie s'est ancrée dans le pays grâce à l'établissement de contre-pouvoirs tels que la Cour constitutionnelle ou la Haute Autorité de l'audiovisuel et grâce à des campagnes de sensibilisation menées auprès des électeurs.

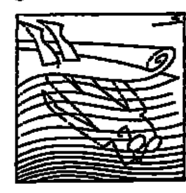
FORTE PARTICIPATION

Le taux de participation – 86 % au premier tour, 78 % au second – ainsi que le calme qui règne dans les rues de Cotonou, en dépit des rumeurs de complot que font circuler les états-majors politiques, témoignent de cet ancrage. *« On entend parler de mercenaires qui arriveraient, mais ça veut dire quoi, çà ?* demande un commerçant. *Nous, on attend le verdict de la Cour constitutionnelle... »* Des coups de feu ont été tirés contre la maison d'un des membres de cette Cour, sans faire de victime.

« Ici, en Afrique, on ne sait pas comment réagir face aux fins de règne », estime, pour sa part, un juriste béninois, qui fait allusion aux semaines qui ont précédé la clôture de la conférence nationale de 1990, conférence qui a mis fin au régime dictatorial du général Kérékou. La société civile s'inquiétait alors des intentions de ce dernier, que l'on croyait prêt à arrêter à tout moment l'expérience du pluralisme, qu'il avait qualifié d'*« amusement »*.

François Picard

Le fardeau rwandais de Jean Paul II



ANALYSE

L'ÉGLISE CATHOLIQUE n'en finit pas de traîner comme un fardeau l'affaire rwandaise. Dans le pays d'Afrique qui compte le plus grand nombre de baptisés (90 %), elle se demande encore comment un siècle de colonisation et d'éducation chrétienne a pu déboucher sur une telle folie meurtrière. Comment mieux signifier l'échec de l'évangélisation d'une région du monde où, dit un jour un ecclésiastique, *« le sang pèse toujours plus lourd que l'eau »* ?

La coïncidence a voulu que le 7 avril, jour de deuil au Rwanda puisqu'il marque le début des massacres de 1994, tombe cette année le jour de Pâques. Et la hiérarchie catholique locale – ou ce qu'il en reste, puisque sur neuf évêques, les trois qui ont été assassinés n'ont pas été remplacés et trois autres ont dépassé la limite d'âge (soixante-quinze ans) – a réclamé le report de la commémoration. Pour toute réponse, les autorités de Kigali ont rappelé les crimes commis contre les Tutsis et les Hutus modérés dans les églises, les missions, les paroisses, et demandé à l'Eglise de reconnaître collectivement ses torts. *« Le 7 avril doit rester une leçon pour les chrétiens »*, a dit Radio-Rwanda.

Dans une lettre à Mgr Thaddée Ntihinyurwa, président de la conférence épiscopale du Rwanda, le pape vient de demander pour la première fois – mais bien tardivement – que les prêtres et les religieux impliqués dans ces massacres puissent répondre de leurs crimes (*Le Monde* du 22 mars). *« Tous les membres de l'Eglise qui ont péché durant le génocide,* écrit-il, *doivent avoir le courage de supporter les conséquences des faits qu'ils ont commis contre Dieu et contre leur prochain. »*

Dans le climat de confusion et de règlements de comptes qui suivit les événements de 1994, des accusations ont sans doute été formulées avec légèreté. Des prêtres qui étaient des héros parce qu'ils avaient recueilli des réfugiés se sont retrouvés dans le camp des criminels, parce que leurs listes avaient été dérobées par des miliciens désireux d'arrondir leur macabre comptabilité. Par sa lettre, le pape souhaite donc un effort de la justice rwandaise pour mettre fin aux amalgames entre les personnes accusées à tort et les vrais coupables.

COMPLICITÉS DE L'ÉGLISE

Pour le moment, un prêtre qui figure en 421e position dans la liste officielle des 446 *« génocideurs »* a été inquiété par la justice française : le Père Wenceslas Munyeshyaka, ancien curé de la Sainte-Famille à Kigali, qui exerce aujourd'hui comme diacre dans une paroisse de l'Ardèche. Mis en examen le 28 juillet 1995 pour *« génocide, tortures et mauvais traitements »*, il a été écroué, mais remis en liberté le 11 août par la chambre d'accusation de Nîmes, qui a estimé insuffisants les témoignages réunis contre lui. Son sort reste suspendu. Le juge d'instruction de Privas, qui avait demandé l'annulation de la procédure, sous prétexte que la juridiction française était territorialement incompétente, n'a pas été suivi par la chambre d'accusation.

D'autres prêtres et religieux sont en prison ou en liberté surveillée au Rwanda. Ils ont été regroupés à Butaré, dans le Sud. Il s'agit notamment de deux religieuses de Kigali, trois prêtres de Gitarama et Butaré, ainsi que d'un grand séminariste. Un Père blanc italien avait été placé en résidence surveillée, en juin 1995, pour collaboration avec les milices hutues. Enfin, deux religieuses rwandaises du monastère de Sovu, près de Butaré, réfugiées en Belgique, ont été accusées de complicité dans le génocide. Entendues à Bruxelles, elles n'ont pas été inculpées, le motif de non-assistance à personne en danger ayant toutefois été retenu contre l'une d'entre elles.

On comprend le souhait du pape de voir éclater la vérité sur les exactions commises au Rwanda par des prêtres et des religieux, mais on ne peut que s'étonner du silence maintenu sur l'attitude de l'Eglise avant 1994. Celle-ci, écrit-il dans sa lettre, *« ne peut être tenue, en tant que telle, pour responsable des fautes de ses membres »*. Ce faisant, il élude la responsabilité de la hiérarchie catholique, tellement compromise avec l'ancien pouvoir hutu que l'archevêque de Kigali assassiné, Mgr Vincent Nsengiyumva, était membre (malgré les rappels à l'ordre du Vatican) du bureau politique du parti unique. Cette hiérarchie, qui avait bien peu protesté contre les injustices ou contre les massacres de Tutsis, a été certes décimée. Mais c'est l'ensemble de l'Eglise – le clergé (près d'un tiers des prêtres ont été assassinés), nombre de religieux et de laïcs – qui a dû payer le prix exorbitant d'une telle inconscience.

Henri Tincq

■ **Deux religieuses ont été tuées,** jeudi 21 mars, par l'explosion d'une mine près de Gisenyi, à la frontière avec le Zaïre. Le véhicule des deux femmes, une Espagnole et une Rwandaise, a heurté une mine antichar. La région de Gisenyi fait l'objet de nombreuses infiltrations de la part des miliciens partisans de l'ancien régime et réfugiés au Zaïre. – *(AP, Reuter.)*

M. Major convoque des élections pour le 30 mai en Irlande du Nord

LONDRES. Le premier ministre britannique, John Major, a annoncé, jeudi 21 mars, devant la Chambre des communes, que les élections qui doivent précéder les pourparlers multilatéraux sur l'Irlande du Nord se dérouleront le 30 mai. Les habitants de l'Ulster éliront 110 représentants, parmi lesquels seront désignés les équipes qui participeront aux négociations de paix, prévues à partir du 10 juin. Le Sinn Fein, exclu des négociations en raison de la reprise des attentats de l'IRA, pourrait retrouver sa place en cas d'une restauration *« sans équivoque »* du cessez-le-feu rompu en février. Gerry Adams, le dirigeant du Sinn Fein, a dénoncé l'organisation de ce scrutin qui traduit, selon lui, la *« mauvaise foi »* du gouvernement britannique. – *(AFP.)*

Des armes américaines pour le Pakistan

LES ÉTATS-UNIS livreront une partie des armes que leur a achetées – et payées – le Pakistan dans les années 80, placées sous embargo depuis que Washington soupçonne Islamabad d'avoir reçu des équipements nucléaires de la Chine. Selon le *Washington Post* du 21 mars, la Maison Blanche a averti le Sénat de sa décision. La transaction porte sur deux avions Orion P-3C de patrouille maritime, des missiles Harpoon et AIM-9L pour un montant de 1,8 milliard de francs.

● **GREENPEACE : le dernier navire de Greenpeace** retenu en Polynésie française depuis la campagne contre les essais nucléaires dans le Pacifique, en septembre 1995, le *MV Greenpeace*, a été restitué le 21 mars à l'organisation internationale, après le *Rainbow Warrior II*, restitué le 20 mars. – *(Reuter.)*

AFRIQUE

■ **SOMALIE : cinq expatriés de l'ONU** ont été enlevés par des miliciens armés, jeudi 21 mars sur l'aéroport de Ballidogle, à l'ouest de Mogadiscio. Pour l'instant, aucune demande de rançon n'a été formulée et l'on ignore l'identité des miliciens, même si l'aéroport est contrôlé par les partisans du général Aïdid. – *(AFP.)*

■ **TCHAD : cinq ans de prison** ont été requis contre l'ancien premier ministre Kassire Delwa Koumakoye, jeudi 21 mars, accusé d'avoir détourné les armes du personnel affecté à sa protection alors qu'il était en fonction, de 1993 à 1995. L'opposition a dénoncé un procès politique. – *(AFP.)*

■ **NIGERIA : les élections municipales** organisées samedi 16 mars par la junte militaire ont été un succès, malgré le boycott de l'opposition, a affirmé jeudi 21 mars la commission électorale nationale. Mais des incidents ont fait quatre morts à Kaduna et à Jos, dans le nord et le centre du pays. Cette élection est la première depuis l'annulation par les militaires du scrutin présidentiel en juin 1993. – *(AFP.)*

ASIE

■ **BANGLADESH : la plupart des villes** du pays sont restées paralysées par la grève, jeudi 21 mars, en dépit des appels pour la reprise du travail lancés par l'armée, mobilisée pour rétablir l'approvisionnement et les transports. – *(AFP, Reuter.)*

■ **PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE : le gouvernement a ordonné à** l'armée, jeudi 21 mars, de reprendre la lutte contre les sécessionnistes de l'île de Bougainville. Le conflit est né d'un différend sur l'exploitation des mines de cuivre. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **GRÈCE : la Grèce et l'Albanie,** dont les relations ont été extrêmement tendues dans le passé en raison de problèmes liés aux minorités, ont signé, jeudi 21 mars, un traité *« d'amitié et de coopération »*. – *(AFP, AP.)*

■ **Andréas Papandréou a regagné son domicile,** jeudi 21 mars, après quatre mois d'hospitalisation. L'ancien premier ministre grec, qui avait démissionné en janvier, continuera de subir chez lui des hémodialyses. – *(AFP.)*

■ **POLOGNE : la Cour d'appel de Varsovie a annulé,** jeudi 21 mars, l'acquittement de deux ex-généraux communistes, Wladyslaw Ciaston et Zenon Platek, accusés d'avoir commandité l'assassinat en 1984 de l'aumônier de Solidarité, Jerzy Popieluszko.- *(AFP.)*

■ **RUSSIE : deux collaborateurs de l'organisation humanitaire Medair** sont morts en Ossétie du Nord lorsque leur voiture a été écrasée par un blindé russe, a indiqué, mercredi 20 mars, l'organisation Médecins sans frontières.- *(AFP.)*

■ **SUÈDE : Goeran Persson, le ministre social-démocrate des finances,** a été élu, jeudi 21 mars, premier ministre par le Parlement et succède ainsi à Ingvar Carlsson, qui prend sa retraite politique *(Le Monde* du 19 mars). – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

■ **IRAK : un ancien chef d'état-major,** le général Nazar Khazraji, a fait récemment défection et a été autorisé à résider en Jordanie, a déclaré jeudi 21 mars, le ministre jordanien de l'information. – *(AFP.)*

■ **LIBAN : le chef du Hezbollah** pro-iranien, cheikh Hassan Nasrallah, a déclaré, jeudi 21 mars, que sa formation ne bombarderait pas le nord d'Israël, mais que les attaques-suicides contre des positions israéliennes continueraient dans la *« zone de sécurité »* créée par l'Etat hébreu au Liban-sud. – *(AFP.)*

■ **Une personnalité chiite** influente de la *« zone de sécurité »*, Riad Abdallah, proche de l'Etat juif, a annoncé la création d'un nouveau parti politique, « la Base », dont l'objectif est d'instaurer au Liban *« un Etat juste et capable d'imposer sa souveraineté sur la totalité de son territoire »*. – *(AFP.)*

■ **LIBYE : le Conseil de sécurité** de l'ONU a maintenu en l'état, jeudi 21 mars, l'embargo aérien et sur les armes décrété il y a quatre ans contre la Libye, accusée de protéger des terroristes. – *(AFP.)*

ÉCONOMIE

■ **BOSNIE : l'aide à la reconstruction de la Bosnie** sera examinée par les représentants des pays islamisques, le 9 avril prochain à Sarajevo, en préparation à la deuxième conférence internationale des pays donateurs, prévue les 12 et 13 avril à Bruxelles. Ni les pays islamiques ni le Japon n'avaient précisé leur éventuelle contribution au programme de reconstruction, évalué, lors de la première réunion des donateurs, à 25 milliards de francs jusqu'en 1999, – *(AFP.)*

■ **CHINE : les institutions bancaires** étrangères pourront ouvrir des sous-succursales dans quatre villes, dont Shanghai, ont annoncé des responsables officiels jeudi 21 mars. Cette mesure paraît anticiper une prochaine autorisation donnée aux étrangers d'effectuer des transactions en monnaie locale, le yuan. – *(AFP.)*

Approbation d'une réforme de l'immigration aux Etats-Unis

WASHINGTON. Par 333 voix contre 87, la Chambre des Représentants a approuvé, jeudi 21 mars, un important projet de réforme de la législation sur l'immigration aux Etats-Unis. Il prévoit une augmentation des contrôles aux frontières et l'extension des prérogatives des Etats, notamment pour supprimer la plupart des avantages sociaux aux immigrés illégaux, dont les enfants pourront se voir interdire l'école. Il prévoit aussi des peines plus sévères pour les personnes coupables d'organiser l'entrée de clandestins. – *(AFP, Reuter.)*

Renato Ruggiero, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

« Je ne vois nulle part de volonté politique de retour au bilatéralisme ou au protectionnisme »

Un an après la création de l'OMC, son directeur général, dans un entretien au *Monde*, juge positivement la mise en application des nouvelles règles du commerce mondial. Un optimisme que ne partage pas Sir Leon Brittan, vice-président de la Commission européenne, qui vient de dénoncer à Washington *« l'approche unilatéraliste »* des Américains en matière d'échanges.

(Lire aussi notre éditorial page 16.)

« Les négociations pour l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont repris cette semaine à Genève. Certains pays, dont les Etats-Unis, s'y opposent pour des raisons essentiellement politiques. Où en est-on ?

– Nous avons actuellement une avalanche de demandes d'adhésion à l'OMC. Il y a une trentaine de candidatures. Cela traduit bien une grande confiance dans le système commercial multilatéral. Quant à la Chine, aucun pays ne s'oppose à son entrée dans l'OMC. Les Etats-Unis ont clairement fait savoir, lors de la rencontre entre Bill Clinton et Li Peng en décembre, qu'ils ne posaient aucun préalable politique à cette adhésion. Il est de l'intérêt de tout le monde que la Chine soit l'un des grands partenaires du système commercial mondial, qu'elle respecte les mêmes règles et les mêmes disciplines que les autres.

» Cela dit, la Chine a une dimension, un dynamisme, une histoire, une culture très particuliers. Il ne faut pas que son adhésion bouscule le système ou l'affaiblisse. La négociation avec Pékin est objectivement difficile, car la Chine est aussi un pays qui a une expérience économique et politique différente. Il est normal qu'il y ait des débats. J'ai connu cela, de Bruxelles, lors de la négociation pour l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté européenne. Il ne faut pas être impatient. Il faut négocier sérieusement sur les dossiers concrets et non pas sur des arrière-pensées politiques, tout cela pour essayer d'aboutir le plus vite possible.

– De nouveaux pays devraient-ils s'ajouter, dans les semaines à venir, aux 120 membres actuels de l'OMC ?

– Nous discutons avec de nombreux pays candidats tels que l'Arabie saoudite, le Vietnam, Taïwan, Panama, la Bulgarie ou la Roumanie. Certaines négociations pourraient aboutir à l'occasion de la réunion ministérielle de Singapour en décembre. Elles sont bien avancées avec l'Ukraine et les pays baltes. Elles n'en sont qu'à leurs débuts avec la Russie.

– Le règlement des différends commerciaux est l'une des procédures nouvelles créées à la suite du cycle de l'Uruguay et gérées par l'OMC. Quel premier bilan tirez-vous de ce mécanisme après un an d'existence ?

– Une trentaine de différends ont été soumis à l'OMC depuis un an. Ils n'ont pas concerné uniquement les grands pays industrialisés. Les pays en développement ont pris conscience des possibilités qui leur étaient offertes. Le Costa Rica a, par exemple, demandé l'ouverture d'un panel, un comité de négociation, dans son contentieux sur le textile avec les Etats-Unis. Jusqu'à présent, quatre différends ont pu être résolus à l'issue d'une simple consultation bilatérale, sans qu'il soit nécessaire de réunir un tel panel. C'est notamment le cas pour le contentieux automobile entre le Japon et les Etats-Unis. Cela prouve le pouvoir dissuasif de la procédure. Dans un autre dossier, un panel de l'OMC a donné raison au Venezuela contre les Etats-Unis. Les Etats-Unis ont fait appel.

– Vous allez certainement être saisi bientôt du dossier Cuba, après la décision de Washington de renforcer l'embargo contre ce pays et d'appliquer des sanctions aux pays qui continueraient à y investir. Quelle est votre position ?

– Je ne fais jamais de commentaires sur les différends en cours. Mon devoir est de mettre des procédures à la disposition des pays membres et non de porter un jugement sur les contentieux eux-mêmes. Je peux simplement vous dire que cette question de l'embargo existe depuis de nombreuses années et qu'elle n'a jamais été contestée sur le plan de la procédure des différends...

– Parce qu'il n'y avait pas d'instance *ad hoc* jusqu'à présent...

– Il y avait des instances. Dans le cadre du GATT, elles existaient déjà. Il s'agit là d'une question délicate, car tant les règles du GATT que celles de l'OMC reconnaissent aux pays membres la possibilité de décider des mesures commerciales restrictives quand la défense des intérêts nationaux l'exige.

– Considérez-vous, sur le plan des principes, que les lois commerciales d'un pays membre, en l'occurrence les Etats-Unis, l'emportent sur les règles internationales de l'OMC ?

– Certainement pas. Les Américains eux-mêmes en conviennent. C'est pour cela que certains pays doivent modifier leur législation, car elle est contraire aux principes issus des négociations du cycle de l'Uruguay.

– Avez-vous été saisi par les Européens sur les incompatibilités de certaines lois américaines avec les règles de l'OMC ?

– Non, pas à ce jour. Mais il faut savoir – et tous les pays membres en ont conscience – que les règles du GATT puis de l'OMC comportent assez de souplesse pour ne pas heurter la souveraineté des pays. Ainsi, un pays membre dont la législation serait, sur certains aspects, contraire aux règles de l'OMC ne serait pas contraint de la modifier. En revanche, à partir du moment où l'application de cette législation crée un préjudice à un autre membre, alors ce dommage doit être réparé. C'est un système à la fois souple et réaliste...

– Ressentez-vous, dans vos contacts avec les dirigeants des pays industriels, une montée des sentiments protectionnistes et une volonté de retour vers le bilatéralisme ?

– Non, je ne vois nulle part de volonté politique de retour au bilatéralisme ou au protectionnisme. Il y a, c'est vrai, un débat ouvert sur la libéralisation des échanges, la mondialisation et ses conséquences, notamment sur l'emploi. Ce débat n'est nouveau ni aux Etats-Unis ni en Europe. Il est dans la logique des démocraties. Aujourd'hui, le débat est plus vif parce que nous sommes dans une période de transition, nécessairement difficile à assumer. La globalisation conduit, dans les pays industrialisés, à des changements profonds dans la structure des emplois. Mais elle constitue aussi la principale source de croissance pour les années à venir. En fait, le mouvement en faveur de la libéralisation n'a jamais été aussi puissant que maintenant.

» En Europe, nous sommes sortis de la récession de 1993 avec finalement moins de dégâts que nous aurions pu le craindre, car nous avons pu augmenter de façon sensible nos exportations vers les pays asiatiques et d'Amérique latine. La France, par exemple, a augmenté de 43 % en 1995 ses exportations vers les pays asiatiques les plus performants, c'est-à-dire bien plus que ne l'ont fait ces pays vers les autres membres de l'Union européenne. A Bangkok, début mars, le président Jacques Chirac s'est d'ailleurs engagé à tripler la part de marché française en Asie en dix ans.

– L'actuel contentieux franco-américain sur les liaisons aériennes transatlantiques ne démontre-t-il pas que certains pays préfèrent, au multilatéralisme de l'OMC, des approches bilatérales ou régionales ?

– Je n'en vois aucun signe. C'est même le contraire qui est vrai. Le multilatéralisme s'est exprimé avec éclat, par exemple à Bangkok avec le sommet euro-asiatique. La négociation autour des télécommunications est une autre illustration de la vivacité de l'approche multilatérale. Nous abordons d'ailleurs au sein de l'OMC de nouveaux champs : l'environnement, l'investissement direct, la concurrence...

– La France, avec d'autres, souhaite lier les accords commerciaux à une « clause sociale » et conditionner l'accès de leurs marchés au respect de certaines normes sociales minimales. Qu'en pensez-vous ?

– Il n'y a pas encore sur ce dossier de véritables discussions. Vous avez d'ailleurs noté que ce sujet a été évité à Bangkok. Il n'y a en fait pas d'accord pour savoir si cette question doit être discutée dans le cadre de l'OMC. Certains pays cependant sont déterminés à faire avancer ce dossier. Il faut donc engager le débat, en sachant qu'en tout état de cause le protectionnisme ne sera jamais la solution. Il faut aborder le sujet avec un esprit qui ne doit être ni de menace ni de sanction. Il faut éviter le dialogue de sourds, éviter l'affrontement. Ce sera difficile mais ce n'est pas impossible.

– Les négociations sur la libéralisation des télécommunications doivent aboutir avant le 30 avril. Compte tenu des divisions actuelles, un accord est-il encore imaginable à cette échéance ?

– Je ne suis pas pessimiste. Cette négociation a une importance historique. Il ne s'agit pas seulement d'ouvrir l'accès aux marchés mais d'organiser des règles de concurrence nouvelles. Tout le monde doit contribuer à l'accord. Il y a, de toute part, un engagement très sérieux pour y parvenir. Les Européens et les Américains ont raison d'en demander davantage, pour eux-mêmes et pour les autres. Les pays en développement doivent faire un effort pour libéraliser leur marché. Les Américains jugent que la masse critique n'a pas encore été atteinte pour parvenir à une libéralisation significative. Dans une négociation, c'est toujours comme cela. Ce n'est qu'à la fin que les Etats se regardent et finissent par faire l'effort qui permet d'aboutir.

– Quel sera l'ordre du jour de la réunion ministérielle de Singapour, en décembre ?

– Nous y discuterons de l'environnement – c'est sûr –, de l'investissement – c'est probable –, de la concurrence – peut-être –, de la clause sociale – certainement –, et de la corruption ; Mickey Kantor y tient fermement. Il faut notamment améliorer la transparence des procédures de marchés publics. Cette semaine, nous avons eu un premier échange de vues avec les chefs de délégation des pays membres pour préparer cet agenda.

– Comment jugez-vous le comportement de l'Europe sur tous ces grands dossiers ?

– L'Europe fait des progrès. Elle est en train de changer son langage et son image dans le monde. Elle était considérée souvent comme une forteresse fermée, protectionniste. Cette perception s'atténue. Le sommet euro-asiatique en a été un témoignage. L'Europe, et la France en particulier, adopte désormais une attitude plus offensive. Le président Chirac a beaucoup travaillé à la rencontre de Bangkok. Il a retenu l'ambition de tripler le poids de la France sur le marché asiatique. La Commission a, pour sa part, fait des propositions pour améliorer l'accès aux marchés. Elle doit afficher une position très claire en faveur d'un régionalisme ouvert. »

Erik Izraelewicz et Serge Marti

120 pays convertis à la libéralisation des échanges

Créée le 1er janvier 1995 à l'issue des sept années de négociations du Cycle de l'Uruguay (1988-1994), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) regroupe 120 pays. Succédant au GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs), l'OMC, dirigée par l'Italien Renato Ruggiero, est chargée de la mise en œuvre des accords de Marrakech visant à la libéralisation des échanges commerciaux mondiaux dans un cadre multilatéral. Satisfait des premiers pas de l'OMC, M. Ruggiero reconnaît la difficulté et les tensions qui persistent sur certains dossiers en cours (services financiers, télécommunications...). Mais il souhaite d'ores et déjà élargir le champ d'intervention de l'OMC. Il propose ainsi qu'à l'occasion de la première réunion de l'ensemble des ministres du commerce des pays membres, prévue pour décembre à Singapour, de nouveaux sujets soient abordés : l'environnement, l'investissement, la concurrence et la corruption.

Nouveaux pas vers l'intégration économique des Amériques

CARTHAGÈNE
de notre envoyée spéciale

L'idée d'une intégration économique des deux Amériques continue de faire son chemin. A Carthagène, sur la côte caraïbe colombienne, où étaient réunis, mercredi 20 et jeudi 21 mars, les trente-quatre ministres du commerce du continent américain à l'occasion du deuxième sommet sur la zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), les discussions ont été âpres mais fructueuses.

En plus des sept déjà existants, quatre groupes de travail ont été créés pour *« préparer le début des négociations »*, qui devraient se conclure *« au plus tard en 2005 »*. Ce rêve souvent évoqué d'une immense zone de libre-échange, de l'Alaska à la Terre de Feu, représente une gageure, compte tenu des disparités des pays du continent. L'idée a pris corps en décembre 1994, lorsque les présidents des Amériques réunis à Miami s'engagèrent à mettre en place cette zone de libre commerce qui regrouperait tous les Etats du continent américain et des Caraïbes, à l'exception de Cuba. Il s'agit, comme l'a fait remarquer le représentant américain pour le commerce, Mickey Kantor, de concrétiser *« le plus grand marché ouvert du monde »*, fort de 750 millions de consommateurs.

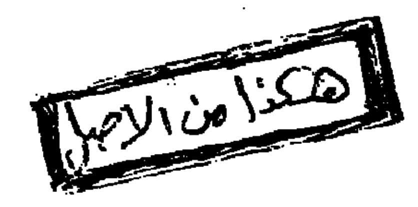
Les Etats-Unis représentent à eux seuls 77 % du PIB du continent, tandis que l'Alena (accord de libre-échange nord-américain) entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique permet d'en réaliser 90 %. Dans ces conditions, on comprend l'inquiétude des petits pays. Le problème est aussi de savoir si les pays devraient adhérer individuellement ou par le truchement des ensembles existants, comme l'Alena, le Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay et bientôt sans doute Chili), le Pacte andin (Colombie, Pérou, Bolivie et Equateur) ou le Groupe des trois (Venezuela, Colombie et Mexique) notamment.

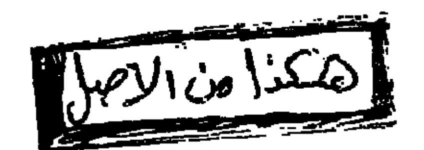
UN FORUM DES ENTREPRISES

Parallèlement au sommet ministériel, un forum des entreprises du continent a rassemblé plus de 1 200 hommes d'affaires, qui ont été – grande nouveauté dans une réunion multilatérale – écoutés en direct par les ministres concernés. Les hommes d'affaires ont notamment recommandé aux Etats-Unis d'adopter le système métrique, comme tout le monde. Ils ont aussi décidé de mettre en place un réseau de communication, *via* Internet, pour échanger des informations en permanence.

Le président de l'Organisation des Etats d'Amérique (OEA), Cesar Gaviria, a tenu à affirmer que *« l'intégration n'avait de signification que si elle était synonyme de démocratie »*. Le président colombien, Ernesto Samper, s'est taillé un franc succès, malgré les difficultés qu'il rencontre sur le plan intérieur, en affirmant : *« L'intégration, c'est comme le paradis, tout le monde veut y aller mais personne ne souhaite s'y rendre tout de suite. »*

Anne Proenza





DIVERGENCES Le président (RPR) de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, qui clôturait dans sa ville d'Epinal (Vosges), vendredi 22 mars, un forum sur l'emploi, a souligné que *« L'Europe doit se construire autour d'un projet dont l'emploi sera l'absolue priorité »*. Il a critiqué la politique du *« donnant-donnant »* d'Alain Juppé en matière d'emploi. ● LE RPR, après un long débat interne, réunit, samedi 23 mars, son conseil national, pour actualiser sa politique européenne à l'approche de la Conférence intergouvernementale de Turin du 29 mars. Le secrétaire général, Jean-François Mancel, estime que les divisions apparues lors du référendum sur le traité de Maastricht sont dépassées. ● L'UDF, qui semble en panne d'ambition européenne, a réuni ses parlementaires jeudi. La confédération est en désaccord avec ses alliés du RPR, notamment sur le rôle de la commission de Bruxelles.

La majorité aborde en ordre dispersé le sommet européen de Turin

Tandis que Philippe Séguin souligne qu'« un projet politique » doit présider à la construction de l'Europe, RPR et UDF divergent sur plusieurs points, dont la théorie d'une Union à plusieurs « cercles » chère à Edouard Balladur et à Alain Juppé

ÉPINAL
de notre envoyé spécial

Trois ans après son discours qualifiant le renoncement des politiques face au chômage de véritable *« Munich social »*, et dix jours avant le G7 sur l'emploi prévu à Lille les 1er et 2 avril, Philippe Séguin a précisé, vendredi 22 mars à Epinal (Vosges), sa réflexion sur deux de ses thèmes favoris, l'Europe et l'emploi. Clôturant le Forum sur l'emploi qui s'est tenu dans sa ville jeudi et vendredi à l'initiative du club séguiniste Valmy, le président (RPR) de l'Assemblée nationale ne s'est pas contenté de jouer son rôle traditionnel d'imprécateur pour fustiger ceux qui, en France comme ailleurs, se résignent à *« faire du chômage une variable d'ajustement »*. Devant un parterre de patrons, de syndicalistes, d'économistes et de sociologues, où l'on reconnaissait Marc Blondel (FO), Jean Gandois (CNPF), Jean-Paul Fitoussi (OFCE) et Emmanuel Todd (INED), il a tracé les grandes lignes d'une politique de l'emploi qui tourne le dos à celle entreprise depuis plus de dix ans par les gouvernements de gauche et de droite. *« L'Europe doit se construire autour d'un projet dont l'emploi sera l'absolue priorité »*, a-t-il déclaré.

Le maire d'Epinal n'est jamais aussi bon que dans sa manière de poser le problème de l'emploi en le sortant de son strict cadre économique. Avec plus de trois millions de chômeurs, a-t-il souligné, une société *« ne peut pas fonctionner, en tout cas longtemps, sur un mode démocratique »*. Après avoir dénoncé *« la tyrannie des marchés des capitaux »* et *« l'anarchie des taux de change »*, M. Séguin s'en est pris à *« la pensée économique dominante des années 80 »*, qui prévoyait que le libre jeu du marché déboucherait, après la crise, sur un optimum économique et que le plein emploi se rétablirait grâce à une répartition des tâches : aux pays industrialisés les emplois à haute valeur ajoutée, aux autres les tâches les moins qualifiées. *« Ce schéma quasiment idyllique ne s'est pas réalisé »*, a-t-il constaté. Les mêmes erreurs ont été, selon lui, commises au niveau européen. *« On se trouve aujourd'hui dans une impasse, où chacun doit soit se résigner à l'institution d'une monnaie unique qui ne soit pas accompagnée des mécanismes de décision politique qu'elle supposerait normalement, soit attendre que l'un des pays membres se décide enfin à dégainer le premier contre la dernière phase de l'union monétaire. »*



Le président de l'Assemblée nationale a, une nouvelle fois, regretté *« les choix inadaptés »* et *« dominés depuis des années, pour des raisons exclusivement politiques, par le couplage franc-mark »*, politique qui n'a eu, selon lui, *« que des effets désastreux »* sur l'emploi. M. Séguin refuse l'alternative entre une déréglementation qui conduit à la création d'une classe de travailleurs pauvres, comme aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, et un *statu quo* où le maintien d'un haut niveau de protection sociale se paie d'un haut niveau de chômage. Il estime que tout n'a pas été essayé dans la lutte contre le chômage : le secteur marchand a perdu plus de 350 000 postes entre 1975 et 1994, alors que la richesse nationale s'accroissait de 53 %. M. Séguin s'est dit persuadé que ce n'est pas dans ce secteur marchand que l'on trouvera les emplois de demain, même si l'on se livre – ce qu'il refuse – à des réductions drastiques de salaires.

CONTRE LE DONNANT-DONNANT

C'est le secteur non marchand qui a créé des emplois ces vingt dernières années, a-t-il encore rappelé, et c'est là, pour peu que l'on y investisse les 400 milliards d'aides publiques, que dorment les futurs emplois, assure-t-il. Est-ce la politique suivie par M. Juppé et ses homologues européens, américain ou japonais ? *« J'ai le regret de le constater, l'emploi n'est pas l'objectif premier de l'action publique. »* Alors qu'il faut en faire *« LA priorité »*. Le premier ministre fait notamment fausse route, selon le président de l'Assemblée nationale, quand il réclame des créations d'emplois en échange d'une baisse des charges. *« La querelle du « donnant-donnant » rivalise avec le « ni-ni » sur l'échelle des querelles théologiques »*, a-t-il ironisé.

Les solutions ? Elles sont de plusieurs ordres. Rejetant une réduction du temps de travail qui serait *« une sorte de chômage partiel généralisé »*, l'ancien ministre du travail a demandé aux partenaires sociaux de multiplier les expérimentations. A charge pour l'Etat de contrôler que ces réformes n'entraînent pas une paupérisation ou une précarisation des travailleurs et d'adapter la vie sociale (ouverture des commerces et des services publics, aménagement des rythmes scolaires...). Le maire d'Epinal a également plaidé pour la relance d'*« activités tout à fait classiques qui ont disparu dans certains bassins d'emplois »* – mais qui ne résulterait pas spontanément du seul jeu des forces de marché. Cela suppose, selon M. Séguin, une réorientation massive de la politique de l'emploi, une évaluation systématique des aides et de leurs retombées, un allégement des prélèvements obligatoires pesant sur le travail et une augmentation du salaire direct. Dans la mise en place de ces nouvelles activités, il juge que *« le rôle de l'Etat est irremplaçable »*, puisqu'il devra définir les nouvelles modalités d'organisation des services publics et *« l'espace de la libre négociation »* entre les partenaires sociaux.

Dans vingt ans, l'économie mondiale se structurera en *« plusieurs pôles de puissance »* politiques et économiques, a pronostiqué M. Séguin. C'est dans ce cadre qu'il faut penser et construire l'Europe, notamment la monnaie unique. Un espace monétaire intégré implique cependant deux conditions : *« Un minimum de préférence communautaire et des mécanismes de solidarité financière entre les pays membres de grande ampleur. »* Mais, pour que la solidarité européenne existe, *« encore faut-il qu'un projet politique préside à sa construction »*. Et c'est bien ce déficit politique qui, selon le maire d'Epinal, hypothèque le plus lourdement les perspectives d'une véritable Europe, non seulement des consommateurs mais aussi et surtout des citoyens.

Jean-Michel Bezat

Le RPR estime avoir surmonté ses divisions

POUR la première fois depuis que Jacques Chirac a remis le RPR clefs en main à Alain Juppé, le conseil national du mouvement néogaulliste doit consacrer toute une journée, samedi 23 mars, à débattre. Le prétexte en est l'Europe. Edouard Balladur et Charles Pasqua, parmi une quinzaine d'orateurs déjà inscrits, ont prévu d'intervenir.

Dans son rapport, le secrétaire général du RPR, Jean-François Mancel, se félicite qu'à la veille de la conférence intergouvernementale (CIG) européenne de Turin *« un nouveau consensus fort* [se soit] *constitué entre tous les gaullistes »*. *« Les débats sur Maastricht* [qui, en 1992, avaient divisé le mouvement] *sont derrière nous »*, précise-t-il. Le député de l'Oise juge même que le débat qui vient d'avoir lieu dans les fédérations départementales constitue *« un modèle pour toutes les autres formations politiques »*.

« Il faut dire haut et fort, à ceux de nos concitoyens qui le craignent, de ne pas avoir peur de l'élargissement »

Une fois n'est pas coutume en effet, les militants du RPR ont été invités à se prononcer sur la base d'un document de travail élaboré par Pierre Lellouche, député du Val-d'Oise (*Le Monde* du 25 janvier). Une première réunion du bureau politique, le 7 février, avait amendé ce texte sur la question de la présidence de l'Union européenne, que M. Lellouche souhaitait réserver aux cinq principaux Etats du continent (l'Allemagne, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie).

M. Balladur, notamment, avait jugé que ce n'était pas réaliste. Depuis, le document a été modifié sur plusieurs points. La nouvelle version fait ainsi référence à l'ouverture au Sud : *« l'élargissement vers l'Est ne saurait se traduire par un déplacement du centre de gravité politique et stratégique de l'Europe au détriment des liens évidents que l'Union doit continuer à entretenir avec ses voisins, le Maghreb et l'Afrique noire. »* A la demande du ministre délégué à l'outre-mer, Jean-Jacques de Peretti, le RPR souhaite par ailleurs que la CIG *« consolide le régime juridique des régions ultra-périphériques »* d'Europe, à savoir les quatre départements d'outre-mer français, les îles Canaries, Madère et les Açores.

Sur le plan des institutions, le RPR reprend à son compte la conception des *« cercles »* chère à M. Balladur : un cercle *« de droit commun »* comprenant tous les membres de l'UE et un cercle plus restreint de pays, parmi lesquels l'Allemagne et la France, disposés à aller plus vite ou plus loin dans la mise en œuvre de politiques communes. Il ne s'agit pas pour autant d'une Europe *« à la carte »*. La prééminence du Conseil européen y est réaffirmée. Le RPR propose à ce sujet la désignation, pour une période de trois ou cinq ans, d'un président du conseil. La commission, en revanche, devrait cesser d'exercer *« la direction effective mais illégitime de l'Union »* et se cantonner dans un rôle d'exécution et de conseil.

Soucieux de tenir l'équilibre entre les différentes sensibilités du mouvement, le document qui sera soumis, samedi, au vote du conseil national, fait une référence explicite à Philippe Séguin, qui prône une revalorisation du rôle des Parlements nationaux. A cet effet, le RPR réclame la constitution d'un haut conseil parlementaire, composé de représentants de ces Parlements nationaux et chargé de veiller à l'application du principe de subsidiarité avant tout projet de législation.

Sur proposition de Pierre Mazeaud, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, le RPR demande à la CIG de mettre un terme à la dérive de la Cour européenne de justice, qui tendrait à devenir *« une sorte de cour suprême européenne »*. *« On peut dire, sans forcer les termes, que la compétence de la Cour européenne de justice, si elle devait s'étendre, aurait pour conséquence inéluctable l'acceptation d'une Constitution européenne de type fédéral : par le droit, les fédéralistes aboutiraient à faire triompher leurs thèses »*, est-il écrit.

Le rapport de M. Mancel plaide enfin pour l'élargissement. *« Il faut dire haut et fort à ceux de nos concitoyens qui le craignent,* écrit-il, *de ne pas avoir peur de l'élargissement, que celui-ci est une chance pour notre pays et pour son rayonnement économique et politique. L'élargissement vers l'Est, ce sont cent millions de consommateurs européens de plus, avec pour l'instant l'équivalent, en PNB global, de celui de la Hollande. »*

Le député de l'Oise estime qu'*« avant l'an 2000 »* les anciens pays de l'Est devraient être associés aux travaux du Conseil et du Parlement européens et qu'ils devraient pouvoir accéder à certaines politiques communes telles que l'énergie, l'environnement, la recherche ou les réseaux d'infrastructure.

Jean-Louis Saux

L'UDF en panne d'ambition

EUROPÉENNE, L'UDF ? Championne toute catégorie de la promotion de la construction communautaire pendant des années, la confédération semble aujourd'hui en panne d'ambition européenne. C'est le seul parti politique à avoir négligé de mettre à jour ses positions avant la conférence intergouvernementale de Turin. L'intensive préparation de la succession de Valéry Giscard d'Estaing à sa présidence ne peut expliquer à elle seule cette désaffection. Afin de pallier cette défaillance, Gilles de Robien, président du groupe de l'Assemblée nationale, avait organisé, jeudi 21 mars, à l'abbaye de Royaumont (Val-d'Oise), une journée d'étude opportunément intitulée : *« L'Europe est-elle devenue un sujet tabou ? »*.

Pour une grande partie des responsables UDF, la réponse semble être positive, tant étaient rares les participants : sur les 206 députés que compte le groupe, seule une petite trentaine s'était donné la peine de faire le déplacement. Ils n'y ont retrouvé ni M. Giscard d'Estaing, ni Alain Madelin, ni André Rossinot, tous deux candidats à la succession de l'ancien chef de l'Etat à la tête de la confédération. Le troisième candidat, François Léotard, président du PR, était en revanche présent, aux côtés de l'allemand Karl Lamers, porte-parole pour les affaires extérieures du groupe CDU-CSU au Bundestag. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, y a déjeuné. C'est en définitive Hervé de Charette, coiffé de sa casquette de ministre des affaires étrangères de Jacques Chirac, qu'il avait soutenu pendant la campagne présidentielle, qui a tenté le plus vigoureusement de ranimer leur flamme européenne. *« Vous êtes le mouvement le plus européen de l'échiquier politique français, n'ayez pas la tentation du protectionnisme, ni de près, ni de loin (...) J'ai besoin de vous. L'heure n'est pas à mettre de l'eau dans son vin, à faire des concessions à l'euroscepticisme ambiant »*, les a-t-il exhortés.

RISQUE DE « SCHIZOPHRÉNIE »

Sur les grandes orientations, les responsables de la confédération se retrouvent aisément : la construction de l'Europe doit *« éviter les caricatures »* de *« l'Europe self-service »* fondée sur des cercles à diamètre variable, a plaidé M. Léotard. Partisan convaincu d'une *« Europe organisée »*, Jean-Louis Bourlanges, député européen, a cependant mis en garde contre les difficultés de l'option d'une plus grande intégration : *« Nous ne l'avons pas encore acceptée au fond de nous-mêmes. Il faut pourtant que nous choisissions, et que nous en tirions toutes les conséquences »*, notamment en matière de suprématie du droit communautaire et de la place accordée à la Commission, seul véritable *« foyer de cohérence »*, *« sinon nous sommes condamnés à une sorte de schizophrénie. Là est notre véritable problème »*, a-t-il affirmé.

Le moins que l'on puisse dire est que les responsables de l'UDF ne nagent pas dans l'optimisme. Ils ont ainsi exprimé les plus grandes craintes à l'égard de la CIG, et insisté sur la nécessité de réussir l'entrée en vigueur de l'euro le 1er janvier 1999. *« C'est notre objectif, et nous y tenons. L'UDF doit être le parti qui pousse la majorité et le gouvernement à ce que notre pays soit prêt pour cette échéance »*, a ainsi plaidé M. de Charette. *« Le succès improbable de Turin doit être racheté par un succès, que j'espère probable, de la monnaie unique »*, a pour sa part indiqué M. Léotard.

Pour le reste, ils ont souhaité une plus grande place pour l'emploi et le social dans l'Union, une meilleure harmonisation des systèmes sociaux et fiscaux, une procédure d'arbitrage pour la mise en œuvre de la subsidiarité, un allongement de la durée de la présidence du Conseil européen et l'instauration d'une *« règle de la majorité des Etats et des populations, avec une nouvelle pondération »* dans les prises de décisions. *« L'UDF a toujours été en pointe sur la question européenne. Et si certains en doutent, c'est largement parce que nos idées ont été pillées par les autres formations politiques »*, a conclu M. de Robien.

Cécile Chambraud

Des directeurs de laboratoire du CNRS s'organisent en « coordination »

François d'Aubert accuse les socialistes d'avoir financé la recherche avec des « chèques en bois »

LA GROGNE des chercheurs du CNRS ne faiblit pas. Une « coordination » des directeurs de laboratoire a été formée lors d'une réunion qui rassemblait deux cents d'entre eux, jeudi 21 mars, à Paris. Le même jour, une manifestation organisée par l'intersyndicale des personnels de recherche a réuni plusieurs centaines de personnes devant le siège parisien du CNRS. La pétition contre les mesures de rigueur budgétaire qui frappent cet organisme de recherche a été signée par près d'un millier de ses directeurs d'unité (sur environ mille cinq cents) et par cent soixante-dix de leurs collègues de l'Inserm, soulignent les promoteurs de cette initiative.

Les directeurs en colère affirment avoir toujours suivi strictement les consignes de leur direction en matière de gestion. Ils rappellent que le « déficit » du CNRS a pour origine la politique du gouvernement en matière de financement de la recherche. *« Si l'ancien ministre François Fillon avait tenu ses promesses et comblé la différence entre autorisations de programme et crédits de paiement, il n'y aurait plus de problème aujourd'hui*, affirme Henri Audier, porte-parole de la coordination. *La seule vraie question porte sur la place que l'on veut donner à la recherche. Nous avons très peur d'éventuelles régulations budgétaires que le gouvernement pourrait décider en mai et qui s'ajouteraient aux mesures actuelles. »*

« Profondément choqués et meurtris » d'être présentés comme les *« boucs émissaires »* d'une situation dont ils ne se sentent pas responsables, les directeurs de laboratoire souhaitent une prise de position claire du gouvernement et des dirigeants du CNRS *« les lavant de tout soupçon »*. Le retour des crédits confisqués par la direction dans les laboratoires, *« même s'ils doivent rester gelés »*, et une renégociation de la dette du CNRS leur semblent importants à cet égard. *« Nous sommes prêts à discuter, nous ferons des propositions. Mais*, souligne M. Audier, *supprimer toute marge de manœuvre budgétaire aux laboratoires revient à leur ôter toute liberté d'organisation scientifique. »*

Au-delà des problèmes financiers, la coordination et les syndicats s'inquiètent des menaces de restructuration des organismes de recherche qu'ils croient discerner dans le plan triennal de réforme de l'Etat publié récemment. Ils dénoncent aussi le vieillissement des personnels des organismes et la précarisation croissante de l'emploi des jeunes scientifiques.

A l'Assemblée nationale, une passe d'armes sur le sujet a opposé Jean-Yves Le Déaut, député socialiste de Meurthe-et-Moselle, et le secrétaire d'Etat à la recherche, François d'Aubert. *« La recherche n'est plus une priorité nationale, elle est étranglée »*, a lancé M. Le Déaut. *« Les gouvernements que vous avez soutenus ont, eux, financé de vraies-fausses priorités avec des chèques en bois »*, a rétorqué M. d'Aubert.

Jean-Paul Dufour

M. Lamassoure souhaite que la réforme fiscale maintienne la « progressivité » de l'impôt

Le gouvernement prépare la suppression de la plupart des abattements fiscaux

Le ministre délégué au budget, Alain Lamassoure, a apporté, jeudi 21 mars, d'importantes précisions sur la future réforme fiscale. Un rapprochement entre la CSG et l'impôt sur le revenu pourrait être effectué et de nombreux abattements seraient supprimés. Le porte-parole du gouvernement a aussi souhaité que l'un des fondements de la fiscalité française, celui de la progressivité, ne soit pas remis en cause.

FAUT-IL abaisser prioritairement le taux supérieur de l'impôt sur le revenu ou défendre la progressivité du prélèvement ? Invité, jeudi 21 mars, de l'émission « Le grand'O O'FM-*La Croix* », le ministre délégué au budget et porte-parole du gouvernement, Alain Lamassoure, a relancé le débat qui oppose de longue date les orthodoxes du libéralisme aux défenseurs de la justice fiscale, en se rangeant dans le second camp.

Dans ses grandes lignes, le projet de réforme fiscale auquel travaille le gouvernement est maintenant connu. Outre une réforme de la taxe professionnelle et des donations, qui devrait entrer en vigueur à court terme, le gouvernement souhaite arrêter un plan quinquennal, dont la mise en œuvre serait fonction des marges budgétaires. Ce plan comprendrait trois volets. D'abord, le gouvernement veut progressivement réduire les cotisations sociales pour leur substituer un prélèvement plus large, à l'image de la CSG. Ensuite, il entend supprimer progressivement les majorations exceptionnelles d'impôt qui ont été décidées au printemps 1995 pour la TVA, l'impôt sur les sociétés et l'impôt de solidarité sur la fortune. Enfin, il prépare une refonte conjointe de l'impôt sur le revenu et de la CSG.

C'est sur ce dernier point que M. Lamassoure a exprimé un *« sentiment personnel »* qui retient l'attention. Alors qu'Alain Madelin, à l'époque où il était ministre des finances, préconisait, conformément à une idée défendue par Alain Juppé pendant la campagne présidentielle, une baisse rapide du taux supérieur de l'impôt sur le revenu, pour le ramener de 56,8 % actuellement à près de 45 %, l'actuel ministre délégué au budget a défendu une solution inverse. Si une baisse doit intervenir, a-t-il expliqué, il serait préférable qu'elle concerne *« l'ensemble des taux »*. Et, à l'appui de son souhait, il a développé un argumentaire peu fréquemment utilisé à droite et qui a le mérite de fixer l'un des enjeux principaux de la réforme en gestation : *« Moi, je suis attaché à la notion de progressivité de l'impôt. Dans la tradition française, depuis qu'existe un impôt sur le revenu, c'est-à-dire depuis 1917, l'impôt sur le revenu a pour fonction de faire une certaine redistribution entre les plus favorisés et les moins favorisés. C'est un élément très important de notre justice fiscale. »*

« MOINS DE TRANCHES »

M. Lamassoure a, de plus, souhaité que le nouvel impôt sur le revenu comporte *« moins de tranches »* d'imposition (il en existe sept actuellement) et *« surtout (...) moins de possibilités d'abattements »*. Plaidant pour que l'impôt rénové ne comprenne pas plus d'une *« demi-douzaine de déductions »*, au lieu d'une centaine, il a donné quelques exemples qui ouvriraient droit à des avantages au titre de l'impôt sur le revenu. Il pourrait s'agir des contribuables qui font *« un certain effort d'épargne »* ou, dans le domaine *« de la construction »*, de ceux qui recourent à des *« emplois familiaux »* ou enfin de ceux qui effectuent *« des dons à des œuvres d'intérêt général »*. Autrement dit, en dehors de *« quatre, cinq ou six grandes causes d'intérêt national »*, les autres déductions seraient supprimées.

Le ministre délégué au budget a enfin confirmé que le gouvernement réfléchissait toujours à une sorte de prélèvement à deux étages, produit d'un rapprochement de la CSG et de l'impôt sur le revenu. Il a en effet défendu l'idée d'un *« impôt sur le revenu plus moderne, intégrant ce qui relève actuellement de la CSG et ce qui relève actuellement de l'impôt sur le revenu »*. Ce rapprochement est évidemment délicat à opérer car la CSG est un prélèvement proportionnel tandis que l'impôt sur le revenu est progressif. De la proportionnalité ou de la progressivité, quelle doit donc être la philosophie du nouvel impôt ? Compte tenu de l'enjeu de la question, la prise de position de M. Lamassoure est évidemment importante.

Laurent Mauduit

La croissance sera au « maximum » de 1,5 % en 1996

Le gouvernement dévoilera, lundi 25 mars, ses nouvelles prévisions économiques pour 1996, à l'issue de la traditionnelle Commission des comptes de la nation. Sans attendre, Alain Lamassoure a précisé, jeudi 21 mars, que l'estimation de croissance devrait être ramenée de 2,8 % à près de 1,5 %. *« La prévision pour 1996,* a-t-il expliqué, *serait autour de 1.5 %. Je crois que ça représente le maximum de la fourchette sur laquelle nous travaillons à l'heure actuelle. »* Il a toutefois cherché à minimiser la portée de ce mauvais chiffre en se disant persuadé d'un rebond prochain de l'activité, permettant à la France de *« terminer l'année à un rythme annuel de 2,5 % ou 3 % »*.

M. Jospin prend pour cibles MM. Chirac et Toubon

Le premier secrétaire du Parti socialiste est revenu sur le cas d'Henri Emmanuelli à la fin de son déplacement en Corrèze

TULLE
de notre envoyé spécial

Lionel Jospin devait une revanche à la Corrèze. Attendu lors de la campagne présidentielle, il n'avait pu venir. Espéré en novembre 1995, lorsque le départ du gouvernement Juppé I de Raymond-Max Aubert, maire de Tulle, avait fait miroiter en vain une législative partielle redonnant ses chances à François Hollande, le porte-parole du Parti socialiste battu en 1993, M. Jospin avait envisagé une visite en décembre 1995, balayée par le mouvement social. L'ancien adversaire de Jacques Chirac ne dissimulait donc pas son plaisir, jeudi 21 mars, de se trouver enfin en « Chiraquie ». Même le temps grisâtre n'a pas gâché la fête.

Un arrêt dans une coopérative de Saint-Jal pour entendre son président, responsable de la Confédération paysanne, épiloguer sur la crise de la viande bovine, une promenade au pas de course dans Tulle pour permettre aux enfants des écoles, dont certains l'apostrophaient d'une manière guignolesque aux cris de *« Ioio »*, M. Jospin a effectué une visite-éclair, ciblant ses attaques sur ce que Jean-Claude Darmengeat, le premier secrétaire de cette petite fédération (quatre cents adhérents), appelle *« l'Etat RPR corrézien »*. Le « patron » du PS a d'abord dialogué avec des acteurs locaux sur l'industrie de l'armement – avec en écho les inquiétudes pour l'emploi des syndicats de la « manu » de GIAT-industries –, le temps de travail, France-Télécom ou la violence à l'école. *« Si, ministre de l'éducation,* a lancé M. Jospin, *le président de la République m'avait demandé que mon dispositif ne soit pas un énième plan non suivi d'effets, eh bien j'aurais quitté le conseil des ministres ! »*

Le soir, sept cents personnes, aux acclamations mesurées, attendaient M. Jospin dans la salle des fêtes avec, aux premiers rangs, le PCF et les Verts. *« Je voulais voir si cette Corrèze, à défaut d'être devenue un pays de cocagne, était une terre choyée. Eh bien, on y connaît, comme ailleurs, les problèmes qui assaillent la France »*, a-t-il affirmé avant d'attaquer M. Chirac : *« Il n'est pas avare de promesses mais il est chiche en réalisations. » « Pour fonder le redressement relatif de sa popularité sur l'impopularité absolue* [de M. Juppé], a-t-il ajouté, *M. Chirac est reparti dans un discours de généralités positives que le gouvernement dément tous les jours par son action. (...) Le président y gagne peut-être un peu en cote de confiance, mais la politique de la France y perd en cohérence et la démocratie en souffre. »*

M. Jospin a attendu la fin de son discours pour revenir sur Henri Emmanuelli, sans parler ni de la justice ni de la pétition du PS, en réservant exclusivement ses coups au garde des sceaux : *« Nous veillerons de près sur l'action de M. Toubon. Il n'est nullement impartial et serein, comme il devrait l'être. Il est extrêmement interventionniste. Il agit comme un militant politique, comme l'ancien secrétaire général du RPR qu'il n'a pas vraiment cessé d'être, fort au fait (...) des risques que ce parti court si les affaires le concernant vont au bout. (...) Je ne me ferai certainement pas donner des leçons d'impartialité et de non-interventionnisme par M. Toubon. »* En sortant, de nombreux militants signaient la pétition « Justice pour Henri Emmanuelli ».

Michel Noblecourt

Le Sénat fait la chasse aux fraudeurs à la redevance audiovisuelle

LE SÉNAT a adopté, vendredi matin 22 mars, en première lecture, le projet de loi portant diverses mesures d'ordre économique et financier (DDOEF). Les groupes de la majorité RPR et UDF ont voté pour et l'opposition socialiste et communiste contre. Ce texte doit maintenant être examiné en commission mixte paritaire avant une ultime lecture dans les deux chambres, jeudi 28 mars. Le gouvernement entend, en effet, obtenir son adoption définitive le plus vite possible pour mettre en œuvre les mesures de relance qu'il comporte. Outre l'allègement de la fiscalité sur les donations (*Le Monde* du 22 mars), le Sénat a modifié sur de nombreux points le texte voté par l'Assemblée nationale.

● **Redevance audiovisuelle.** – Le Sénat a adopté un amendement de Jean Cluzel (Union centriste, Allier), combattant la fraude sur le paiement de la redevance audiovisuelle, évaluée à 600 millions de francs par an. Cet amendement autorise les services en charge du recouvrement des impôts directs à communiquer au service de la redevance *« les informations relatives aux nom, prénom et adresse des contribuables assujettis à la taxe d'habitation ou qui en sont exonérés »*. Cette disposition législative permettra de généraliser l'expérience menée dans trois départements avec l'autorisation de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL).

● **Grandes surfaces.** – Le Sénat est revenu sur une mesure de durcissement du *« gel »* des grandes surfaces voulue par les députés. Il a, en effet, annulé la disposition prévoyant que les projets d'ouverture de grandes surfaces faisant l'objet d'un recours seraient *« gelés »*, même si la décision de justice leur était favorable. Les sénateurs ont également assoupli les conditions d'implantation de grands complexes cinématographiques à la périphérie des villes en relevant de 1 000 à 2 000 places le seuil à partir duquel l'avis de la commission départementale d'équipement est nécessaire.

● **Livret-jeunes.** – Les sénateurs ont approuvé la création du livret-jeunes, mais à la condition, acceptée par le gouvernement, que les fonds collectés par ce nouveau canal puissent, en tout ou partie, être affectés à des emplois d'intérêt général.

● **Epargne administrée.** – Malgré les réserves du gouvernement, le Sénat a posé le principe d'une révision régulière et donc d'une meilleure gestion des taux de l'épargne administrée. Il a adopté un amendement prévoyant que ces taux seront fixés au moins une fois par an, selon des modalités qu'il appartiendra au gouvernement de préciser. Cela concerne notamment les conditions de rémunération des Comptes et Plans d'épargne logement, des comptes sur livret ordinaire, des premiers livrets de Caisse d'épargne, des Codevi, des Livrets d'épargne populaire et des livrets-jeunes.

● **Crédits immobilier.** – Le Sénat a rejeté l'article, introduit à l'Assemblée, à l'initiative de Philippe Auberger (RPR), destiné à *« valider »* des offres de prêts au logement de particuliers qui seraient contestées pour n'avoir pas mentionné l'échéancier des amortissements. Alain Richard (PS, Val d'Oise) avait vivement contesté, dès mercredi, cet article visant à *« blanchir rétroactivement de 1979 à 1994 des établissements bancaires »* qui n'auraient pas respecté les dispositions de la loi Scrivener sur la protection des consommateurs. Le groupe communiste a dénoncé cette *« véritable loi d'amnistie »* au profit de certains instituts financiers. Le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, et le rapporteur général de la commission des finances, Alain Lambert (UC, Orne), ont proposé de ne pas voter cet article et de tenter d'élaborer une rédaction *« plus équilibrée »* en commission mixte paritaire avec les députés.

● **Résidences secondaires.** – Sur proposition du gouvernement, le Sénat a élargi aux Comptes d'épargne logement la possibilité – prévue dans le texte initial pour les seuls Plans d'épargne logement – d'utiliser des prêts d'épargne logement pour le financement de logements anciens à usage de résidence secondaire.

● **Plans d'épargne populaire.** – A l'initiative de la commission des finances, le Sénat a reporté du 1er juillet au 1er octobre 1996 la date limite pour le déblocage anticipé des Plans d'épargne populaire ouverts avant le 20 décembre 1995.

● **Prix du lait.** – Le Sénat a rétabli l'article du projet de loi initial, supprimé à l'Assemblée nationale, permettant d'actualiser la loi Godefroy de janvier 1969 sur les modalités de fixation du prix du lait.

Gérard Courtois

Election législative dans l'Orne dimanche 24 mars

ÉDOUARD BALLADUR est venu, jeudi 21 mars, soutenir Sylvia Bassot, qui, investie par l'UDF et le RPR, se présente, dimanche 24 mars, à l'élection législative partielle dans la 3e circonscription de l'Orne (Flers-Argentan), destinée à remplacer Hubert Bassot (UDF-PR), décédé. Sylvia Bassot, qui a déjà succédé à son mari au conseil général, affrontera cinq autres candidats : l'ancien ministre François Doubin (Radical), maire et conseiller général d'Argentan, qui a reçu le soutien de Lionel Jospin ; Gisèle Lapeyre (ext. g.) ; Jean Chatelais (PC) ; le docteur Razah Raad (div. d.), président départemental du Mouvement des réformateurs (le parti de Jean-Pierre Soisson), et Brigitte Lecoeur (FN), conseiller régional de Basse-Normandie.

DÉPÊCHES

■ **GIGASTORAGE : la cour d'appel de Besançon a confirmé**, jeudi 21 mars, la mise en détention provisoire de Christian Proust, président du conseil général du Territoire-de-Belfort (MDC), décidée par le juge d'instruction qui enquête sur l'affaire Gigastorage (*Le Monde* daté 17-18 mars), ainsi que l'incarcération de Jean-Pierre Maillot, directeur de l'agence pour le développement de Belfort et de son Territoire (ADEBT). Les avocats de M. Proust devaient présenter, vendredi 22 mars, une nouvelle demande de mise en liberté.

■ **VENTE : l'appartement de Patrick Balkany** devrait échapper à une vente aux enchères. L'ancien maire de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) a annoncé, jeudi 21 mars, que ce duplex de 500 mètres carrés, situé en face de la mairie, fait l'objet d'une promesse de vente de 11,3 millions de francs, qui devrait se concrétiser avant le 22 avril.

■ **CODE DE LA ROUTE : la commission des lois de l'Assemblée nationale** a adopté, jeudi 21 mars, les conclusions du rapport présenté par Richard Dell'Agnola (RPR, Val-de-Marne), visant à punir de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 francs d'amende tout conducteur qui aura fait usage de stupéfiants avant d'être impliqué dans un accident corporel. La commission a décidé de ne pas incriminer la conduite après usage de médicaments. Un comité d'experts avait récemment recommandé d'instaurer, en cas d'accident, un dépistage des substances psychotropes autres que l'alcool (*Le Monde* du 1er novembre 1995).

■ **TRANSPORTS : la grève se poursuit à Marseille.** La réunion qui s'est tenue, jeudi 21 mars, entre les syndicats grévistes, la direction de la Régie des transports marseillais (RTM) et le médiateur nommé par Jean-Claude Gaudin, maire de la ville, Henri Loisel, s'est achevée sur un constat d'échec. Le désaccord porte sur le temps de conduite quotidien. Alain Gille, ingénieur des Ponts et chaussées, en poste à Air France, a été nommé directeur de la RTM. Il remplacera Jacques de Plazaola à partir du 1er avril.

■ **RÉGIMES SPÉCIAUX : la loi de financement de la Sécurité sociale** fixera *« chaque année les objectifs de dépenses des régimes obligatoires de base »*, y compris les régimes spéciaux d'une certaine importance, selon une version de l'avant-projet de loi organique remise aux partenaires sociaux.

■ **UDF : Raymond Barre, député et maire (app. UDF) de Lyon**, s'est une nouvelle fois refusé, jeudi 21 mars, à dire pour quel candidat à la présidence de l'UDF il se prononcerait lors du conseil national de cette formation, le 31 mars. *« Je trouve que l'exhibitionnisme, qui consiste à annoncer à l'avance ce que l'on va faire, n'est pas mon fort »*, a-t-il déclaré au « Forum RMC/*L'Express* ». M. Barre n'a pas exclu de faire connaître son choix au dernier moment : *« On verra, j'aviserai »*, a-t-il ajouté.

Les députés s'érigent en défenseurs des pompistes indépendants

PROTÉGER les pompistes indépendants. Les députés qui ont engagé jeudi 21 mars l'examen article par article du projet de loi sur *« la loyauté et l'équilibre des relations commerciales »* se sont opposé au gouvernement à propos des stations-service. Yves Galland, ministre délégué aux finances et au commerce extérieur, s'était bien efforcé, dès le début de la séance, d'apaiser la représentation nationale. *« Le problème sera traité »*, avait-il assuré. Jean-Paul Charié (RPR, Loiret) rapporteur de la commission de la production et des échanges, Marc Le Fur (RPR, Côtes-d'Armor), celui de la commission des finances, Thierry Mariani (RPR, Vaucluse) ou encore André Fanton (RPR, Calvados) exigèrent, tour à tour, des mesures fortes pour enrayer la disparition des petits pompistes, victimes des pratiques de dumping de la grande distribution. Ils se sont appuyés sur des statistiques : 48 000 stations-service en 1975, 25 000 en 1990, 19 000 en 1995, soit, estiment-ils, une perte de 100 000 emplois en vingt ans.

Gouvernement et députés étaient d'accord sur l'objectif. Le débat s'est, en revanche, prolongé à souhait sur la méthode. M. Charié a souhaité voir traiter ce problème dans le cadre plus large de la *« revente à perte »*. Le projet de loi prévoit en effet dans son article 2 de sanctionner plus durement la revente par un distributeur d'un produit à un prix inférieur à son prix d'achat effectif (le texte précise que celui-ci est le prix figurant sur la facture majoré des taxes sur le chiffre d'affaires et du prix de transport).

Tout comme Xavier de Roux (UDF, Charentes-Maritimes), M. Charié veut que soit pris en compte pour le calcul de seuil de revente à perte un certain nombre de coûts additionnels : celui de la livraison en magasin ou de la mise en rayon d'un produit ; les frais de personnel imputables au produit, la rémunération du capital investi. Car, si les grandes surfaces peuvent en partie vendre leur carburant à un prix très bas, c'est qu'elles font supporter leurs charges de commercialisation ou de stockage par d'autres services ou produits.

M. Galland, estimant que cette disposition est, en l'état, inapplicable,– *« on va se diriger très vite vers une nouvelle forme de contrôle des prix »* – obtient un premier répit en promettant *« d'ici la deuxième lecture du texte »*, une vaste réflexion sur les coûts additionnels. L'article 2 a donc été voté sans modification notable.

Marc Le Fur a alors proposé de régler le problème du dumping sur les carburants, dans l'article 3 sur les *« prix anormalement bas »*. Le projet de loi crée cette notion pour le dumping sur les produits directement fabriqués ou transformés par les distributeurs (le pain, la viande notamment) qui, ne faisant pas l'objet d'une revente en l'état, ne pourraient être sanctionnés au titre de la vente à perte. Le gouvernement s'y est opposé, par crainte d'imposer ainsi un prix minimum sur l'essence.

NORMES DE SÉCURITÉ

En revanche, il a prévu d'agir de manière plus détournée. Il a soutenu un amendement de Ladislas Poniatowski (UDF, Eure) qui exige la présence de pompistes dans les stations-service et se dit prêt à prendre un décret imposant des normes de sécurité spécifiques pour les stations fonctionnant sur le principe *« d'un entonnoir-vingt pompes »*. Ces dispositions, a expliqué M. Galland, frapperont tout particulièrement les grandes stations des hypermarchés, les plus automatisées, dont elles augmenteront le coût d'exploitation et les obligeront à rapprocher leurs prix de ceux des pompistes indépendants.

La manœuvre était astucieuse, mais elle a échoué. Car le ministre a proposé, parallèlement, de sortir l'article 3 du texte, ce qui était une façon d'éviter toute autre tentation de fixation des prix minimum, pour l'inclure sous forme d'article additionnel dans le titre III de l'ordonnance de 1986 sur la concurrence. Les députés, par souci de cohérence, ont accepté ce réaménagement, mais ils ont exigé, alors, que soit transféré, avec l'article 3, l'amendement Le Fur étendant les prix anormalement bas à la vente au détail de carburant.

M. Galland s'est alors impatienté et a réitéré sa proposition de troc : l'amendement Poniatowski sur l'emploi obligatoire de pompistes, intégré dans l'article 3, contre le retrait de la disposition Le Fur. Ces amendements ne sont pas incompatibles, lui ont rétorqué les députés, qui exigèrent désormais l'acceptation des deux. M. Galland n'a pas voulu céder et a retiré de l'article 3 les dispositions Poniatowski. Rien n'y a fait. Il dût s'incliner : la majorité a voté l'amendement Le Fur.

Caroline Monnot

BANLIEUES L'un des principaux volets du pacte de relance pour la ville, annoncé par Alain Juppé le 18 janvier, va connaître dès la semaine prochaine un début d'application. Le gouvernement va en effet lancer un appel d'offres auprès de 36 communes, qui pourront, si leur projet est retenu, bénéficier d'une *« zone franche »*.

● CETTE MESURE de défiscalisation vise à *« recréer »* de l'emploi dans des quartiers sinistrés. Exemption d'impôts et de taxe professionnelle : la commission européenne a donné, jeudi 21 mars, un *« accord de principe »* à de telles mesures.

● A VALENCIENNES, une telle *« zone franche »* existe depuis 1991. *« Des zones franches ? Honnêtement, je crois que tout ça n'est pas très sérieux »*, dit aujourd'hui le maire, Jean-Louis Borloo, qui préfère désormais développer un vaste programme d'emplois de proximité.

Trente-six villes vont concourir pour bénéficier d'une zone franche

Le gouvernement lancera la semaine prochaine un appel d'offres auprès de communes particulièrement défavorisées. Bruxelles a donné, jeudi 21 mars, son accord de principe à ce plan de défiscalisation qui devrait coûter près de 150 millions de francs la première année

LA LISTE semble aujourd'hui définitive. Trente-six communes vont être informées, la semaine prochaine, qu'elles sont pressenties pour accueillir une « zone franche ». Neuf semaines après l'annonce du pacte de relance pour la ville (PRV), un de ses volets essentiels va donc connaître sa première étape concrète. La Commission européenne a d'ailleurs donné, jeudi 21 mars, son accord de principe à un tel plan. Sauf modification de dernière heure, les maires des villes accueillant ces trente-six quartiers *« en très grande difficulté »* se verront proposer, jeudi 28 mars, de participer à un *« appel à projet »*. A l'issue d'une procédure qui devrait durer moins de deux mois, *« une trentaine »* de sites seront labélisés *« zone franche »*. Entreprises, artisans et commerçants y seront alors, jusqu'en l'an 2001, dispensés d'impôts et de charges sociales.

Pour réaliser cette opération, les experts de la délégation interministérielle à la ville (DIV) ont commencé par sélectionner sept cents zones urbaines sensibles. Aidés par l'Insee, ils ont ensuite étudié les indices sociaux et démographiques de ces quartiers afin de dégager trois cent cinquante zones de redynamisation urbaine (ZRU). Enfin, dernier étage de la fusée, ils ont encore affiné ces « critères objectifs » afin de faire apparaître les sites économiquement les plus dégradés. Potentiel fiscal par habitant, taux de chômage, taux de chômage des jeunes, proportion de jeunes dans le quartier et enfin proportion d'habitants sans diplôme : des seuils ont été établis. Une dernière contrainte a enfin été ajoutée : les sites retenus comptent au moins dix mille habitants.

ÉQUILIBRE POLITIQUE

La liste ainsi produite ne devrait pas provoquer de grandes contestations. On y retrouve ainsi certains sites emblématiques de région parisienne, comme le Val-Fourré à Mantes-la-Jolie (Yvelines), la Grande-Borne à Grigny (Essonne). D'autres hauts lieux de la politique de la ville y figurent, tels les quartiers Nord-Littoral à Marseille (Bouches-du-Rhône), la ZUP de la Grappinière à Vaulx-en-Velin (Rhône), le quartier Alma-Gare à Roubaix (Nord). Mais les statistiques ont fait apparaître des grands ensembles parfois moins médiatiques mais particulièrement défavorisés, comme le quartier des Provinces, situé entre Cherbourg et Octeville (Manche). Avec 1 170 francs par habitant, il détient la palme du plus faible potentiel fiscal de la France urbaine.

Ce dernier critère s'est révélé déterminant. Le plan s'adressant en priorité aux zones désertées par l'emploi, ses concepteurs ne souhaitaient pas y voir figurer des cités situées aux alentours d'importantes zones industrielles. Ainsi, Gennevilliers (Hauts-de-Seine) ou Orly (Val-de-Marne) n'ont pas été retenus, pas plus que les quartiers sensibles de communes aisées comme Toulouse. La barre des dix mille habitants risquait également d'éliminer de nombreuses zones sinistrées. La difficulté a été contournée en regroupant deux, voire trois quartiers voisins. Cette contrainte à néanmoins été fatale à quelques candidats, comme la cité de la Noë, à Chanteloup-les-Vignes (Yvelines).

Le gouvernement n'ignorait par ailleurs pas l'importance des équilibres politiques. Sur les trente-six sites retenus, seize se trouvent dans des communes de droite, dix-neuf sont administrés par l'opposition, le dernier se trouvant à cheval sur une ville UDF et une commune socialiste.

Les communes pressenties disposeront de trois semaines pour rédiger un dossier de candidature. Elles y préciseront le périmètre souhaité pour la zone franche, en dégageant notamment les opportunités foncières d'accueil des entreprises. Mais elles devront surtout prouver l'implication des différents partenaires : commune, département, entreprises... Enfin, elles proposeront un calendrier et une structure de pilotage du projet. Une commission indépendante aura alors un mois pour choisir les quelque vingt-cinq heureux élus. L'ensemble serait alors couronné par une loi, que le gouvernement souhaite présenter avant l'été.

Examiné jeudi 21 mars, ce plan a reçu un accord de principe des commissaires européens qui rendront leur avis définitif le 27 mars. Le gouvernement français avait, il est vrai, balisé le terrain en envoyant une pré-notification début février et en tenant compte des remarques de la commission. Bruxelles s'inquiétait des avantages dont certaines grosses entreprises françaises pourraient disposer sur leurs concurrents européens ? Le gouvernement a décidé de réserver les mesures fiscales aux entreprises de moins de cinquante salariés. La Commission redoutait un dérapage du nombre de zones franches ? Paris a réduit de cinquante à trente-cinq le nombre de zones sélectionnées.

Enfin, un plafonnement des aides par entreprise permettra au plan de rester dans les limites imposées par Bruxelles : 3 millions de francs sur cinq ans pour la taxe professionnelle et 400 000 francs chaque année pour l'impôt sur les sociétés. De même, une *« clause de résidence »* conditionnera l'octroi des exonérations à l'embauche de 20 % à 25 % d'employés résidant dans la « zone franche » : une façon, pour Paris, de respecter le critère *« public en difficulté »* exigé par la commission. Ces mesures devraient coûter entre 130 et 150 millions de francs la première année. Cinq ans plus tard, le gouvernement espère devoir débourser pas loin du double : l'objectif du plan consiste en effet à créer, d'ici là, plus de sept mille emplois.

Nathaniel Herzberg

Les quartiers concernés

● **Région parisienne** : Meaux (Beauval/Pierre Colinet) ; Montereau (ZUP Surville) ; Les Mureaux (Les cinq quartiers) ; Mantes-la-Jolie (Le Val-Fourré) ; Grigny (La Grande Borne) ; Bondy (Quartier Nord) ; Clichy-sous-Bois-Montfermeil (Les Bosquets) ; Champigny-sur-Marne (Le Bois l'Abbé/Les Mordacs) ;
Sarcelles-Garges- lès -Gonesses (La Dame Blanche/La Muette) ; Creil (Plateau Rouher).
● **Nord** : Amiens (quartier Nord) ; Lille (Sud) ; Roubaix
(Alma-gare/Fosse-aux-chènes/Cul-de-four) ; Calais (Beau Marais) ; Charleville-Mézières (Ronde-Couture).
● **Est** : Metz (cité Borny) ; Saint-Dizier (Le Vert Bois) ; Strasbourg (Le Neuhoff) ; Mulhouse (Les Côteaux) ; Belfort (Les Résidences).
● **Ouest** : Dreux (Plateau Est) ; Le Mans (Les Sablons) ; Le Havre (Caucriauville) ;
Cherbourg-Octeville (Quartier des provinces).
● **Centre** : Bourges (quartier Nord), Chenôve (Le Mail).
● **Rhône-Alpes** : Saint-Etienne (Mont-Reynaud) ; Vaulx-en-Velin (La Grappinière/Petit-Pont) ; Valence (Le Haut).
● **Sud** : Nîmes (Val-de-Gour/Pivenin) ; Marseille (Nord Littoral) ; Montpellier (La Paillade) ; Perpignan (Le Vernay) ; La Seyne-sur-Mer (ZUP de Berthe) ; Nice (cité de l'Ariane) ;
Cenon-Florac-Lormont (Hauts-de-Garonne).

Au « zéro impôt », Valenciennes préfère le développement des emplois de proximité

VALENCIENNES
de notre envoyé spécial

A la seule évocation des « zones franches », le président de la chambre de commerce et d'industrie de Valenciennes, Jean-Marc Flamant, plonge dans un abîme de perplexité. Son regard parcourt le plafond, son sourire se fait plus lointain. Suit un profond soupir. *« Ecoutez, je ne voudrais pas être désagréable. Alors disons simplement que les zones franches, on a déjà donné. »* Beaucoup donné, même : 50 millions de francs. Pour un résultat *« disons décevant »*, ironise Jean-Marc Flamant. Lorsque, à peine élu, en 1989, le nouveau maire (divers droite), Jean-Louis Borloo, avait souhaité voir Valenciennes devenir, à l'image de Dunkerque, une zone franche, la chambre avait pourtant soutenu le projet. *« 100 % d'exonération d'impôt sur les sociétés, nous étions preneurs »*, se souvient le président. Mais en 1991, Bruxelles émet une petite réserve : cette exonération sera plafonnée, sur dix ans, à 22 % du montant des investissements... Cinq ans plus tard, les 350 hectares acquis, aménagés et mis en vente par la chambre restent en grande partie vides. Certes, quelques entreprises se sont installées depuis un an dans ces « zones d'investissement prioritaire » (ZIP). *« Mais pour être honnête, la ZIP n'a rien à voir là-dedans. Il se trouve que depuis 1993 nous avons aussi droit à des fonds européens beaucoup plus intéressants. »*

« Des zones franches ? Honnêtement, je crois que tout ça n'est pas très sérieux. » Jean-Louis Borloo n'est guère plus optimiste. Lui non plus n'a pas oublié l'échec de sa précédente initiative. Jeune-turc se voulant inclassable, ni de gauche, ni tout à fait de droite, il s'était pourtant démené. Il avait convaincu les ministres, séduit jusqu'au président de la République. *« Pour rien »*, résume-t-il.

Aujourd'hui, les hiérarques de Valenciennes ne jurent plus que par le concept des emplois de proximité. Et par un mot : Jéricho. Depuis un an, c'est sous ce nom et pour conjurer le sort funeste de la cité de Palestine que la capitale du Hainaut expérimente le deuxième axe fort du nouveau pacte de relance pour la ville du gouvernement. Signée en février 1995 avec Edouard Balladur et le président de la Caisse des dépôts, Philippe Lagayette, une convention en traçait le cadre. L'idée était simple : en s'appuyant sur les dispositifs légaux existants – contrat d'emploi-solidarité (CES), contrat d'emploi consolidé (CEC) –, la ville lançait une opération pilote d'insertion de 800 personnes. En échange, l'Etat et la Caisse des dépôts dégageaient 800 CES ou CEC et abondaient la subvention habituelle.

Un an plus tard, la ville pense avoir apporté la preuve qu'il existe une solution au mal des banlieues. Valenciennes comptait 1 100 familles RMIstes : près de 300 personnes ont été placées sous contrat, à la mairie, dans les associations ou dans les établissements publics de la ville. La majorité sont encore en CES, mais de plus en plus ils décrochent un CEC : 30 heures par semaine, payées à 120 % du SMIC horaire, soit 4 500 francs par mois. Et surtout la garantie de conserver ce poste pendant cinq ans. *« L'objectif, c'est de leur faire réintégrer le plus rapidement possible le secteur marchand,* précise Valérie Létard, coordinatrice des actions de politique de la ville. *Mais certains ont de tels handicaps qu'il faut plusieurs années pour y parvenir. »*

UN RÉSEAU « D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE »

Laurent reconnaît être de ceux-là. A vingt-sept ans, ce jeune homme blond, aux épaules de lutteur et à l'air timide, a déjà tout connu, ou presque. Les années de petites magouilles, la plongée dans la drogue et le deal de quartier, jusqu'à ce braquage qu'il a payé de quatre ans de prison. Alors aujourd'hui, du haut de son « Jéricho » d'entretien des espaces vert, il n'a qu'une certitude : *« S'il y avait du boulot, la délinquance disparaîtrait d'ici. »* Ici, c'est le quartier Dutemple : des HLM version coron, avec seulement 4 % d'étrangers, mais 52 % de chômeurs. *« Mes copains friment, disent qu'ils méprisent les boulots comme le mien,* assure Laurent. *Mais on leur en donnerait un, ils sauteraient dessus. Moi, si on ne m'avait rien proposé, je continuerais... à gagner 3 000 francs par jour. »* Aujourd'hui, vingt-trois enfants de la cité sont, comme lui, employés sous contrat Jéricho à la régie de quartier la Ruche. D'autres travaillent au chantier maraîchage d'une autre association, aux services municipaux ou encore à l'hôpital de Valenciennes. En tout 290 personnes, jeunes et moins jeunes, toutes intégrées dans le réseau d'« économie solidaire » de la ville.

Sans compter le secteur marchand. Si les entreprises ne peuvent toucher les 30 000 francs supplémentaires d'aide du plan local d'insertion, elles reçoivent 9 000 francs. L'entreprise de métallurgie Valmex, inquiète du vieillissement de son personnel, a accueilli quinze jeunes : prérecrutés et formés, ils seront opérationnels d'ici un ou deux ans, lorsque se multiplieront les départs à la retraite.

Certains quartiers, eux aussi en grande difficulté, vivent très mal le traitement de faveur réservé à Dutemple. Les Briquettes, Chasse royale et le faubourg de Cambrai réclament à leur tour des Jéricho, et la mairie, premier pourvoyeur de contrats de la ville, s'inquiète de voir son projet parfois considéré comme la première marche vers un poste de fonctionnaire municipal. Un jeune de la Ruche a ainsi récemment refusé plusieurs embauches dans le privé parce qu'il voulait *« un Jéricho à la mairie »*.

Enfin se pose le problème financier. Grâce à la convention, Valenciennes a pu mobiliser, outre 15 millions de francs de l'Etat au titre de la politique de la ville, 2 millions de la Caisse des dépôts, autant du conseil général et du conseil régional, et pas moins de 17,5 millions de francs du Fonds social européen. Avec les crédits dégagés par la mairie, ce n'est pas 70 % mais bien 100 % du coût de revient qui est pour le moment pris en charge, ne laissant aux employeurs qu'à trouver le matériel, organiser la formation et gérer le suivi social des demandeurs. Or rien de tout cela n'est prévu dans le cadre du pacte de relance pour la ville. L'Etat payera en moyenne 55 % du salaire. Mais la part restante sera à la charge des associations. De quoi désespérer Jean-Louis Borloo, dont la religion est faite : *« Si on ne trouve pas le moyen de donner plus, les emplois-ville rejoindront les zones franches. »* Au cimetière des bonnes idées.

N. H.

Le gouvernement relance la réforme de l'enseignement supérieur

M. Bayrou devait annoncer, vendredi 22 mars, la méthode et le calendrier des Etats généraux de l'université. Une consultation d'un mois avec les étudiants est engagée sur la base d'un questionnaire envoyé dans tous les établissements

Les Etats généraux de l'enseignement supérieur entrent dans une nouvelle phase. Vendredi 22 mars, François Bayrou devait détailler devant les présidents d'université réunis à Saint-Malo la méthode et le calendrier de cette réforme. Dans les jours qui viennent, un document, édité en Livre de poche, sera envoyé dans tous les établissements. En dix questions, il sert de cadre à la consultation des étudiants qui devrait durer un mois. Jacques Chirac, dans un message aux présidents d'université, estime que cette réforme de l'enseignement supérieur est *« d'une importance cruciale »*. Le président de la République affirme par ailleurs son entier soutien à M. Bayrou. Dans un entretien au *Monde*, le ministre de l'éducation nationale estime qu'il est *« nécessaire de conduire la réforme avec patience »*. *« Le socle du changement existe*, ajoute-t-il, *personne ne soutient l'idée qu'il ne faut rien changer. »* Il se garde néanmoins de tracer des pistes précises, attendant l'issue de la consultation pour formuler des propositions.

JACQUES CHIRAC a donc tranché. Lors d'un entretien, jeudi 21 mars, avec François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, le président de la République a donné son feu vert au lancement de la deuxième phase des états généraux préparatoires à la mise en œuvre d'une vaste réforme de l'enseignement supérieur. Ce débat mobilisera les universités pendant quelques mois, au moins jusqu'à l'élaboration d'une future loi de programmation dont l'examen, au Parlement, est prévu pour l'automne. Devant la conférence des présidents d'université, réunis à Saint-Malo pour leur colloque annuel, François Bayrou devait, vendredi 22 mars, en présenter la méthode, les axes de réflexion et le calendrier.

Au lendemain d'un conseil des ministres au cours duquel le ministre de l'éducation nationale a subi de fortes pressions pour accélérer le cours de la réforme, cette onction présidentielle est particulièrement bienvenue. Tancé sur le thème de la violence à l'école, bousculé sur celui des rythmes scolaires par son collègue de la jeunesse et des sports Guy Drut, il est cette fois attendu sur le dossier de l'enseignement supérieur, à la fois l'un des plus urgents, mais aussi l'un des plus complexes et « sensibles » qui soient.

Promu en juin 1995 ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, François Bayrou n'a pas tardé à essuyer le baptême du feu de sa première crise estudiantine lors des manifestations de l'automne, qui ont mis au jour les profondes disparités entre établissements. Comme il l'indique dans l'entretien qu'il a accordé au *Monde*, il en a tiré l'idée que la nécessaire réforme de ce système complexe suscite un profond scepticisme. Il est aussi convaincu que l'Université doit surmonter ses crises pour redorer une image ternie auprès de la société française.

En « convoquant » des états généraux, le ministre de l'éducation nationale espère avant tout *« remobiliser »* des *« acteurs »* passablement démotivés. Comme il l'avait annoncé en octobre 1995, M. Bayrou a commencé par entendre près d'une centaine de délégations, syndicats d'étudiants, d'enseignants et de personnels, responsables d'organismes et d'associations de disciplines. Ils lui ont livré leur propre diagnostic et leurs interrogations. Elles ressurgissent sous la forme d'un questionnaire exhaustif en dix thèmes principaux assortis de fiches explicatives et de développements multiples eux aussi formulés sous la forme interrogative. C'est ce document qui servira de trame aux débats organisés dans chaque établissement, selon des modalités définies par les présidents et leurs conseils d'administration. Cette consultation devrait durer un mois environ. Malgré la proximité des vacances de printemps et des examens, le ministre de l'éducation nationale attend une grande variété de réponses. Elles lui permettront, tout au moins l'espère-t-il, de réécrire les principes et les missions de l'université.

Lors d'une troisième phase, dans le courant des mois de mai et juin, s'ouvrira alors un débat national préparatoire à l'élaboration de décisions. Selon un calendrier qu'il juge *« idéal »*, M. Bayrou envisage ensuite une série de premières mesures d'ordre réglementaire dès la rentrée. La loi de programmation serait, elle, mise en œuvre en vue de son examen, à l'automne, par le Parlement.

Pour cette « remise à plat » générale de l'enseignement supérieur, aucun domaine n'a été évité. Les questions formulées en tête des dix principaux chapitres résument les interrogations principales et les clivages fondamentaux qui traversent l'Université française. Sans, bien évidemment, apporter le moindre début de réponse. Les affrontements « idéologiques » y sont proscrits et les suggestions de ruptures a priori exclues. Le paysage de la réforme s'esquisse avant tout dans la continuité et l'adaptation d'un système qui, sous l'effet du nombre – 2,2 millions d'étudiants –, a déjà connu en dix ans une importante mutation.

SYNTHÈSE DIFFICILE

Ainsi, le premier chapitre, sur la transmission du savoir, s'interroge-t-il sur la mission de l'université – culture générale ou formation professionnelle –, les raisons de l'échec, le contenu des formations et de la pédagogie en premier cycle à l'égard de ses *« nouveaux publics »*. A aucun moment ne sont remises en cause la validité du baccalauréat, premier grade universitaire, ni les conditions d'accès à l'enseignement supérieur, en clair la sélection. L'approche privilégiée par le ministre de l'éducation nationale apparaît assez large pour éviter les blocages syndicaux ou politiques. Mais ils resurgiront tôt ou tard lors des débats dans les établissements ou lors de la synthèse finale.

En appliquant une méthode somme toute assez proche de celle du « nouveau contrat pour l'école », qui avait permis d'apaiser le climat scolaire après la réforme de la loi Falloux, François Bayrou tente un pari. Le succès des états généraux dépend de la qualité de participation aux débats qui vont s'ouvrir dans les établissements. A la différence du secteur secondaire toutefois, l'enseignement supérieur est un monde éclaté, peuplé de multiples groupes de pression aux intérêts contradictoires. La synthèse risque d'être d'autant plus difficile à réaliser.

Pour convaincre de sa bonne volonté et de celle du gouvernement, le ministre de l'éducation nationale devra aussi s'engager sur les moyens financiers. Les stigmates de la crise de l'automne sont encore présents sur un certain nombre de campus. Alors que les étudiants réclamaient en priorité des moyens, des locaux et des enseignants, François Bayrou propose une réflexion à long terme et un calendrier de réformes étalé dans le temps. Ce pourrait être une source de malentendus pour le rendez-vous crucial de la prochaine rentrée.

M. D.

Jacques Chirac : « Une importance cruciale »

Le chef de l'Etat a adressé aux présidents d'université, réunis à Saint-Malo, un court message approuvant *« la méthode suivie assidûment depuis le mois de janvier, qui est celle du dialogue, de la consultation et de la concertation »*. M. Chirac se félicite de la décision de François Bayrou de confier *« la responsabilité des débats sur le terrain »* aux présidents d'université, qui représentent *« l'autorité et la capacité de décision »*. *« Cette réforme revêt pour moi une importance cruciale »*, ajoute le président de la République. L'orientation, l'insertion professionnelle, l'avenir des premiers cycles figurent parmi les questions auxquelles il faudra *« apporter des réponses »*, mais *« il y en a bien d'autres, qui suscitent chez les jeunes interrogations et inquiétudes »*.

Un débat en dix points

Edité en Livre de poche et envoyé dans tous les établissements d'enseignement supérieur, un Memorandum fixe le cadre du débat et détaille dix questions :

● **Transmettre le savoir** : les étudiants sont trop nombreux à connaître l'échec, notamment dans le premier cycle. Quelles réformes proposer pour que la mission de service public de l'enseignement supérieur soit mieux assurée ?

● **L'orientation** : la majorité des échecs sont dus à des fautes d'orientation. C'est un gaspillage dramatique puisque beaucoup de jeunes sont sacrifiés (...). Quels doivent être les principes et les dispositions de la nouvelle politique d'orientation ?

● **Le statut de l'étudiant à l'université** : le statut de l'étudiant est un des grands engagements du président de la République. Les aides apparaissent mal organisées, leur destination inadaptée (...). Selon quels principes, avec quel calendrier d'application, le statut de l'étudiant doit-il être mis au point ?

● **La voie technologique** : de grands secteurs de l'activité nationale, comme la technologie, sont insuffisamment reconnus dans l'université française, en termes d'enseignement et de recherche. Comment garantir que l'université réponde à l'ensemble des besoins de la nation ?

● **L'insertion professionnelle** : l'université a une mission nouvelle: faciliter l'entrée des étudiants dans la vie professionnelle (...). Quelles propositions concrètes peut-on formuler pour que l'université puisse remplir cette mission nouvelle.

● **La recherche** : la création et la mise à jour du savoir est une des deux missions majeures des universités (...). Comment mieux assurer la reconnaissance et l'orientation de la recherche universitaire dans l'effort national de recherche ?

● **L'ouverture internationale** : tout enseignement supérieur s'apprécie dans son pays, mais aussi dans son rayonnement international (...). Quelles dispositions concrètes faut-il prendre pour aider à ce rayonnement ?

● **Les personnels** : comment mieux prendre en compte l'engagement des universitaires vers davantage d'accompagnement pédagogique, davantage d'ouverture pour favoriser l'insertion des jeunes ? (...) Comment l'intégration des personnels non enseignants au fonctionnement des établissements et leur contribution aux activités de formation et de recherche peuvent-elles être mieux assurées et reconnues ?

● **La gestion de l'université** : quelle est aujourd'hui la réalité de l'autonomie pédagogique, administrative et financière des établissements ? Faut-il poursuivre la contractualisation avec l'Etat ? Quels sont les moyens de gestion les plus favorables au développement de l'université française ?

● **L'aménagement du territoire et les interlocuteurs** : comment garantir l'égalité des chances sur l'ensemble du territoire ? Les établissements ont à traiter avec un grand nombre d'interlocuteurs (...). Faut-il écrire de nouvelles règles du jeu ?

François Bayrou, ministre de l'éducation nationale
« Il est nécessaire de conduire la réforme avec patience »

« Après l'avertissement formulé en conseil des ministres à propos de la violence à l'école, votre entretien avec Jacques Chirac, jeudi 21 mars, a-t-il permis de clarifier vos positions respectives ?

– Le ministre de l'éducation nationale ne peut pas conduire d'action de réforme sans le soutien du chef de l'Etat. Une opération politique a tenté de faire croire en l'existence d'un antagonisme quelconque, alors qu'il n'existe aucune zone d'ombre entre nous.

– L'intervention du chef de l'Etat succède à une série de prises de positions tranchées sur le référendum, les rythmes scolaires, l'urgence de la réforme, comme ce fut le cas récemment dans le Doubs...

– Depuis le premier jour, Jacques Chirac a souhaité que son septennat soit marqué par une action forte en matière d'éducation. C'est un soutien formidable quand on conduit, comme ministre, une réforme continue et en profondeur. Il y a longtemps qu'un président de la République ne s'est pas engagé de cette manière sur les sujets d'éducation.

– Le président de la République a pourtant bien manifesté quelque impatience...

– Il dit aujourd'hui publiquement le soutien qu'il m'apporte sur la méthode que je suis. L'idée de réforme provoque chez tous les acteurs un sentiment d'urgence. Si l'on veut qu'elle ait une chance de réussite, il est nécessaire de la conduire avec patience. Cette gestion du temps est une dimension essentielle du succès. Elle permet l'association de tous les acteurs de terrain et entraîne leur participation.

– La crise universitaire de l'automne a-t-elle modifié votre réflexion sur la réforme de l'enseignement supérieur et la conduite des états généraux ?

– Elle a renforcé ma détermination. Une nouvelle fois, la société a eu l'impression que l'université était un corps bloqué, sans perspectives, que tout progrès y était impossible. Il est donc capital qu'enfin nous sachions détromper ce pessimisme, qu'une réforme acceptée sache faire parler des réussites de l'université, pas seulement de ses difficultés et de ses échecs.

– C'est aussi votre sentiment après la centaine d'entretiens que vous avez conduits en février et mars pour la préparation des états généraux ?

– Le socle du changement existe. Dans le kaléidoscope des opinions, de droite et de gauche, les esprits sont plus proches qu'on ne l'imagine. Personne ne soutient l'idée qu'il ne faut rien changer. Tout le monde s'accorde à reconnaître que les taux d'échecs sont insupportables. Cet accord large me rend optimiste. En revanche, j'ai aussi vérifié quelle est la profondeur du scepticisme sur la « faisabilité » concrète du changement. Toute ma mission sera de vaincre ce scepticisme.

– Pour conduire les états généraux, vous comptez sur l'appui des présidents d'université. Est-ce suffisant pour mener le débat *« jusque dans les amphis »*, comme vous l'avez annoncé ?

– Les présidents ne seront pas seuls, avec les associations, les syndicats, les mutuelles, les élus universitaires. Pour conduire le changement en dehors des périodes de crise, il faut des interlocuteurs légitimes. Qui, dans les établissements, a plus de légitimité que les présidents élus ? Je présente aujourd'hui le même cahier des charges de ce débat en formulant les dix principales questions, celles que se posent les Français, les universitaires, les gestionnaires. Elles touchent à tous les secteurs des missions et de la vie de l'enseignement supérieur.


FRANÇOIS BAYROU

– Allez-vous aborder les questions sensibles, telles que la sélection et la loi Savary de 1984 ?

– Je n'ai aucun doute sur le fait que certains vont s'employer à faire ressortir la question de la sélection. Il faudra bien trancher sur le fond. Ceux qui rêvent d'une université dont on refermerait les portes font, à mes yeux, une erreur sociale très grave. Ils ignorent à la fois l'attente de la majorité des jeunes et l'exigence de formation d'un pays développé. Aux yeux du gouvernement, la vraie question est celle de l'orientation. Quant à la loi Savary, rien n'est tabou. J'ai même l'impression que bien des évolutions sont possibles à partir de la loi existante. Mais si la conclusion des Etats-généraux était qu'il faut la changer, rien n'est fermé.

> Ceux qui rêvent d'une université dont on refermerait les portes font, à mes yeux, une erreur sociale très grave. Ils ignorent à la fois l'attente de la majorité des jeunes et l'exigence de formation d'un pays développé

– Le premier ministre vous a assigné des priorités : le statut de l'étudiant, la filière technologique, les premiers cycles. Ces questions bénéficieront-elles d'une attention particulière ?

– Evidemment oui. Ce sont les urgences que nous avons définies. Mais tous les problèmes se tiennent. Il faudra aussi que nous répondions au problème du calendrier d'application. Une réforme de l'ampleur de celle que nous engageons prend forcément plusieurs années pour se mettre en place.

– Envisagez-vous un grand débat national après les discussions dans les universités ?

– Lorsque la réflexion se sera développée dans les établissements – j'estime qu'il faut pour cela au moins un bon mois –, je disposerai des réponses des établissements. J'associerai à ce débat le Parlement, le Conseil économique et social, l'Institut. Il faudra ensuite conclure. Je souhaite que nous écrivions, noir sur blanc, les principes qui orienteront nos réponses techniques, qu'il n'y ait aucune ambiguïté possible sur les choix que la nation adopte pour l'organisation, les missions et les moyens de son enseignement supérieur. Le temps des décisions, du calendrier et de la programmation pourra intervenir ensuite, avant la fin de l'année universitaire.

– La loi de programmation est-elle toujours d'actualité ?

– Elle a été promise par le premier ministre. Et elle est de bon sens. Une réforme comme celle-là ne peut que s'étaler dans le temps. Il faut donc la programmer pour se donner des rendez-vous précis et vérifier l'entrée dans la réalité des changements annoncés. C'est aussi la seule manière d'apporter des réponses concrètes en un temps de forte contrainte budgétaire.

– Comment comptez-vous intégrer le rapport de la commission Fauroux qui sera publié à la mi-juin ?

– Je l'ai déjà dit et je le répète : cette commission est un des acteurs de ce débat. Elle *formulera* des propositions qui nourriront le débat. Mais elle n'engage pas a priori les choix du gouvernement. »

Propos recueillis par Michel Delberghe

L'invitation au voyage

Lors de leur entretien, jeudi 21 mars, qui portait sur la préparation des états-généraux de l'enseignement supérieur et les relations internationales de la France dans le domaine de l'éducation, Jacques Chirac a invité François Bayrou à l'accompagner lors de son déplacement au Liban et en Egypte du 4 au 8 avril. La veille, au conseil des ministres, le président de la République avait fait une longue intervention pour demander que le plan de lutte contre la violence présenté par le ministre de l'Education nationale ne soit pas *« un énième plan non suivi d'effets »*.

Les trois cents Africains qui occupaient une église à Paris ont été évacués par les CRS

Ils demandaient la régularisation de leur situation

La police a évacué à l'aube, vendredi 22 mars, les trois cents immigrés africains en situation irrégulière qui occupaient depuis cinq jours l'église Saint-Ambroise, dans le XI[e] arrondissement de Paris. Dans un communiqué, la préfecture de police précise que « la situation administrative des familles fera l'objet d'un examen personnalisé et approfondi, en particulier sur le plan humanitaire ».

DES CRS par dizaines investissant à l'aube une église occupée par 300 Africains sans papiers, hommes, femmes et enfants en bas âge : cette scène d'une ampleur sans précédent a eu lieu vendredi 22 mars dans la vaste nef de l'église Saint-Ambroise à Paris, dans le 11[e] arrondissement. Depuis cinq jours, des familles pour la plupart maliennes réclamant la régularisation de leur situation y avaient trouvé refuge (*le Monde* daté 22 mars). L'évacuation par la force a eu lieu au surlendemain de la visite sur place de M[gr] Lustiger, qui avait exprimé sa solidarité tout en estimant que l'occupation ne pourrait pas durer « *indéfiniment* ».

Moussa, 30 ans, gréviste de la faim depuis cinq jours, a été réveillé en sursaut par des bruits sourds. « *Ils sont entrés en même temps par les trois portes. Ils étaient au moins une centaine avec des matraques. Ils ont dit : "Les femmes par là, les hommes par ici" puis ils ont trié les célibataires et les couples et ont commencé à nous pousser, en nous prévenant que le premier métro passait dans dix minutes. Mais les gens refusaient de partir. Ils voulaient récupérer leurs sacs, leurs couvertures et les policiers les en empêchaient* ».

Réconfortée par des responsables de Médecins du monde, une femme enceinte de huit mois affirme être tombée à terre après avoir été bousculée par un CRS au cours de l'évacuation. Une autre Malienne raconte que son bébé de cinq mois s'est cogné la tête contre un chapiteau de l'église alors que les policiers tentaient de lui faire évacuer les lieux. L'enfant a été soigné et baigné dans le café qui borde le parvis de Saint-Ambroise. Salah, lui, a échappé à la rafle et erre dans le quartier dans l'espoir de récupérer la couverture qu'il a abandonnée dans l'église.

COUPS DE MATRAQUE

Autour de l'édifice, des dizaines de véhicules de police stationnaient toujours, vendredi matin, et plusieurs avenues étaient interdites à la circulation. Selon plusieurs témoignages, les récalcitrants ont reçu des coups de matraque et certaines personnes ont été menottées. Plusieurs célibataires ont été appréhendés. Quarante-trois personnes, dont cinq militants de l'association Droits devant qui protégeaient les « *réfugiés de Saint-Ambroise* », ont été interpellés et conduits rue de Charenton dans les locaux de la police judiciaire.

Au levée du jour, des militants de Droits devant, de la Ligue des droits de l'homme, de la Cimade, de SOS-Racisme et des avocats spécialisés dans le droit des étrangers, sont arrivés sur place. Le préfet de police, Philippe Massoni, s'est installé à l'intérieur de l'église tandis qu'au-delà des barrières métalliques qui ceinturent l'édifice, M[gr] Gaillot a déclaré : « *Quand je vois ça, j'ai honte. La réponse du gouvernement, c'est la répression. Ce n'est pas la peine que le premier ministre se préoccupe du mieux-être des Français quand on traite ainsi des étrangers. Même une église n'est plus un lieu d'accueil pour les gens. Et j'imagine mal qu'on puisse expulser tant de personnes d'une église sans l'accord des autorités religieuses* ».

Monté sur une chaise de paille, l'abbé Pierre a exhorté les Africains à ne pas céder à la provocation de « *ceux qui voudraient pouvoir photographier quelques coups répondant aux insultes* ». « *Résistez à la tentation de la colère, soyez non violents. Laissez-vous traîner dehors un par un par la force* » a lancé le fondateur d'Emmaüs.

Il a appelé le gouvernement à retirer le projet de loi aggravant des peines d'aide aux séjours irréguliers des étrangers et demandé à tous, « *croyants ou non* », d'être « *fraternels pour les désespérés* ». « *Soyons assez nombreux pour qu'il n'y ait ni assez de tribunaux, ni assez de prisons pour nous enfermer* ». Puis, est venu un appel sur un téléphone portable. L'abbé Pierre a répété son message à l'adresse d'un conseiller du premier ministre, exigeant que M. Juppé reçoive une délégation de « *ces désespérés* » avant la fin du jour. Un rassemblement devant l'Hôtel-Matignon était prévu vendredi à 18 heures par Droits devant et les associations antiracistes.

Philippe Bernard

Discrimination raciale : le maire de Montfermeil relaxé

LA 17[e] CHAMBRE du tribunal correctionnel de Paris a relaxé, jeudi 21 mars, Pierre Bernard, maire (divers droite) de Montfermeil (Seine-Saint-Denis), et seize membres de son conseil municipal, qui étaient poursuivis pour « *refus d'un droit par dépositaire de l'autorité publique à raison d'origine, ethnie ou nation* », autrement dit discrimination raciale (*Le Monde* du 24 février). SOS-Racisme, le MRAP et la LICRA, qui s'étaient portés partie civile, ont été déboutés.

L'origine des poursuites remonte à une délibération du conseil municipal de Montfermeil du 10 janvier 1990 décidant de suspendre les fournitures, la cantine et l'entretien (sauf le chauffage) à deux écoles maternelles de la cité des Bosquets. « *En raison de l'état de l'immigration dans la cité des Bosquets* », précisaient les élus, la ville prend « *les dispositions nécessaires* » pour « *limiter le nombre d'enfants de nationalités différentes [...]* » dans les écoles maternelles Jean-Baptiste-Clément et Victor-Hugo, coupables, selon M. Bernard, d'accueillir « *85 % d'enfants nés hors de notre civilisation* ». Le tribunal n'a pas examiné le fond du débat sur la discrimination raciale, dont s'étaient d'ailleurs défendu à l'audience M. Bernard et ses collègues, mais les a relaxés pour un motif strictement juridique : l'impossibilité de leur imputer personnellement une décision prise par un organe collégial, le conseil municipal.

Conformément à une jurisprudence classique, les juges ont en effet estimé que « *la décision d'un conseil municipal ne saurait être regardée comme le simple résultat d'une addition des volontés individuelles des conseillers ayant voté en sa faveur, alors qu'[...] elle est censée, juridiquement, émaner du conseil tout entier [...] et qu'elle engage la commune, personne morale de droit public, et non la personne des conseillers* ». Le tribunal souligne également que la délibération litigieuse a été annulée par le tribunal administratif et que la responsabilité pénale du conseil municipal aurait pu être engagée si les faits s'étaient produits après l'entrée en vigueur du nouveau code pénal de 1994, qui introduit précisément le principe de la responsabilité des personnes morales.

Les avocats des associations antiracistes ont exprimé leur intention de faire appel, alors que le défenseur du maire, M[e] Jacques Trémolet de Villers, avait mis en garde contre une condamnation qui viserait à ce qu'« *on ne parle plus jamais de la préférence nationale et de Jean-Marie Le Pen* ».

Ph. Be.

Protestations après la création de la fondation Jérôme-Lejeune

L'ANNONCE de la création de la fondation Jérôme-Lejeune (*Le Monde du* 21 mars), dont Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale, est membre, a provoqué une série de protestations. Véronique Neiertz, député (PS) de Seine-Saint-Denis, estime qu'il s'agit d'une « *provocation supplémentaire à l'égard des femmes* ». « *Le gouvernement donne des moyens considérables aux adversaires de l'IVG tout en refusant aux hôpitaux publics les moyens d'appliquer la loi de 1975. (...)La fonction d'Hervé Gaymard est incompatible avec ses convictions, il doit démissionner.* » Michèle Demessine, sénateur (PCF) du Nord, se déclare « *inquiète, quand on voit la volonté de groupes minoritaires relayés par des parlementaires de droite de mettre en cause par tous les moyens la loi sur l'IVG* ».

Le Mouvement français pour le planning familial estime que, « *sous couvert de recherches sur les maladies génétiques, il s'agit de faire reconnaître l'embryon comme personne humaine, afin de rendre caduque la loi sur l'avortement.* » « *Hervé Gaymard est toujours membre de l'association des amis du professeur Lejeune. L'application des lois sur l'avortement et la contraception sont de sa compétence. Comment peut se positionner un ministre de la République en charge de ces dossiers, dès lors que ses convictions personnelles se situent à l'opposé de sa mission de garant des lois républicaines ?* »

DÉPÊCHES

■ **Sida : l'Agence du médicament** a donné son feu vert pour une distribution des antiprotéases américaines, nouvelles molécules anti-sida, des laboratoires américains Abbott et Merck, par la procédure dite « *d'ATU de cohorte* » accordée aux deux firmes. « *Le processus de mise à diposition démarre ce jour même et sera pleinement opérationnel dès le début du mois d'avril* », a-t-elle précisé, jeudi 21 mars. Le groupe de travail « *médicaments et sida* » de la commission d'autorisation de mise sur le marché de l'agence a rendu mercredi un avis favorable aux demandes d'ATU de cohorte (autorisation temporaire d'utilisation accordée pour chaque produit) pour ces deux anti-rétroviraux, le Ritonavir d'Abbott et l'Indinavir de Merck, ajoute l'Agence du médicament.

■ **NUPTIALITÉ : le nombre de mariages a diminué en 1994** avec 253 700 unions célébrées par les maires, soit 1 500 de moins que l'année précédente, selon une étude publiée vendredi 22 mars par l'INSEE. En vingt ans, le mariage a connu une très forte désaffection (417 000 unions en 1972). Au moment du premier mariage, la moyenne d'âge des hommes est de 28,7 ans et celle des femmes de 26,7 ans.

■ **POLICE : vingt-trois policiers se sont suicidés** depuis janvier, a noté le directeur général de la police nationale, Claude Guéant, jeudi 21 mars sur RTL. « *Selon les indications que donne l'INSERM, qui fait autorité en la matière, les fonctionnaires de police ne se suicident pas plus que la moyenne des Français*, a-t-il ajouté. *Les causes sont pour l'essentiel conjugales, sentimentales, donc éminemment personnelles.* »

■ **GENDARMERIE : le conducteur d'une voiture de gendarmerie s'est tué** en percutant un platane, jeudi soir 21 mars à Tours, lors d'une course poursuite avec une automobiliste qui venait de provoquer un accident et s'était enfuie. Agée de 29 ans, la conductrice a été finalement interpellée après avoir causé un dernier accident.

■ **CARLOS : la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris** a infirmé, mardi 19 mars, le mandat de dépôt délivré contre Illitch Ramirez Sanchez, *alias* Carlos, dans le cadre de l'instruction de l'attentat du drugstore Saint-Germain (deux morts, le 15 septembre 1974 à Paris). Carlos demeure en prison sous le coup des mandats de dépôt relatifs aux autres attentats qui lui sont attribués sur le territoire français.

DISPARITIONS

Ray Cline

L'espion de la CIA qui authentifia le « rapport Khrouchtchev »

RAY CLINE, l'agent de la CIA qui authentifia le « rapport Khrouchtchev » sur les méfaits du stalinisme, est décédé vendredi 15 mars, à Arlington, en Virginie, dans sa soixante-dix-huitième année.

Né le 4 juin 1918 à Anderson, dans l'Illinois, Ray Cline, historien et politologue de formation, a travaillé, entre 1943 et 1946, à l'Office of Strategic Services (OSS), l'ancêtre de la Central Intelligence Agency (CIA), puis au département d'histoire militaire de l'armée américaine, avant d'entrer à la CIA en 1949. Il sert à Londres, à Taïpeh (où il organise la défection d'un pilote de Mig 15 chinois) et à Francfort. Entre ces postes à l'étranger, il est l'un des collaborateurs, au siège de l'agence, à Washington, du fondateur de l'OSS, puis de la CIA, Allen Dulles.

Sous l'autorité de Dulles, en 1956, Ray Cline persuade les dirigeants de la CIA de l'authenticité du « rapport Khrouchtchev » devant le XXe congrès du Parti communiste de l'URSS, où le nouveau premier secrétaire dénonce le stalinisme et ses méfaits. Un exemplaire de ce rapport – c'est en fait un discours prononcé à huis clos le 24 février 1956 – est parvenu à la CIA par une source israélienne en Europe de l'Est. Contre l'avis d'autres fonctionnaires de l'agence, Ray Cline est aussi celui qui incite la CIA à faire paraître ce document : le *New York Times* en publie le texte original le 5 juin 1956.

Entre 1962 et 1966, Ray Cline est directeur adjoint du renseignement à la CIA. Il va jouer un rôle important dans la crise dite « des fusées de Cuba », quand des réfugiés cubains aux Etats-Unis, des agents américains infiltrés à La Havane et des photographies de satellites d'observation permettent de conclure à la présence de missiles nucléaires soviétiques à Cuba. Cette affaire sera l'occasion d'un bras de fer entre Kennedy (auprès duquel Ray Cline a des amis bien placés) et Khrouchtchev.

De 1969 à 1973, Ray Cline dirige le bureau de renseignement et de recherche du secrétariat d'Etat, à Washington, où il devient un familier des clubs d'influence de la capitale. Après 1973, il va successivement diriger des centres universitaires de recherche ou des instituts d'études stratégiques, en particulier ceux de Georgetown ou Washington, où il continue d'exercer son activité d'homme de renseignement. En 1983, il crée sa société de conseils, qui pousse ses clients à investir à Taïwan, à la Jamaïque, en Afrique du Sud et en Turquie. Il conseillera le président Reagan sur les affaires chinoises et il participera à la campagne présidentielle de George Bush, lui-même un ancien de la CIA.

Même s'il se dit convaincu que le renseignement est la tâche numéro un des services spéciaux, Ray Cline, d'une manière générale, ne s'est pas montré hostile à l'éventualité de monter – au besoin contre toute légalité ou contre toute éthique – des actions clandestines brutales (ce que la CIA appelle des *« covert actions »*) ou de payer des chefs d'Etat *« amis »* pour arriver à ses fins, assurer son influence ou pour recueillir des renseignements. Il le décrira plus tard, dans une série de livres, sous forme de témoignages, intitulés *Secrets, Spies and Scholars* (1975) ou *The CIA, Reality Versus Myth* (1980). *« Le monde de la pensée et de l'action* [sous-entendu : le monde de l'espionnage], a-t-il écrit, *a créé des concepts stratégiques qui ont permis d'éliminer les dictatures communistes en Europe de l'Est et ont causé l'écroulement du communisme soviétique. C'est ce pour quoi j'ai combattu pendant quarante ans. »*

Jacques Isnard

Helen Chadwick

Une plasticienne volontiers provocatrice

L'ARTISTE plasticienne britannique Helen Chadwick est morte à Londres, vendredi 15 mars, d'une crise cardiaque. Elle était âgée de quarante-deux ans. Elle appartenait à cette génération d'artistes femmes qui, de Kiki Smith à Jana Sterbak, ont entrepris de développer une œuvre volontiers provocatrice, autour d'une réflexion approfondie sur le corps, le sexe, l'identité.

Helen Chadwick était en bonne place dans l'exposition récente du centre Pompidou, « Feminin/masculin », avec une salle de *Pissflowers, une étrange poussée de* bronzes tirés d'empreintes d'urine dans la neige, celles de son compagnon et les siennes produisant des reliefs inversement proportionnels à la configuration externe de leur sexe. *Elle figurait également parmi* les artistes contemporains retenus dans l'exposition centrale de la dernière Biennale de Venise : « Identité-Altérité », cette fois avec des images de cervelle précieusement inscrites dans un cadre ovale sur fond de tissus moiré : un bon exemple des mélanges tonnants et de l'exploitation des forces d'attraction et de répulsion que l'on retrouve dans la plupart des œuvres les plus récentes de l'artiste. Par exemple dans cette fontaine de chocolat fondu glougloutant qu'elle avait mis au centre de son exposition personnelle à la Serpentine Gallery de Londres, en 1994.

Née à Croydon le 18 mai 1953, Helen Chadwick, qui était à moitié grecque par sa mère, avait fait des études d'art à Brighton au milieu des années 70. Elle commençait alors à faire fructifier son héritage classique en se consacrant à la géométrie du corps humain, avant d'entreprendre un travail de reconnaissance de son fonctionnement organique, physique et mental, mêlant intimement les images propres et sales de données externes et internes, naturelles et artificielles, réelles et virtuelles. Pour finalement mettre en valeur, entre *bourgeonnements vénéneux et* echappées de fluides, la fertilité des êtres humains. De la vie.

Comme elle le faisait encore dans ses tout derniers travaux réalisés avec le service de recherches du King's College Hospital de Londres, d'où elle a extrait une série de microphotographies d'embryons humains pour les présenter comme des joyaux.

Geneviève Breerette

■ **JACQUES-LOUIS NYST**, vidéaste, peintre et poète belge, est mort mardi 12 mars à Liège, à l'âge de cinquante-quatre ans. Né à Liège en 1942, il s'était formé aux Beaux-Arts de Madrid et de Liège, avant de découvrir en 1971 l'art vidéo, et d'en devenir un des créateurs les plus originaux. Adepte d'une peinture minimaliste, il commença à réaliser des vidéos tournant autour d'un seul objet (*L'Objet*, 1974, *Le Robot*, 1975, *L'Ombrelle*, 1976) dont il accompagnait la description visuelle de considérations loufoques prononcées du ton le plus sérieux. Dans ses œuvres suivantes (*Aile quatre neige*, 1978, *The Clown and the Hole*, 1981, *Thérésa Plane*, 1983), il peaufinait un système de construction de récits absurdes jouant sur les ressources internes de l'image (le grain, la ligne, la couleur) qui, par la magie du texte, devenaient à volonté des personnages ou des métaphores. Avec son épouse Danièle, interprète du personnage de Thérésa et signataire des bandes-son, il avait développé un duo ironique structurant la dérive constante du récit (de *J'ai la tête qui tourne*, 1984, à *Saga Sachets*, 1989) vers le jeu de mots-valises et les images à double fond.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Danielle, Anne-Marie et Paul
ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite fille,

Marie-Liliana Anako,

le lundi 18 mars, à *Colombes*.

Félicitations à Annie-France et Sylvain.

Hugues, Caroline
et Lola SERRAF
sont heureux d'annoncer la naissance de

Zoé,

le 13 mars 1996.

56, rue des Panoyaux,
75020 Paris.

Anniversaires de naissance

– Bon anniversaire,

Papa Jean !

Ta Sarah.

Décès

– Les familles Darcueil, Darcueil-Dreyfus et Gauthier
ont l'immense chagrin de faire part du décès de

Jacques DARCUEIL,
professeur agrégé
de lettres classiques,

survenu le 20 mars 1996, à l'âge de soixante-quatorze ans.

Les obsèques ont eu lieu à Blaisy-Bas, dans la plus stricte intimité.

– Nicolas,
Catherine,
Louis,
Roman,
ses enfants,
Camille et Jean-René,
ses petits-enfants,
Alexandre,
son arrière-petit-fils,
Robert Scipion,
son gendre,
La famille Adamoff,
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude BOURDET,
journaliste,
commandeur de la Légion d'honneur,
compagnon de la Libération,

survenu le 20 mars 1996, en son domicile.

Un office religieux sera célébré le lundi *25 mars, à 11 heures, en l'église Saint*-Louis des Invalides, Paris-7e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– L'Association France-Palestine,
a la profonde tristesse de faire part du décès de son coprésident

Claude BOURDET.

Tous ses membres poursuivront son combat.

– La direction de Simecsol
Et son personnel
ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M. Lorenz DOBEREINER,
directeur de Geodinamica,
Brésil,

survenu à Sao Paulo, le 18 mars 1996, dans sa quarantième année.

Les obsèques ont été célébrées le mardi 19 mars, à Rio de Janeiro.

– Antoine Riboud
Et le conseil d'administration du groupe Danone
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Philippe DAUBLAIN,
ingénieur INA - 34,
commandeur de l'ordre
de Saint-Grégoire-le-Grand,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 19 mars 1996.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Entreprise & Personnel,
Le bureau,
Les adhérents,
Les collaborateurs de l'association,
ont l'immense tristesse de faire part de la disparition de

Philippe DAUBLAIN,
président de l'association
de 1980 à 1987,
président d'honneur depuis 1987,

survenue le mardi 19 mars 1996.

Entreprise & Personnel,
69, quai de Grenelle,
75015 Paris.

– M. et Mme Henry Grassin,
ses parents,
Antoine, Laurent et Claire,
ses frères et sœur,
Evelyne et Marie-Noëlle,
ses belles-sœurs,
Ses neveux et nièces,
Les familles Polblanc et Pomian,
ont la douleur de faire part du décès de

Edouard GRASSIN,

le 17 mars 1996.

– Bruxelles, Bujumbura, Bangui, New York, Paris.

Luc-Joël,
son époux,
Alexandra, Fabien et Julian,
ses enfants,
Françoise Mommaels,
sa mère,
Et Marc Gaignier,
Son frère et ses sœurs,
Les familles Mommaels, Grégoire, Panier,
Et apparentées,
ont la grande douleur de faire part du décès brutal de

Hélène GRÉGOIRE,
née MOMMAELS,

survenu à Paris, le 15 mars 1996, dans sa trente-sixième année.

Les obsèques auront lieu à Bruère-Allichamps (Cher), le samedi 23 mars, à 14 h 15, en l'église de la Celle-Bruère.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Otto Hahn,
son épouse,
Clarisse, Tristan, Merlin,
ses enfants,
Joseph, Lucien, Roger,
ses frères,
Les familles Fauche, Hahn, Noetzlin, Binche,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Otto HAHN,

survenu à Paris, le 19 mars 1996.

Une cérémonie religieuse à sa mémoire sera célébrée le samedi 30 mars, à 10 h 30, au temple protestant de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17e.

1, square Roland-Garros,
75020 Paris.

– Mme Lisbeth Laouënan,
M. et Mme Yves-Marie Laouënan,
M. et Mme Harri Sillanpaa,
ont la douleur de faire part du décès de.

M. Maurice LAOUËNAN,
chevalier de la Légion d'honneur,
conseiller commercial (er),

survenu le 20 mars 1996, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Moulin d'Auron,
03360 Valigny-sur-Allier.
57, quai de Grenelle,
75015 Paris.

– Geneviève Le Mintier
de la Motte Basse,
Et Laurence Brocard,
sa fille,
ont le regret de faire part du décès de leur père et grand-père,

**Alain
LE MINTIER de la MOTTE BASSE,**

survenu le 7 mars 1996.

Conformément à sa demande, son corps a été donné à la science.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue des Jardins,
74000 Annecy.

– Mme Marie-José Metayer,
son épouse,
Monique et Jean-Loïc,
ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice METAYER,

survenu le 20 mars 1996.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Saint-Nicolas, place d'Armes, à Saint-Maur-des-Fossés, le lundi 25 mars, à 14 heures.

– La famille,
Ses amis,
ont le regret de faire part du décès de

Michel L. MOUZAS,
ambassadeur de Grèce
honoraire,

survenu, le vendredi 15 mars 1996, à Londres, à l'âge de soixante-quatorze ans.

La famille,
65, rue de Lourmel,
75015 Paris.
5 Wedderbun road,
London NW3 5Q.

– Janine Peyronnet,
Ses filles et leurs familles,
font part du décès de

Pierre PEYRONNET,

survenu à Aix-en-Provence, le 18 mars 1996.

L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité.

– M. et Mme Bernard Mommeja,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Odile Puech,
M. et Mme Bertrand Puech,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Gérard Bauer
et leurs enfants,
M. Nicolas Puech,
M. et Mme Thierry Harth
et leurs enfants,
ses enfants,
Mme Aline Hermès,
ses enfants et petits-enfants,
Les enfants et petits-enfants de M. et Mme Robert Dumas,
Mme André Puech,
ses enfants et petits-enfants,
Les enfants et petits-enfants de M. et Mme Jean Puech,
M. et Mme Paul Suzanne,
Mlle Maria Penas,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Francis PUECH,
née Yvonne HERMES,

rappelée à Dieu, le mardi 19 mars 1996, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité, au cimetière protestant de Nîmes.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 1er avril, à 11 heures, en l'église réformée du Saint-Esprit, 5, rue Roquépine, Paris-8e.

*« Or ces trois choses demeurent :
la Foi, l'Espérance et l'Amour ;
mais la plus grande des trois
est l'Amour. »*
(I Cor., 13.13)

15, rue Théodule-Ribot,
75017 Paris.

– Solange Sanselme,
son épouse,
Claire et Gilbert Debousset,
Geneviève et Christian Sanselme
et leurs enfants,
font part du décès, le 20 mars, à Paris, de

Pierre-Henri SANSELME,
ingénieur géologue,
mining engineer (US),
ancien directeur de mines,
commandeur de la Légion d'honneur,
médaille de la Résistance,
croix de guerre 1939-1945.

Selon sa volonté exprimée, sa dépouille sera incinérée dans l'intimité.

« Tu me renverras à la poussière. »
Job, II, 9.

Ayez pour lui une pensée bienveillante et fraternelle.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le lundi 11 mars 1996, est décédé dans sa soixante-dix-neuvième année,

**Léopold
WALD LASOWSKI,**
né à Lwow en Pologne,
ancien combattant,
décoré de
la croix du Combattant,
la Medal Army,
la croix de Monte-Cassino,
la 1939-1945 Star,
la War Medal,
la Defence Medal,
l'Africa Star,
l'Italy Star.

A travers son combat pour la liberté, la Pologne et la France étaient étroitement unies dans son cœur.

Avec une immense tristesse, son épouse, ses deux fils et leurs familles font part de ce décès à tous ceux qui l'ont aimé et lui ont donné leur amitié et leur sympathie.

Une messe a été célébrée, le jeudi 14 mars, en l'église de Tanneron.

« Toutes les voies de l'homme sont exposées à ses yeux, mais le Seigneur pèse les esprits. »
(Parabole de Salomon.)

Avis de messe

– A l'intention de

Mme Irène MOULY,
née DONDIN,

décédée le 29 janvier 1996, à Usson-en-Forez.

Messe : *30, cité des Fleurs, 75017 Paris*, le 23 mars, à 12 heures.

Anniversaires de décès

– Il y a quatre ans, dans la nuit du 21 au 22 mars 1992,

Timothée BLATIN

nous *quittait*, à l'âge de vingt-cinq ans.

Pour ceux qui l'ont connu et aimé, il est toujours extraordinairement présent.

– A son mari, Pierre,
A toute sa famille,
A ses collègues,
A ses élèves,
Et à tous ses amis,

manque toujours plus cruellement avec le temps

Jacqueline LEPINASSE,
née BARRUÉ,

qui les a quittés le 23 mars 1988.

Colloques

– Dans le cadre du Forum européen de la science et de la technologie de la Commission européenne

« QU'EST-CE QUE LA DÉCOUVERTE SCIENTIFIQUE ? »

Journée grand public organisée par le CNRS, la fondation Transcultura et l'Institut culturel italien, le samedi 23 mars, de 10 heures à 18 h 30, à l'Institut culturel italien, 50, rue de Varenne, Paris-7e.

Quels sont les facteurs culturels qui favorisent la découverte scientifique ?

Peut-on comprendre les processus intellectuels en œuvre dans les découvertes ?

Une science des sciences est-elle possible au XXIe siècle ?

Avec Marcello Cini, Michel Cruzon, Antoine Danchin, Paolo Fabbri, Denis Gratias, Jean Iliopoulos, Benoît Mandelbrot, Alain le Pichon et Dominique Pignon.

Informations : Dominique Pignon.
Tél. : 45-65-03-93. Fax : 45-88-74-33.

Communications diverses

– Concert, le 26 mars 1996, à 21 h 30.
Yvan Trunzler chante le chant Dhrupad (Inde du nord), accompagné aux percussions par John Bosswell (packwaj), au Pied de Chameau, Théâtre du Tourtour, *20, rue Quincampoix*, Paris-4e. Entrée : 50 francs.

Thèses

– **M. Etienne Delage** présentera, le samedi 13 avril 1996, à 9 h 30, dans la salle Marcel-Mauss, à l'Ecole pratique des hautes études, section des sciences religieuses, 45, rue des Ecoles, Paris-5e, une thèse de doctorat intitulée :

La descente du Christ aux enfers
de la cathédrale de Faras
Génèse et développement
d'un thème iconographique
Cette soutenance est publique.

CARNET DU MONDE

15, rue Falguière,
75501 Cedex 15

Renseignements :
40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Télécopieur : 45-66-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques	105 F
Abonnés et actionnaires	95 F
Communications diverses	110 F
Thèse étudiants	65 F

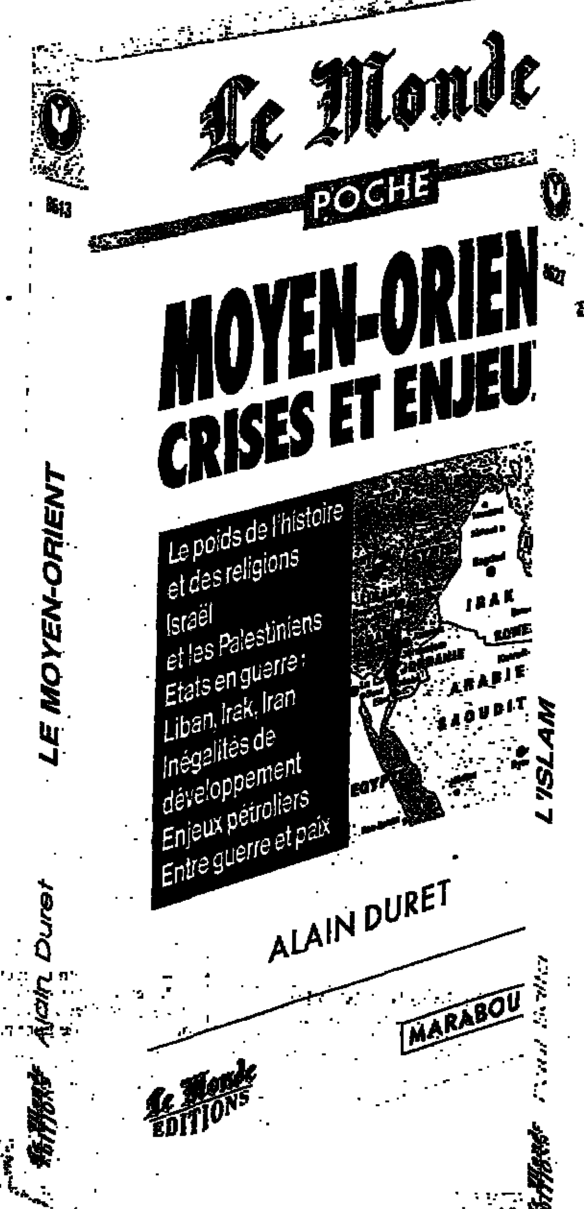
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

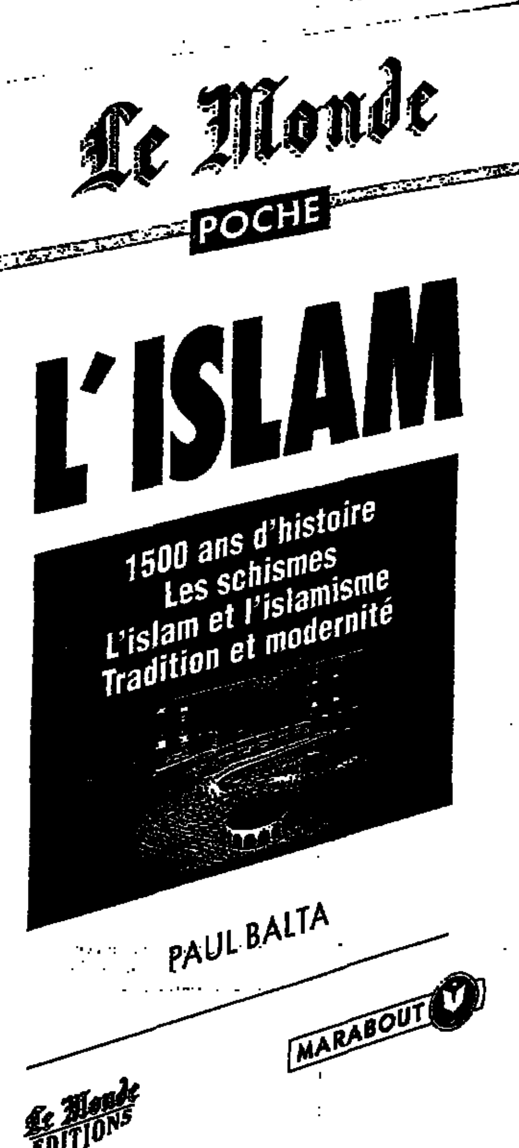
هكذا من الاصل

Le Monde

POCHE







LES INDISPENSABLES DE L'ACTUALITÉ

LE MONDE-POCHE

L'Agriculture - *J. Grall*
L'Algérie - *P. Eveno*
Asie du Sud-Est, le décollage *H. Tertrais*
Les Banlieues - *J. Menanteau*
La Bourse - *D. Gallois*
La Chine à la fin de l'ère Deng-Xiaoping - *P. de Beer, J.-L. Rocca*
Les Chômages - *O. Mazel*
Le Commerce international. Du GATT à l'OMC - *C. Buhour*
La Consommation *F. Nodé-Langlois - L. Rizet*
Décentralisation et aménagement du territoire - *R. Meissel*
L'Économie allemande *J.-P. Gougeon*
L'Économie des États-Unis *S. Marti*
Économie et environnement *S. Deraime*
L'Économie mondiale de la drogue *J.-C. Grimal*
La Faim dans le monde - *P. Le Roy*
La Famille - *C. Cordero*
Finances et économie : La fracture - *O. Piot*
L'Immigration - *P. Bernard*
Les Institutions européennes *M. Scotto*
L'Islam - *P. Balta*
Les Jeunes - *V. Marange*
La Justice - *C. Bernard*
Les Matières premières *M. De Varney*
Monnaie, monnaies *A.-M. Gronier et M. Giacobbi*
Moyen-Orient, crises et enjeux *A. Duret*
La Nouvelle menace nucléaire* *A. Duret*
Les Partis politiques et l'argent *C. Leyrit*
La Politique culturelle* - *J.-M. Djian*
La Population du monde *G. Herzlich et J.-C. Grimal*
La Protection sociale *F. Chatagner*
Le Royaume-Uni, économie et société - *P. Vaiss*
La Russie, espoirs et dangers *B. Féron*
Sport et société* - *J.-J. Bozonnet*
Les Tiers-monde *M. Rousselet*
Transitions à l'Est - *A. Gélédan*
Le Travail des femmes *C. Cordero*
Yougoslavie, origines d'un conflit *B. Féron*

GUIDES DU MONDE DE L'ÉDUCATION

Guide pratique de la classe de seconde - *H. Latapie*
Guide pratique de l'orientation *M. Bobasch*
Les Métiers de la communication *B. Haquin*
Les Métiers de l'enseignement *S. Kerviel*
Les Métiers de l'environnement *V. Boisdon*
Les Métiers de la défense et de la sécurité* - *D. Harmand*
Les Métiers du droit *J.-P. Meyronneinc*
Les Métiers du spectacle *J.-M. Djian*
Les Métiers du secteur social *D. Lallemand*
Les Métiers du transport *J.P. Meyronneinc*
Les Métiers de la vente - *V. Collet*
Réussir la philosophie au bac *Préface P. Ricœur*
Réussir à l'université *M.Gourmelin-Berchoud*

** à paraître*

Le Monde EDITIONS

DANS TOUTES LES LIBRAIRIES ET GRANDES SURFACES DE 35F À 45F



MARABOUT

HORIZONS

REPORTAGE

Le rêve amazonien de Daniel Ludwig

En 1967, le milliardaire américain s'est lancé dans un projet pharaonique, se taillant un empire de plus d'un million et demi d'hectares au cœur de l'Amazonie au prix d'un milliard de dollars, dont la rentabilité n'a pu être assurée que quatre ans après sa mort, en 1992

IL n'y a pas de statue de Daniel Ludwig à Monte Dourado et il est peu probable qu'il y en ait jamais une. Pourtant, cette petite ville proprette et tirée au cordeau, perdue au milieu de la forêt vierge au bord du Jari, un affluent de l'Amazone, près du delta du grand fleuve, n'aurait jamais vu le jour sans le rêve un peu fou de ce milliardaire nord-américain. Daniel Ludwig est mort en 1992, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans, plus solitaire que jamais, dans son appartement de Manhattan, après avoir été l'un des hommes les plus riches du monde. Il ne voulait plus entendre parler du Brésil, ni du projet d'exploitation de la forêt amazonienne pour lequel il avait pourtant dépensé un milliard de dollars.

Le personnage semble tout droit sorti d'une bande dessinée illustrant les heurs et malheurs du capitalisme américain. Daniel Ludwig n'a que neuf ans lorsqu'il réalise son premier profit en vendant du popcorn dans son Michigan natal. A dix-neuf ans, il crée sa propre entreprise de fret maritime avec de l'argent emprunté à son père. A la fin de la seconde guerre mondiale, il est déjà l'un des principaux armateurs américains, spécialisé dans le transport du pétrole. Daniel Ludwig fait construire ses navires à un rythme accéléré dans les chantiers navals japonais, où la main-d'œuvre est alors bien meilleur marché qu'aux Etats-Unis ; il a l'intuition que l'avenir appartient aux super-tankers de plus de 100 000 tonnes. La fermeture du canal de Suez, en 1956, lui donne raison et accroît encore sa fortune. Il possède une soixantaine de navires, des puits de pétrole au Canada, des raffineries en Allemagne et en Grèce, des mines de charbon en Australie et un ranch de 250 000 hectares au Venezuela.

Grand, maigre, taciturne, il fuit les journalistes, déteste être photographié et paye les services de sociétés de relations publiques uniquement pour que son nom... n'apparaisse pas dans la presse. Il déjeune, le plus souvent seul, dans de petits restaurants de Manhattan, portant pendant des années le même imperméable minable qui fait partie de sa légende. On dit que la plupart de ses employés étaient incapables de le reconnaître lorsqu'il franchissait le seuil de ses bureaux new-yorkais... Tel est l'homme qui décide en 1967 de se lancer en Amazonie dans une entreprise aux dimensions pharaoniques : acheter des terres d'une superficie égale à la moitié de la Belgique, les défricher et les planter d'une essence d'arbre à croissance rapide, *Gmelina arborea*, originaire d'Asie, et transformer sur place le bois ainsi obtenu en cellulose destinée à l'industrie du papier. L'usine serait amenée sur place toute équipée, par voie maritime. « *A son arrivée ici, Daniel Ludwig combinait trois facteurs redoutables : il avait soixante-dix ans, il possédait cinq milliards de dollars et il était pressé* », commente un résident de Monte Dourado.

L'intuition fondamentale de Daniel Ludwig, d'ailleurs exacte, est que le monde va prochainement manquer de cellulose. Il se lie d'amitié avec un grand industriel de Sao Paulo, Augusto Antunes, qui l'introduit auprès des militaires, au pouvoir à Brasilia depuis le coup d'Etat de 1964. « *Venez donc chez nous, M. Ludwig. Le Brésil est maintenant un pays sûr !* », lui lance le maréchal Castello Branco, alors président du pays. Les opinions politiques très conservatrices de Daniel Ludwig, ami de Richard Nixon, ne sont évidemment pas pour déplaire aux militaires brésiliens. Ceux-ci veulent développer l'immense Amazonie. Le froid milliardaire américain est accueilli à bras ouverts. Son choix se porte sur un territoire de 1,6 million d'hectares, situé à cheval sur les deux rives de la rivière Jari, née près de la frontière avec la Guyane française et qui se jette dans l'Amazone un peu avant le delta du grand fleuve. Le terrain est acheté pour 3 millions de dollars. Aussitôt, les ingénieurs, géomètres, forestiers, arrivent en force des Etats-Unis. « *L'opération était menée comme un raid de commando au Vietnam* », raconte un Brésilien. Un aéroport est construit ainsi qu'un port sur le Jari, que peuvent remonter à cet endroit des navires jaugeant jusqu'à 40 000 tonnes.

LA ville de Monte Dourado est bâtie de toutes pièces sur une hauteur, au bord du Jari, sur le modèle des banlieues américaines. Les maisons identiques, entourées de pelouses et très espacées, forment comme une petite Amérique posée de façon incongrue au milieu de l'Amazonie. La plupart des habitants sont américains. On y trouve un supermarché, des agences bancaires, un hôpital, des écoles, une église. En même temps, sur l'autre rive du Jari, croît spontanément, et au grand dam de Daniel Ludwig, une sorte d'anti-Monte Dourado, bien brésilien celui-là, qu'on appelle le Beiradao. C'est un bidonville sur pilotis où échouent tous ceux qui sont attirés par le « projet Jari » mais ne parviennent pas à s'y intégrer ou en ont été expulsés. Avec ses prostituées de douze ans, ses bars louches où les bagarres se terminent au couteau et ses échoppes misérables, le Beiradao fait honte à Monte Dourado. Daniel Ludwig essaie de s'en débarrasser en faisant raser les bicoques par ses bulldozers. Les autorités locales protestent. Le milliardaire s'incline et laisse grandir le bidonville sur pilotis face à sa cité modèle.

Daniel Ludwig est un homme pressé. Il n'a pas le temps de faire des études préalables ou des expérimentations. La forêt originelle est trop diversifiée pour fournir de la cellulose dans de bonnes conditions. Il fait donc déboiser 100 000 hectares, aussitôt plantés de *Gmelina arborea*. En 1978, l'usine de cellulose est apportée directement du Japon sur une barge gigantesque. La barge est posée dans une cale sur 5 000 pieux de massaranduba, un bois qui résiste très bien à l'humidité, puis l'eau est pompée à l'extérieur. Certains habitants des bords du Jari se sont affolés en voyant passer sur leur rivière ce monstre de 70 mètres de haut...

Mais *Gmelina arborea* pousse mal sur le sol sablonneux de cette région de l'Amazonie. Les vastes rizières imaginées par Daniel Ludwig, en complément de l'exploitation forestière, s'avèrent non rentables. Et puis, à Brasilia, le ton change. Des militaires de haut rang s'inquiètent de l'existence de cette enclave américaine sur le sol brésilien. La presse oppose la misère du Beiradao à l'opulence de Monte Dourado. Le goût du secret propre au milliardaire n'arrange pas les choses. Au début des années 80, tout est bloqué. Ludwig veut construire une centrale hydro-électrique sur le Jari. Brasilia refuse, et multiplie les gestes de méfiance. Les dettes s'accumulent. Le milliardaire, qui se prétend malade, ne remet plus les pieds à Monte Dourado. C'est alors que son vieil ami Antunes lui propose une porte de sortie. Antunes réunit un tour de table avec plusieurs grandes sociétés brésiliennes privées, dont la sienne, et le Banco do Brasil, une banque d'affaires à capitaux publics. La nouvelle « Compagnie du Jari », ainsi constituée, reprend en 1982 les actifs de Ludwig au Brésil et paie ses dettes. L'aventure brésilienne du milliardaire américain est terminée. Il n'aura pas sa statue à Monte Dourado...

La ville compte aujourd'hui 12 000 habitants. Les cadres et techniciens brésiliens ont remplacé les Américains dans les bungalows, sur les courts de tennis et au bord de la piscine. L'hôpital et les écoles sont passés sous administration publique. De l'autre côté du Jari, le Beiradao s'est assagi. Il est devenu en 1989 une municipalité à part entière, sous le nom de Laranjal do Jari, et la moitié de ses 35 000 résidents vivent désormais sur la terre ferme. « *Le Beiradao ressemble aux autres villes d'Amazonie. Ces histoires de prostituées, de violence sont exagérées* », affirme Lineu Wadouski, directeur forestier de la Compagnie du Jari. *Gmelina arborea* a été abandonnée. On lui a substitué le pin, et surtout l'eucalyptus importé d'Australie, qui réussit le mieux. « *On a actuellement 30 % de pins et 70 % d'eucalyptus, et on se dirige vers 100 % de pins. La rotation est de douze ans pour le pin et six ans seulement pour l'eucalyptus, avec un rendement de 29 m³ à l'hectare, que l'on va prochainement améliorer avec les plantations qui arrivent à maturité* », explique M. Wadouski.

Les méthodes aussi ont changé. Au lieu des surfaces géométriques uniformément déboisées et replantées, du temps de Ludwig, on respecte désormais les courbes de niveau. Les plantations sont des îles, de taille imposante mais aux formes capricieuses, sur les parties planes, entourées par la forêt primitive, restée intacte. Sur une superficie totale de 1,6 million d'hectares, 78 000 seulement, soit environ 5 %, sont ainsi utilisés. Répondant aux critiques des écologistes, les experts de la Compagnie du Jari affirment qu'il n'y a pas de rupture brutale avec le milieu naturel et que les animaux peuvent continuer à circuler. Il y a aussi quelques avantages annexes. Les prédateurs naturels des sauterelles, l'ennemi principal, vivent dans la forêt originelle et peuvent ainsi « nettoyer » les zones plantées. On se perd dans ces dernières, qui alignent, sur des kilomètres, des arbres pratiquement identiques. Les eucalyptus sont abattus, en un temps record, par des équipes de bûcherons munis de tronçonneuses. Puis passent d'énormes tracteurs fabriqués en Finlande, qui saisissent un arbre entier long de 25 mètres, le dépouillent de ses branches et le découpent. D'autres engins, également finlandais, regroupent les tronçons épars en tas identiques. D'énormes camions les emportent vers le chemin de fer long de 70 kilomètres, construit du temps de Daniel Ludwig, ou directement à l'usine de cellulose.

CELLE-CI a gardé un peu de son aspect initial de navire de haute mer. Deux cheminées crachent respectivement une épaisse fumée noire et blanche. Le bois est trituré, malaxé puis blanchi dans des cuves. On respire une âcre odeur de soufre et de chlore. Nuit et jour, l'usine produit une feuille continue de cellulose de 8 mètres de large, qui est coupée et emballée en paquets de 250 kilos. Les navires viennent charger ces derniers en accostant directement devant l'usine. Les clients sont principalement européens et de plus en plus réticents à acheter de la cellulose blanchie au chlore. « *Notre objectif est, d'ici à 1997, de produire 100 % de notre cellulose sans chlore, en utilisant uniquement de l'oxygène* », affirme Erton Sanchez, directeur de l'usine.

Le rêve mégalomane de Daniel Ludwig s'est transformé en une entreprise capitaliste brésilienne qui ne suscite plus guère de polémiques. Le gouvernement fédéral a donné son feu vert à la construction de l'usine hydro-électrique sur le Jari qui avait été jadis refusée au milliardaire américain. Celle-ci alimentera une usine de kaolin, qui appartient aux mêmes actionnaires que ceux de la Compagnie du Jari, et fournira également de l'électricité aux particuliers, actuellement rationnés (le courant est coupé entre 6 et 11 heures du matin). « *Nous avons 3 500 salariés, mais nous faisons vivre, directement ou indirectement, la plupart des 70 000 personnes qui habitent cette région* », explique Fernando Tigre, président-directeur général de la Compagnie.

La production actuelle de 280 000 tonnes de cellulose par an devrait être portée à 350 000 tonnes. Pour la première fois de son existence, la société a dégagé un bénéfice en 1994 et, après un probable équilibre en 1995, devrait être à nouveau rentable dans les années qui viennent. Contrairement à tant d'autres tentatives de mise en valeur de l'Amazonie, celle du Jari semble appelée à durer.

Dominique Dhombres
Dessin : Ricardo Mosner



Henri Emmanuelli, bouc émissaire

par Robert Badinter

POURQUOI l'arrêt qui condamne Henri Emmanuelli à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis et deux ans de privation de ses droits civiques suscite-t-il chez beaucoup un sentiment d'injustice et laisse-t-il à ses amis un tel goût d'amertume ?

C'est d'abord parce qu'il a été sévèrement condamné alors qu'il n'a tiré aucun avantage personnel des procédés illégaux de financement auxquels le Parti socialiste, comme tous les partis politiques, a eu recours en son temps. Henri Emmanuelli n'a jamais appartenu à cette sorte d'hommes politiques dont Talleyrand est le modèle, qui répétait comme dans un songe, après avoir appris sa nomination ministérielle : *« Il faut faire une fortune, une grande fortune. »*

Certains, dans les affaires publiques, l'ont faite. Mais certes pas Henri Emmanuelli, qui a assumé de grandes fonctions dans l'Etat. C'est un homme droit, rugueux et désintéressé que la justice a condamné, ou plutôt accablé.

Ce qui saisit aussi les esprits et les cœurs, c'est la gravité de la condamnation, prononcée par la cour d'appel, plus forte que celle rendue en première instance et qui va au-delà des réquisitions du ministère public. A la peine de dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis, déjà très lourde en soi, la cour d'appel a jugé bon d'ajouter celle de deux années de privation de droits civiques.

En retirant ainsi à Henri Emmanuelli le droit de vote et d'éligibilité, la cour d'appel l'a frappé d'une sorte de proscription politique. Elle a voulu, pour une période importante de la vie publique, le bannir de la communauté des citoyens. Car le propre du citoyen, c'est de participer par l'exercice de ses droits civiques à la vie de la Cité.

Il faut souligner que, dans le cas d'Henri Emmanuelli, il ne s'agit pas d'interdire à l'auteur d'une fraude de se présenter à une nouvelle élection rendue nécessaire par l'annulation du scrutin faussé par ses agissements. La sanction de l'inéligibilité découle, dans une telle hypothèse, de la fraude électorale elle-même. Rien de tel ici. Henri Emmanuelli n'a jamais *été* l'auteur ou le bénéficiaire direct d'un financement illicite. Il lui était reproché d'avoir participé, en qualité de trésorier du PS, à un système dont il devait *« nécessairement »*, selon l'arrêt, connaître les pratiques illégales, voire délictueuses.

Comment ne pas s'interroger dès lors sur le sens de la décision prise ? Tous les Français, magistrats compris, savent que, jusqu'aux lois de 1988 et 1990 sur le financement public des partis politiques, ceux-ci dépensaient, à l'évidence, sous leurs yeux, bien plus d'argent qu'ils n'en pouvaient percevoir des cotisations des militants et des contributions des sympathisants. Tous les partis ont bénéficié de financements illicites. La démocratie française vivait ainsi dans l'hypocrisie et le refus commode de la vérité.

> En retirant à Henri Emmanuelli le droit de vote et d'éligibilité, la cour d'appel l'a frappé d'une sorte de proscription politique

Aujourd'hui, Henri Emmanuelli est condamné, au regard de pratiques illégales antérieures auxquelles TOUS les grands partis ont eu recours sous une forme ou une autre. Ce sont de tels procédés, ou d'autres analogues, qui ont alimenté en France toutes les grandes campagnes, y compris lors des élections à la présidence de la République, au moins jusqu'à la dernière.

Or, seule de toutes les formations politiques, le Parti socialiste a connu les rigueurs de la justice et seul Henri Emmanuelli, parmi ceux qui assumaient des responsabilités identiques dans d'autres partis, a été lourdement frappé. Une telle situation ne peut qu'engendrer le trouble et le doute dans la conscience collective. Car l'inégalité devant la justice est une des formes majeures de l'injustice. Et, dans le cas d'Henri Emmanuelli, dont chacun reconnaît le désintéressement personnel, on a le sentiment qu'il s'agit moins d'exemplarité de la peine que de frapper le bouc émissaire d'une classe politique trop volontiers réprouvée.

Robert Badinter, *sénateur (PS) des Hauts-de-Seine, est ancien ministre de la justice, ancien président du Conseil constitutionnel.*

Le juge, ennemi intérieur

par Patrice de Charette

QUEL crime a donc commis la cour d'appel de Rennes en condamnant M. Emmanuelli ? Serait-ce d'avoir appliqué le code pénal à un homme politique ? Pas du tout, répond la classe politique, œil clair et main sur le cœur, quoique pensant vraisemblablement que là est bien le scandale. Mais l'argument serait difficilement vendable auprès de l'opinion.

Serait-ce alors d'avoir condamné un innocent ? Pas vraiment, car l'on admet que quelques libertés ont été prises avec la loi alors que l'intéressé se trouvait aux commandes du Parti socialiste. Mais, dans ce cas, où est donc la difficulté ? Il est inadmissible que l'on m'ait lourdement condamné, explique M. Emmanuelli, car je n'ai pas profité personnellement des irrégularités commises. Le mobile (procurer des ressources au parti) légitimerait donc l'infraction ou, à tout le moins, rendrait scandaleuse toute condamnation autre que symbolique.

Voilà qui fait bon marché, si l'on ose dire, des résultats de l'enquête menée en son temps par Antoine Gaudino. On croyait volontiers jusque-là que les factures fantaisistes habillaient des contributions volontaires des entreprises aux partis politiques et, bien que la régularité du procédé soit discutable, personne n'y trouvait véritablement à redire.

L'enquête a démontré, faut-il le rappeler, que la réalité était tout autre : les entreprises faisaient l'objet d'un démarchage actif et étaient soigneusement pressurées (le marché public contre une enveloppe). Le procédé porte un nom dans le langage populaire : *« le rackett »* et un autre dans le code pénal : *« l'extorsion de fonds »*.

Les juges de Saint-Brieuc, et après eux ceux de la cour de Rennes, n'ont fait qu'énoncer une vérité d'évidence : l'extorsion de fonds est en soi une infraction grave. Elle l'est d'autant plus lorsqu'elle est imputée à des personnages publics qui participent à l'écriture de la loi et ont gouverné la République.

Lorsque tomberont les premières condamnations contre les responsables de partis de droite, le chœur des racketteurs, ignorant cette réalité, entonnera à nouveau, toutes tendances confondues, le grand air du complot politique : aujourd'hui les juges dociles aux pressions de la droite pour sanctionner un élu socialiste, demain les juges gauchisants infiltrés dans l'appareil d'Etat pour saper l'action de la majorité.

Il se trouvera à nouveau des avocats pour déverser des tombereaux d'injures sur tribunaux et cours d'appel, entreprise d'ailleurs aventureuse, car on imagine mal à quel point des propos de cette nature demeurent gravés au fer rouge dans la mémoire de la magistrature toute entière.

Les fantasmes post soixante-huitards de M. Marcellin, ci-devant ministre de l'intérieur, sont désormais bien loin. Pour les hommes politiques d'aujourd'hui, l'ennemi intérieur, c'est lui : le juge. Les politiques, enfermés dans le monde clos du microcosme, seraient bien inspirés de mettre le nez à la fenêtre : ils constateraient qu'à l'extérieur leurs analyses, du moins sur ce point, sont un peu courtes.

Patrice de Charette *est président du tribunal de grande instance de Saintes (Charente-Maritime) et membre du Syndicat de la magistrature.*

AU COURRIER DU « MONDE »

QUELLE « RESPONSABILITÉ» ?

Sous le titre « La responsabilité de M. Emmanuelli », *Le Monde* a publié dans son numéro daté du 20 mars un éditorial non signé qui met en cause l'ancien trésorier du Parti socialiste en des termes inadmissibles.

L'auteur de l'article reconnaît en effet que *« l'absence de statut des partis politiques et de réglementation de leur financement avant 1988 les obligeait tous à employer des moyens illicites pour faire face à leurs charges d'organisation, de locaux et de propagande »*.

Je souligne à mon tour : *« les obligeait tous »*. Comment se fait-il alors qu'ayant écrit cela vous ne demandiez qu'à Henri Emmanuelli et à personne d'autre *« d'assumer les conséquences de ses actes »* ? Or c'est bien toute la question. Faute de financement officiel, tous les trésoriers de partis se sont trouvés à cette époque dans la même situation. Comment était financé le RPR dont MM. Toubon et Juppé ont été tour à tour secrétaires généraux ? Comment était financé le Parti républicain de MM. Longuet, Léotard et Madelin ou le CDS de M. Méhaignerie ? Seulement, alors que les affaires de financement des partis de la majorité, après avoir un temps défrayé la chronique, avec comptes en Suisse, au Luxembourg ou autres paradis fiscaux ou avec billets de banque couverts par le *« secret défense »*, semblent aujourd'hui enterrées – M. Toubon n'a-t-il rien à dire à ce sujet ? –, seul le Parti socialiste continue à faire l'objet de l'acharnement des juges.

Comment pouvez-vous parler à son sujet de *« mains sales »* alors que son intégrité est reconnue par tous, y compris par ses adversaires politiques, et que, d'ailleurs, aucun fait d'enrichissement personnel ne lui a jamais été reproché. Il n'est pas acceptable qu'Henri Emmanuelli soit condamné et privé de ses mandats électifs, ce qu'il considère à juste titre comme une marque d'infâmie, alors que tant d'autres qui ont, directement ou indirectement, détourné des fonds publics continuent à occuper leurs fonctions, y compris parmi les plus hautes. Je regrette que vous n'ayez pas eu le courage de le dire.

Claude Estier,
président du groupe socialiste du Sénat.

Il n'y a pas d'école sans disciplines

par Danièle Sallenave

D'OÙ vient cette violence à l'école dont on ose désormais dire qu'elle n'est pas un phénomène rare ou sporadique, mais qu'elle affecte environ la moitié des établissements du second degré ? Philippe Meirieu, dans *Le Monde* du 23 janvier, propose une explication en forme d'accusation : les élèves ne font que *« retourner contre l'institution les violences dont ils sont victimes »*. Vieille rengaine imposée par la sociologie de l'école depuis bientôt trente ans : c'est la violence d'un savoir dominant arbitrairement imposé qui suscite, explique et justifie en retour la riposte violente des « dominés », les élèves.

On aurait tort cependant de lire ici la simple persistance et le retour régulier de vieux thèmes anti-autoritaires du début des années 60. Car la situation n'est plus la même. Cette école en effet, contre laquelle *« on aurait raison de se révolter »*, est-ce l'école d'autrefois, l'école *« autoritaire »*, telle que les réformateurs, dont Philippe Meirieu, aiment à la désigner, et qu'ils se sont employés à détruire – ce qui explique peut-être le désordre qui désormais y règne ?

Non, c'est la leur. Celle de l'abandon de la notion de savoir ; celle où l'animation a remplacé l'instruction, celle de *« l'ouverture à la vie »*, c'est-à-dire le champ libre pour tous les maux et les désordres de la société. Mais l'effronterie des réformateurs ne connaît pas de bornes, ni leur cynisme. On le mesure au peu de cas qu'ils font des souffrances réelles d'un corps enseignant livré à la jungle, inquiets de voir l'heure sonner d'un bilan inévitable de leur action.

Ils tentent un dernier coup de force et d'intimidation. Non, les réformes ne sont pas en cause, mais les résistances que celles-ci ont rencontrées : *« l'exaltation des contenus disciplinaires »*, les *« crispations disciplinaires »* et le *« déni de pédagogie »*.

Déni de pédagogie ! Dans une école où elle règne sans partage, détermine la formation des maîtres, domine les manuels et les instructions officielles !

Crispation ou exaltation *« disciplinaires »*, la tournure est obscure, imprécise et pour tout dire assez relâchée. Mais elle masque mal une attaque précise contre les disciplines, une dénonciation de ceux qui y demeurent attachés – que le fantasme des réformateurs voit déjà constitués en *« groupes de pression »* – ainsi qu'une thèse sur la nature des savoirs scolaires et le rôle de l'école.

> Renoncer aux disciplines en tant que telles serait renoncer à l'enseignement

Cette offensive contre les disciplines n'est pas nouvelle : c'est un thème récurrent du pédagogisme. On ne cesse d'inviter les enseignants à en briser la rigidité, à se constituer en équipes pluridisciplinaires afin de substituer à une *« pédagogie des programmes »* une *« pédagogie par objectifs »*.

Qu'est-ce qu'une « discipline » ? Classiquement on répondra : une matière d'enseignement (lettres, maths, histoire, biologie, philosophie) et, par une association qui réjouira les anti-autoritaires, une règle de conduite commune à une multitude ou aux membres d'un corps.

On notera cependant que l'origine du mot ne le rattache pas au champ de la répression, de l'autorité, de l'ordre, pour tout dire, de l'armée, mais à celui de l'enseignement. *Disciplina* dérive de *discipulus*, l'élève, celui qui apprend (latin, *discere*).

La discipline n'est donc pas un savoir constitué dont la nature illégitime, arbitraire et violente appellerait la mise place d'un corps de règles rigides (*« une discipline de fer »*), seule capable de prévoir et de réprimer la résistance à son imposition. Elle n'est pas non plus une matière du programme, la « spécialité » choisie, étudiée, par le futur maître, qui ensuite lui demeurerait attaché par étroitesse de vue, pusillanimité et désir de défendre un territoire et des privilèges.

L'essence même de la discipline, c'est le lien du savoir et de la méthode : une discipline est un savoir organisé à des fins d'enseignement. C'est la raison pour laquelle, s'il est peut-être vrai qu'un savant ne sait pas forcément enseigner, en revanche celui qui a été formé à une discipline au vrai sens du terme n'a pas besoin d'une « didactique » de cette discipline, encore moins d'une « didactique » générale. Une authentique formation à une discipline, puisque celle-ci n'a d'autre fin que d'instruction, comporte nécessairement la mise en place des étapes et des processus raisonnés de sa transmission, et s'articule nécessairement à une réflexion sur les niveaux et les publics auxquels elle est destinée. L'autorité de l'instruction est celle de la raison, du raisonnement, et nulle autre. Imposée non par la force, ou par un sujet arbitrairement à un autre sujet, elle est l'ordre des raisons inhérent à la chose enseignée. Même si, par sa nature, elle peut *« faire violence »* aux opinions et aux penchants, elle ne permet pas d'excuser, encore moins de justifier la « violence » exercée par l'élève qui roue de coups un de ses professeurs, crève les pneus de sa voiture ou lui objecte un *« Vous croyez ? Vous êtes sûr ? »* quand, en cours de français, d'anglais ou de maths, celui-ci lui rappelle un théorème ou une règle de grammaire.

Voilà pourquoi il est faux, dangereux et peut-être malhonnête de suggérer que l'attachement aux disciplines *« fait l'impasse sur les questions éthiques et la dimension proprement éducative de l'école »*.

La fin de l'école est d'abord l'instruction, toute l'instruction, rien que l'instruction *dans* et *par* les disciplines. Par-là même, elle s'accompagne nécessairement d'observation de règles, d'une méthode de pensée. Elle est donc la base et l'apprentissage d'une discipline au sens général du terme, dont la source se trouve d'abord et essentiellement dans l'art de conduire sa raison, car c'est là que se forge la liberté de l'élève. Et il serait vain de prétendre à son « éducation », au sens moral du terme, sans avoir d'abord songé à fonder cette liberté sur la capacité de penser.

> Cette offensive n'est pas nouvelle : c'est un thème récurrent du pédagogisme

Renoncer aux disciplines en tant que telles serait renoncer à l'enseignement même, à l'idée même d'instruction et d'école – et finalement à faire de l'école le lieu où se forge la liberté du futur citoyen.

Resterait à interroger, pour finir, l'acharnement contre les disciplines dont font preuve les spécialistes de pédagogie, professeurs de sciences de l'éducation, animateurs du premier et du second cycle de l'enseignement secondaire, qu'on ne saurait expliquer, sauf dans quelques cas, par cette forme propre de ressentiment qu'on éprouve envers ce dont on a mal maîtrisé l'apprentissage.

Voyons plutôt la double justification qu'ils en donnent. La première est que ce sont les élèves eux-mêmes qui n'en veulent plus. L'école ne devrait rien proposer, mais se contenter de répondre à une demande. Etrange idée de l'école, calquée sur le modèle marchand et consumériste – qui hélas est en passe de s'imposer ! – et qui suppose chez l'élève une volonté claire, que justement elle a charge de susciter et de forger.

La seconde, c'est que ces disciplines ne sont plus adaptées à ce nouveau public. Une fois de plus, le souci de justice envers les plus défavorisés se retourne en son contraire. Au nom de quoi faudrait-il refuser au grand nombre ces savoirs qu'une « élite » (de l'argent, et non de l'intelligence) autrefois confisquait ? Ce n'est pas le savoir en tant que tel qui maintient les plus défavorisés dans leur relégation : c'est d'en être privés ; c'est le manque de connaissances, d'instruction et de culture.

Finalement, que veut-on ? J'en reviens au lien indissociable de discipline et liberté. Veut-on concourir à former une population d'ilotes heureux, rivée à sa télévision et à ses supermarchés, tant du moins qu'elle pourra s'en offrir l'accès ? D'ilotes malheureux, aigris, ignorants et pleins de haine, que dominera le premier démagogue venu ?

On ne s'y prendrait pas autrement, si on le voulait.

Danièle Sallenave *est écrivain.*

Signe extérieur d'« extranéité »

par Simon Foreman

L'ÉTOILE jaune a déjà été prise pour les juifs, le triangle rose pour les homosexuels. Il va maintenant falloir trouver un symbole à faire porter aux étrangers. C'est à peu près la seule chose qui manque à l'avant-projet de loi sur l'immigration qui circule actuellement dans les ministères.

Qu'on en juge. Toute personne accueillant un étranger chez elle devra souscrire une assurance particulière, comme pour un animal dangereux, puis sera inscrite dans un *« fichier des hébergeants »*. Elle devra signaler à sa mairie l'arrivée, puis le départ de ce visiteur particulier. Si elle oublie cette formalité, il lui sera interdit d'exercer à nouveau l'hospitalité pendant deux ans. Dans certains cas, les étrangers pourront voir leur passeport conservé par l'administration ; ce sera systématique pour les demandeurs d'asile, qui devront aussi pointer régulièrement, comme des délinquants, dans les services de police (leur demande d'asile sera même *« présumée abusive »* s'ils oublient de le faire).

En septembre 1940, c'est une simple déclaration que l'on a demandée aux juifs. Ensuite sont arrivées – vite – les interdictions professionnelles, puis les internements. Mais tout a commencé par cette formalité banale : se déclarer à la sous-préfecture, se signaler, pour pouvoir être surveillés. Et l'étoile en tissu jaune répondait-elle à un autre souci que celui de faciliter la surveillance ? Etait-elle autre chose qu'un « signe extérieur de *judéité* », préfigurant le « signe extérieur d'extranéité », inventé par les juges d'aujourd'hui pour permettre aux agents de l'ordre de contrôler l'étranger lorsqu'ils croient le reconnaître sous le burnous, afin de vérifier s'il est en règle pour l'envoyer, sinon, en rétention ?

On ne détaillera pas ici toutes les facettes de l'avant-projet Debré. On prendra même le risque de parier qu'un certain nombre de filtres démocratiques joueront leur rôle : la concertation interministérielle, la discussion du projet au Conseil d'Etat, au Parlement et en dernier ressort au Conseil constitutionnel, devraient nettoyer le document de ses scories les plus graves.

Faut-il pour autant trouver normal que de telles idées soient conçues précisément là où l'on est chargé d'animer la politique d'immigration du pays ? Et que de tels textes rencontrent suffisamment d'indifférence, de cynisme ou d'irresponsabilité pour se frayer un chemin jusqu'à la concertation interministérielle et – sans doute faut-il paradoxalement s'en féliciter – la place publique ?

Quelle réflexion structure cette action ? Qui s'interroge sur la rationalité, l'utilité, les effets ou les dangers de telles mesures ? Qui réfléchit aux propositions alternatives ? La course de vitesse avec le lepénisme tenait déjà lieu de politique d'immigration. Elle est désormais devenue pure fuite en avant.

Simon Foreman *est avocat.*

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Jean-Yves Lhomeau, Manuel Lucbert, Luc Rosenzweig
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet
Médiateur : André Laurens
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises : Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
TÉL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206 806 F
ADMINISTRATION : 1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TÉL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex 261 311 F

La défense française entre l'Europe et l'Atlantique

Suite de la première page

Les responsables insistent au contraire sur le maintien d'une « spécificité » fondée sur deux éléments : l'existence de forces de projection et d'une capacité nucléaire, comme la Grande-Bretagne, mais avec une différence essentielle concernant le nucléaire : après la fermeture du plateau d'Albion, la France gardera encore deux composantes, l'une maritime, l'autre aéroportée.

Ce *« maintien de la spécificité française dans un ensemble compatible avec l'OTAN »*, loin de rassurer nos partenaires, aurait plutôt tendance à les rendre soupçonneux : la France ne cherche-t-elle pas à mettre l'Europe au service de ses intérêts particuliers ? C'est ce sentiment que Volker Rühe, ministre allemand de la défense, exprime un peu brutalement en disant : *« L'Eurocorps ne doit pas être l'Afrikakorps »*. La méfiance est renforcée par les incertitudes qui pèsent sur le nouveau statut de la France dans l'OTAN : normalisation sans intégration, dit-on à Paris. Encore un effort, semble-t-on répondre à Bonn, où, comme le reconnaît Charles Millon, *« on souhaite que notre démarche aille plus loin »*. Et le général Naumann, ancien inspecteur général de la Bundeswehr et tout nouveau président du comité militaire de l'OTAN, d'enfoncer le clou : *« Une participation de la France au comité militaire sans mise à disposition de ses forces armées n'aura pas lieu. »*

PRÉCAUTIONS VERBALES

Autrement dit, la France ne devrait pas s'arrêter au milieu du chemin ; quitte à *« normaliser »* ses relations avec l'OTAN, elle devrait réintégrer totalement l'organisation militaire de l'Alliance atlantique. Les défenseurs inconditionnels de l'atlantisme retournent en faveur de leurs thèses un argument livré par la nouvelle politique de Jacques Chirac. En donnant la priorité à des forces *« projetables »*, disent-ils, la France abandonne la défense territoriale de l'Europe ; l'importance de l'OTAN pour assumer cette tâche n'en sera que plus essentielle. Et ce seront les Allemands qui seront en première ligne. Comme le dit un responsable de Bonn : *« A nous les tranchées d'Europe centrale, à vous l'Afrique et les missions plus sexy* (sic). *»*

Malgré toutes les précautions verbales prises par le gouvernement français et les concessions indéniables, nos partenaires continuent de déceler des intentions cachées, peu compatibles avec l'orthodoxie atlantique. La France ne poursuivrait-elle pas, sous une présentation différente, la vieille politique gaulliste qu'ils continuent à considérer comme une tentative de substituer aux Etats-Unis l'Europe – dans le meilleur cas – ou la France – dans le pire. Ils veulent bien, les Allemands notamment, renforcer l'autonomie des Européens pour prendre en charge des opérations de maintien de la paix, même sans la participation des Américains. Mais *« l'OTAN ne doit pas être affaiblie »*, selon l'expression répétée par le chef de la diplomatie de Bonn, Klaus Kinkel, après qu'Alain Juppé a proposé de mettre à la disposition de l'Union européenne 250 000 à 300 000 hommes venus de tous les pays membres de l'UE.

Bonn, comme Londres, refuse la mise en place de structures qui risqueraient de « doublonner » avec l'OTAN et donc d'encourager les Etats-Unis à se désengager d'Europe. Les responsables français ne disent pas autre chose, mais ils ont du mal à convaincre leurs interlocuteurs de la « pureté » de leurs intentions. Ainsi la création d'un état-major européen destiné à préparer et à diriger les opérations éventuellement menées sans les Etats-Unis suscite-t-elle des interrogations. Les Allemands n'y sont pas opposés, mais cet état-major devrait exister *« en pointillé »*, ne pas avoir de *« visibilité permanente »* à côté du commandement en chef américain de l'OTAN.

Car au soupçon de vouloir affaiblir l'Alliance s'ajoute l'inquiétude inverse : que la France utilise son rapprochement avec l'OTAN et une réforme de l'Alliance pour se présenter comme le partenaire privilégié des Etats-Unis sous prétexte d'affirmer la présence européenne. La meilleure façon d'écarter le danger serait pour l'Europe d'agir *« en bloc »* au sein de l'OTAN, mais cela supposerait une véritable politique de défense commune de l'Union européenne dont on se méfie, pour ne pas effrayer les Américains. Comme quoi, la réforme de la politique de sécurité décidée par M. Chirac n'a mis fin ni aux incertitudes françaises ni aux contradictions des alliés.

Lucas Delattre et Daniel Vernet

RECTIFICATIF

FONDATION JÉRÔME LEJEUNE

Contrairement à ce que nous laissions entendre dans la présentation de la Fondation Jérôme Lejeune en première page du *Monde* du 22 mars, la lutte *« pour le droit à la vie et contre l'avortement »* ne figure pas dans ses statuts. Celle-ci a exclusivement pour but de *« poursuivre l'œuvre à laquelle le professeur Lejeune a consacré sa vie : la recherche médicale sur les maladies de l'intelligence et sur les maladies génétiques, l'accueil et les soins des personnes, notamment celles atteintes de la trisomie 21 ou d'autres anomalies génétiques, dont la vie et la dignité doivent être respectées de la conception à la mort »*.

Le Monde

ÉDITORIAL

L'ordre commercial américain

LES Américains sont incorrigibles. Avec cent vingt pays, et à l'issue du cycle de l'Uruguay, ils se sont engagés sur un accord de libéralisation du commerce mondial dans un cadre multilatéral. Forts de leur domination économique incontestable, ils continuent pourtant à vouloir, partout, imposer leur loi – et leurs intérêts. Et, naturellement, ils préfèrent pour cela le face-à-face plutôt que la table ronde, la partie de bras de fer bilatérale à la négociation multilatérale. Le refus opposé par Washington, jeudi 21 mars, au plan de vol transatlantique d'Air France en est une *nouvelle illustration*.

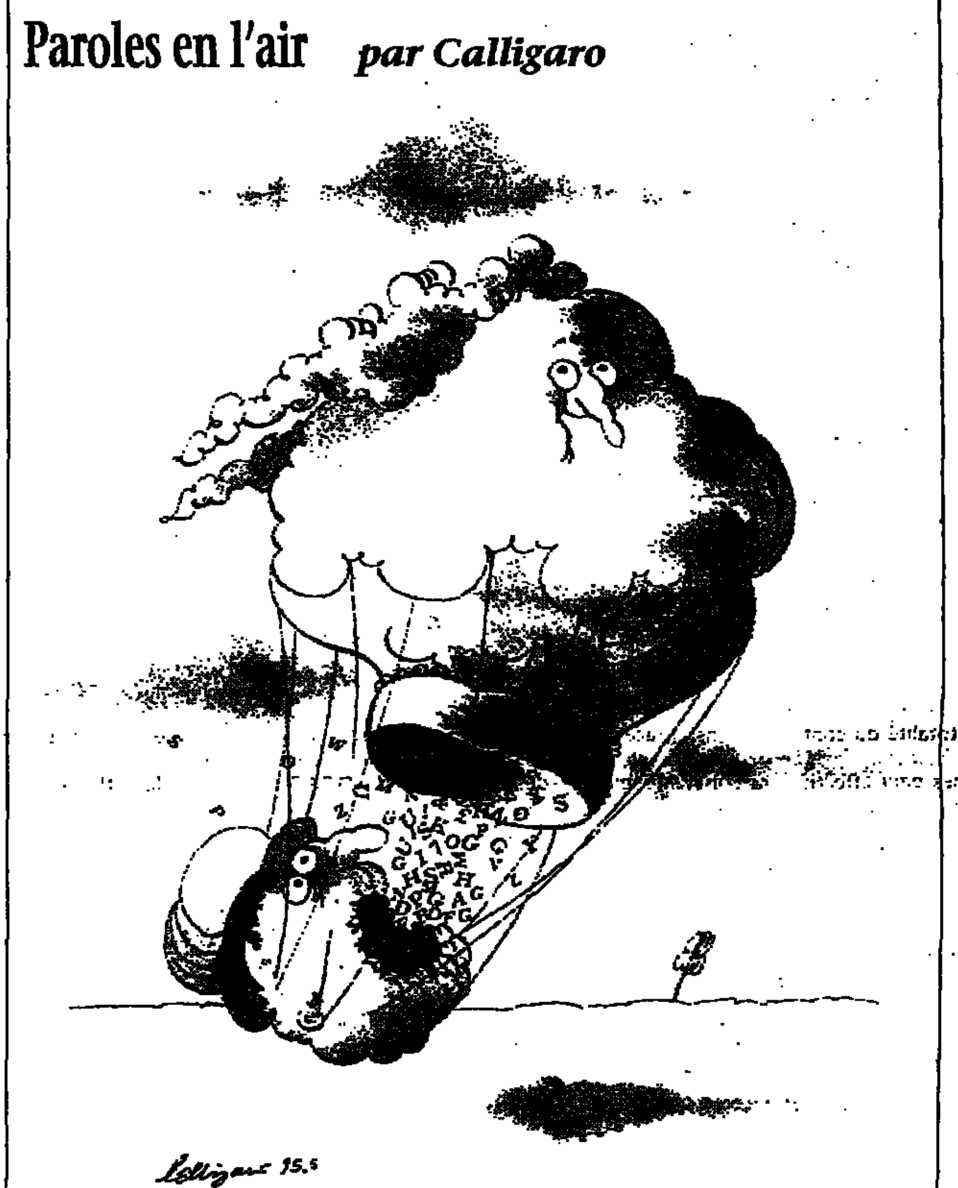
Il y a certes dans l'annonce américaine une part de mise en scène. La décision, spectaculaire, n'est pas irrévocable. Elle est une étape dans un processus de négociation. Ce comportement est cependant significatif d'une attitude des Etats-Unis contraire aux engagements qu'ils ont pris à Marrakech en 1994. Interrogé dans nos colonnes, Renato Ruggiero, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), refuse d'envenimer les choses et juge que, globalement, l'ensemble des pays industrialisés travaillent efficacement, depuis un an, à l'instauration d'un cadre multilatéral pour la libéralisation des échanges *mondiaux*. La réalité est malheureusement bien différente. Comme le relevait, cette semaine à Washington, Leon Brittan, le vice-président de l'Union européenne, il y a aujourd'hui un pays qui ne joue pas le jeu : ce sont les Etats-Unis. Partout, l'Amérique continue à vouloir privilégier une approche bilatérale, voire, selon Sir Leon, « unilatéraliste ».

L'an dernier, Bill Clinton, VRP de l'industrie américaine, imposait ses règles du jeu au Japon dans l'automobile et les semi-conducteurs. Aujourd'hui, les Etats-Unis refusent de s'associer à l'accord de libéralisation des services financiers mis en place au sein de l'OMC. Ils prétendent interdire à leurs partenaires de commercer avec Cuba. Ils veulent régenter, à leur convenance, les relations aériennes transatlantiques.

***L'une des* forces de l'Amérique en la matière, c'est toutefois la faiblesse de l'Europe. L'affaire Air France est symptomatique. Si l'administration américaine peut organiser au profit de ses propres compagnies le ciel *entre les deux continents*, c'est parce qu'elle a pu jouer, avec succès, de la division de l'Europe. Washington a remarquablement bien réussi, dans ce domaine, à diviser l'Union. Des accords bilatéraux de libéralisation totale ont été négociés et conclus directement, avec huit pays déjà – dont les Pays-Bas et surtout l'Allemagne.**

Au cours des longues et difficiles négocations du cycle de l'Uruguay, les Etats-Unis et l'Europe avaient activement contribué – et ce ne fut pas facile – à la définition d'un cadre pour *« un système commercial mondial multilatéral efficace »*. *« Il est temps de le faire fonctionner »*, estime aujourd'hui Leon Brittan. Pour cela, il faut d'abord que l'Europe existe, qu'elle unisse ses efforts. Il faudra ensuite qu'elle dénonce, avec davantage de fermeté qu'aujourd'hui, le comportement, toujours impérial, de l'Amérique.

Paroles en l'air *par Calligaro*



REVUE DE PRESSE

RTL
Philippe Alexandre

■ Les socialistes viennent eux-même de stopper leur embellie, leur renouveau, par une de ces crises d'hystérie masochiste – pour ne pas dire suicidaire – dont ils ont le secret. Le soir de la condamnation d'Henri Emmanuelli, Lionel Jospin avait exprimé sa solidarité. Il fallait en rester là (...). On peut se demander si Laurent Fabius n'est pas à l'origine de ce combat perdu d'avance contre la justice. M. Jospin voulait rénover le PS en faisant oublier aux Français tous les scandales qui ont marqué les deux septennats de François Mitterrand. Il n'est pas impossible que M. Fabius, en bon disciple du défunt, ait saisi l'occasion de ce torpillage en règle, de cette stratégie diabolique. Les socialistes, tout comme le groupuscule de M. Chevènement, auront toutes les peines du monde à faire croire que les juges de Rennes, de Belfort et d'ailleurs ont multiplié les erreurs judiciaires pour détruire une opposition de gauche dont la vertu n'était pas le point fort lorsqu'elle était majoritaire.

EUROPE 1
Alain Duhamel

■ Pour défendre Henri Emmanuelli et Christian Proust, le Parti socialiste d'un côté, Jean-Pierre Chevènement de l'autre ne ménagent pas leurs efforts. Il est normal qu'ils veuillent défendre l'honneur de leurs amis (...). Le font-ils avec la meilleure méthode possible ? Certainement pas : les pétitions, les manifestations, constituent des pressions brutales sur la justice. On les déplore lorsqu'elles sont le fait des agriculteurs, des commerçants, des sympathisants des commandos anti-IVG. Que des formations politiques, qui se veulent des partis de gouvernement, en fassent autant est d'autant plus regrettable.

LCI
Pierre Luc Séguillon

■ Les socialistes veulent prendre à témoin de leurs déboires les élus et l'opinion publique. Ils trouvent une certaine compréhension sur les bancs de l'Assemblée. Solidarité de corps oblige ! Il n'est pas sûr qu'il en aille de même dans l'opinion. Cette croisade risque même d'y favoriser un anti-parlementarisme que la multiplication des *« affaires »* a déjà nourri.

Le retour du service public dans les villes

L'ACCORD entre la Lyonnaise des eaux et la nouvelle municipalité de Grenoble, qui reprend en main son service de distribution de l'eau *via* une société d'économie mixte (*Le Monde* du 19 mars), pourrait bien avoir valeur de symbole : la saga grenobloise, marquée par l'ascension et la chute d'Alain Carignon, ne coïncide-t-elle pas avec l'histoire des années 80, l'aller-retour de la société autour de l'argent et de l'entreprise privée, érigés hier au rang de valeurs suprêmes, aujourd'hui regardés avec méfiance, à gauche comme dans une partie de la droite ?

Les municipalités ont pris leur part à une sorte de vertige collectif pendant la décennie écoulée, marquée par la remise en cause des dogmes de la gauche et la victoire du libéralisme : en caricaturant à peine, tout ce qui était public était alors suspect – de « ringardise », d'inefficacité – et le privé paré de toutes les vertus. Ainsi de nombreuses mairies ont-elles accordé à des entreprises privées la concession de services qu'elles contrôlaient jusqu'alors. Ce fut le cas pour la distribution de l'eau, où les maires devaient s'adapter à des normes, notamment européennes, de plus en plus contraignantes.

Tout cela a fait le bonheur de quelques compagnies géantes : la Lyonnaise et la Générale des eaux – toutes deux omniprésentes sur d'autres marchés des collectivités locales (câble, transport...) –, sans oublier la SAUR (Bouygues) et la CISE (Saint-Gobain), qui détiennent des parts de marché plus modestes.

Mais, dans l'enthousiasme de la privatisation à tout va, ces mairies avaient oublié que le but d'une grande entreprise capitaliste est moins la défense de l'intérêt général que l'accumulation des meilleurs profits possibles. Protégées par leur position de quasi-monopole et par l'opacité de leurs procédures techniques et financières, ces entreprises ont mécontenté usagers et élus. Certes, les municipalités ont bénéficié des investissements considérables – c'est un des buts du partenariat public-privé – réalisés sur des réseaux souvent très délabrés, et qui étaient hors de portée de leurs moyens financiers. *Mais les prix de l'eau ont entamé une spirale à la hausse, parfois accompagnée d'une baisse de la qualité...*

Au même moment, à la fin du second septennat de François Mitterrand, un tournant s'est opéré dans l'opinion, face à l'éclosion de multiples « affaires » et au comportement de chefs d'entreprise apparemment insensibles à la montée du chômage : le secteur privé a été, à son tour, suspecté de toutes les turpitudes et les vertus du service public de nouveau mises en valeur. La campagne victorieuse de Jacques Chirac à l'élection présidentielle de 1995 s'est nourrie de ces thèmes. Les grandes sociétés distributrices d'eau ont évidemment pâti d'un tel climat : alors que les mouvements de mécontentement des usagers se multipliaient, Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale et maire (RPR) d'Epinal, s'interrogeait, dans un entretien au *Monde* du 3 novembre 1994, sur l'intérêt d'une nationalisation *« au moins partielle »* de ces compagnies, *« compte tenu de l'importance qu'elles ont prise dans la vie des collectivités locales et de la suspicion que leur simple contact génère désormais »*.

Les municipales qui ont suivi la présidentielle n'ont fait que renforcer ce mouvement de bascule. La gauche, traditionnellement plus favorable au service public, s'est emparée de plusieurs grandes villes, dont Grenoble, où la campagne a été dominée par le *« pacte de corruption »* lié à la privatisation de l'eau, pour lequel Alain Carignon devait être condamné en première instance en novembre 1995. Dans d'autres villes, des dossiers de privatisations mal menées ont contribué à la chute d'un maire sortant épinglé par une chambre régionale des comptes. Les nouveaux élus, découvrant des situations financières plus difficiles qu'ils ne l'avaient pensé, échaudés par les mauvaises expériences de leurs prédécesseurs, ont entrepris d'éplucher avec soin les contrats dont ils héritaient.

L'Association des maires de France (AMF) s'est elle-même associée à la Fédération nationale des collectivités concédantes et des régies (FNCCR) pour créer, dès le début de 1996, un collège d'experts indépendants, Service public 2000, apte à épauler les élus dans leurs négociations avec les grandes compagnies distributrices d'eau. Les propos tenus récemment dans la *Revue d'économie financière* par les présidents de ces deux associations témoignent de l'état d'esprit qui anime désormais les élus.

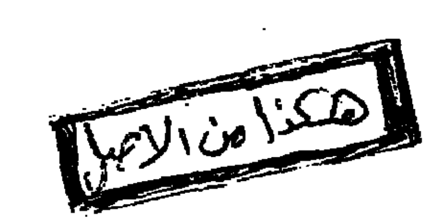
L'exemple de Grenoble va-t-il donner des idées à d'autres maires ?

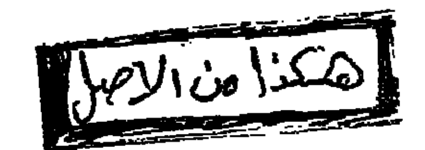
Ainsi Josy Moinet, ancien sénateur MRG de Charente-maritime, président de la FNCCR, affirme-t-il qu'une entreprise concessionnaire *« ne doit pas, à la faveur de contrats passés dans des conditions trop peu protectrices, réaliser au fil du temps des profits indus »*, tout en soulignant la volonté de sa fédération de *« développer une formule de contrôle (...) sur les concessionnaires »*. De son côté, Jean-Paul Delevoye, président de l'AMF et sénateur (RPR) du Pas-de-Calais, souligne que *« le secteur privé n'a pas vocation (...) à considérer les collectivités locales comme une source d'enrichissement, ou un marché captif permettant* [notamment dans le cadre d'opérations immobilières] *un recyclage de capitaux publics à des fins privées »* (Partenariat public-privé et développement territorial, numéro hors série, février 1996, Le Monde Editions).

Bref, le vent a tourné. La Lyonnaise des eaux assure qu'elle aborde la *« nouvelle étape »* de ses relations avec la ville de Grenoble dans un *« état d'esprit de transparence »*. Même si le nouveau contrat reste très favorable à la Lyonnaise, comme l'affirment les écologistes grenoblois, le mastodonte, empêtré dans l'affaire Carignon, avait, de toute évidence, intérêt à calmer le jeu afin, notamment, de préserver son développement sur les marchés internationaux.

L'exemple de Grenoble va-t-il donner des idées à d'autres maires ? Quelle qu'en soit la forme, la collaboration privé-public dans les collectivités locales ne va pas s'interrompre. Le président de l'AMF souhaite même son extension, par exemple dans le secteur du logement. Mais l'affaire de Grenoble marque peut-être les prémices de la fin d'une époque : celle où, selon l'expression de M. Delevoye, les collectivités locales se sentaient, face aux compagnies distributrices d'eau, dans la situation *« de David contre Goliath »*.

Jean-Louis Andreani





TRANSPORTS AÉRIENS · Le gouvernement américain a refusé, jeudi 21 mars, d'accorder à Air France l'augmentation des vols d'été demandée par la compagnie aérienne française sur quatre destinations américaines, soit environ cinq cents vols supplémentaires d'avril à octobre. ● CETTE DÉCISION SURPRISE intervient à la veille d'une rencontre entre les autorités des deux pays pour tenter de parvenir à un accord bilatéral sur les liaisons transatlantiques. La France est le seul pays européen à n'être pas parvenu à un accord avec les Américains. Ces derniers ont mené l'offensive pour ouvrir le ciel européen à leur compagnies. ● AIR FRANCE va perdre 190 000 sièges, soit 350 millions de francs environ de chiffre d'affaires. ● LE GOUVERNEMENT français a annoncé, vendredi 22 mars, des mesures de rétorsion « *équivalentes* » *(lire également notre éditorial page 16).*

Les Etats-Unis veulent forcer l'ouverture du ciel français

La Direction générale de l'aviation civile annonce qu'elle va pénaliser les compagnies aériennes américaines en leur supprimant des droits d'atterrissage à Paris. Jeudi, Washington avait sanctionné Air France, à la veille d'une rencontre franco-américaine sur un accord bilatéral

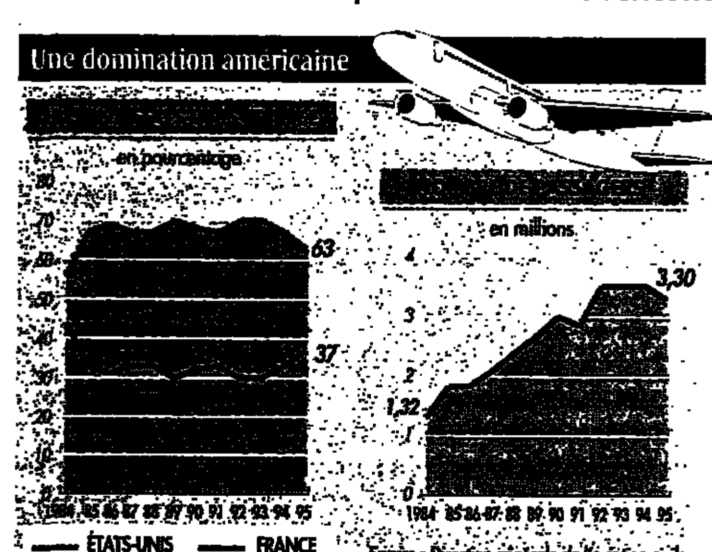
EN REFUSANT, jeudi 21 mars, d'accorder à Air France l'augmentation des vols d'été, demandée par la compagnie aérienne française, sur quatre destinations américaines – New York, Washington, Houston et Los Angeles – soit environ cinq cents vols supplémentaires d'avril à octobre, les Etats-Unis ont sans doute voulu frapper du poing sur la table, mais ont pris soin de laisser la porte ouverte à de nouvelles négociations sur une augmentation mutuelle des vols transatlantiques.

Le message a bien été perçu par les autorités françaises qui s'attachent à dédramatiser les éclats d'outre-Atlantique. *« Il faut calmer le jeu, ça fait partie des négociations »*, a déclaré Bernard Pons, le ministre des transports, jeudi 21 mars. *« C'est une escarmouche, pas une guerre »*, lance un de ses conseillers. *« La scène 1 de l'acte 1 : les Etats-Unis préfèrent tirer d'abord pour parler ensuite »*, confirme-t-on à la Direction générale de l'aviation civile (DGAC).

Les Etats-Unis veulent par cette décision surprise faire pression sur la France, à la veille d'une rencontre, prévue depuis longtemps, pour mardi 26 mars à Washington, entre le secrétaire d'Etat français aux transports, Anne-Marie Idrac, et Charles Hunnicutt, adjoint du secrétaire d'Etat aux transports. L'administration de Washington veut ouvrir plus largement le marché français aux compagnies américaines, dans le cadre de la négociation d'un nouvel accord bilatéral entre les deux pays. Le précédent, datant de 1946, a été dénoncé par la France en 1993 et rien n'a pu être conclu depuis entre Paris et Washington.

RÉCIPROCITÉ

« Nous avions demandé à la France d'autoriser les compagnies aériennes américaines à introduire de nouveaux services commerciaux cet été [entre les Etats-Unis et la France] *mais les Français n'étaient pas disposés à le faire »*, a déclaré jeudi 21 mars le secrétaire américain aux transports Federico Pena. Parallèlement, à Paris, le ministère des transports arguant de sa bonne volonté affirmait que *« les autorités françaises ont, sous réserve de réciprocité, approuvé les programmes des compagnies américaines dès le 21 février, bien que l'offre américaine soit supérieure de 30 % à l'offre française. C'est donc l'intégralité des demandes des compagnies américaines qui a été satisfaites »*. Washington et Paris parlent en fait de deux choses différentes. La capitale française se concentre sur le court terme – la détermination des programmes d'été –, tandis que les Américains visent le plus long terme. Un porte-parole du Département des transports, Bill Mosley, affirme en substance que, depuis mai 1993, les tentatives de parvenir à un accord bilatéral sur une augmentation réciproque des vols ont échoué, et les demandes des compagnies aériennes américaines, en vue de l'introduction de nouveaux services, ou du remplacement de services suspendus, se sont heurtées au refus des autorités françaises.



Depuis le non-renouvellement des accords franco-américains en 1993, Air France a réussi à reconquérir des parts de marché pendant la saison haute (1er avril-31 octobre).

COUP DE SEMONCE

Tout en reconnaissant que les compagnies américaines détiennent une part de marché bien supérieure (60 % environ) des liaisons aériennes France-Etats-Unis à celle des lignes aériennes françaises, le porte-parole cite plusieurs exemples d'efforts américains frustrés. American Airlines et USAir, dit-il, souhaitaient ainsi assurer la liaison Boston-Paris, abandonnée par TWA et Air France. Les autorités françaises ont refusé cette demande : *« Nous ne voulions pas que le principe de substitution soit institué. On ne veut pas avancer vers un accord par petit bout »*, explique la DGAC. Les réticences françaises, résume-t-on du côté américain, ont empêché les compagnies aériennes américaines de s'adapter à l'évolution du marché.

On souligne de source américaine que la décision, annoncée jeudi, ne correspond pas à des sanctions et qu'Air France peut, bien entendu, continuer à assurer ses services sur les Etats-Unis à leur niveau actuel. Une fois ce coup de semonce donné, *« nous sommes toujours prêts*, a précisé M. Pena, *à discuter avec les autorités françaises de nouveaux services cet été »*...

En attendant, la décision d'interdire à Air France cinq cents vols transatlantiques pourrait être très nuisible pour la compagnie nationale, qui comptait augmenter de 24 % ses dessertes transatlantiques. Le transporteur en difficulté voit ainsi s'envoler 190 000 sièges, soit un chiffre d'affaires de 350 millions de francs. Commercialement, Air France pourrait également pâtir de cette nouvelle guerre commerciale. *« Nous avons déjà fait des réservations sur ces vols, qui étaient censés débuter le 1er avril »*, développe-t-on chez Air France.

Vendredi matin la France a décidé de mesures de rétorsion symétriques. *« Nous allons, aujourd'hui, notifier aux compagnies américaines la suppression de 190 000 sièges environ sur leurs vols transatlantiques »*, répond la DGAC.

Sylvie Kaufmann (à Washington) et Virginie Malingre

L'Europe en ordre dispersé face à l'offensive américaine

LES ÉTATS-UNIS s'attaquent à *« l'irréductible village gaulois »* qui refuse l'ouverture de son ciel aux compagnies aériennes américaines. Huit pays européens (l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, l'Autriche, la Finlande, le Danemark et la Suède) ont déjà signé des accords *« ciel ouvert »* bilatéraux avec les Américains, qui permettent aux compagnies aériennes de chacun des deux pays d'ouvrir en toute liberté des lignes transatlantiques. Six autres pays européens, comme le Royaume-Uni, s'entendent avec les Américains sur des accords restrictifs, notamment des droits de trafic limités (British Airways à Philadelphie, United Airlines à Heathrow).

La stratégie américaine a consisté jusqu'à présent à conquérir le ciel européen en négociant avec chaque Etat. Les Etats-Unis ont d'abord réussi à convaincre les petits pays européens de devenir des plates-formes aéroportuaires entre l'Europe et le Nouveau Monde. Les accords de ciel ouvert avantagent manifestement les Américains. A partir d'une porte d'entrée en Europe, ceux-ci, contrairement aux Européens, s'assurent la maîtrise de la totalité du continent. Ainsi, grâce à la *« cinquième liberté »* aérienne, Delta Air Lines peut effectuer un vol Washington-Bruxelles et poursuivre dans un pays tiers, comme Rome. Une compagnie européenne peut relier, à partir d'un Paris-Chicago, la ville de Mexico, mais non pas une autre ville américaine.

A L'ÉCART

Dans une seconde phase, les Etats-Unis sont également parvenus à convaincre des pays comme les Pays-Bas ou l'Allemagne, en s'appuyant sur les liens tissés entre les compagnies aériennes des deux pays (accord Lufthansa-United Airlines). Simple coïncidence, les accords ciel ouvert précèdent, en général, l'agrément des autorités anti-trust américaines.

La France était restée jusqu'à présent à l'écart des grandes manœuvres américaines. En 1993, le ministre des transports de l'époque, Jean-Louis Bianco, avait dénoncé les accords qui liait la France aux Etats-Unis, arguant qu'ils désavantageaient Air France, dont la part de marché avait dégringolé sous la barre des 30 %. Depuis, les autorités réglementaires des deux pays (la DGAC en France, la FAA aux Etats-Unis) donnent leur accord deux fois par an sur les programmes de vol des compagnies aériennes de la partie adverse. Cet encadrement adminsitratif a gelé les positions et le développement des différentes compagnies aériennes, malgré une légère progression des parts de marché de la compagnie française (37 % en 1995).

Face à cette reconquête progressive de ses parts de marché par Air France, les Etats-Unis ont choisi de mener l'offensive. La France n'apparait pas en meilleure position dans la négociation. N'étant liée par aucun accord d'association avec une compagnie américaine, Air France devra négocier le maximum de points d'entrée sur le marché américain. A l'inverse, les compagnies américaines pourront profiter de leurs accords avec d'autres compagnies européennes pour acheminer, à partir des aéroports d'Orly ou de Charles de Gaulle, leurs passagers vers d'autres villes françaises ou européennes. La compagnie allemande Lufthansa, qui pourra librement sillonner le ciel français à partir du 1er avril 1997, pourra offrir à son allié United Airlines un ensemble de connexions sur l'Hexagone.

SILLONNER LIBREMENT

L'Union européenne revendique depuis plusieurs années le droit de négocier un accord global avec les Etats-Unis, en vue notamment d'ouvrir plus largement le ciel américain aux compagnies européennes. Faute de concensus européen (la France redoute une approche libérale de la Commission, l'Allemagne et les Pays-Bas préfèrent un accord bilatéral rapide au profit de leur compagnie nationale et le Royaume-Uni bénéficie d'accords bilatéraux très avantageux), la Commission n'est toujours pas parvenue à imposer ses vues.

Reprenant l'offensive, la Commission de Bruxelles vient d'entamer huit procédures (une par pays signataire de tels accords) auprès de la Cour de justice européenne. Malgré les accords ciel ouvert déjà signés, la Commission espère encore pouvoir négocier avec les Etats-Unis les droits de trafic restants.

Menacée par les Etats-Unis et de plus en plus isolée en Europe, la France pourrait prendre conscience de la faiblesse de sa position. D'autres pays européens pourraient également s'inquiéter de la stratégie d'encerclement américaine. La compagnie hollandaise KLM, qui détient 21 % des droits de vote de Northwest Airlines, voit avec aigreur celui-ci limiter à 20 % la part de capital détenue par un seul investisseur. L'Allemagne attend toujours l'accord des autorités anti-trust américaines au sujet de l'alliance Lufthansa et United Airlines. Elle a pourtant déjà donné son blanc-seing pour l'accord de ciel ouvert et voit déjà déferler sur son territoire les compagnies à la banière étoilée.

Christophe Jakubyszyn

Les négociations salariales tendent le climat social à EDF-GDF

À L'APPROCHE des festivités du cinquantenaire d'EDF et de GDF, lundi 8 avril, une prime liée à cet anniversaire risque, paradoxalement, d'être à l'origine d'une nouvelle période de tension sociale. Alors qu'à la mi-mars un accord salarial semblait envisageable, la séance de négociations qui s'est déroulée jeudi 21 mars a élargi le fossé entre la direction et les organisations syndicales.

Au nom des deux directions générales, Jean-Louis Mathias, directeur du personnel et des relations sociales, a proposé d'augmenter le salaire de base de 1,7 %. Grâce à une retouche de grille, à une prime versée en avril au titre de 1995, correspondant à 0,2 % de la masse salariale, et aux progressions liées à l'ancienneté ainsi qu'aux promotions, la rémunération moyenne du personnel en place devrait croître de 3,4 % cette année, soit exactement ce que permet la lettre de cadrage du premier ministre.

La CFTC a d'ailleurs jugé ces propositions satisfaisantes et a, d'ores et déjà, annoncé qu'elle signerait l'accord salarial. Contrairement à 1995 où, pour la première fois depuis 1987, aucun accord n'avait pas été conclu, la direction pourra se targuer d'avoir, cette année, abouti à un accord. Mais la signature de la CFTC – et, éventuellement, celle de la CGC, qui fera connaître sa réponse début avril – ne saurait cacher l'opposition des principaux syndicats, CGT et CFDT.

Ceux-ci sont en effet beaucoup plus sévères. Non seulement ces propositions ne sont pas plus généreuses que celles faites à la SNCF, dont la situation financière est incomparablement plus difficile, mais la direction soumet aussi l'attribution de la prime liée au cinquantième anniversaire à la signature d'un accord d'intéressement, alors qu'à la mi-mars cette prime semblait acquise. Les syndicats ne manquent pas de relever l'incohérence d'une proposition qui résulterait, selon plusieurs observateurs, de pressions du ministère des finances : une prime liée au cinquantenaire récompense les agents pour leur activité passée, alors que l'accord d'intéressement constitue un pari sur l'avenir. Par ailleurs, dans le meilleur des cas, un accord d'intéressement ne pourrait entrer en vigueur qu'à l'été, même s'il était signé dans les toutes prochaines semaines, ce qui est loin d'être évident. Accorder en juillet ou en août une prime liée à un anniversaire remontant à avril n'a aucun sens.

« AUCUNE AVANCÉE »

C'est pourquoi les principaux syndicats ont rejeté les propositions de la direction. Syndicat majoritaire, la CGT constate que, *« il y a quelques semaines, les directions prétendaient qu'une large négociation était ouverte sur l'emploi statutaire, les réformes structurelles, le plan stratégique d'entreprise, les salaires, les libertés syndicales et sociales ; aujourd'hui, une réalité s'impose à tous : il n'y a aucune avancée, et tous les espaces de négociation sont refermés »*.

Une fois n'est pas coutume, la CFDT, deuxième organisation, emploie des termes à peu près semblables. Elle parle de *« provocation »* et se demande si *« les directions et le gouvernement cherchent à créer les conditions d'un conflit majeur dans les prochaines semaines »*. Concernant la prime, elle note que *« même sur les éléments qui sont de l'ordre de la symbolique, la reconnaissance sociale de la contribution des personnels à la réussite des entreprises, la direction n'est pas en mesure de faire des propositions »*.

Pour les syndicats, la direction aurait dû choisir entre deux stratégies, pour tenter de restaurer un climat social plus serein : s'appuyer sur la CGT en accordant une prime importante, ou favoriser la CFDT en prenant des engagements fermes sur l'emploi et, éventuellement, la réduction du temps de travail. Jusqu'à présent, la direction n'a emprunté aucune de ces deux voies. Près de deux cents emplois ont été supprimés en janvier et février 1996.

Frédéric Lemaître

Mouvements aux Houillères du Bassin de Lorraine

La production de charbon a été partiellement paralysée par une grève des mineurs à Freyming-Merlebach (Moselle), les 20 et 21 mars. A l'appel de la CGT, les salariés qui lavent le charbon ont revendiqué, mercredi 20, des primes et des améliorations de déroulement de carrière ; jeudi, 350 employés, techniciens et agents de maîtrise ont débrayé et manifesté pour l'amélioration du déroulement des carrières. Jeudi après-midi, le travail avait repris normalement aux Houillères du Bassin de Lorraine (HBL), après une rencontre des syndicats et de la direction. Les HBL avaient vécu, fin 1995, leur plus importante crise sociale pour des revendications salariales, de déroulement de carrière et de protection sociale. Les 7 et 8 décembre avaient été marqués par des manifestations violentes. Le gouvernement avait alors révoqué le président de Charbonnages de France, Jacques Bouvet, pour insuffisance du dialogue social. Il avait été remplacé par Philippe de Ladoucette, ancien conseiller d'Alain Madelin.

Un accord devrait mettre fin à la grève chez General Motors

WASHINGTON
de notre correspondante

La direction de General Motors (GM) et les responsables du syndicat des ouvriers de l'automobile United Auto Workers (UAW) sont parvenus, jeudi 21 mars, à un accord qui, s'il est approuvé par les grévistes vendredi, devrait mettre fin au plus grave conflit social qu'aient connu les constructeurs automobiles de Detroit depuis 1970. Une grève de dix-sept jours a paralysé la production de 26 des 29 usines de montage nord-américaines de GM et mis 175 000 salariés au chômage technique (*Le Monde* des 17 et 18 mars).

Aucun détail de l'accord, arraché au terme de quarante-huit heures de négociations marathon, n'avait filtré, jeudi soir, mais déjà les réactions des uns et des autres laissaient présager que les deux parties allaient revendiquer la victoire.

La question centrale est de savoir si le contenu de cet accord pourra être invoqué par General Motors comme un précédent lorsque viendra, en septembre, le moment de renégocier la convention triennale entre les trois constructeurs automobiles de Detroit (GM, Ford et Chrysler) et l'UAW.

Au cœur de cette grève se trouve la pratique de la sous-traitance, dite *outsourcing*. Elle a été provoquée par la décision de GM de sous-traiter à des fournisseurs une partie de ses pièces de freins, retirant ainsi une centaine d'emplois, sur trois mille, aux deux usines de production de freins.

SATISFACTION À WALL STREET

La direction de General Motors, qui fait encore fabriquer par ses propres usines 70 % des pièces de ses véhicules – une proportion beaucoup plus élevée que chez Ford et Chrysler – entend faire de plus en plus appel à l'*outsourcing*, à moins que ses propres employés n'acceptent eux-mêmes une réduction des coûts.

Wall Street a applaudi à la fermeté de GM, même si le constructeur automobile a perdu, selon les estimations les plus courantes, 50 millions de dollars (254 millions de francs) par jour pendant la grève. Le fait que la direction ait tenu tête à l'UAW laissait espérer une meilleure maîtrise des coûts et, partant, une compétitivité accrue. Les actions de GM ont donc été en hausse ces jours derniers.

S. K.

Les Quinze définissent le « service universel » des télécommunications

LES MINISTRES des télécommunications de la Communauté européenne se sont entendus jeudi 21 mars sur le contenu d'une directive préparant la libéralisation du téléphone dans l'Union européenne en 1998. Outre les modalités d'interconnexion des réseaux, le texte précise la liste des services relevant du *« service universel »*. Il s'agit de la téléphonie vocale, des lignes permettant l'utilisation de services de télécopie, d'un modulateur-démodulateur (modem), des téléphones publics, des services d'urgence, des pages blanches des annuaires (autres que les pages jaunes) et des services à destination de groupes sociaux particuliers (personnes âgées, handicapés par exemple). L'accès à ces prestations de *« service universel »* devra être garanti à tous les usagers à un prix abordable quels que soient leur implantation géographique et leurs besoins.

Esso veut investir en France un milliard de francs

« 1995 A ÉTÉ une mauvaise année, et je n'ai pas beaucoup d'illusions sur l'amélioration de l'environnement pétrolier dans les années à venir. » Evoquant, le 21 mars, la perte de 28 millions de francs à comparer à un bénéfice de 184 millions en 1994, Jean-Luc Randaxhe, président d'Esso, s'est néanmoins déclaré *« serein »* quant à l'avenir de sa société. Comme l'ensemble des pétroliers, le groupe a été pénalisé principalement par la crise de raffinage, où les marges ont chuté de 30 % en Europe, mais aussi par une baisse de la production de pétrole brut en France.

Néanmoins pour 1996, la filiale française d'Exxon envisage d'investir 1 milliard de francs, en progression de 30 % par rapport à l'année précédente, dans le forage de nouveaux puits et à la raffinerie de Port-Jérôme (Seine-Maritime) pour la production de polypropylène.

■ **AGF : la compagnie d'assurances a conclu vendredi 22 mars** avec le groupe bancaire indonésien SBU un accord en vue de créer une société commune d'assurance-dommages appelée Lloyds Indonesia, dont les AGF détiendront 60 % du capital de 20 millions de dollars (100 millions de francs). Les partenaires devraient prochainement constituer une compagnie d'assurance-vie.

■ **THOMSON-CSF : la filiale de Thomson** a annoncé vendredi 22 mars la création d'une société commune avec deux filiales de Daimler-Benz (50 % CSF, 30 % DASA, 20 % Temic), spécialisée dans les composants en arséniure de gallium, matériau semi-conducteur utilisé dans l'électronique de défense.

■ **ALCATEL-SEL : la filiale allemande d'Alcatel-Alsthom** a annoncé jeudi 21 mars qu'elle allait à nouveau supprimer des emplois cette année. Alcatel-SEL a supprimé 4 000 emplois en 1994 et 1995, faisant passer ses effectifs à 17 000 fin 1995. M. Tchuruk, le PDG, fera connaître le nombre de suppressions d'emplois en Allemagne après la publication des résultats du groupe, mardi 26 mars à Paris.

■ **MCDONALD'S : le groupe américain de restauration rapide** a annoncé jeudi 21 mars l'acquisition de la chaîne italienne de restauration Burghy. Ce rachat permettra à McDonald's de se développer en Italie, où il ne possède que 38 restaurants contre 560 en Allemagne et 350 en France.

■ **AKAÏ : l'usine du groupe électronique à Honfleur** (Calvados), qui emploie 484 salariés, a présenté jeudi 21 mars un plan social prévoyant entre 154 et 180 licenciements et la fermeture de trois secteurs : la fabrication de téléviseurs, transférée dans une autre usine du groupe japonais en Grande-Bretagne, l'usinage des têtes de lecture des magnétoscopes, transféré en Thaïlande, et le service développement.

■ **GUINNESS : le groupe de bière et de spiritueux britannique** a réalisé en 1995 un bénéfice imposable de 876 millions de livres (6,4 milliards de francs environ), en recul de 4 %, et de 940 millions de livres hors éléments exceptionnels, en hausse de 3 % pour un chiffre d'affaires en recul de 0,2 % à 4,68 milliards de livres.

■ **UNION MINIÈRE : la filiale de la Générale de Belgique,** spécialisée dans les non-ferreux, a enregistré l'an dernier une perte de 954 millions de francs belges (153 millions de francs français) suite à un plan de restructuration adopté fin 1995.

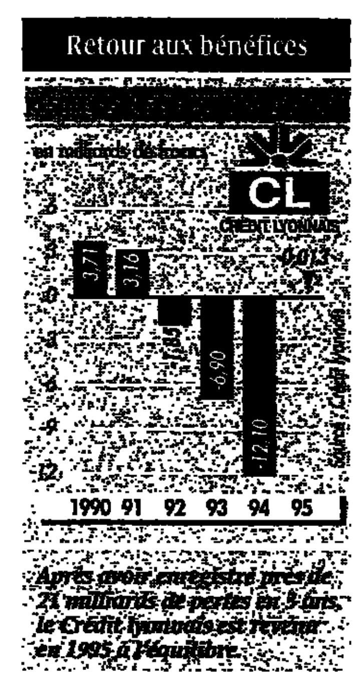
Le Crédit lyonnais affiche un résultat positif pour la première fois depuis 1991

Un profit très modeste – 13 millions de francs – qui a valeur de symbole

Jean Peyrelevade, son président, estime que la banque publique marche *« à nouveau sur ses deux pieds »*. L'année 1995 marque pour lui une étape importante dans le redressement du Crédit lyonnais avec néanmoins des préoccupations, notamment sur le financement du plan de sauvetage en raison de la baisse des taux d'intérêt. Mais le Lyonnais dément avoir ouvert des négociations avec les pouvoirs publics.

APRÈS trois années consécutives de lourdes pertes pour un total de 23 milliards de francs, le Crédit lyonnais sort du rouge en 1995 et affiche un bénéfice très modeste de... 13 millions de francs. Il s'agit d'un résultat qui a avant tout valeur de symbole et vise à démontrer le chemin parcouru par la banque publique sur la voie d'un redressement particulièrement difficile. Le président du Crédit lyonnais, Jean Peyrelevade, a donc cherché jeudi 21 mars tout au long de sa conférence de presse à souligner les aspects positifs d'une année 1995 à l'issue de laquelle *« nous marchons à nouveau sur nos deux pieds »*. Mais la volonté d'annoncer enfin des bonnes nouvelles afin à la fois d'améliorer le moral du personnel et celui de l'image de la banque ne suffit pas à masquer les difficultés.

Retour aux bénéfices



Après avoir enregistré près de 21 milliards de pertes en 3 ans, le Crédit lyonnais est revenu en 1995 à l'équilibre.

Jean Peyrelevade finit par le reconnaître implicitement. *« J'ai pris la responsabilité en novembre 1993 d'une maison qui était dans un état totalement catastrophique. Nous avions deux problèmes à résoudre : celui d'une masse de créances douteuses dans le bilan et celui de la structure du compte d'exploitation. La création du CDR* [consortium de réalisation] *nous a permis de régler le premier problème, mais le second ne l'est pas encore, même si nous avons fait des progrès »*, explique M. Peyrelevade.

Si les comptes sont difficiles à interpréter, trois grandes tendances sont perceptibles. D'abord, celle d'une érosion des positions commerciales. Le produit net bancaire (chiffre d'affaires) a baissé de 5 %, à 43,4 milliards de francs. Ce recul se limite à 2,4 % à périmètre constant et hors effets exceptionnels, ce qui est *« relativement satisfaisant, et j'ai le sentiment que, par rapport à la concurrence, nous ne sommes plus complètement décrochés »*, affirme M. Peyrelevade.

Pourtant, la chute du produit net bancaire est très sensible (– 6,6 %) en France. Elle souligne les difficultés commerciales du réseau dans l'Hexagone. En dépit d'une baisse de 4,4 % des frais généraux, le résultat brut d'exploitation a reculé de 28 % en France, à 3,7 milliards de francs. Les crédits à la clientèle ont baissé de 5,7 %, à 319,8 milliards de francs en 1995 et les dépôts ont *progressé de 6,1 %, à* 292,1 milliards. Sur la collecte auprès des particuliers, le Crédit lyonnais a maintenu sa part de marché (6,1 %) après avoir *« clairement subi une érosion »* au printemps 1995, c'est-à-dire au plus fort de la crise, qui a abouti à l'annonce du deuxième plan de sauvetage.

Au chapitre des efforts de la banque, les frais généraux dans le monde ont diminué de 3,4 % à périmètre constant (dont 1,4 % lié à des phénomènes de change), et les effectifs de 13,6 %, dont 4,8 % en France. Pour autant, les charges (frais généraux et amortissements) représentent 36,7 milliards de francs, soit près de 85 % du produit net bancaire. A périmètre constant, le résultat brut d'exploitation (produit net bancaire moins les charges) baisse de 5,9 %, à 6,6 milliards de francs.

PROVISIONS ENCORE LOURDES

Et, pourtant, toutes les entités ont gagné de l'argent l'an dernier, à l'exception de la banque commerciale en Europe (hors France), affectée par des pertes importantes en Espagne, qui constitue de loin *« le problème le plus gros et le plus significatif »*.

Conséquence, la banque a encore eu besoin de passer de lourdes provisions : 5,8 milliards de francs, contre 13,9 milliards en 1994, et surtout 3,7 milliards pour la banque commerciale en France. En novembre dernier, *« nous avons vu remonter des profondeurs du Crédit lyonnais des centaines de petits dossiers anciens »* qu'il a fallu provisionner, a admis M. Peyrelevade.

L'heure de vérité interviendra dans les prochains mois. Ce que soulignent les dernières phrases du communiqué publié par la banque : *« l'environnement bancaire français marqué par la faiblesse de la demande de crédit et une érosion progressive des marges rend les conditions d'exploitation plus difficiles. Des mesures seront nécessaires pour faire face à cette situation »*.

Le Crédit lyonnais souffre notamment de la baisse des taux d'intérêt. Aux termes du plan de redressement, la banque a prêté en 1995 à l'EPFR, établissement public qui finance le CDR – qui a récupéré 135 milliards de francs d'actifs du Lyonnais –, au taux fixe de 7 %, alors qu'elle s'est refinancée à un taux plus élevé. Coût de ce manque à gagner : 560 millions de francs. En 1996, ce prêt ne sera plus rémunéré qu'à 85 % du taux du marché monétaire (soit une rémunération de 3,5 % actuellement). La facture pourrait atteindre 3 milliards de francs. *« Le plan a été calibré il y a deux ans. La conjoncture a changé et les taux d'intérêt ont évolué, ce qui rend le plan plus lourd à supporter »*, avertit M. Peyrelevade.

Sur le plan social, la situation est également tendue. Le syndicat CFDT du Crédit lyonnais a réagi jeudi 22 mars après l'annonce des résultats en affirmant craindre *« une nouvelle diminution drastique des effectifs »*. *« La perspective annoncée par diverses sources d'une possible privatisation dans le cadre d'une restructuration globale du système bancaire français n'est pas de nature à nous rassurer »*, ajoute la CFDT. La CFDT, la CGT et la CFTC ont assigné la direction du Crédit lyonnais devant le tribunal de grande instance de Paris afin de l'empêcher de déclencher un troisième plan social (*Le Monde* du 29 février). Le jugement est attendu le 7 mai. Les discussions avec les syndicats reprendront après cette date, si le jugement est favorable à la direction, parce *« qu'autrement je ne sais pas ce qu'on fait »*, a précisé Jean Peyrelevade.

L'année 1995 a été celle de la transition aux termes mêmes du patron de la banque publique, qui la qualifie *« d'étape importante »*. Mais les petites phrases lancées par Jean Peyrelevade montrent que le chemin est encore long jusqu'au redressement. *« La vie est faite de problèmes et les problèmes sont faits pour être résolus »*, se contente-t-il de dire.

Eric Leser

Le redressement de Thomson Multimédia a marqué le pas en 1995

LE REDRESSEMENT opéré depuis trois ans par Thomson Multimédia, la filiale d'électronique grand public (téléviseurs, magnétoscopes...) du groupe français Thomson, a marqué le pas. Le chiffre d'affaires a reculé à 36,5 milliards de francs, contre 38,1 milliards en 1994. Le résultat d'exploitation a chuté à 352 millions de francs, contre 604 millions. Enfin, le résultat net, alourdi par des frais financiers de 1,3 milliard dus à un endettement de 14 milliards, s'enfonce dans le rouge, la perte atteignant 1,09 milliard de francs, contre un déficit de 596 millions en 1994.

Soulignant que *« sur la période 1992-1995, il y a eu un redressement comme personne ne l'aurait imaginé, sans sacrifice de l'effort de recherche-développement qui a progressé de 200 millions »*, Alain Prestat, le PDG de Thomson Multimédia, attribue le faux pas de 1995 à *« une détérioration »* de la conjoncture. *« Aux Etats-Unis les ventes de téléviseurs ont chuté de 5 % et les prix de 6 %. En Europe, respectivement de 1 % et de 5 %. »*

Si le patron de Thomson Multimédia assure que désormais *« les fondations sont solides »*, certains observateurs sont plus dubitatifs. *« Le groupe va mal et on fait tout pour ne pas le laisser paraître »*, indique un analyste de la société GFK. *« C'est grâce à RCA aux Etats-Unis que le groupe s'en sort. Il perd de l'argent en Europe. »* Interrogé sur la rentabilité des activités américaines, qui entrent pour 60 % dans l'activité du groupe, et sur les activités européennes (35 %), M. Prestat indique qu'il *« ne sait pas répondre du fait de la globalisation des opérations »* et qu'il *« ne souhaite pas suivre les régions isolément »*. *« Heureusement qu'il y a les Etats-Unis, sans quoi nous serions dans la situation de Nokia ou de Grundig »*, reconnaît-il cependant.

L'ESPOIR DANS LE NUMÉRIQUE

Hors France et Allemagne, *« le groupe est peu implanté »*, ajoute GFK. Il a *« perdu des parts de marché et il continue d'en perdre en Allemagne »*. Par ailleurs, *« Thomson paie ses acquisitions du début des années 80, en ayant des marques (Thomson, Saba, Brandt, Telefunken), dont le positionnement n'est pas homogène d'un pays à l'autre, ce qui est un casse-tête logistique et marketing »*.

« En Europe, où nous avons eu jusqu'à 20 % de part de marché dans les téléviseurs, nous sommes stabilisés à 12 % », se défend M. Prestat, qui ajoute qu'aux Etats-Unis *« nous étions tombés à 16,5 % en 1992 et nous sommes aujourd'hui à 20,5 % »*. Quant aux marques, il assure qu'*« il y a eu désordre, mais c'est fini »*.

Espérant un chiffre d'affaires supérieur à 40 milliards de francs en 1996, M. Prestat table sur le numérique. Les ventes de décodeurs ont dépassé 1,6 million d'unités aux Etats-Unis ces deux dernières années pour le service DirectTV de Hughes). *« Le numérique est encore une activité émergente »*, relativise une analyste d'Eurostaf. Selon M. Prestat, les produits numériques et multimédias sont passés de 3 % à 8 % du chiffre d'affaires total.

Pour l'analyste d'Eurostaf, le plus préoccupant aujourd'hui est *« l'absence de marge de manœuvre financière de Thomson »*. M. Prestat estime que *« la restructuration du bilan »* devra être réalisée à l'occasion de la privatisation, opération sur laquelle il refuse de se prononcer.

Ph. L. C.

Les Bourses allemandes s'associent au Nouveau Marché

Un groupement européen d'intérêt économique destiné à concurrencer le Nasdaq américain

LA DEUTSCHE BÖRSE, l'autorité de marché des Bourses allemandes, a annoncé, jeudi 21 mars, qu'elle allait rejoindre les Bourses de Paris et de Bruxelles au sein du groupement européen d'intérêt économique (GEIE) Euro-NM (Euro - Nouveau Marché), fondé le 1er mars. Ce groupement, basé à Bruxelles, est destiné à mettre en œuvre et à promouvoir un marché européen des valeurs de croissance. Cette annonce intervient quelques jours seulement après que la Bourse allemande a rendu officielle sa décision de créer le Neuer Markt pour les sociétés de croissance jeunes et dynamiques. L'adhésion du Neuer Markt à Euro-NM devrait permettre à celui-ci de bénéficier de synergies en matière, notamment, de promotion internationale.

La création d'un groupement d'intérêt économique européen et l'adhésion de la place allemande donnent une nouvelle dimension à l'initiative française. Les craintes, en effet, que le Nouveau Marché demeure un projet franco-français, au mieux franco-belge, étaient nombreuses et laissaient peu de chance à ce dernier pour sérieusement concurrencer son homologue américain, le Nasdaq, lui aussi spécialisé dans les valeurs de haute technologie à fort potentiel de croissance. Une alliance européenne va permettre aux différents marchés nationaux de fonctionner ensemble afin d'établir des règles communes.

Il y aura une harmonisation en termes d'introductions, d'informations et également de cotations. La masse critique qui demeurait indispensable pour drainer les projets et les capitaux pourrait être ainsi atteinte. Ce qui permettrait de faire front face au Nasdaq, mais également, outre-Manche, à l'Easdaq, qui devrait effectuer ses premiers pas à l'automne – à moins que ce dernier ne décide de mettre un terme à la guerre des Bourses en Europe en s'associant à l'Euro-NM.

Le Nouveau Marché de Paris a été lancé officiellement, jeudi 21 mars, avec la première cotation d'Infonie. Ce fournisseur de réseau multimédia en langue française, filiale de la société lyonnaise Infograme, réalise un chiffre d'affaires annuel de 65 millions de francs, qu'il entend multiplier par dix d'ici à l'an 2000. La première journée, mercredi, destinée à la centralisation des offres, avait déjà été un succès puisque les demandes portaient sur trois millions de titres, alors qu'il en était proposé 50 000 au prix de 450 francs. Seulement 6 % des demandes avaient pu être servies. Mais, jeudi, toutes les espérances ont été dépassées : à l'ouverture du Nouveau Marché, à 9 h 30, les autorités boursières n'ont pas pu fixer un cours tant la demande était importante. Elles ont par la suite appliqué, tous les quarts d'heure, la règle des 10 % d'écart de cours maximum avant de parvenir, à 11 h 45, à inscrire un premier cours à 630 francs.

L'action Infonie a terminé en clôture à 605 francs, soit un gain de 34.44 % par rapport aux 450 francs correspondant à son prix d'émission. Les échanges ont été plus que nourris, portant sur 68 424 titres pour un montant de 83,8 millions de francs. Environ une vingtaine d'entreprises ont déjà déposé un dossier auprès de la société du Nouveau Marché, et plus d'une soixantaine ont déjà manifesté leur intérêt.

F. Bn

هكذا من الاصل

■ LA BOURSE DE TOKYO s'est inscrite en léger recul, vendredi 22 mars, en clôture. L'indice Nikkei a perdu 26,61 points (0,13 %), malgré le net repli du yen face au dollar.

■ LE CONSEIL de la Banque de France a laissé inchangés, jeudi 21 mars, ses taux directeurs. Le niveau des appels d'offres reste fixé à 3,80 %, celui des prises en pension à 5,50 %.

■ WALL STREET a terminé la séance de jeudi en baisse. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a cédé 0,50 %, affecté par le recul des valeurs de haute technologie.

■ VICTOR GOMEZ, un ancien employé de Chemical Bank, a été inculpé, jeudi, de fraude à la suite des pertes enregistrées par la banque américaine en 1994 sur le peso mexicain.

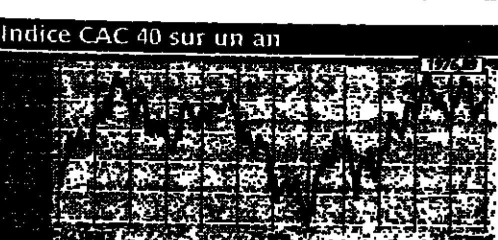
■ LES COURS du pétrole brut ont progressé, jeudi, sur le marché à terme de New York. Le prix du baril de brut de référence échéance mai a gagné 20 cents à 21,05 dollars.

LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 ↗ Clôture | CAC 40 ↗ 1 mois | CAC 40 ↗ 1 an | MIDCAC ↗ 1 mois

NEW YORK ↘ DOW JONES | LONDRES ↗ FT 100 | MILAN → MIB 30 | FRANCFORT ↗ DAX 30

Tendance hésitante à la Bourse de Paris



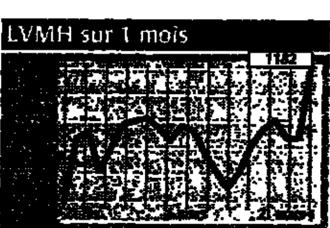
CAC 40 5 jours

LA BOURSE de Paris, qui avait débuté la séance sur ses niveaux de clôture de la veille, s'est orientée à la hausse au cours des premières transactions avant de retomber dans le rouge peu après la mi-journée. Aux alentours de 12 h 45, l'indice CAC 40 avait perdu 0,15 % à 1,973,92 points.

La Bourse de Paris évolue au gré des résultats des entreprises et de l'annonce de restructurations dans l'industrie. Ainsi, la spéculation sur les titres pharmaceutiques à la suite d'un article de *La Vie Française*, démenti par Elf et Rhône-Poulenc, selon lequel les deux groupes prépareraient un rapprochement de leurs activités pharmaceutiques, tirait la cote. De nombreux opérateurs se sont portés acheteurs de titres Rhône-Poulenc. L'action gagne 4,4 % à 131,60 francs pour 4,4 millions de titres échangés. L'article de presse retient l'hypothèse d'une OPE d'Elf sur Rhône. En revanche, cette hypothèse fait baisser Elf de 2,4 % à 345,5 francs, bien qu'à long terme une telle opération lui serait aussi favorable. Selon un opérateur, *« depuis la fusion Ciba-Sandoz, chaque fois qu'il y a la moindre rumeur d'opération de même ordre dans ce secteur hautement spéculatif, les gens s'excitent estimant qu'après les grandes fusions en Europe, la France a elle aussi besoin d'avoir un géant dans le secteur de la pharmacie ».*

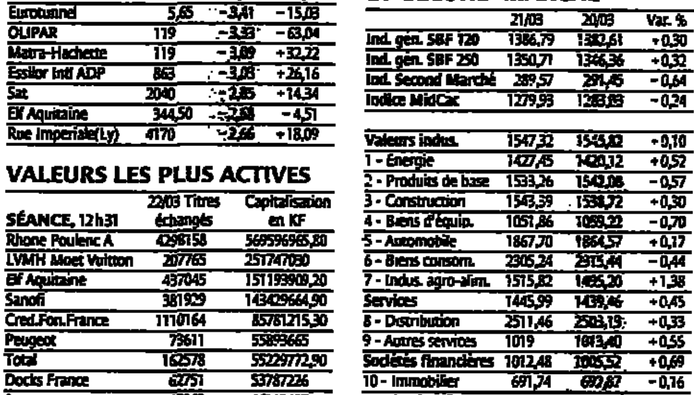
LVMH, valeur du jour

BONNE séance, jeudi 22 mars, à la Bourse de Paris pour LVMH, dont les résultats ont favorablement influencé les investisseurs. Le titre du groupe de luxe a gagné 4 % à 1 182 francs dans des échanges étoffés portant sur 259 000 pièces. LVMH a annoncé une hausse de 10,4 % de son bénéfice net hors exceptionnels malgré un environnement difficile. Déjà actionnaire à 58 % de Guerlain, le groupe a également annoncé qu'il allait racheter le solde du capital du parfumeur avant la fin du mois. Selon les opérateurs, la progression de LVMH jeudi explique en partie les gains affichés en clôture.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h31	Cours au 22/03	Var. % 21/03	Var. % 31/12
UIS	168	+6,93	+29,23
Rhone Poulenc A	132,30	+5	+26,12
Coflexip	216	+4,85	+18,35
Docks France	871	+4,81	+17,06
DMC (Dollfus Mi)	257,10	+3,37	+28,61
LVMH Moet Vuitton	1225	+3,63	+20,09
Synthelabo	390	+3,44	+27,11
Sanofi	374,30	+3,34	+19,24
SGE	132	+3,28	+22,79
SEITA	202	+3	+13,80

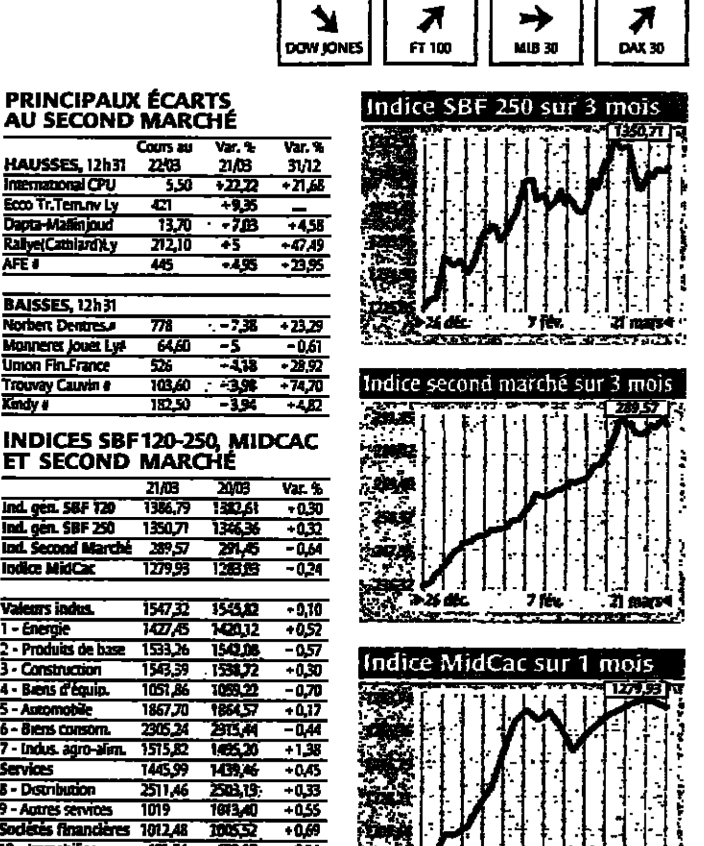


BAISSES, 12h31	Cours au 22/03	Var. % 21/03	Var. % 31/12
Cerus Europ.Reun	81,50	-4,11	+34,71
Essilor Intl	1261	-3,74	+34,72
Nord-Est	141	-3,49	+24,33
Eurotunnel	5,65	-3,41	-15,03
OLIPAR	119	-3,33	-63,04
Matra-Hachette	119	-3,09	+32,22
Essilor Intl ADP	863	-3,03	+26,16
Sat	2040	-2,85	+14,34
Elf Aquitaine	344,50	-2,68	-4,51
Rue Imperiale(Ly)	4170	-2,66	+18,09

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h31	22/03 Titres échangés	Capitalisation en KF
Rhone Poulenc A	4298158	569596965,80
LVMH Moet Vuitton	207765	251747050
Elf Aquitaine	437045	151193909,20
Sanofi	381929	143429664,90
Cred.Fon.France	1110164	85781215,30
Peugeot	73611	55893665
Total	162578	55229772,90
Docks France	62751	53787226
Axa	147862	46169497
Danone	56698	43404894

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ



HAUSSES, 12h31	Cours au 22/03	Var. % 21/03	Var. % 31/12
International CPU	5,50	+22,22	+21,68
Ecco Tr.Tem.nv Ly	421	+9,35	—
Dapta-Mallinjoud	13,70	+7,03	+4,58
Rallye(Cathiard)Ly	212,10	+5	+47,49
AFE #	445	+4,95	+23,95

BAISSES, 12h31	Cours au 22/03	Var. % 21/03	Var. % 31/12
Norbert Dentres.#	778	-7,38	+23,29
Monneret Jouet Ly#	64,60	-5	-0,61
Union Fin.France	526	-4,18	+28,92
Trouvay Cauvin #	103,60	-3,98	+74,70
Kindy #	182,50	-3,94	+4,82

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	21/03	20/03	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1386,79	1382,61	+0,30
Ind. gén. SBF 250	1350,71	1346,36	+0,32
Ind. Second Marché	289,57	291,45	-0,64
Indice MidCac	1279,93	1283,03	-0,24
Valeurs indus.	1547,32	1545,82	+0,10
1 - Énergie	1427,45	1420,12	+0,52
2 - Produits de base	1533,26	1542,08	-0,57
3 - Construction	1543,39	1538,72	+0,30
4 - Biens d'équip.	1051,86	1059,22	-0,70
5 - Automobile	1867,70	1864,57	+0,17
6 - Biens consom.	2305,24	2315,44	-0,44
7 - Indus. agro-alim.	1515,82	1495,20	+1,38
Services	1445,99	1439,46	+0,45
8 - Distribution	2511,46	2503,19	+0,33
9 - Autres services	1019	1013,40	+0,55
Sociétés financières	1012,48	1005,52	+0,69
10 - Immobilier	691,74	692,87	-0,16
11 - Services financ.	999,23	993,56	+0,57
12 - Sociétés invest.	1301,77	1286,01	+1,23

Indice MidCac sur 1 mois

Record de clôture à Francfort

APRÈS CINQ SÉANCES consécutives de hausse, la Bourse de Tokyo a terminé en légère baisse, vendredi 22 mars, mais les boursiers nippons assurent que la tendance demeure positive. L'indice Nikkei a perdu 26,61 points (0,13 %), à 20 700,92 points.

La veille, pour la troisième séance, Wall Street a cédé du terrain dans le sillage des valeurs de la haute technologie qui ont continué à reculer. L'indice Dow Jones a abandonné 28,54 points, soit 0,50 %, à 5 626,88 points. Il perdait jusqu'à 40 points environ une heure avant la clôture.

En Europe, la Bourse de Londres a terminé la séance sur une légère hausse grâce à l'activité des compagnies de distribution d'eau, mais les chiffres de l'inflation en février ont été trop mitigés pour relancer l'espoir d'une baisse des taux britanniques à court terme. L'indice Footsie a gagné 12,9 points (0,35 %), à 3 698,3 points. Outre-Rhin, la Bourse de Francfort a battu un nouveau record en clôture, l'indice DAX des trente valeurs vedettes terminant la séance officielle à 2 504,12 points, soit une progression de 0,73 % par rapport à la veille.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 21/03	Cours au 20/03	Var. en %
Paris CAC 40	1976,89	[illegible]	+0,36
New-York/DJ indus.	5641,69	[illegible]	-0,24
Tokyo/Nikkei	20727,50	[illegible]	+1,37
Londres/FT100	3697,30	[illegible]	+0,32
Francfort/Dax 30	2504,12	[illegible]	+0,73
Frankfort/Commer.	885,15	[illegible]	+0,24
Bruxelles/Bel 20	1956,60	[illegible]	+0,22
Bruxelles/Général	1685,78	[illegible]	+0,22
Milan/MIB 30	1016	[illegible]	—
Amsterdam/Gé. Cbs	350	[illegible]	-0,20
Madrid/Ibex 35	336,97	[illegible]	+0,55
Stockholm/Affarsal	1499,88	[illegible]	—
Londres FT30	2769,30	[illegible]	+0,47
Hong Kong/Hang S.	11028	[illegible]	+1,74
Singapour/Strait t	2422,80	[illegible]	+1,60

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

	21/03	20/03
Alcoa	62,75	61,87
American Express	48,50	48,62
Allied Signal	56,12	56,25
AT & T	61,25	61,62
Bethlehem	13,50	13,50
Boeing Co	87,62	87,25
Caterpillar Inc.	70	70,87
Chevron Corp.	55,62	55,87
Coca-Cola Co	83,62	84,25
Disney Corp.	64,50	65,25
Du Pont Nemours&Co	83,50	83,50
Eastman Kodak Co	73	73,37
Exxon Corp.	80,62	80,50
Gén. Motors Corp.H	55,50	56,87
Gén. Electric Co	77,37	77,37
Goodyear T & Rubbe	52	52,25
IBM	114,50	117
Intl Paper	38,50	39
J.P. Morgan Co	83,37	84,37
Mc Don Dougl	95,12	95,12
Merck & Co.Inc.	65,50	63
Minnesota Mng.&Mfg	64,50	65
Philip Moris	87,12	89,50
Procter & Gamble C	87,12	87
Sears Roebuck & Co	51,25	51,50
Texaco	84,12	84,62
Union Carb.	47,87	48,12
Utd Technol	114,75	116,25
Westingh. Electric	19	19,25
Woolworth	15,25	15,37

LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

	21/03	20/03
Allied Lyons	5,03	4,98
Barclays Bank	7,29	7,22
B.A.T. Industries	4,94	4,83
British Aerospace	8,69	8,70
British Airways	5,28	5,20
British Gas	2,31	2,29
British Petroleum	5,61	5,64
British Telecom	3,40	3,47
B.T.R.	3,32	3,33
Cadbury Schweppes	5,17	5,12
Eurotunnel	0,76	0,75
Forte	3,51	3,49
Glaxo	8,19	8,04
Grand Metropolitan	4,34	4,28
Guinness	4,60	4,70
Hanson Plc	1,88	1,89
Great Ic	6,70	6,78
H.S.B.C.	9,85	9,72
Impérial Chemical	9,36	9,40
Legal	6,83	6,77
Marks and Spencer	4,30	4,26
National Westminst	6,39	6,36
Peninsular Orienta	5,27	5,23
Reuters	7,02	6,96
Saatchi and Saatch	1,17	1,16
Shell Transport	8,47	8,60
Smithkline Beecham	6,84	6,55
Tate and Lyle	4,83	4,81
Univeler Ltd	12,41	12,50
Zeneca	13,46	13,43

FRANCFORT
Les valeurs du Dax 30

	21/03	20/03
Allianz Holding N	2789	2745
Basf AG	396,60	392,50
Bayer AG	497,20	494,60
Bay hyp&Wechselbk	36,40	36,01
Bayer Vereinsbank	44,15	43,40
BMW	808	810
Commerzbank	337,50	332,50
Continental AG	26,65	26,35
Daimler-Benz AG	826	819,70
Degussa	545	549
Deutsche Babcock A	93,50	93,80
Deutsche Bank AG	76,02	75,13
Dresdner BK AG FR	38,70	37,87
Henkel VZ	553	553
Hoechst AG	506,50	500,50
Karstadt AG	550,50	555
Kaufhof Holding	482,50	480
Linde AG	879	866
DT. Lufthansa AG	233,50	233,20
Man AG	415,70	414,50
Mannesmann AG	538	535
Mettallges AG	32,63	32,50
Preussag AG	432,50	431,50
Rwe	59,05	59,05
Schering AG	115,50	116
Siemens AG	830	828,10
Thyssen	293,50	290,30
Veba AG	70	69,45
Viag	653	656,50
Wellag AG	719	718



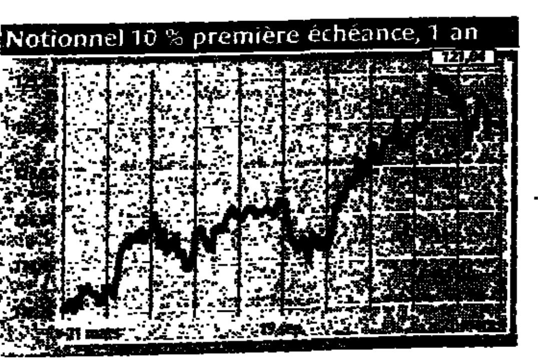
LES TAUX

PARIS ↘ Jour le jour | PARIS ↗ OAT 10 ans | NEW YORK ↘ Jour le jour | NEW YORK → Bonds 10 ans | FRANCFORT ↗ Jour le jour | FRANCFORT ↗ Bunds 10 ans

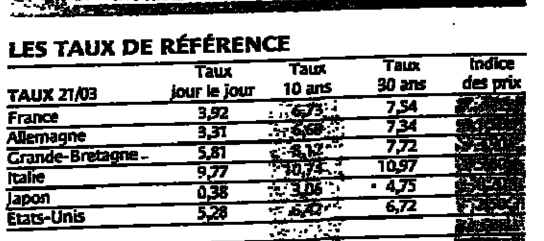
Recul du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en baisse, vendredi 22 mars. L'échéance juin cédait 20 centièmes à 120,46 points, après quelques minutes de transactions. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,74 %, soit un écart de 0,25 % par rapport à celui du titre d'Etat allemand de même échéance.

La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en hausse à la suite de la publication de l'indicateur d'activité de la Réserve fédérale de Philadelphie, inférieur aux prévisions. Vendredi matin, la Banque de France a laissé inchangé, à 4 %, le taux de l'argent au jour le jour. Jeudi, son conseil de la politique monétaire (CPM) avait choisi de ne pas modifier le niveau de ses deux principaux taux directeurs.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE



TAUX 21/03	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	3,92	6,73	7,54	[illegible]
Allemagne	3,31	6,68	7,34	[illegible]
Grande-Bretagne	5,81	8,12	7,72	[illegible]
Italie	9,77	10,74	10,97	[illegible]
Japon	0,38	3,06	4,75	[illegible]
États-Unis	5,28	6,42	6,72	[illegible]

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 21/03	Taux au 20/03	Indice (base 100 fin 95)
Fonds d'État 3 à 5 ans	5,62	[illegible]	99,97
Fonds d'État 5 à 7 ans	6,17	[illegible]	99,99
Fonds d'État 7 à 10 ans	6,52	[illegible]	99,99
Fonds d'État 10 à 15 ans	6,72	[illegible]	99,89
Fonds d'État 20 à 30 ans	7,38	[illegible]	99,21
Obligations françaises	6,96	[illegible]	99,61
Fonds d'État à TME	-1,71	[illegible]	100,95
Fonds d'État à TRE	-1,35	[illegible]	100,86
Obligat. franç. à TME	-1,24	[illegible]	100,27
Obligat. franç. à TRE	+0,17	[illegible]	100,12

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 7,00 %)

	Achat 21/03	Vente 21/03	Achat 20/03	Vente 20/03
Jour le jour	[illegible]	—	[illegible]	—
1 mois	[illegible]	4,12	[illegible]	4,15
3 mois	[illegible]	4,25	[illegible]	4,25
6 mois	[illegible]	4,30	[illegible]	4,35
1 an	[illegible]	4,50	[illegible]	4,56
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Francs 3 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Francs 6 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Francs 9 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Francs 12 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
PIBOR ÉCU				
Pibor Ecu 3 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Ecu 6 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Ecu 12 mois	[illegible]	—	[illegible]	—

MATIF

Échéances 21/03	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Juin 96	126891	[illegible]	121,04	[illegible]	120,66
Sept. 96	596	[illegible]	119,84	[illegible]	119,44
Déc. 96	2	[illegible]	118,68	[illegible]	118,28
Mars 97	1	[illegible]	118,80	[illegible]	118,84
PIBOR 3 MOIS					
Juin 96	32055	[illegible]	95,64	[illegible]	95,52
Sept. 96	11401	[illegible]	95,53	[illegible]	95,43
Déc. 96	5438	[illegible]	95,37	[illegible]	95,29
Mars 97	2486	[illegible]	95,15	[illegible]	95,08
ÉCU LONG TERME					
Juin 96	1229	[illegible]	88,86	[illegible]	88,72
Sept. 96	—	[illegible]	—	[illegible]	—

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 21/03	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Mars 96	18973	[illegible]	1990	[illegible]	1982
Avril 96	2918	[illegible]	1991,50	[illegible]	1985
Mai 96	76	[illegible]	1974	[illegible]	1977
Juin 96	3491	[illegible]	1965,50	[illegible]	1959,50

LES MONNAIES

US/F ↗ 5,0640 | US/DM ↗ 1,4785 | US/¥ ↗ 106,6300 | DM/F ↗ 3,4272 | £/F ↗ 7,7845

Hausse du dollar, baisse du franc

LE BILLET VERT était orienté à la hausse, vendredi 22 mars, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,4805 deutschemark, 5,08 francs et 107,05 yens, son plus haut niveau depuis six semaines face à la devise japonaise.

Les opérateurs anticipent une hausse du dollar, dès la clôture de l'année fiscale japonaise, le 31 mars, qui marquera la fin du mouvement de rapatriement de capitaux étrangers par les exportateurs nippons. Les importantes quantités de dollars convertis en yens ont exercé une pression à la baisse sur la monnaie américaine. Malgré la progression du billet vert, le franc s'inscrivait en net recul, vendredi matin, face à la monnaie allemande. Il s'échangeait à 3,4315 francs pour 1 deutschemark.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 21/03	% 20/03	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	342,7200	+0,19	330	354
Ecu	6,3520	+0,37	—	—
États-Unis (1 usd)	5,0640	+0,39	4,7500	5,3500
Belgique (100 F)	16,6785	+0,13	16,0800	17,3800
Pays-Bas (100 fl)	306,1700	+0,18	—	—
Italie (1000 lir.)	3,2540	+0,38	2,9800	3,4800
Danemark (100 krd)	88,7500	+0,18	82,7000	92,7000
Irlande (1 iep)	8	+0,24	7,6000	8,3500
Gde-Bretagne (1 L)	7,7845	+0,37	7,3200	8,1900
Grèce (100 drach.)	2,0980	+0,12	1,8500	2,3500
Suède (100 krs)	76,1500	-0,28	70,5000	80,5000
Suisse (100 F)	423,4100	-0,01	411	435
Norvège (100 k)	78,8400	+0,13	72,7000	81,7000
Autriche (100 sch)	48,7300	+0,17	47,0500	50,1500
Espagne (100 pes.)	4,0775	+0,22	3,7700	4,3700
Portugal (100 esc.	3,3150	+0,25	2,9500	3,6500
Canada 1 dollar ca	3,7290	+0,50	3,4200	4,0200
Japon (100 yens)	4,7452	-0,07	4,5500	4,9000
Finlande (mark)	109,8500	-0,38	102,5000	113,5000

PARITÉS DU DOLLAR	22/03	21/03	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,4785	1,4733	+0,35
TOKYO : USD/Yens	106,6300	106,2900	+0,32

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant :	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar États-Unis	5,0418	5,0413	5,0430	5,0415
Yen (100)	4,7497	4,7479	4,7694	4,7639
Deutschemark	3,4180	3,4175	3,4191	3,4187
Franc Suisse	4,2308	4,2268	4,2399	4,2373
Lire ital. (1000)	3,2411	3,2382	3,2358	3,2342
Livre sterling	7,7311	7,7253	7,7375	7,7314
Peseta (100)	4,0647	4,0633	4,0664	4,0623
Franc Belge	16,651	16,627	16,640	16,632

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	4,06	4,39	4,31
Eurodollar	5,31	5,37	5,44
Eurolivre	6	6,06	6,06
Eurodeutschemark	3,31	3,31	3,25

L'OR

	cours 21/03	cours 20/03
Or fin (k. barre)	63900	64200
Or fin (en lingot)	64450	64400
Once d'Or Londres	394,90	395,80
Pièce française(20f)	368	368
Pièce suisse (20f)	367	365
Pièce Union lat(20f)	369	367
Pièce 20 dollars us	2560	2570
Pièce 10 dollars us	1400	1400
Pièce 50 pesos mex.	2385	2400

LE PÉTROLE

En dollars	cours 21/03	cours 20/03
Brent (Londres)	17,95	17,95
WTI (New York)	—	—
Crude Oil (New York)	16,91	16,91

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	21/03	20/03
Dow-Jones comptant	213,73	214,08
Dow-Jones à terme	348,56	348,20
CRB	249,79	249,90
METAUX (Londres)		dollars/tonne
Cuivre comptant	2547,50	2598
Cuivre à 3 mois	2540	2583
Aluminium comptant	1637	1611,50
Aluminium à 3 mois	1667	1642
Plomb comptant	900	900
Plomb à 3 mois	811	807
Etain comptant	6345	6320
Étain à 3 mois	6360	6340
Zinc comptant	1072	1073
Zinc à 3 mois	1094	1096
Nickel comptant	8296	8190
Nickel à 3 mois	8390	8285

METAUX (New-York)		$/once
Argent à terme	5,57	5,48
Platine à terme	—	[illegible]
Palladium	140,40	140,45
GRAINES, DENREES (Chicago)		$/boisseau
Blé (Chicago)	5,30	5,09
Maïs (Chicago)	3,96	3,99
Grain. soja (Chicago)	7,08	7,07
Tourt. soja (Chicago)	219,20	220,50
GRAINES, DENREES (Londres)		£/tonne
P. de terre (Londres)	—	[illegible]
Orge (Londres)	109	109,25
SOFTS		$/tonne
Cacao (New-York)	1196	1196
Café (Londres)	2020	2060
Sucre blanc (Paris)	—	[illegible]
OLEAGINEUX, AGRUMES		cents/tonne
Coton (New-York)	—	[illegible]
Jus d'orange (New-York)	1,36	1,38

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 22 MARS
Liquidation : 22 mars
Taux de report : 4,13
Cours relevés à 12 h 31

CAC 40 ↘ PARIS
-0,17 %
CAC 40 : 1973,61

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Nominal (1)
EDF-GDF 3%	7735	7735	—	100
B.N.P. (T.P)	940	931	-0,95	1000
Cr.Lyonnais(T.P.)	848	860	+1,41	1000
Renault (T.P.)	1834	1833	-0,05	1000
Rhone Poulenc(T.P)	2030	2050	+1,48	1000
Saint Gobain(T.P.)	1280	1255	-1,95	1000
Thomson S.A (T.P)	1068	1068	—	1000
Accor	728	727	-0,13	100
Air Liquide	880	867	-1,47	20
Alcatel Alsthom	424	421,50	-0,58	40
Alcatel Cable	390,30	385,30	-1,28	40
Alspi	481	480	-0,20	50
AGF-Ass.Gen.France	140	137,60	-1,71	30
Axa	310,90	312,70	+0,57	60
Axime	577	580	+0,51	10
Bail Investis	859	850	-1,04	100
Bancaire (Cie)	500	500	—	100
Bazar Hot. Ville	453	457	+0,88	50
Bertrand Faure	163	161	-1,22	5
BIC	543	541	-0,36	50
BIS	460	471,90	+2,58	20
B.N.P.	193	192,50	-0,25	25
Bollore Techno	550	545	-0,90	50
Bongrain	2620	2600	-0,76	50
Bouygues	476,50	470,50	-1,25	50
Canal +	1170	1151	-1,62	20
Cap Gemini Sogeti	167,70	166	-1,01	40
Carnaudmetalbox	206	204	-0,97	10
Carrefour	3487	3480	-0,20	100
Casino Guichard	173,90	172,50	-0,80	10
Casino Guich.ADP	125,90	125	-0,71	10
Castorama Dl (Li)	876	877	+0,11	25
C.C.F.	240,30	237	-1,37	25
CCMX(ex.CCMC) Ly	57	57	—	10
Cegid (Ly)	471,50	473	+0,31	25
CEP Communication	471	470	-0,21	10
Cerus Europ.Reun	85	81,50	-4,11	100
Cetelem	985	989	+0,40	45
CGIP	1227	1205	-1,79	100
Chargeurs	1289	1285	-0,31	100
Christian Dior	635	650	+2,36	52
Ciments Fr.Priv.B	250	249,90	-0,04	25
Clarins	598	591	-1,17	50
Club Mediterranee	452,50	455	+0,55	25
Coflexip	206	216	+4,85	10
Colas	898	910	+1,33	40
Comptoir Entrep.1	14,50	14,60	+0,68	100
Comptoir Moder.	1795	1795	—	100
CPR	422,50	418	-1,06	50
Cred.Fon.France	77,70	80	+2,96	100
Credit Local Fce	404,40	401	-0,84	100
Credit Lyonnais CI	208,50	210,10	+0,76	100
Credit National	380,10	380	-0,02	100
CS Signaux(CSEE)	231	231	—	100
Damart	4300	4250	-1,16	50
Danone	770	762	-1,03	10
Dassault-Aviation	469	462,10	-1,47	50
Dassault Electro	276,90	273,30	-1,37	[illegible]
De Dietrich	253,80	252,50	-0,51	25
Degremont	460	460	—	50
Dev.R.N-P.Cal #Li	51	50,70	-0,58	100
DMC (Dollfus Mi)	247,50	257,10	+3,87	[illegible]
Docks France	831	871	+4,81	10
Dynaction	136,70	139	+1,68	25
Eaux (Gle des)	493,90	489,10	-0,97	100
Ecco	1054	1075	+1,99	25
Eiffage	750	752	+0,26	50
Elf Aquitaine	354	344,50	-2,68	50
Eramet	361	362	+0,27	20
Eridania Beghin	848	844	-0,47	65
Essilor Intl	1310	1261	-3,74	20
Essilor Intl ADP	890	863	-3,03	20
Esso	610	607	-0,49	50
Eurafrance	1864	1870	+0,32	200
Euro Disney	13,80	13,70	-0,72	5
Euro RSCG W.W.	558	555	-0,53	50
Europe 1	1231	1230	-0,08	100
Eurotunnel	5,85	5,65	-3,41	—
Filipacchi Medias	895	910	+1,67	20
Finextel	71,80	71,60	-0,27	100
Fives-Lille	470	473	+0,63	50
Fromageries Bel	5100	5100	—	50
Galeries Lafayette	1671	1680	+0,53	100
GAN	144,60	143,50	-0,76	10
Gascogne (B)	480	473,10	-1,43	80
Gaz et Eaux	2040	2031	-0,44	50
Geophysique	299	300	+0,33	10
G.F.C.	399	399	—	100
Groupe Andre S.A.	487,50	489	+0,30	50
Gr.Zannier #(Ly)	92,30	91,50	-0,86	10
GTM-Entrepose	343,40	338	-1,57	50
Guilbert	685	684	-0,14	10
Guyenne Gascogne	1702	1675	-1,58	100
Havas	418,50	416,50	-0,47	15
I.D.I.A	200	200	—	110
Imetal	715	710	-0,69	50
Immeubl.France	335	338	+0,89	50
Ingenico	58,70	58	-1,19	10
Interbail	254	254,90	+0,35	100
Intertechnique 1	551	550	-0,18	100
Jean Lefebvre	313,50	316,20	+0,86	50
Klepierre	643	648	+0,77	100
Labinal	736	730	-0,81	100
Lafarge	338,70	334,80	-1,15	25
Lagardere (MMB)	124	121,80	-1,77	40
Lapeyre	275,50	273	-0,90	10
Lebon	223,10	223	-0,04	50
Legrand	883	881	-0,22	10
Legrand ADP	622	625	+0,48	10
Legris indust.	251	248	-1,19	20
Locindus	850	855	+0,58	150
L'Oreal	1408	1412	+0,28	10
LVMH Moet Vuitton	1182	1225	+3,63	10
Lyonnaise Eaux	454,80	453,30	-0,32	60
Marine Wendel	409,50	406	-0,85	100
Matra-Hachette	122,80	119	-3,09	[illegible]
Metaleurop	53,75	53	-1,39	[illegible]
Metrologie Inter.	21,90	21,90	—	[illegible]
Michelin	232,80	230,60	-0,94	[illegible]
Moulinex	90	90,15	+0,16	[illegible]
Navigation Mixte	800	800	—	[illegible]
Nord-Est	146,10	141	-3,49	[illegible]
Nordon (Ny)	469,90	480	+2,14	[illegible]
NRJ #	550	549	-0,18	[illegible]
OLIPAR	123,10	119	-3,33	[illegible]
Paribas	287,50	287,60	+0,03	[illegible]
Pechiney	214,30	210,60	-1,72	[illegible]
Pechiney CIP	239,50	238	-0,62	[illegible]
Pechiney Intl	106,50	105,30	-1,12	[illegible]
Pernod-Ricard	317	308,70	-2,61	[illegible]
Peugeot	764	759	-0,65	[illegible]
Pinault-Prin.Red.	1148	1148	—	[illegible]
Plastic-Omn.(Ly)	425	420	-1,17	[illegible]
Poliet	510	518	+1,56	[illegible]
Primagaz	491	489	-0,40	[illegible]
Promodes	1254	1252	-0,15	[illegible]
Publicis	364	365	+0,27	[illegible]
Radiotechnique	529	520	-1,70	[illegible]
Remy Cointreau	146	144,20	-1,23	[illegible]
Renault	143,20	143,50	+0,20	[illegible]
Rexel	1138	1113	-2,19	[illegible]
Rhone Poulenc A	126	132,30	+5	[illegible]
Rochette (La)	33,70	33,25	-1,33	[illegible]
Roussel Uclaf	1070	1077	+0,65	[illegible]
Rue Imperiale(Ly)	4284	4170	-2,66	[illegible]
Sade (Ny)	182	180	-1,09	[illegible]
Sagem SA	3190	3210	+0,62	[illegible]
Saint-Gobain	644	640	-0,62	[illegible]
Saint-Louis	1432	1431	-0,06	[illegible]
Salomon (Ly)	3207	3190	-0,53	[illegible]
Salvepar (Ny)	425	415,10	-2,32	[illegible]
Sanofi	362,20	374,30	+3,34	[illegible]
Sat	2100	2040	-2,85	[illegible]
Saupiquet (Ns)	1373	1375	+0,14	[illegible]
Schneider SA	218	217	-0,45	[illegible]
SCOR SA	187	188,70	+0,90	[illegible]
S.E.B.	745	754	+1,20	[illegible]
Sefimeg	353,20	349	-1,18	[illegible]
SEITA	196,10	202	+3	[illegible]
Selectibanque	106	106	—	[illegible]
SFIM	995	985	-1	[illegible]
SGE	127,90	132	+3,20	[illegible]
Sidel	1338	1365	+2,01	[illegible]
Simco	468	463	-1,06	[illegible]
S.I.T.A	1020	1020	—	[illegible]
Skis Rossignol	1729	1700	-1,67	[illegible]
Sligos	458,50	455	-0,76	[illegible]
Societe Gale A.	551	545	-1,08	[illegible]
Sodexho	1882	1877	-0,26	[illegible]
Sommer-Allibert	1600	1598	-0,12	[illegible]
Sophia	219,70	220	+0,13	[illegible]
Spir Communication	558	558	—	[illegible]
Strafor Facom	336,10	336,60	+0,14	[illegible]
Suez	190,40	186,20	-2,20	[illegible]
Synthelabo	377	390	+3,44	[illegible]
Technip	428,50	429	+0,11	[illegible]
Thomson-CSF	117	115,20	-1,53	[illegible]
Total	337,40	337,60	+0,05	[illegible]
UAP	107,30	106	-1,21	[illegible]
UFB Locabail	487	482	-1,02	100
UGC DA (M)	292,10	298,90	+2,32	[illegible]
UIC	82,50	81	-1,81	[illegible]
UIF	438	438	—	[illegible]
UIS	157,10	168	+6,93	[illegible]
Unibail	520	516	-0,76	[illegible]
Union Assur.Fdal	590	590	—	[illegible]
Usinor Sacilor	83,10	82,55	-0,66	[illegible]
Valeo	259,60	253,60	-2,31	[illegible]
Vallourec	230,90	229	-0,82	[illegible]
Via Banque	206,30	203	-1,59	[illegible]
Worms & Cie	268	266	-0,74	[illegible]
Zodiac ex.dt divid	1056	1056	—	[illegible]
Elf Gabon	860	858	-0,23	[illegible]

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Nominal (1)
ABN Amro Hol.#	245	243,60	-0,57	[illegible]
Adidas AG #	344	352	+2,32	[illegible]
American Express	244,20	245,10	+0,36	[illegible]
Anglo American #	311,60	323	+3,65	[illegible]
Amgold #	512	526	+2,73	[illegible]
Arjo Wiggins App.	15,60	15,60	—	[illegible]
A.T.T. #	311,10	311,50	+0,12	[illegible]
Banco Santander #	231,40	234,10	+1,16	[illegible]
Barrick Gold #	145,20	146,70	+1,03	[illegible]
B.A.S.F. #	1354	1374	+1,47	[illegible]
Bayer #	1710	1743	+1,92	[illegible]
Bienheim Group	21,50	22	+2,32	[illegible]
Buffelsfontein #	21,50	21,50	—	[illegible]
Chase Manhattan #	373	372,20	-0,21	[illegible]
Cordiant PLC	8,80	8,70	-1,13	[illegible]
Crown Cork ord.	241,50	250,40	+3,68	[illegible]
Crown Cork PF CV	230,50	244,90	+6,24	[illegible]
Daimler Benz #	2830	2800	-1,06	[illegible]
De Beers #	158	158,90	+0,56	[illegible]
Deutsche Bank #	258,50	257,80	-0,27	[illegible]
Dresdner Bank #	132,20	131,70	-0,37	[illegible]
Driefontein #	76,50	78,50	+2,61	[illegible]
Du Pont Nemours #	425	422,70	-0,54	[illegible]
Eastman Kodak #	370	370,30	+0,08	[illegible]
East Rand #	3,90	4,02	+3,07	[illegible]
Echo Bay Mines #	66,20	66,05	-0,22	[illegible]
Electrolux #	256,50	253,80	-1,05	[illegible]
Ericsson #	110	110,20	+0,18	[illegible]
Exxon Corp. #	406,20	408,60	+0,59	[illegible]
Ford Motor #	170,50	170,50	—	[illegible]
Freegold #	47,10	48,40	+2,76	[illegible]
Gencor Limited #	18,10	18,65	+3,03	[illegible]
General Elect. #	392	392	—	[illegible]
General Motors #	274	272	-0,72	[illegible]
Gle Belgique #	412	416,50	+1,09	[illegible]
Grd Metropolitan	33,90	33,35	-1,62	[illegible]
Guinness Plc #	35,10	36	+2,56	[illegible]
Hanson Plc	14,65	14,55	-0,68	[illegible]
Harmony Gold #	65	65	—	[illegible]
Hitachi #	48,20	47,80	-0,82	50
Hoechst #	1750	1762	+0,68	50
I.B.M #	584	582	-0,34	1
I.C.I #	71,10	73,50	+3,37	1
Ito Yokado #	291	292,50	+0,51	50
Matsushita #	81,15	80,20	-1,17	50
Mc Donald's #	256	255,50	-0,19	—
Merck and Co #	325	332,90	+2,43	—
Mitsubishi Corp.#	62,10	63	+1,44	50
Mobil Corporat.#	583	580	-0,51	2
Morgan J.P. #	424,80	424,20	-0,14	2
Nestle SA Nom. #	5730	5730	—	10
Nipp. MeatPacker #	73,80	73,20	-0,81	50
Norsk Hydro #	218,30	218,80	+0,22	20
Petrofina #	1420	1421	+0,07	—
Philip Morris #	451	445	-1,33	1
Philips N.V #	203	203,60	+0,29	10
Placer Dome Inc #	140,60	140	-0,42	—
Procter Gamble #	440,50	442	+0,34	—
Quilmes	220	221	+0,45	—
Randfontein #	42,45	42,50	+0,11	—
Rhone Poul.Rorer #	312,20	331	+6,02	—
Royal Dutch #	709	703	-0,84	5
R T Z #	72	72,10	+0,13	—
Sega Enterprises	222	219	-1,35	50
Saint-Helena #	37,15	37,65	+1,34	1
Schlumberger #	391,70	392,40	+0,17	—
SGS Thomson Micro.	184	183	-0,54	13
Shell Transport #	65,60	65,30	-0,45	—
Siemens #	2842	2833	-0,31	50
Sony Corp. #	303	304,90	+0,62	50
Sumitomo Bank #	104,90	100,10	-4,57	50
T.D.K #	252	252,10	+0,03	50
Telefonica #	81,65	80	-2,02	500
Toshiba #	37,90	37,10	-2,11	50
Unilever #	694	695	+0,14	4
United Technol. #	586	583	-0,51	5
Vaal Reefs #	477	481	+0,83	—
Volkswagen A.G #	1860	1865	+0,26	50
Volvo (act.B) #	117	120,50	+2,99	5
Western Deep #	228	232	+1,75	2
Yamanouchi #	110,70	111,80	+0,99	50
Zambia Copper	3,49	3,47	-0,57	—

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.
DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 31
VENDREDI 22 MARS

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	113,80	3,541
CEPME 8,5% 86-97CA	104,10	6,278
CEPME 9% 89-99 CA#	110,32	5,434
CEPME 9% 92-06 TSR	112,50	6,856 ↑
CFD 9,7% 90-03 CB	—	1,352 d
CFD 8,6% 92-05 CB	112,05	1,081
CFF 10% 88-98 CA#	108,20	4,290
CFF 9% 88-97 CA#	104,58	4,328
CFF 10,25%90-01CB#	111	0,337
CLF 8,9% 86-00 CA#	110,65	7,392 d
CLF 9%88-93/98 CA#	106,71	1,352 d
CNA 9% 4/92-07	—	8,066 ↑
CRH 8,6% 92/94-03	110,78	6,391
CRH 8,5% 10/87-88#	108,29	0,512 d
EDF 8,6% 88-89 CA#	109,49	0,963 o
EDF 8,6% 92-04 #	111,80	8,295 ↓
Emp.Etat 6%93-97 #	101,50	4,180
Finansder 9%91-06#	115,35	3
Finansd.8,6%92-02#	111,21	1,410
Floral9,75% 90-99#	111,91	6,380
OAT 8,5% 87-97CA#	104,48	6,410
OAT 9,90%85-97 CA#	108,03	2,840
OAT 88-98 TME CA	102,20	0,992 d
OAT 9/85-98 TRA	101,85	3,225 ↓
OAT 9,50%88-98 CA#	109,08	7,164
OAT TMB 87/99 CA	99,66	0,758
OAT 8,125% 89-99 #	107,81	6,815 ↓
OAT 8,50%90/00 CA#	109,83	8,472
OAT 85/00 TRA CA	105,15	4,013 o
OAT 10%5/85-00 CA#	115,42	8,333 o
OAT 89-01 TME CA	—	0,992 d
OAT 8,5% 87-02 CA#	111,86	2,857
OAT 8,50% 89-19 #	112,39	3,577
OAT 8,50%92-23 CA#	112,70	7,827
SNCF 8,8% 87-94CA	107,97	1,298
Lyon.Eaux 6,5%90CV	892	

ACTIONS FRANÇAISES		Cours précéd.	Derniers cours
Arbel		260	270
Bains C.Monaco		589	576
B.N.P.Intercont.		355	355
Bidermann Intl.	◆	110	110
B T P (la cie)	◆	7,60	7,60
Cambodge		925	925
Carbone Lorraine		686	690
CBC	◆	106,50	106,50
Centenaire Blanzy		416,10	418
Ceragen Holding	◆	20	20
Champex (Ny)	◆	18,90	18,90
CIC Un.Euro.CIP		338	340
C.I.T.R.A.M. (B)		2150	2200
Cpt Lyon Alem		412	[illegible]
Concorde-Ass Risq		725	[illegible]
Gpe Valfond ex.CMP	◆	13	13
Credit Gen.Ind.		30,50	30,50
Darblay	◆	470	470
Didot Bottin		670	670
Eaux Bassin Vichy		4402	4250
Ecia		763	762
Ent.Mag. Paris	◆	1600	1600
Eridania Beghin CI	◆	817	[illegible]
Fidei		45,20	45,20
Finalens		375	370
F.I.P.P.	◆	98	98
Fonciere (Cie)	◆	489	489
Fonciere Euris		189,10	188,10
Foncina #	◆	419	419
France I.A.R.D.	◆	1006	1006
France S.A.		1129	1102
From. Paul-Renard	◆	2050	2050
Gaumont #		375	375
Genefim		130	136
Gevelot	◆	1400	1400
G.T.I (Transport)		324	340
Immobail		118,60	118
Immobanque		715	720
Im.Marseillaise		6250	6260
Invest.(Ste Cle.)		1310	1310
Lille Bonnieres	◆	2745	2745
Locafinanciere	◆	410	410
Louvre #		170	169
Lucia	◆	58	[illegible]
Monoprix		160	[illegible]
Metal Deploye		437	[illegible]
Mors #		13,65	14,05
Navigation (Nle)		74	[illegible]
Paluel-Marmont		287	[illegible]
Pap.Clairefont(Ny)		1380	1381
Parfinance		209	210
Paris Orleans	◆	261,80	261,80
Piper Heidsieck	◆	1400	1400
Porcher	◆	210	210
Promodes (CI)	◆	840	840
PSB Industries Ly		360	360
Rochefortaise Com.		203	[illegible]
Rosario	◆	191,20	191,20
Rougier #		500	[illegible]
S.A.F.I.C Alcan		300	305
Saga		161	161,20
Salins du Midi		485	490
Savoisienne (M)	◆	131	131
Silic		752	752
S.I.P.H.		167,40	167,40
Sofal	◆	103	103
Soffo		266,50	265
Sofitam act.a reg.	◆	67,70	67,50
Sofragi		3751	[illegible]
Soudure Autogene	◆	963	963
Sovabail	◆	340	340
Taittinger		1670	1675
Tour Eiffel		276	276
Elyo		220	220
Vicat		470	470
Virax		132	[illegible]

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	150	150
Commerzbank AG	1130	1130
Fiat Ord	16,15	16,10
Gevaert	310,70	310,70
Gold Fields South	164,30	164,30
Kubota Corp.	29	29
Montedison act.ep.	10,05	10,05
Olympus Optical	48	48
Ottomane(cie Fin.)	186,20	186,20
Robeco	379	379,50
Rodamco N.V.	140,50	140,30
Rolinco	404,10	400,70
Solvay SA	2942	2949

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 31
VENDREDI 22 MARS

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Aclal (Ns) #		61,20	61
AFE #		424	445
Aigle #		194	194
Albert S.A (Ns)		145	145
Altran Techno. #		1060	1060
Montaignes P.Gest.		581	600
Assystem #		570	570
Bque Picardie (Li)	◆	639	639
Bque Sofirec (M)	◆	570	570
Bque Tarneaud(B)#		247,90	246
Bque Vernes		620	605
Beneteau #		550	558
B I M P		70	70
Boiron (Ly) #		523	527
Boisset (Ly)#		220	220
But S.A.		294	302
Cardif SA		763	750
CDA-Cie des Alpes		145	145
C.E.E #		270	269,50
CEGEP #		152,10	153
Cermex # (Ly)		308	307
CFPI #		276,50	276,50
Change Bourse (M)		310	309
Christ.Dalloz #		1436	1452
Cipe France Ly #		410	419,90
CNIM CA#		200	198
Codetour		310	310
Comp.Euro.Tele-CET		328,10	328
Conflandey S.A.		290,20	290,20
C.A. de la Brie		347,80	347,80
C.A.Gironde (B)		442,50	445
C.A.Haute Normand		349	349
C.A.Ille & Vilaine		344	344
C.A. Paris IDF		756	780
C.A.de l'Isere Ly#		379	378
C.A.Loire Atl.Ns #		309	306
C.A.Loire/H.Loire#		220	220
C.A.Morbihan (Ns)		331,80	331,70
C.A.du Nord (Li)		470	467
C.A. Oise CCI	◆	249,60	249,60
C.A.Pas de Calais		423	425
C.A. Somme CCI		237	236
C.A.Toulouse (B)		387	391
Chaine et Trame #		165	165
C.A. Midi CCI#(Ly)		292	291,80
Creeks		59	58,80
Devanlay		515	512
Deveaux(Ly)#		585	583
Devernois (Ly)		535	[illegible]
Ducros Serv.Rapide		63	[illegible]
Ecco Trav.Tempo Ly		413	[illegible]
Emin-Leydier# (Ly)		455	[illegible]
Europ.Extinc.(Ly)		269	[illegible]
Europ Propulsion		542	[illegible]
Expand s.a		282	[illegible]
Factorem		712	[illegible]
Faiveley #		305	[illegible]
Finacor		123	[illegible]
Fininfo		450	[illegible]
Fructivie		620	[illegible]
Gautier France #		301,90	[illegible]
Gel 2000		84	[illegible]
GFI Industries #		645	[illegible]
Girodet # (Ly)		50	[illegible]
GLM S.A.	◆	275,10	[illegible]
Grandoptic.Photo #		568	[illegible]
Gpe Guillin # Ly		201	[illegible]
Kindy #		190	[illegible]
Guerbet		351	[illegible]
Hermes Internat.1#		1231	[illegible]
Hurel Dubois		550	[illegible]
ICBT Groupe #		254	[illegible]
I.C.C.		182	[illegible]
Idianova		70	[illegible]
Immob.Hotel. #		65	[illegible]
Installux (Ly)		509	[illegible]
Int. Computer #		87	[illegible]
Invest.Paris		145,10	[illegible]
IPBM	◆	67	[illegible]
M6-Metropole TV		468	[illegible]
Manitou #		625	[illegible]
Manutan		856	[illegible]
Marie Brizard		1210	[illegible]
Maxi-Livres/Profr.		281	[illegible]
Mecadyne	◆	159,20	[illegible]
Mecelec (Ly)		94,05	[illegible]
MGI Coutier		297	[illegible]
Michel Thierry#		730	[illegible]
Monneret Jouet Ly#		68	[illegible]
Naf-Naf #		65,95	[illegible]
Norbert Dentres.#		840	[illegible]
N.S.C Schlum. Ny		730	[illegible]
OGF Omn Gest.Fin.	◆	900	[illegible]
Onet #		948	[illegible]
Paul Predault #		177	[illegible]
P.C.W.	◆	19	[illegible]
Petit Boy #		127	[illegible]
Pochet		1098	[illegible]
Poujoulat Ets (Ns)		228	[illegible]
Radiall #		625	[illegible]
Rallye(Cathiard)Ly		202	[illegible]
Reydel Indust.Li	◆	1098	[illegible]
Robertet #		1356	[illegible]
Rouleau-Guichard		471	[illegible]
Securidev #		89	[illegible]
Sediver #		247,80	[illegible]
Seribo		275	[illegible]
Siparex (Ly) #		91	[illegible]
Smoby (Ly)#		675	[illegible]
Sofco (Ly)		123	[illegible]
Softbus	◆	413	[illegible]
Sogepag #	◆	139	[illegible]
Sogeparc (Fin)		719	[illegible]
Sopra		353,90	[illegible]
Steph.Kelian #		107	[illegible]
Sylea		470	[illegible]
Teisseire-France		215	[illegible]
TF1-1		525	[illegible]
Thermador Hold(Ly)		434,40	[illegible]
Trouvay Cauvin #		107,90	[illegible]
Unilog		476,10	[illegible]
Union Fin.France		549	[illegible]
Via Credit(Banque)	◆	121,60	[illegible]
Viel et Cie #		139	[illegible]
Vilmorin et Cie #		423	[illegible]
Virbac		679	[illegible]

HORS-COTE

Une sélection Cours relevés à 12 h 31
VENDREDI 22 MARS

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
B.A.C.	◆	0,03	0,03
Générale Occidentale	◆	45,75	45,75
Mumm	◆	1019	1019
Nobel	◆	180	180
Sté lecteurs du Monde	◆	132,10	175,20

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

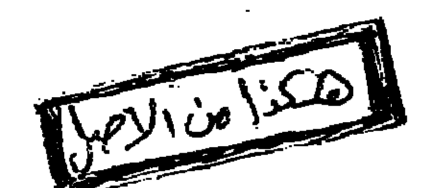
SICAV

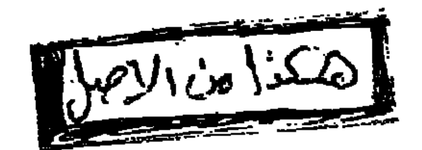
Une sélection
Cours de clôture le 21 mars

VALEURS		Émission Frais incl.	Rachat net
Actimonétaire C		36665,06	36665,06
Actimonétaire D		31206,34	31206,34
Agipi Ambition (Axa)		115,95	110,43
Amplia	◇	115016,31	115016,31
Amplitude Monde D		766,77	748,07
Antigone Trésorerie		848024	848024
Arbitr. Court Terme		9366,65	9366,65
Arbitr. Première		8836,51	8749,02
Arbitr. Sécurité		17149,83	17064,51
Asie 2000		719,38	688,40
Associa Première		38146,12	38146,12
Associc		1116,27	1116,27
Atout Amérique		134,41	131,23
Atout Asie		99,25	96,83
Atout Futur C		569,25	555,37
Atout Futur D		543,01	529,77
Avenir Alizes		1979,97	1941,15
Axa Valeurs PER		154,64	150,14
Cadence 1		1072,32	1067,70
Cadence 2		1057,21	1046,74
Cadence 3		1048,39	1038,01
Capimonétaire		1987,90	1985,91
Capioblig		8330,16	8247,68
Capitacic		1723,88	1721,85
Cicamonde		1263,54	1244,87
Coexis		1778,95	1745,78
Comptavalor		2265,74	2262,35
Converti CIC		344,66	339,57
Crédit Mutuel Capital		1681,16	1648,20
Crédit Mutuel MID AF		118,94	115,76
Créd.Mut.Ep.Cour.T.		853,09	853,09
Créd.Mut.Ep.Ind. Cap		96,70	94,11
Créd.Mut.Ep.Ind. Dis		93,66	91,15
Créd.Mut.Ep.J		22208,14	22208,14
Créd.Mut.Ep.long.T.		223,03	217,06
Créd.Mut.Ep.Monde		1189,06	1157,24
Créd.Mut.Ep.Quatre		1092,95	1071,52
Dieze		1794,41	1760,95
Ecocic		1328,79	1290,09
Ecupar		128,83	125,08
Ecur. Actions futur		205,77	199,78
Ecur. Distrimonétaire		10753,52	10753,52
Ecur. Expansion (*)		79310,36	78994,38
Ecur. Géovaleurs		2858,30	2775,05
Ecur. Investissement		169,99	165,04
Elanciel D		125,08	122,09
Elicash	◇	912109,48	912109,48
Emergence Poste D		105,03	102,47
Eparcic		4691,97	4691,97
Eparcourt-Sicav		201,40	200,90
Epargne-Unie		162,79	158,82
Eurco Solidarité		1277,23	1264,58
Eurodyn		1682,05	1641,02
Fonsicav		18878,73	18841,06
France Obligations		488,47	483,63
Francic		528,21	520,48
Francic Pierre		115,50	112,14
Francic-Regions		1592,66	1568,12
Géobilys C		608,74	599,74
Géobilys D		593,57	584,80
Gestilion		19887,98	19887,98
HLM Monétaire		18100,49	18100,49
Indicia	◆	1187,34	1158,27
Intensys D		112,22	112,05
Interoblig		6260,72	6198,73
Intersélection Fce		557,01	546,09
Japacic		179,21	173,99
Jeunepargne		378,85	375,10
Latitude C/D		143,53	143,09
Lion 20000		16602,04	16602,04
Lion Association		10983,28	10983,28
Lion Institution		42213,58	42108,31
Lionplus		1365,07	1338,38
Lion Trésor		2398,31	2374,66
Livret Bourse Inv.		623,05	604,90
Livret Portefeuil.		858,74	832,79
Méditerranée		263,11	255,40
Mensuel CIC		10317,58	10266,25
Moneden		88664,71	88664,71
Moné-Dis	◇	10203,18	10203,18
Moné.JC	◇	11501,31	11501,31
Moné.JD	◇	11501,31	11501,31
Monévalor		53363,52	53363,52
Mutualité dépôts		18002,97	17967,84
Natio Court Terme		13626	13626
Natio Court Terme2		370132	370132
Natio Epargne		22557,46	22384,18
Natio Ep. Capital C/D		15173,64	15023,41
Natio Ep. Croissance		2256,79	2212,54
Natio Ep. Obligations		221,92	218,52
Natio Epargne Retraite		135,21	132,56
Natio Epargne Trésor		10424,18	10403,32
Natio Epargne Valeur		548,15	538,40
Natio France Index		1053,01	1032,36
Natio Immobilier		1196,30	1172,84
Natio Inter		1826,88	1791,86
Natio Monétaire C/D		5305,80	5305,80
Natio Opportunités		158,53	155,47
Natio Patrimoine		1473,54	[illegible]
Natio Perspectives		1189,90	[illegible]
Natio Placements C/D		75940,11	[illegible]
Natio Revenus		1073,85	[illegible]
Natio Sécurité		11501,15	[illegible]
Natio Valeurs		1002,31	[illegible]
Nord Sud Dévelop.		2114,63	[illegible]
Oblicic-Mondial		3307,79	[illegible]
Oblicic-Régions		1160,72	[illegible]
Oblifutur		3850,99	[illegible]
Oblig. ttes caté.		229,63	[illegible]
Obligion		1777,54	[illegible]
Oblisécurité Sicav		5595,21	[illegible]
Oblitys D		577,03	[illegible]
Oraction		1728,30	[illegible]
Patrimoine Retraite		295,06	[illegible]
Pervalor		617,94	[illegible]
Plénitude D		152,74	[illegible]
Poste Gestion C		42831,34	[illegible]
Première Oblig. C		12843,08	[illegible]
Première Oblig. D		11172,78	[illegible]
Proficius		996,51	[illegible]
Rentacic	◆	163,58	[illegible]
Revenus Trimestr.		5290,84	[illegible]
Revenu-Vert		1189,76	[illegible]
Saint-Honoré Capital		17402,41	[illegible]
St-Honoré March. Emer.	◆	595,66	[illegible]
St-Honoré Pacifique		739,09	[illegible]
Sécuricic		2206,17	[illegible]
Sécuritaux		1776,34	[illegible]
Sensivalor		34889,24	[illegible]
Sévéa	◆	103,94	[illegible]
S.G. France opport. C		1605,74	[illegible]
S.G. France opport. D		1548,47	[illegible]
S.G. Monde opport. C		1166,51	[illegible]
S.G. Monde opport. D		1166,51	[illegible]
Sicav Associations		2347,28	[illegible]
Sicav 5.000		543,47	[illegible]
S.I. Est		1235,35	[illegible]
Slivafrance		880,54	[illegible]
Slivam		470,04	[illegible]
Slivarente		232,12	[illegible]
Slivinter		577,99	[illegible]
Sogenfrance C		1392,91	[illegible]
Sogenfrance D		1285,50	[illegible]
Sogépargne		308,69	[illegible]
Sogevar		1249,27	[illegible]
Soginter		1741,47	[illegible]
Solstice D		2323,41	[illegible]
Stratégie Actions		914,82	[illegible]
Stratégie Rendement		1751,92	[illegible]
Synthésis		15513,20	[illegible]
Thésora C		897,81	[illegible]
Thésora D		853,36	[illegible]
Trésor Plus		1744,53	[illegible]
Trésor Trimestriel		1023,30	[illegible]
Trésoricic		170219,52	[illegible]
Trésorys		255685,33	[illegible]
Trilion		5174,28	[illegible]
Uni-Associations	◇	120,45	[illegible]
Uni-Foncier		1272,58	[illegible]
Unifrance		635,77	[illegible]
Uni-Garantie C		1659,94	[illegible]
Uni-Garantie D		1349,65	[illegible]
Uni-Régions		1567,36	[illegible]
Univar C	◇	298,17	[illegible]
Univar D	◇	298,17	[illegible]
Univers Actions		180,48	[illegible]
Univers-Obligations		2154,38	[illegible]
Valorg		2381,39	[illegible]
Valreal		34254,74	[illegible]
Winterthur St-Honoré		258,07	[illegible]

* Division par 4 de la V.L. le 3 novembre 1995.

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.





AUJOURD'HUI

SPORTS

COUPES D'EUROPE Le Paris-SG s'est qualifié pour les demi-finales de la Coupe des coupes en battant Parme (3-1), jeudi 21 mars au Parc des Princes, après s'être incliné (0-1) au match aller. ● RAÏ a marqué deux des trois buts parisiens. Le Brésilien a transformé deux penalties, gagnant chaque fois son duel psychologique avec Luca Bucci, le gardien de Parme. ● PARIS-SG confirme son statut de grand club européen en atteignant pour la quatrième fois consécutive ce stade des compétitions continentales, et se retrouve désormais favori du dernier carré, composé du Feyenoord Rotterdam, de La Corogne et du Rapid Vienne. ● TROIS clubs français en demi-finales des trois coupes européennes : c'est la première fois que le football français est à pareille fête. La Juventus, adversaire de Nantes, est le seul club italien rescapé : cela aussi est historique.

Paris-SG parachève la belle semaine du football français

L'équipe de Luis Fernandez a éliminé Parme, grâce à sa victoire (3-1) en quart de finale retour de la Coupe des coupes. Elle rejoint Nantes et Bordeaux en demi-finales. Raï a inscrit, sur penalty, deux des trois buts parisiens

UN PENALTY ne se tire jamais à la légère. C'est chaque fois un drame, un moment d'émotion sans égal dans le football. Peut-être parce que ce duel est une épure parfaite de ce sport. Deux hommes face à face et, entre eux, une sphère de cuir. La scène est forte dans son dépouillement.



FOOTBALL

Elle seule peut suspendre le temps et imposer le recueillement à un stade.

Pour s'en convaincre, il suffisait d'écouter, jeudi 21 mars, dans un Parc des Princes plein à craquer, cette minute de silence, la soixante-neuvième du match. Le Parisien Raï s'élançait alors vers la balle, posée sur un rond dessiné à la chaux à 11 mètres de Luca Bucci, le gardien de Parme. Au bout, serait ou ne serait pas le troisième but du Paris-SG, celui qui qualifierait l'équipe pour les demi-finales de la Coupe des vainqueurs de coupe.

Le Brésilien en était à son second coup de pied de réparation de la soirée, lui qui n'en avait pas encore tiré un seul de la saison. Le premier, à la neuvième minute, avait été une formalité, ou presque. Une balle imparable à ras de terre et du poteau, loin des mains du gardien de Parme, qui avait pourtant choisi le bon côté. La partie était à peine engagée. La sérénité était alors de mise, disposition d'esprit idéale pour un exécuteur de penalty. Mais là, si près du dénouement, en cette soixante-neuvième minute, Raï, comme tous les Parisiens, a eu le temps de connaître toutes sortes d'humeurs. La rencontre, si elle fut techniquement atone, a été suffisamment fertile en émotions pour mettre les nerfs à vif. L'esprit a oscillé en permanence entre euphorie et désespoir. On nageait en plein Tchekhov. A la 27e minute, Alessandro Melli égalisait, et tout semblait compromis. A la 38e, Patrice Loko marquait le deuxième but, et tout était à nouveau promis. A la 45e minute, Bernard Lama sauvait son but, et tout restait permis. Puis il y eut l'attente, usante. Vingt bonnes minutes où le jeu tournait en rond.

Il était encore trop tôt pour que les Parisiens se ruent à l'attaque, mais bien assez tard pour que les Parmesans se recroquevillent en défense. La partie vasouillait. Jusqu'à ce que Laurent Fournier prenne le mors aux dents et s'engouffre dans les dix-huit mètres adverses. Une chausse de marque italienne, d'habitude plus habile à faire tomber l'adversaire en toute discrétion, envoya le Parisien valser de tout son long sur la pelouse. Ce ne fut pas un plongeon, plutôt un écrasement. Même le très libéral arbitre suédois, Leif Sundell, décida que réparation devait être immédiatement obtenue sur le pré.

Bis repetita. Raï se retrouva donc les yeux dans les yeux avec Luca Bucci. Bucci sait de quel côté Raï a tiré le premier penalty. Raï sait qu'il sait. Raï changera-t-il donc ? Bucci doit-il s'élancer de l'autre côté ou du même ? L'angoisse du gardien de but au moment du second penalty. *« Je savais qu'il fallait le faire douter. J'ai donc pris mon temps,* a expliqué Raï. *J'étais sûr qu'il allait changer de côté, car il était passé trop loin de la balle la première fois. J'ai donc décidé de frapper de la même manière. Je n'ai jamais raté de penalty décisif dans ma carrière. J'aime ça. »*

JOUEUR DE CASINO

Très au fait de cette guerre psychologique pour l'avoir vécue tant de fois du mauvais côté, Bernard Lama avait cru utile de faire quatre-vingts mètres pour prendre le pouls de son tireur. *« Je lui ai demandé s'il voulait vraiment y aller cette fois-ci,* a expliqué le gardien et capitaine parisien. *Il m'a dit : " OK, pas de problèmes ". »* Soixante-cinq sélections en équipe du Brésil vous autorisent un certain aplomb que la *commedia dell'arte* improvisée par les joueurs parmesans sous son nez n'arrivèrent pas à entamer, à cet instant capital. L'affaire fut donc expédiée ainsi que prévu. Luca Bucci partit bien là où il n'y avait à cueillir que du vent. Le gardien de Parme a été le dernier joueur à quitter la pelouse du Parc des Princes. Après le coup de sifflet final, il est resté longtemps accroupi et prostré vers le point de penalty, à méditer sans doute sur sa cruauté.

Dans cette bataille d'influence, à 11 mètres de distance, il y a quelque chose de jubilatoire à mettre ainsi à nu la psychologie de son adversaire. Tant de grands joueurs ont craqué dans ce strip-tease. Même Michel Platini, même Diego Maradona, ont plié sous le fardeau. Même Pelé, qui se vit naguère offrir un penalty pour son millième but, connut le grand frisson. S'il est si fort dans un exercice aussi périlleux, peut-être Raï le doit-il à sa capacité à relativiser son enjeu et plus généralement l'importance du sport qu'il pratique (*Le Monde* du 22 mars). Sur un terrain, le Brésilien ressemble à un joueur de casino qui se passionne pour l'argent et en même temps ne se rend pas compte de sa valeur réelle.

Benoît Hopquin

Un triplé inédit au détriment de l'Italie

TRIPLÉ HISTORIQUE : c'est la première fois qu'un club français est qualifié pour une demi-finale dans chacune des trois Coupes d'Europe. En 1993, trois équipes françaises s'étaient hissées à ce niveau, mais à côté de Marseille, qui allait remporter la Coupe des clubs champions, le Paris SG et Auxerre figuraient dans la même compétition, la Coupe de l'UEFA.

Cette performance n'approche pas toutefois les records établis par les Anglais, en 1966, et les Allemands, en 1979 et 1980, qui avaient qualifié cinq de leurs représentants pour les demi-finales européennes. Depuis quelques années, l'Italie avait également pris l'habitude d'envoyer au moins trois de ses clubs en demi-finales, voire plus haut puisqu'en 1990 le Milan AC (C1), la Sampdoria de Gênes (C2) et la Juventus de Turin (C3) avaient remporté chacun leur Coupe.

Le grand chelem de cette semaine n'en constitue pas moins la confirmation des progrès récents des clubs français. Avant 1990, jamais deux de ses équipes ne s'étaient qualifiées simultanément pour des demi-finales européennes. Cette date marque un tournant. Depuis, un club au moins a atteint chaque année ce niveau de la compétition. En sept saisons, des clubs français sont allés treize fois en demi-finales. Entre 1956 et 1990, soit en trente-quatre ans, ils n'y étaient parvenu qu'à onze reprises.

SEULE LA JUVENTUS

Le triplé des clubs français est d'autant plus méritoire qu'il a été réussi au détriment de la puissance dominante du football européen : l'Italie. Bordeaux a éliminé le Milan AC, Paris SG a sorti Parme, tandis que Lyon avait précédemment battu la Lazio Roma. La Juventus de Turin, futur adversaire de Nantes en Ligue des champions, demeure donc la seule représentante du calcio en demi-finales, ce qui n'était plus arrivé depuis 1987.

La France sera le seul pays à compter cette année trois clubs à ce niveau, devant l'Espagne et les Pays-Bas, qui en ont deux chacun. L'Allemagne doit se contenter d'une seul représentant, le Bayern de Munich, et l'Angleterre n'en a plus aucun.

« But d'or » en finale

L'Union européenne de football (UEFA) a décidé, jeudi 21 mars à Lausanne, que le « but d'or » entrerait en vigueur à partir de la saison prochaine pour les finales de la Coupe des champions et de la Coupe des coupes, comme pour la phase finale de la Coupe du monde de 1998 en France. Cela signifie qu'en cas d'égalité à la fin du temps réglementaire, le match est arrêté dès qu'un but est marqué au cours de la prolongation de deux fois 15 minutes. Si la prolongation va à son terme, on procède alors à la séance des tirs au but. Par ailleurs, l'UEFA a décidé de ne pas modifier la formule de la Ligue des champions et de la Coupe des coupes pour la saison 1996-1997.

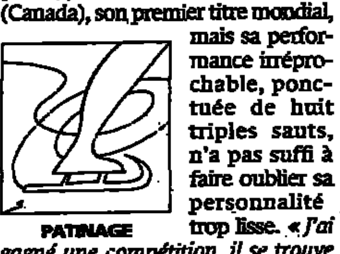
Elvis Stojko perd son titre mondial, mais avec panache

L'Américain Todd Eldredge est sacré champion du monde de patinage

EDMONTON

de notre envoyée spéciale

L'Américain Todd Eldredge a remporté, jeudi 22 mars à Edmonton (Canada), son premier titre mondial, mais sa performance irréprochable, ponctuée de huit triples sauts, n'a pas suffi à faire oublier sa personnalité



PATINAGE

trop lisse. *« J'ai gagné une compétition, il se trouve que c'était le mondial »*, a platement remarqué Eldredge. *« C'est un excellent champion du monde des années creuses »*, commentait durement un analyste. Battu au championnat des Etats-Unis par Rudy Galindo en janvier, Todd Eldredge a sagement annulé tous ses autres engagements pour faire des championnats du monde sa priorité. Galindo, généreux en fioritures et vêtu d'un costume qui semble tout juste extrait de la naphtaline, s'est classé troisième, derrière Ilia Koulik, le prodige russe de dix-huit ans, qui confirme l'étendue de son potentiel.

Mais ce trio gagnant inédit n'est pas parvenu à éclipser le panache d'Elvis Stöjko (4e). Le Canadien – septième à l'issue du programme technique – a plongé les 17 000 spectateurs du Coliseum dans un émoi indicible en livrant, sur la bande originale du film *Christophe Colomb*, un programme libre époustouflant d'intensité. De tout son cœur et de toute son âme, le double champion du monde souhaitait se faire pardonner sa bévue et passer la main dignement.

« BATS-TOI, ON T'AIME »

Mercredi 21 mars, l'erreur grossière sur un triple axel qui le mettait quasiment hors course pour le podium l'avait anéanti. Pendant près d'une heure, encore chaussé de ses patins, le « King » est resté prostré face à un mur, convaincu d'avoir trahi ses fans, effondré de laisser filer sa chance à domicile. Jeudi, avant son entrée sur la glace, ses yeux brillaient de l'éclat d'une inspiration retrouvée. Il avait fini par accepter sa défaillance de la veille, par comprendre que, malgré sa supériorité, il n'est pas à l'abri d'un accident.

Il a étreint les mains de son entraîneur et de sa chorégraphe avant de s'imprégner de la vibration que lui envoyait le public. Le Coliseum, tapissé de bannières d'encouragements à son égard – *« Elvis, tu es toujours le roi »*, *« Redresse la tête, Elvis, et va chercher l'or »*, *« Bats-toi, on t'aime »*, *« Tu es le maître de l'univers »* –, attendait son héros malheureux avec une foi intacte. Il leur a souri avec reconnaissance avant de s'élancer pour un festival de glisse et de bonds enchaînés sans le moindre accroc. Le premier triple axel, parfait, a été salué d'une poignante clameur.

Stojko s'était définitivement affranchi de la vilaine angoisse qui lui a coûté son titre. Il s'est surpassé. Comme promis, il a exécuté la combinaison d'un saut quadruple et d'un saut double qu'il est le premier au monde à avoir réussie en compétition. Il a terminé ému, balbutiant un simple merci. *« J'ai raté mon programme technique, mais j'ai patiné le meilleur programme libre de ma vie,* a-t-il ensuite déclaré. *Et c'était pour le plaisir, puisque je ne pouvais plus penser à une médaille. Pour avoir été sur ce podium, je sais qu'on chérit les moments qu'on y passe et j'éprouve un drôle de sentiment à ne pas y être. Mais ce qui compte surtout, c'est de toujours repousser ses limites. Cette expérience me rendra encore plus gourmand. Je suis prêt pour une belle bagarre la saison prochaine. »*

Tout comme Stojko, Philippe Candeloro est allé puiser dans ses réserves de fierté pour réaliser son meilleur programme libre de la saison et terminer neuvième, derrière Eric Millot (7e), mais devant Thierry Cérez (12e). *« Ce n'est pas une consolation »*, s'est néanmoins plaint le champion de France, qui avait renoncé au dernier entraînement après le fiasco de son programme technique (*Le Monde* du 22 mars). *« Les gens vont penser que c'était plus facile car je n'avais plus aucune chance de podium. En fait, c'est l'inverse : il faut comprendre qu'un deuxième échec aurait été catastrophique pour moi. Ma seule satisfaction est d'avoir réussi deux triples axels dans mon libre pour la première fois depuis 1992. »*

La médiocre performance des Français à ces championnats du monde – Candeloro et Millot s'étaient respectivement classés troisième et cinquième l'an passé – aura au moins eu l'avantage de leur ouvrir les yeux sur la nécessité de donner la préférence aux sauts sur la chorégraphie. *« Il va falloir travailler les quadruples pour ne pas être largué »*, a reconnu Philippe Candeloro.

Patricia Jolly

Surya Bonaly entretient le mystère

EDMONTON

de notre envoyée spéciale

Il aurait « suffi » que Surya Bonaly remporte à Sofia son sixième titre européen d'affilée, fin janvier, pour s'élever, à l'instar de Sonja Henie et Katarina Witt, au rang de légende du patinage artistisque. Las, trop approximative, la Française n'avait pu rivaliser avec Irina Slutskaya, jeune Moscovite effrontée et perfectionniste.

Comme à son habitude, Surya était repartie sans se perdre en conjectures sur cette déception. Comme à son habitude, sa vigilante mère, Suzanne, avait déploré la rigidité d'un règlement qui interdit l'innovation et les acrobaties. Avant de souligner l'importance très relative des titres et des médailles : *« Pour moi, ma fille est championne du monde tous les jours ».*

Le sentiment d'échec perçait tout de même dans les propos de Suzanne Bonaly, quelques semaines plus tard, retranchée dans son fief de Pralognan. Elle refusait avec véhémence les demandes de visite de la presse. *« Notre travail doit rester absolument secret,* disait-elle. *De toute façon, nous avons patiné comme des cochons aux championnats d'Europe, il s'agit maintenant de cravacher, pas de discuter. »*

Les deux autres « répétitions » du mondial de Surya, au Centenaire de la glace de Saint-Pétersbourg, puis au gala de la Finale des champions au Palais omnisports de Paris-Bercy, n'ont pourtant guère été plus rassurantes. La championne de France n'était manifestement pas au point. Plus grave, elle se bloquait sur les sauts qui faisaient naguère la force de son patinage.

PATINS FARCEURS

Prudente, Suzanne Bonaly a alors entonné un des refrains les plus célèbres de son répertoire : *« Nous irons à Edmonton sans aucune ambition. Ma fille est une athlète en or qui ne patine pas à sa mesure à cause d'un matériel trop vieux et inadapté. Tant que la fédération ne se décidera pas à s'intéresser à ce problème, on perdra notre temps. C'est aussi inutile que de faire skier Carole Merle avec des planches vieilles de cinquante ans. »*

Heureusement, Suzanne Bonaly ne manque jamais d'inventivité face aux patins farceurs. La dernière solution en date consistait à doter Surya de semelles orthopédiques : *« J'ai cru que ma fille avait les pieds complètement tordus, mais il s'est avéré qu'ils sont normaux et que les semelles la gênaient pour sauter. Je ne sais plus quoi faire. »* Malgré ces auspices prétendument défavorables, Surya Bonaly a réussi, depuis son arrivée à Edmonton, des entraînements d'une qualité rare cette saison. Indisponible, sur ordre de sa mère, pour toute interview, même pour celle de son partenaire, la chaîne privée TF 1, elle se concentrait pour le programme technique du vendredi 22 mars.

Elle laissait à sa mère le soin d'entretenir le suspense. Depuis Sofia, celle-ci bluffe avec philosophie : *« Le sport ne sert qu'à se dépasser. Surya a vu trois fois la médaille d'or mondiale qu'elle méritait lui passer sous le nez, elle a appris à vivre sans,* disait-elle de retour à Pralognan. *Rien ne nous intéresse que de mettre de la musique et de s'élancer sur la patinoire. »* Pourtant, Suzanne ne peut dissimuler ses rêves de grandeur athlétique lorsqu'elle ajoute : *« Pour moi, c'est un régal de voir Surya patiner, c'est comme d'avoir un étalon. »*

P. Jo.

Le régime mortel d'un judoka coréen

CHUNG SE-HUN se voyait déjà à Atlanta. Le judoka coréen pouvait rêver du podium dans la catégorie des moins de 65 kilos. Les Universiades de 1995, à Fukuoka, avaient fait de ce jeune homme de vingt-deux ans une révélation. Au Japon, il avait su dominer chaque adversaire, étouffer toutes les rivalités à portée de son kimono. Ses entraîneurs exultaient. Chung avait, tout naturellement, intégré l'équipe nationale formée en vue des Jeux olympiques. L'un des meilleurs parmi les meilleurs.

Chung Se-hun n'ira pas en Amérique. Il n'ira plus nulle part. Ne fera plus peur à personne. Il est mort. Victime de trop d'efforts, sûrement, de l'absolue nécessité de perdre du poids, peut-être. Il souffrait d'un excédent de huit kilos, comme on pâtit d'une maladie honteuse. Il était prêt à tout pour s'en défaire. Et rejoindre le paradis perdu de sa catégorie, les moins de 65 kilos. Il y avait urgence. Chung Se-Hun devait disputer, mardi 26 mars, les épreuves de sélection pour les JO. C'est au cours d'une séance de sauna qu'il s'est effondré. Crise cardiaque. Il a succombé pendant son transport à l'hôpital.

Qu'est-ce qui a tué Chung ? Le régime accéléré d'amaigrissement du champion peut-il être la cause directe de sa mort ? *« Huit kilos, dans son cas, cela représente plus de 10 % du poids, c'est énorme »*, reconnaît Didier Rousseau, le médecin de l'équipe de France de judo. Mais il ajoute aussitôt : *« Il faudrait savoir s'il n'était pas affecté d'une pathologie cardiaque. Seule une autopsie pourrait le déterminer. »* Parmi les multiples hypothèses, le docteur Rousseau n'hésite pas à évoquer la mort subite du sportif de haut niveau, l'un de ces fatals hoquets du destin qui a causé récemment la disparition du patineur Sergueï Grinkov (*Le Monde* du 22 novembre 1995).

L'EXCEPTION THIERRY REY

Seuls les sports de combat, comme la boxe et le judo, avec leurs différentes catégories, sont soumis à la tyrannie du poids. L'encadrement médical dispose toutefois de moyens rigoureux pour définir les masses de graisse du champion. Il y a même un instrument adéquat, la pince à plis, pour mesurer les excédents de gras et déterminer le nombre de kilos que peut perdre sans risque le combattant. *« Après,* reprend Didier Rousseau, *on s'attaque à l'eau dans le corps. Le sauna est un moyen. Mais il fatigue et il use. Il ne faut pas perdre plus de 500 grammes à 1 kilo. »* Exception notable : le cas de Thierry Rey. Le champion olympique et champion du monde était capable de s'alléger de huit kilos sans dommage à l'approche d'une compétition. Mais il a limité cet exercice périlleux aux deux dernières années de sa carrière.

Auprès des membres de l'équipe de France, le sauna n'a pas la cote. Il enferme le judoka dans une logique absurde où il faut suer pour autre chose que le judo. Quand on transpire jusqu'à l'épuisement, il devient impossible de s'entraîner sérieusement. *« Dans les cas extrêmes,* insiste Didier Rousseau, *il vaut mieux passer dans la catégorie supérieure. Elles sont faites pour cela. »* Chung Se-hun et ses entraîneurs ne l'avaient-ils pas compris ?

Pascal Ceaux

RÉSULTATS

FOOTBALL

R. Vienne (Aut.)-Dyn. Moscou (Rus.) 3-0 (1-0)
Feyernoord (P-B)-M'gladbach (All.) 1-0 (2-2)
Paris SG (Fra.)-Parme (Ita.) 3-1 (0-1)
Saragosse (Esp.)-La Corogne (Esp.) 1-1 (0-1)
Les clubs qualifies sont en gras.

BASKET-BALL

COUPE FÉMININE DES CHAMPIONS
Finale
Wuppertal (All.)-Côme (Ita.) 76-62
Match pour la troisième place
Ruzomberok (Svq.)-Bourges (Fra.)65-59

PATINAGE ARTISTIQUE

CHAMPIONNATS DU MONDE
Messieurs
Classement final : 1 T Eldredge (E-U), 2 pts ; 2. I. Kulik (Rus.), 2,5 ; 3. R. Galindo (E-U), 6 ; 4. E. Stojko (Can.), 6,5 ; 5. A. Urmanov (Rus.) 6,5... 7. E. Millot (Fra), 12 ; 9. P. Candeloro (Fra.), 15.
Danse sur glace
Programme original : 1. O. Gritchouk-E. Platov (Rus.), 1 pt ; 2. A. Krylova-O. Ovsiannikov (Rus.), 2 pts ; 3. S.-L. Bourne-V. Kraatz (Can.), 3 pts ; 4. M. Anissina-G. Peizerat (Fra.), 4 pts.

Le son haute-fidélité prépare sa seconde révolution numérique

L'enregistreur de CD-audio grand public est commercialisé

Les premiers appareils utilisant le nouveau système Dolby Digital sont présentés au Salon hi-fi 1996, qui se tient du 22 au 25 mars 1996 à Paris. Ils précèdent le Digital Vidéo Disc (DVD) annoncé pour l'automne. Ces deux innovations promettent de bouleverser la vidéo grand public autant que le CD a révolutionné le son.

DANS LE SILLAGE de l'image, le son prépare sa seconde révolution numérique après celle du CD-Audio. Il prend même un peu d'avance. Au Salon hi-fi 1996, qui se tient du 22 au 25 mars au Palais des Congrès de Paris, les premiers appareils utilisant le système Dolby Digital ou AC-3 sont exposés. Plusieurs fabricants exposeront les modèles de décodeur ou d'amplificateur audio-vidéo intégrant cette nouvelle technologie et qui seront mis en vente très prochainement. Denon présente même un préamplificateur audio-vidéo intégrant le Dolby Digital et le label THX décerné par Lucasfilm. Le nec plus ultra en matière de reproduction du son pour le grand public. Onkyo dispose également de cet agrément prestigieux sur son modèle TX SV 919 doté d'une connexion pour un décodeur AC-3.

Tous ces appareils précèdent de quelques mois le lancement du DVD (Digital Vidéo Disc) annoncé pour l'automne. Très attendu, cet enfant prodige du CD-Audio marquera sans doute l'entrée massive du cinéma dans les foyers. La bande magnétique actuelle devrait faire rapidement figure d'ancêtre de la vidéo et rejoindre au musée les disques noirs en vinyle.

Avec 133 minutes de film enregistré sur chacune de ses faces (il peut contenir quatre « faces », dont deux, semi-transparentes, peuvent être traversées par le faisceau laser), le DVD révolutionnera la diffusion de la vidéo grand public. Le son de ce dernier sera diffusé sur pas moins de cinq enceintes réparties autour du spectateur plus une spécialisée dans les basses. Ainsi équipé, le salon n'a plus grand-chose à envier à la salle de cinéma. Restera le problème des voisins... que l'on pourra toujours inviter à la projection.

Le Dolby Digital se distingue de ses prédécesseurs, les Dolby Surround et Dolby Pro Logic, qui offraient déjà au grand public ce que le Dolby Stéréo avait apporté au cinéma dès 1976. En effet, au lieu de répartir un signal double (diphonie) sur plusieurs canaux, le Dolby Digital traite cinq signaux distincts (pentaphonie), qu'il achemine sur cinq enceintes auxquelles s'ajoute une voie spécialisée dans les graves.

La prise de son, réalisée avec cinq microphones, permet, lors de la restitution, de localiser précisément les sources dans l'espace. Ainsi les différents instruments conserveront leur position dans l'orchestre. Un bruissement de feuille situé hors champ de la caméra sur la gauche du spectateur sera entendu exactement là où il est censé se produire. On imagine le résultat sur le passage d'un train ou d'un avion. Sans parler des tremblements de terre ou des hurlements d'horreur dans un château hanté...

PAS DE VRAIE NORME UNIQUE

L'ensemble de l'industrie de l'électronique grand public mesure l'enjeu d'une telle innovation. On parle de lecteurs de DVD à 3 000 francs et de disques aux environs de 200 francs. Le nouveau média bénéficierait d'une diffusion de masse telle que son coût sera essentiellement constitué par les droits d'auteur. Les principaux acteurs ont réussi l'exploit de se mettre d'accord sur un format unique de DVD (*Le Monde* du 9 novembre 1995). Mais voilà qu'apparaît une divergence sur la norme sonore. Les européens, Thomson et Philips en tête, semblent opter pour la norme MPEG Audio, au détriment du Dolby Digital, choisi par les Américains et les Japonais.

Selon les spécialistes du secteur, cette désolidarisation aurait pour but de limiter le piratage des œuvres produites en Europe. Ce qui semble certain, c'est que le consommateur sera pénalisé. Il devra probablement s'équiper d'un matériel bi-standard pour le traitement du son. Il faut dire que l'image conservera elle aussi deux formats : le Pal pour l'Europe et le NTSC pour le reste du monde. Ainsi, l'union sur le DVD se révèle moins totale qu'on pouvait l'espérer.

En attendant de bouleverser son salon avec le cinéma numérique, l'amateur pourra admirer l'une des nouveautés les plus surprenantes de l'exposition hi-fi 96. Pioneer lance en effet le PDR-05, le tout premier enregistreur de CD-Audio destiné au grand public. Pour environ 10 000 francs, il devient ainsi possible de se transformer en graveur de CD. Un laser dix fois plus puissant à l'enregistrement qu'à la lecture réalise ce petit exploit. En perçant des trous dans un CD vierge (CD-R) coûtant environ 100 francs, on peut enregistrer en numérique n'importe quelle source sonore analogique (disque noir, cassette) ou numérique. De quoi mettre à l'abri de l'usure les archives les plus précieuses.

Les amateurs les plus pressés de goûter aux délices du Dolby Digital devront investir dans un lecteur de laserdics (de 2 000 à 3 000 francs). On présente souvent ces derniers comme les grandes victimes du DVD. Or Pioneer constate que ses ventes de lecteur de laserdics sur la fin de l'année 1995 ont augmenté de 50 % par rapport à la même période de 1994... Numéro un mondial dans ce domaine, le fabricant annonce d'ailleurs pour juin prochain la commercialisation du CLD-D925. Ce lecteur de laserdics dispose du système Dolby Digital. Et Pioneer annonce pour le printemps 1997 un lecteur compatible avec les CD-Audio, les laserdiscs et... les DVD.

Michel Alberganti

Les sept nains d'Alta Vista jouent les guides sur Internet

Ce programme de recherche, un « glaneur » dans le jargon internaute, permet de se repérer dans plus de 22 millions de sites. En trois mois d'existence, il a acquis la réputation d'être le meilleur logiciel de ce type

SAN FRANCISCO
correspondance

Le dernier « glaneur » à la mode s'appelle Alta Vista. En trois mois, il s'est acquis la réputation d'être le programme de recherche d'informations le plus rapide, le plus intelligent et le plus complet pour sillonner l'Internet. Des qualificatifs moins éloquents que les chiffres. Conçu par les laboratoires de recherche de Digital Equipment, Alta Vista a été lancé le 15 décembre 1995. Au bout de 24 heures le site avait déjà reçu 300 000 visites. Le chiffre est passé à 2 millions par jour début janvier et devrait atteindre 6 millions la semaine prochaine. Le tout sans la moindre publicité. Une croissance exceptionnelle même pour cet univers superlatif qu'est le World Wide Web.

INTERNET

Alta Vista fonctionne en deux temps. Dans une première phase, un logiciel semblable à un programme de navigation tel que Netscape va visiter une à une toutes les pages du Web en suivant systématiquement les liens qui permettent de passer de l'une à l'autre à l'infini. Seule particularité : il agit automatiquement une fois qu'on l'a lancé.

On appelle ça une « araignée », mais Louis Monier, l'inventeur de la super mygale d'Alta Vista préfère comparer son travail à celui des nains de Blanche Neige qui *« courent après tous les mots figurant sur toutes les pages du Web »*. Ils sont assez nombreux et assez puissants pour ouvrir simultanément 1 000 connexions et résoudre ainsi le grave problème des délais de réponse de chacune. Au rythme de trente pages par seconde, un tel engin arpente l'Internet en une dizaine de jours.

Lors de sa dernière promenade, qui remonte à moins de trois semaines, Alta Vista a engrangé 11 milliards de mots (faute de pouvoir être indexées, les images sont ignorées) figurant sur 22 millions de pages d'accueil.

Un autre « glaneur », Lycos, qui a la réputation d'avoir la plus grosse base de données, affirme avoir plus de 34 millions de pages. *« C'est une tricherie »*, affirme Louis Monier. Il pense que son concurrent recense chaque lien menant à une page ce qui permet de la comptabiliser plusieurs fois. De fait, à plusieurs questions précises Alta Vista a fourni plus de réponses que Lycos. Mais une recherche sérieuse doit utiliser plusieurs « glaneurs » dans la mesure où les données enregistrées ne se recouvrent pas toujours.

UN SYSTÈME FRANCOPHILE

Le processus est tellement rapide qu'il permet d'offrir pour la première fois une sorte d'instantané de l'ensemble du réseau. Louis Monier dit avoir une liste de 175 000 serveurs et 45 millions de pages (dont une dizaine de millions sont hors d'usage), plus que les estimations sérieuses les plus récentes. Il espère pouvoir d'ici quelques semaines avoir suffisamment affiné sa super-araignée pour qu'elle puisse tourner en permanence et indexer tous les mots qui figurent sur le Web.

Dans la deuxième phase du mécanisme sur lequel repose Alta Vista, un logiciel inventé par un collaborateur de Louis Monier construit un index à partir de la moisson d'informations recueillies. Une table semblable à celle qu'on trouve à la fin des livres : chaque mot est suivi de la liste de tous les endroits où il a été trouvé. L'index à lui seul fait 33 gigaoctets (ou milliards d'octets). C'est cette mémoire-là que l'utilisateur va consulter.

Mais à quoi peut servir une base de données qui défie ainsi par sa seule taille l'entendement humain ? Comment ne pas se sentir désarmé quand, à une question simple on obtient des milliers de réponses ? L'intérêt d'Alta Vista est que sa puissance de feu est couplée à un système d'interrogation particulièrement malin permettant de poser des questions précises. Un tel ensemble bouleverse toute la problématique de la recherche d'informations.

On peut s'en servir pour trouver une adresse électronique ou vérifier certains mots d'orthographe en fonction de la fréquence de l'usage, aussi bien que pour les recherches les plus pointues. Plus de 13 000 groupes de discussions (ignorés par certains « glaneurs ») sont recensés. Enfin, gros avantage pour les francophones, Alta Vista reconnaît les accents.

Certains utilisateurs d'Alta Vista s'inquiètent d'une telle puissance. Ils ne sont pas loin de penser que si Big Brother existait, il utiliserait un instrument de ce genre pour garder la trace de tout ce que nous murmurons sur le Web. Le danger ne semble pas imminent. Louis Monier affirme même que la publicité n'est pas à l'ordre du jour : *« Nous voulons garder le site tel qu'il est »*, affirme-t-il. Un point de vue qui a peu de chance de l'emporter pendant longtemps. En attendant, Louis Monier donne les conseils techniques requis à qui voudrait une connexion directe avec Alta Vista depuis sa page d'accueil. Souvenir des temps héroïques d'une autre génération, il n'hésite pas à dire aux usagers : *« Si ça vous plaît, volez-le ! »*

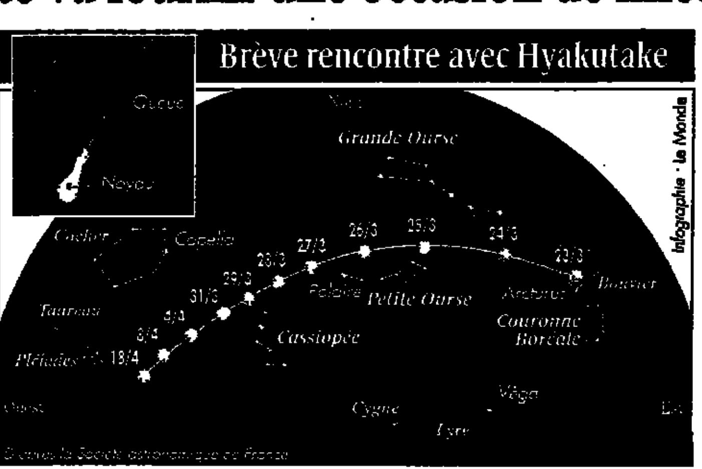
Francis Pisani
<fpisani@aol. com>

★<http : //www.atavista.digital.com>
<http : //www.lycos.com>

Le passage d'une comète va fournir une occasion de mieux comprendre les origines du système solaire

C'EST UNE SÉDUISANTE INCONNUE qui vient nous visiter ce soir. Une belle étrangère avec une longue chevelure blanche, éthérée à souhait. Son nom, Hyakutake, a des parfums d'Orient car celui qui l'a découverte une nuit de janvier, Yuji Hyakutake, est japonais. A en croire ses actuels courtisans, les astronomes, cette toute nouvelle comète pourrait être prochainement vue à l'œil nu. En effet, plus le temps passe et plus elle embellit. Le 19 mars, elle a franchi l'équateur céleste, à l'est de la constellation de la Vierge, et devrait être facilement observable dans la nuit du 22 au 23 mars pour peu que l'on se tourne vers l'est en direction de l'une des plus brillantes étoiles du ciel, Arcturus, située dans le prolongement de la queue de la Grande Ourse.

Trois jours plus tard, Hyakutake, qui porte aussi le nom poétique de C/1996 B2, nous présentera son plus beau profil entre la dernière étoile de la Grande Ourse et le bord de la Petite Ourse. A ce moment-là, la belle passera au plus près de la Terre, à seulement 15,2 millions de kilomètres (quarante fois la distance Terre-Lune). Dans la nuit du 26 au 27 mars, cette grosse boule cotonneuse de gaz chaud prolongée d'une longue queue de particules ionisées « frôlera » l'Etoile polaire. L'éclipsera-t-elle par ses paillettes ? Vraisemblablement oui. Mais très vite elle perdra pour nous de son éclat en quittant la banlieue de la Terre.



Hyakutake devrait être facilement observable à l'œil nu au cours des nuits qui viennent (maximum de luminosité depuis la Terre le 25 mars). Sur le fond du ciel, cet astre devrait apparaître comme un halo diffus, légèrement plus brillant que l'Etoile polaire. Pour distinguer sa queue de plusieurs millions de kilomètres opposée au Soleil, des jumelles sont recommandées. Cette comète périodique, venue du fond du système solaire devrait connaître son maximum d'éclat au début du mois de mai, lors de son passage près du Soleil. Passage qui pourrait toutefois être fatal à son noyau de quelques kilomètres de diamètre.

UNE BRILLANCE JAMAIS RENCONTRÉE

Pour les chercheurs moins soucieux d'esthétique, ce bolide de neige sale, surgi à grande vitesse des confins du système solaire, est une aubaine. *« Depuis l'origine des télescopes, soit quatre siècles*, explique l'astronome Jean Lecacheux, *une vingtaine de comètes ont approché la Terre de façon semblable, mais Hyakutake pourrait être la plus brillante d'entre elles. »* Moins spectaculaire que certaines et sûrement moins redoutée que la comète de Halley, dont la longue queue à balayé la Terre en 1910, mais plus brillante que celles, précise-t-il, qui ont survolé la Terre de très près en 1927, 1930, 1961, 1983.

Une occasion que les astronomes de l'observatoire du pic du Midi, dans les Pyrénées, et de l'observatoire du Teide, aux Canaries, ne pouvaient pas manquer : ils ont immortalisé la scène dès le 5 février. Cette curiosité n'est pas de pure forme. Les astronomes ont à cœur de détecter les différents constituants de ces astres de glace d'eau et de complexes organiques recouverts d'une couche poreuse et pulvérulente de carbone. Car ces fossiles, dont la sonde spatiale européenne Giotto a dressé en 1986 un extraordinaire portrait à l'occasion d'un acrobatique rendez-vous cosmique avec la comète de Halley, sont des témoins des origines de la formation du système solaire intervenue il y a quelque 4,6 milliards d'années.

A l'approche du Soleil, ces êtres inertes se raniment sous l'effet de ses rayons et dévoilent alors la vraie nature de leur noyau en vomissant, à raison de plusieurs tonnes par seconde, quantités de matières vaporisées et sublimées. Des poussières, des radicaux et des molécules chimiques – Hyakutake en a déjà révélé de nouvelles – que l'on retrouve en abondance dans la composition du système solaire. Pas question donc de rater le passage de l'un d'entre eux. Surtout si la photo est bonne. Car ce n'est pas si souvent qu'un membre de cette formidable famille de mille milliards de comètes connue sous le nom de réservoir de Oort et dont la très grande majorité serait encore « au réfrigérateur » aux frontières du système solaire, se présente à son avantage. Et comme Hyakutake ne reviendra pas avant dix ou vingt mille ans...

Jean-François Augereau

Un rapport parlementaire remet en question la gestion française des déchets radioactifs

DÉPUTÉ DU NORD, Christian Bataille (PS) a présenté, mercredi 20 mars, le rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques consacré à *« l'évolution de la recherche sur la gestion des déchets nucléaires à haute activité »*, dans lequel il reconsidère la *« philosophie officielle »* qui a prévalu jusqu'alors dans ce domaine.

« Les incertitudes sur la quantité de combustible à retraiter risquent de remettre en question une partie du dispositif » mis en place par la loi du 30 décembre 1991, estime Christian Bataille. Cette loi prévoit la poursuite de recherches devant permettre au Parlement de se prononcer, en 2006, sur la création ou non d'un centre de stockage destiné à accueillir cet héritage encombrant. Trois axes de recherche ont été retenus : le retraitement ; le stockage, réversible ou non, dans des formations géologiques profondes ; le conditionnement et l'entreposage de longue durée en surface, avec ou sans retraitement, des combustibles. A son sens, seules les deux premières voies, fortement liées au « dogme » français du retraitement, sont explorées de façon satisfaisante, même s'il craint que le calendrier de construction des laboratoires d'étude du stockage en profondeur ne soit *« très tendu »*.

« IMPROVISATION »

En France, le développement du nucléaire, militaire puis civil, s'est appuyé sur un « cycle du combustible » qui va de l'extraction du minerai au retraitement des combustibles irradiés. D'abord destiné à récupérer le plutonium militaire, ce cycle fut présenté par la suite comme un moyen de réduire le volume des déchets civils et de faciliter leur stockage grâce au retraitement. L'uranium et le plutonium ainsi récupérés pouvaient être réutilisés dans les centrales. Mais avec le quasi-abandon de la filière surgénératrice (Superphénix) l'un des principaux débouchés du plutonium recyclé est en passe de disparaître. Il n'est plus utilisé que dans le combustible MOX, qu'EDF envisage, à terme, de brûler dans pratiquement la moitié de son parc de réacteurs.

M. Bataille constate que les capacités de production et d'utilisation de MOX ne concernent que 850 des 1 200 tonnes de combustibles irradiés issues chaque année des centrales françaises. Le parlementaire ajoute que la Cogema ne sait pas retraiter le MOX. Cette *« improvisation »* dans l'utilisation du plutonium risque *« de poser à terme des problèmes de gestion des déchets auxquels la France ne s'est pas encore préparée »*, estime-t-il. Un électricien préparant la dérégulation du marché de l'énergie au niveau européen et recherchant une rentabilité immédiate *« aurait tout intérêt à abandonner la voie du recyclage et à lui préférer le stockage direct »*, reconnaît M. Bataille. Il ne veut pas exclure qu'EDF soit tentée par cette option. Il importe donc que l'effort de recherche ne porte plus seulement sur le retraitement et le stockage en profondeur, qui mobilisent la majorité des crédits. Il convient de *« réactiver et d'intensifier »* celles concernant l'entreposage à long terme, en surface, du combustible irradié, dans l'attente d'un retraitement ultérieur, ainsi que son stockage direct, sans retraitement.

M. Bataille craint aussi que, sous la pression du marché, des stratégies divergentes ne se fassent jour entre les acteurs du nucléaire concernés par des *« données marchandes »* (EDF, Cogema) et ceux qui sont responsables de recherche et d'activité de longue durée comme le CEA et l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra). Il recommande donc qu'ils élaborent en commun un programme à long terme sur l'aval du cycle du combustible.

Hervé Morin

Deux ou trois laboratoires souterrains ?

Le calendrier de construction d'au moins deux laboratoires souterrains devant permettre d'étudier le stockage souterrain des déchets hautement radioactifs *« risque d'être très tendu »*, selon Christian Bataille. L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) doit présenter, d'ici quelques semaines, le résultat de ses prospections sur trois sites (Gard, Meuse, Vienne). En juin, les demandes d'autorisation de travaux seront déposées. M. Bataille préconise, si les sondages en profondeur sont concluants, que trois laboratoires soient construits et exploités – pour un montant qu'il estime à quelque 10 milliards de francs. Cela améliorerait à son sens les chances de trouver un sous-sol propice à l'éventuelle construction du futur centre de stockage des déchets, dont le coût est estimé à 15 milliards de francs. Après, bien sûr, consultation du Parlement, en 2006, comme le prévoit la loi du 30 décembre 1991.

هكذا من الأصل

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISÉS

Problème n° 908

HORIZONTALEMENT

I. Jouissent en toute impunité du bien d'autrui. – II. Trouble. Changera sa voix. – III. Monticule. Héros d'Eugène Sue. – IV. Etat peu commun. Leurs citoyens sont des amis. – V. Précéda la peseta. Ce fut longtemps ici un fruit rare. – VI. Pronom. Dans le bon ordre, c'est au-dessous de zéro. Mit ensemble. Dans l'auxiliaire. – VII. Décorent richement les vieux tableaux. Inévitables au bistrot. – VIII. Crânement portée. Interjection bouleversée. – IX. Ne connaît pas de temps morts. Va de pair avec barbarie. – X. Structures.

VERTICALEMENT

1. Il taquine gaiement l'écriture en dehors de ses cours. – 2. Toujours plus haut, telle est sa devise. Conjonction. – 3. Enragé. Autrefois, on admirait spécialement le bleu. – 4. Inévitablement funeste. Apparaît parfois ainsi au béotien. – 5. Moins que peu. Merveilleux ouvrier, il devint bourgeois cossu au fil des ans. – 6. Firent des manières. Lui aussi a immortalisé Venise. – 7. En Belgique. Bien serrés. – 8. A New York, on en trouve une petite. – 9. Rien ne le corrigera. – 10. Dans l'auxiliaire. Un vrai pinson. Dans l'auxiliaire. – 11. Revue. Elle n'est pas réservée aux Grecs. – 12. Dans le temps. Jouxte Valenciennes. – 13. Ils vont à leurs messes.

SOLUTION DU N° 907

Horizontalement

I. Eurosceptique. – II. Pluriel. Inuit. – III. Acide. Ebruita. – IV. Renoncule. – V. Gré. Nase. Muée. – VI. Na. Pelisse. Tm. – VII. Atre. Esseulée. – VIII. Niaise. Urbain. – IX. Tonne. Brûlent. – X. Engendrements.

Verticalement

1. Epargnante. – 2. Ulcération. – 3. Ruine. Rang. – 4. Ordo. Peine. – 5. Sienne. Sen. – 6. Ce. Calée. – 7. Eleusis. BR. – 8. Blessure. – 9. Tire. Sérum. – 10. Inu. Meuble. – 11. Quipu. Laen. – 12. UIT. Eteint. – 13. Etalements.

François Dorlet

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13

I II III IV V VI VII VIII IX X

ANACROISÉS (R)

Problème n° 909

HORIZONTALEMENT

1. ACEFHNOT. – 2. AAAFFIR. – 3. EEPRSUU. – 4. AADEJLL. – 5. AEELLMU. – 6. EEEINRTZ (+2). – 7. ADEENRR. – 8. ABEESST (+2). – 9. EEHOORRT. – 10. AEIMTUZ. – 11. EGIMNORT (+2). – 12. AABCNNO. – 13. ABEEEMS. – 14. EFIQSSU. – 15. ALLNRTUU. – 16. ACDELNO (+1). – 17. BBEEIIRR. – 18. EINOOSZ. – 19. GOORSTUY. – 20. EEINNNOR.

VERTICALEMENT

21. AFIMNOSU. – 22. HKKLOOZ. – 23. AEELLSS. – 24. AAMRSTU (+1). – 25. EEHNST. – 26. EIMOPS (+2). – 27. ACEIQRRU (+1). – 28. AENNRTU. – 29. EEEHLRZ. – 30. EFGGIINU. – 31. ADEEMNO. – 32. AAEGMRTU (+1). – 33. EEIMORST (+1). – 34. CDEEIIRR. – 35. AAEHNR. – 36. AABETUX. – 37. AEHNNNOT. – 38. DEEINRRT (+2). – 39. DEEIRTU (+4). – 40. AEEELSZ. – 41. ENOORSS (+1).

21-22 23 24-25 26-27 28 29 30 31 32 33 34 35-36 37 38-39 40-41

1-2 3 4 5-6 7 8-9 10 11 12 13 14 15 16 17 18-19 20

SOLUTION DU N° 908

1. GIRAVION. – 2. OCCASE. – 3. LOISIRS (LISSOIR). – 4. EBRUITER (RETRIBUE). – 5. ADOSSEE. – 6. SUSDITE (SEDUITS SUDISTE). – 7. ETIOLAS (ETOILAS OISELAT). – 8. USITEES (SITUEES SUITEES). – 9. RETENTIT. – 10. ESTOCS (ESCOTS). – 11. ZAIROIS. – 12. METROS (MORTES ORMETS). – 13. LEONARD. – 14. PAONNE. – 15. AVULSION. – 16. EREINTE (ENTIERE). – 17. NONNES. – 18. BASTAIT, cédait (v.i., helv.) (ABATTIS BATTAIS). – 19. ONCIALE (ANCOLIE). – 20. ANNUITE (NUAIENT). – 21. SUERAIT (AURISTE...). – 22. GLAMOUR. – 23. DOMINION. – 24. IODASSES (DESOSSAI). – 25. ANONNE (ANNONE). – 26. RIOTAIT. – 27. ASSISTEZ. – 28. EFENDIS. – 29. ENAMOURE. – 30. DETIENNES (INDENTEES). – 31. SIRTAKI. – 32. IODATES. – 33. BUSINESS. – 34. VENTAT (VETANT). – 35. CUBILOT, four de fonderie. – 36. MALSAINE (ANIMALES LAINAMES). – 37. TACONEOS. – 38. CORNIER (RONCIER). – 39. NOCUITE. – 40. ERBIUM. – 41. AVENUE.

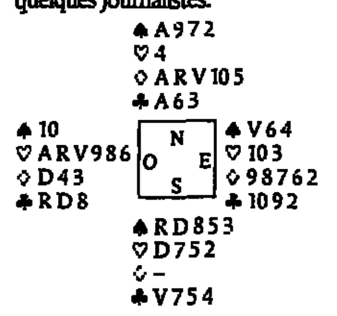
Michel Charlemagne et Michel Duguet

BRIDGE

Problème n° 1677

LE CHELEM DE BARCELONE

Il est rare que le plus joli coup d'un grand tournoi ait été joué par une femme. Ce fut pourtant le cas au championnat d'Europe par paires mixtes de Barcelone, en 1994. La réussite du chelem a en effet été qualifiée de « sensationnelle » par quelques journalistes.



Ann. : O. don. N.-S. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
X...	Levy	Y...	Gaviard
1 ♡	contre	passe	4 ♠
passe	6 ♠	passe	passe...

Après avoir entamé le Roi de Cœur sur lequel Est a fourni le 10 (un écho pour indiquer un doubleton), Ouest a contre-attaqué le Roi de Trèfle pour le 2 de son partenaire (qui montrait trois cartes). *Comment Danièle Allouche-Gaviard, en Sud, a-t-elle gagné* ce PETIT CHELEM À PIQUE contre toute défense ?

Réponse

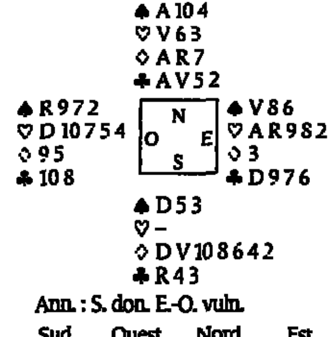
Quand on ne voit pas les mains adverses, on pense à la solution relativement simple où les atouts seraient répartis 2-2 avec la Dame de Carreau quatrième en Est. Dans ce cas, *l'expasse à Carreau* suffit pour faire douze levées, mais la déclarante a estimé qu'il était exclu que Ouest, qui avait certainement six Cœurs et trois Trèfles, puisse avoir deux Piques et quatre Carreaux (c'est-à-dire... quinze cartes !). Il fallait donc trouver une autre façon de faire douze levées avec une répartition 1-3 des atouts.

Voici la solution : après avoir pris le Roi de Trèfle avec l'As, la déclarante a tiré As Roi de Carreau (en défaussant deux Trèfles), puis *elle a coupé le 5 de Carreau* sur lequel elle a vu avec soulagement tomber la Dame de Carreau. Alors elle a tiré le Roi de Pique et a coupé le 5 de Cœur avec le 7 de Pique ; puis, certaine que Ouest n'avait plus d'atout, elle a réalisé Valet 10 de Carreau sur lesquels *elle a jeté le 7 de Cœur et le Valet de Trèfle* (tandis qu'Est fournissait désespérément). Ensuite elle a coupé le 6 de Trèfle avec le 5 de Pique, puis la Dame de Cœur avec l'As de Pique. Enfin, grâce à Dame 8 de Pique, *elle a capturé le Valet et le 6 de Pique* !

ASSURANCE TOUS RISQUES

Le grand art, au bridge, n'est pas seulement de gagner des contrats qui semblent infaisables, c'est aussi de réussir ceux qui semblent sur table mais qui pourraient chuter si les répartitions sont défavorables.

Envoyé par un lecteur, voici un exemple typique où vous prendrez la place du déclarant en Sud en cachant les mains d'Est-Ouest.



Ann. : S. don. E.-O. vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
3 ◇	passe	5 ◇	passe...

Ouest a entamé le 5 de Carreau pour le 3 d'Est. *Comment Sud doit-il jouer* pour gagner CINQ CARREAUX contre toute défense ?

Note sur les enchères

L'ouverture de « 3 Carreaux » non vulnérable promet au maximum six levées de jeu, et un chelem est exclu. Le problème est donc de savoir s'il faut jouer « 3 SA » ou « 5 Carreaux », mais le risque de perdre plus de quatre Cœurs sur l'entame à Cœur doit inciter Nord à déclarer la manche à Carreau.

LES LIVRES DE 1996

Les Atouts répartis 4-4, de R. Berthe. Grasset, 94 p., 58 F.

Les Problèmes de l'ouvreur, de Pilon et Lébely. Grasset, 128 p., 68 F.

Le Compte des mains cachées, de J. Delorme. Editions du Rocher, 180 p., 110 F.

Trouver la bonne entame, de M. Lebel. Editions du Rocher, 128 p., 120 F.

Philippe Brugnon

ÉCHECS

Etude n° 1681

TOURNOI OPEN
(Genève, 1996)
Blancs : A. David.
Noirs : I. Chenkin.
Défense Caro-Kann.

1. é4	ç6	13. Cb3 (k)	Ff2+
2. d4	d5	14. Ré2	Ca5!
3. é5 (a)	ç5 (b)	15. Cxa5 (l)	Fb5+
4. dxç5	Cç6	16. Rd2 (m)	d4!
5. Fb5 (c)	é6 (d)	17. b4 (n)	dxç3+
6. Fé3 (e)	Cg-é7	18. Rç2 (o)	Td8!
7. ç3 (f)	Fd7 (g)	19. Dç1	Fa4+
8. Fxç6	Cxç6	20. Cb3	Dxb4
9. f4 (h)	g5 (i)	21. Df1	Fxb3+
10. Cf3 (j)	gxf4	22. axb3	Dé4+
11. Fxf4	Fxç5	23. Rxç3 (p)	Tç8+
12. Cb-d2	Db6!	24. Rb2, abandon (q)	

NOTES

a) La variante d'avance (3. é5) dont s'était servi Tal contre Botwinnik lors du match retour pour le titre mondial en 1961, sans grand succès d'ailleurs (+1 =5 -2) est revenue à la mode dès les années 80, grâce notamment à Short et à Timman.

b) Le développement du F-D (3..., Ff5) est courant. La réponse moderne des Blancs consiste dans la formation tranquille 4. Cf3, 5. Fé2 et 6. 0-0, mais on peut également entrer dans le vif du sujet par 4. Cç3, é6 ; 5. g4. L'attaque de la base des pions blancs (3..., ç5) a été jouée par trois fois par Botwinnik en 1961, dans le match précité, et revient à sacrifier provisoirement un pion. Botwinnik évitait ainsi les complications de la suite 3..., Ff5 ; 4. h4.

c) Et non 5. Cf3, Fg4!

d) Meilleur que 5..., Da5+ ; 6. Cç3, é6 ; 7. Fé3, Fd7 ; 8. Cf3 (ou aussi 8. Fxç6, Fxç6 ; 9. Cf3, Fxç5 ; 10. Fxç5, Dxç5 ; 11. Dd4!), Cxé5 ; 9. Cxé5, Fxb5 ; 10. Dh5, g6 ; 11. Cxg6!

e) 6. b4 est intéressant ; par exemple, 6..., Dh4 (ou 6..., a5 ; 7. ç3, axb4 ; 8. çxb4, Dh4 ; 9. Db3!, Dé4+ ; 10. Cé2, Dxé5 ; 11. Fb2, Dç7 ; 12. 0-0, Cf6 avec égalité) ; 7. ç3, Dé4+ ; 8. Cé2, Dxg2 ; 9. Cg3, Dh3 ; 10. Fg5, f5! (Minasian-Chenkin, Minsk, 1990).

f) Après 7. Cf3, Cf5 ; 8. Fd4, Cfxd4 ; 9. Dxd4, Da5+ ; 10. Cç3, Dxb5 ! ; 11. Cxb5, Cxd4 ; 12. Cbxd4, Fxç5 ; 13. ç3, les jeux sont égaux (Westerinin-Arkell, Londres, 1988).

g) Menace de regagner le pion par 8..., Cxé5.

h) 9. Cf3 est juste.

i) Attaquant une autre base de chaîne de pions.

j) 10. g3 donne lieu à une position compliquée après 10..., gxf4 ; 11. gxf4, Dh4+ ; 12. Ré2.

k) 13. Db3 est plus prudent, mais les Blancs ne se soucient pas de l'échec qui suit.

l) Ou 15. Cf-d4, Cxb3! ; 16. axb3 (si 16. Dxb3, Fxd4 ; et si 16. Cxb3, Fb5+), Fxd4 ; 17. çxd4, Tg8 avec avantage aux Noirs.

m) Si 16. ç4, dxç4!

n) 16. çxd4 est perdant à cause de 16..., Dxa5+. La défense 17. b4 permet aux Noirs d'ouvrir toutes les lignes et de poursuivre l'attaque à leur guise. Dans ces conditions, il fallait essayer 16. ç4 (si 16..., Da5+ ; 17. Ré2 attaquant les deux F).

o) Si 18. Rxç3, Td8!

p) Forcé. Si 23. Rç1, Dxf4+.

q) Sans attendre 24..., Tç2+ ; 25. Ra3, Fç5+.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1680
P. BENKÖ (1988)

(Blancs : Rg6, Fh7, Pb2 et f3. Noirs : Rh8, Cg3, Pg7.)

1. b4, Cé2 ; 2. b5, Cd4 ; 3. b6, Cç6 ; 4. b7, Cd8! ; 5. b8 = F!!

A) 5..., Cç6 ; 6. Fg3!!, Cé7+ ; 7. Rf7, Cg6! ; 8. Fg8, Cé5+ ; 9. Ré8!, et les Blancs gagnent.

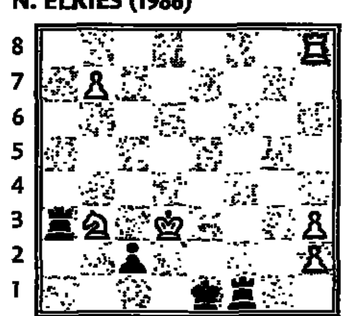
B) 5..., Cé6 ; 6. Fd6!! (si 6. Fé7?, Cé7+ ; 7. Rf5, Cd5 nulle), Cf8+ ; 7. Rf7, Cxh7 ; 8. Fé7 avec gain.

Si 1..., Cé4 ; 2. Rf5!, Cd2 ; 3. Fg6, Cxf3 ; 4. Ré4.

Si 3..., Cxf3 ; 4. b7, Cé5+ ; 5. Rf5, Cd7 ; 6. Fg6, Rg8 ; 7. Fé8, Cb8 ; 8. Ré6, g5 ; 9. Fh5.

Si 4..., Cb8 ; 5. f4, Cç6 ; 6. f5, Cb8 ; 7. f6, gxf6 ; 8. Rh6, Cç6 ; 9. Fé4, Cb8 ; 10. Rg6!

ÉTUDE N° 1681
N. ELKIES (1986)



Blancs (6) : Rd3, Th8, Cb3, Pb7, h2 et h3.

Noirs (4) : Ré1, Ta3 et f1, Pç2.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

DAMES

Problème n° 527

LE COIN DU DÉBUTANT

UNE DAME CONTRE DEUX PIONS
(Una dama e due pedine avverse)

En règle générale, les débutants qui possèdent une dame face à deux pions laissent échapper le gain parce qu'ils ne connaissent pas le bon placement de la dame [*la scelta della casa giusta*] dans ce type de situations, très simples, à maîtriser sans faille [*l'impadronirsi*].

1er exemple :

1 2 3 4 / 5 15 25 35 45 / 6 16 26 36 46 / 47 48 49 50

Les Blancs jouent et gagnent.

Solution : 16 - 2 ! (24 - 29) 2 - 7 ! (29 - 33) 7 - 16 ! [et non 7 - 11, car (22 - 28), etc., =] (22 - 28) 16 - 43, etc., +.

2e exemple :

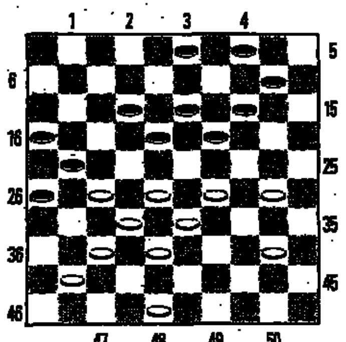
1 2 3 4 / 5 15 25 35 45 / 6 16 26 36 46 / 47 48 49 50

Les Blancs jouent et gagnent.

Solution [*una sola strada non sbagliata come qui sopra*] : 48 - 26 (21 - 27) 26 - 31 ! (14 - 19) 3 - 9 ! (27 - 32) 9 - 4 ! [excellent coup à valeur pédagogique] (19 - 23) [le meilleur] 4 - 15 ! [et non 4 - 10, car 23 - 28, =] (23 - 28) 15 - 42, +.

L'UNIVERS MAGIQUE

Très belle combinaison, sur le thème du « coup turc » (vu dans les chroniques précédentes), exécutée en 1977, avec les Blancs, par le grand maître Tsirik [*l'arte di sfruttare un tema classico*].



Les Blancs jouèrent et gagnèrent comme suit : 37 - 31 ! (26 × 46) 28 - 23 !! [*stupenda spinta sul vivo*] (46 × 24) 29 × 9 (21 × 43) 23 × 5 ! (3 × 14) 5 × 49 !!, +. Fantastique passe d'armes [*battibecco fantastico*].

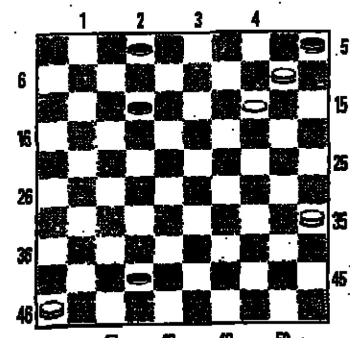
SOLUTION DU PROBLÈME N° 526
G. POST (1974)

Blancs : pions à 24, 30, 34, 43, 47 et 49.

Noirs : pions à 10, 13, 14, 23 et 39.

43-38 (39-43, forcé) 24-20 !! (14 × 25, forcé) 34-29 ! (25 × 34 ou 43 × 32) 29 × 9 (x) 9 - 4 (34 - 40, forcé) 4 × 15 (40 - 45) 49 - 44 !, mat.

PROBLÈME N° 527
C. BENENSON (1939)



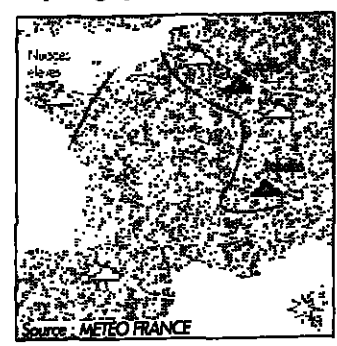
Les Blancs jouent et gagnent.

Solution dans la prochaine chronique.

Jean Chaze

Week-end printanier

UNE DÉPRESSION centrée sur les Açores engendre un flux de sud et des remontées d'air chaud. Une perturbation enroulée autour de cette dépression s'étend de l'Atlantique aux îles Britanniques. La France se situe dans le secteur chaud, synonyme de douceur et d'ensoleillement. La marge du front froid ne gagnera que dans l'après-midi de dimanche la moitié ouest, accompagnée de nuages. La situation se détériorera lundi avec un passage pluvieux.



Prévisions pour le 23 mars vers 12h00

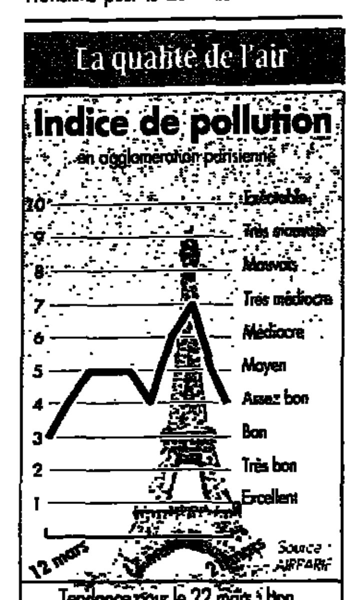
Samedi matin, les nuages prédomineront le long des frontières du Nord-Est jusqu'à l'Alsace et seront localement porteurs de quelques gouttes. Mais ils s'évacueront assez rapidement par le nord-est. Au nord de la Seine et *jusqu'à la Bourgogne et* à la Franche-Comté, les nuages et les éclaircies, de plus en plus généreuses, se partageront le ciel. En Bretagne, dans les pays de Loire, le Poitou-Charentes, le Centre jusqu'au Lyonnais, quelques brouillards matinaux seront possibles, mais ils laisseront vite la place à un soleil printanier. Sur le reste du pays, c'est-à-dire sur un large quart sud-ouest, *le Massif Central*, la région Rhône-Alpes et la côte méditerranéenne, le soleil sera radieux.

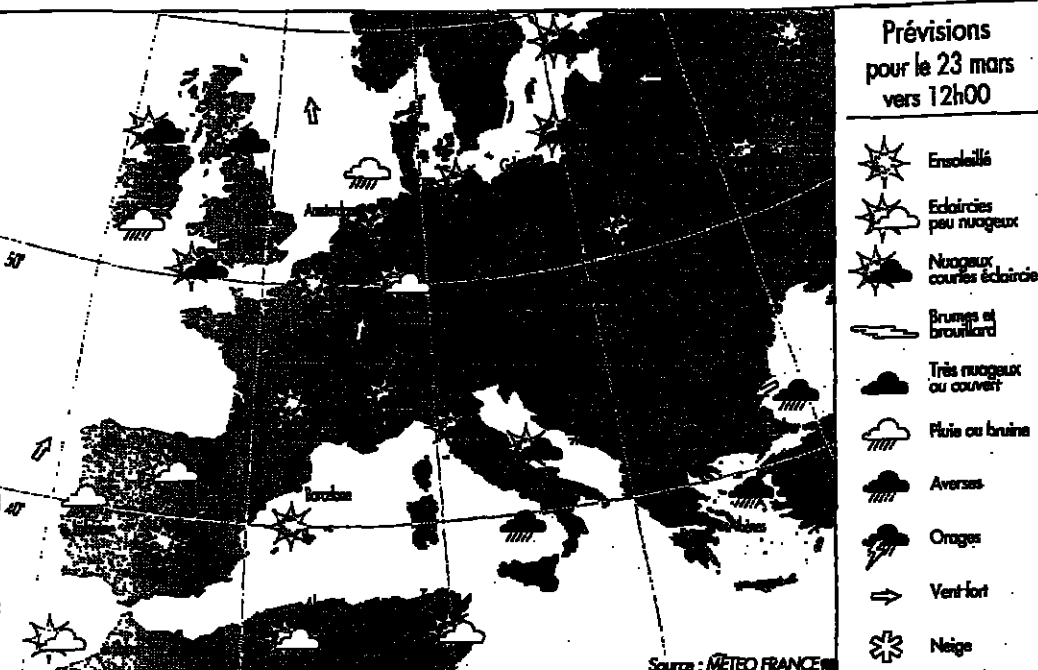
L'après-midi, quelques nuages élevés voileront discrètement le ciel sur la Bretagne et le long des côtes de la Manche. Les derniers nuages le long des frontières belge et luxembourgeoise disparaîtront rapidement. Quelques cumulus de beau temps agrémenteront le ciel pyrénéen. Ailleurs, le soleil brillera sans partage.

Côté mercure, la grande douceur printanière se confirme. Les *températures matinales seront* encore un peu fraîches sur la moitié nord, comprises entre 3 et 9 degrés, contre une fourchette de 7 à 11 degrés sur la moitié sud. L'après-midi, le thermomètre affichera de 16 degrés au nord à 20 degrés dans le Centre, jusqu'à 22 degrés sur la moitié sud, et même 27 degrés au pied des Pyrénées.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

La qualité de l'air







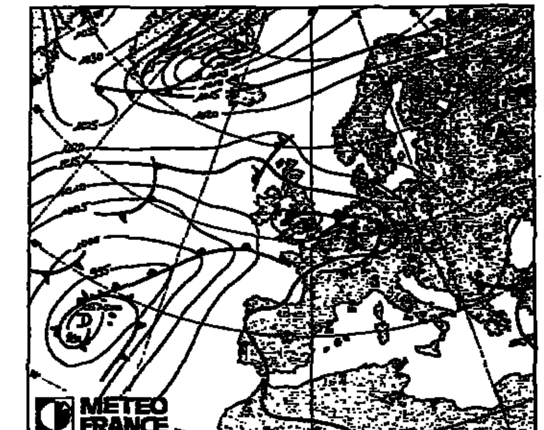
TEMPÉRATURES du 21 mars maxima/minima

FRANCE

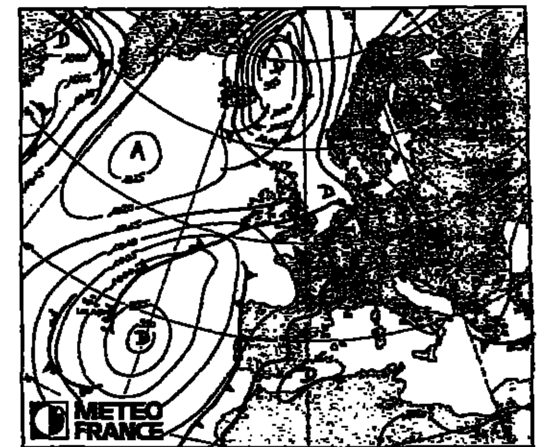
AJACCIO	16/5
BIARRITZ	19/9
BORDEAUX	19/8
BOURGES	15/8
BREST	12/7
CAEN	11/6
CHERBOURG	10/6
CLERMONT-F.	16/8
DIJON	13/6
FORT-DE-FR.	30/23
GRENOBLE	17/9
LILLE	13/7
LIMOGES	17/9
LYON	16/9
MARSEILLE	17/9
NANCY	13/3
NANTES	13/9
NICE	15/8
PARIS	16/8
PAU	20/8
PERPIGNAN	16/7
POINTE-À-PIT.	31/21
RENNES	13/9
ST-DENIS-RÉUNION	30/24
ST-ÉTIENNE	16/8
STRASBOURG	14/5
TOULOUSE	19/6
TOURS	13/8

ÉTRANGER

ALGER	21/14
AMSTERDAM	13/6
ATHÈNES	14/9
BANGKOK	28/27
BARCELONE	17/10
BELGRADE	10-3
BERLIN	8/1
BOMBAY	33/24
BRASILIA	29/23
BRUXELLES	12/7
BUCAREST	5/-1
BUDAPEST	9/1
BUENOS AIRES	24/19
CARACAS	30/23
CHICAGO	3/-6
COPENHAGUE	4/-1
DAKAR	25/19
DJAKARTA	32/24
DUBAI	29/19
DUBLIN	7/5
FRANCFORT	13/7
GENÈVE	15/8
HANOÏ	27/20
HELSINKI	-3/-13
HONGKONG	20/19
ISTANBUL	7/4
JÉRUSALEM	-/-
KIEV	3/-6
KINSHASA	33/23
LE CAIRE	23/14
LIMA	25/19
LISBONNE	20/11
LONDRES	10/7
LOS ANGELES	18/14
LUXEMBOURG	8/3
MADRID	18/3
MARRAKECH	22/14
MEXICO	19/8
MILAN	15/7
MONTRÉAL	2/0
MOSCOU	6/-10
MUNICH	11/4
NAIROBI	25/16
NEW DELHI	29/17
NEW YORK	7/4
PALMA DE M.	20/3
PÉKIN	7/1
PRAGUE	8/-1
PRETORIA	27/14
RABAT	21/10
RIO DE JAN.	28/23
ROME	16/5
SAN FRANC.	14/8
SANTIAGO	28/14
SÉVILLE	24/11
ST-PÉTERS.	5/-11
STOCKHOLM	-1/-6
SYDNEY	22/13
TENERIFE	22/19
TOKYO	16/9
TUNIS	22/11
VARSOVIE	3/-3
VENISE	12/7
VIENNE	9/3



Situation le 22 mars, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 24 mars, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS *Le Monde*

Rome, plus que jamais

MALGRÉ tant de neuvaines, les fontaines, taries par la sécheresse, ne chantent plus, au flanc des sept, ou plutôt des douze collines. Des carrés de légumes gâtent les pelouses du Pincio. Des camionnettes promues au rang d'autobus enrichissent les exploitants de la fatigue. Profiteurs et voluptueux narguent le fouet de Juvénal.

Mais, hormis Saint-Laurent, la guerre n'a rien détruit. Le charme des antiquités, la sérénité des églises et des placettes, l'animation du soir dans les quartiers populeux, les *osterie* où l'on va boire, en famille, la topaze liquide des castelli romani, tout est sauf. Du Janicule, on voit toujours, dans les vapeurs fastueuses du couchant, une ville éphémère qui s'ébauche sur les dômes et les arcs de la Ville éternelle. Et, la nuit venue, les cloches tintent de tous côtés pour les flâneurs qui, de la Trinité-des-Monts à la Villa Médicis, croient entendre *la musique de Liszt* ou de Berlioz.

Rome, plus que jamais poétique, est aussi plus que jamais exaltée, dans son indolence et son romantisme, par une floraison d'idées éclatantes ou subtiles comme ces éventaires de roses, d'œillets, de jasmins qu'on voit toujours place d'Espagne sous la maison de Keats et de Shelley. En 1849, Renan, subjugué par tant de sortilèges, écrivait à Berthelot : *« Je ne suis plus Français, je ne critique plus, je ne m'indigne plus, je n'ai plus d'opinion. »* La même fascination ligote aujourd'hui le jugement du nouveau venu.

Chaos politique, atmosphère artificielle ? On le dit. Il semble plutôt que la capitale tende à retrouver, à rénover, cet esprit audacieux et *sensé, idéaliste et réaliste à la fois*, qui sut imprimer à l'âme et à l'art des Italiens le sceau du classicisme.

Raymond Millet
(23 mars 1946.)

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au 21 mars. Elles nous sont communiquées par Ski France, l'Association des maires des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris. Tél. : (1) 47-42-23-32), qui diffuse aussi ces renseignements sur répondeur téléphonique au (1) 42-66-64-28 ou par Minitel : 36-15 code ENMONTAGNE. Ou sur Internet, code : http :/www.skifrance.fr

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

HAUTE-SAVOIE

Avoriaz : 40-180 ; Les Carroz-d'Araches : 28-250 ; Chamonix : 40-220 ; Châtel : 50-170 ; La Clusaz : 20-190 ; Combloux : 30-125 ; Les Contamines-Montjoie : 20-120 ; Flaine : 45-240 ; Les Gets : 30-110 ; Le Grand-Bornand : 15-100 ; Les Houches : 50-120 ; Megève : 10-130 ; Morillon : 0-250 ; Morzine-Avoriaz : 30-180 ; Praz-de-Lys-Sommand : 70-130 ; Praz-sur-Arly : n.c. ; Saint-Gervais : 50-120 ; Samoëns : 35-200 ; Thollon-Les Mémises : 20-60.

SAVOIE

Les Aillons : 15-130 ; Les Arcs : 70-185 ; Arèches-Beaufort : 40-155 ; Aussois : 30-90 ; Bessans : 70-105 ; Bonneval-sur-Arc : 80-205 ; Le Corbier : 40-135 ; Courchevel : 35-94 ; La Tania : 45-94 ; Crest-Voland-Cohennoz : 25-90 ; Flumet : 50-100 ; Les Karellis : 50-110 ; Les Menuires : 40-130 ; Saint-Martin-de-Belleville : 30-130 ; Méribel : 40-88 ; La Norma : 30-140 ; Notre-Dame-de-Bellecombe : 20-80 ; La Plagne : 100-170 ; Pralognan-la-Vanoise : 30-60 ; La Rosière 1850 : 65-125 ; Saint-François-Longchamp : 35-130 ; Les Saisies : 95-140 ; Tignes : 105-190 ; La Toussuire : 40-60 ; Val-Cenis : 35-185 ; Valfréjus : n.c. ; Val-d'Isère : 90-130 ; Valloire : 25-85 ; Valmeinier : 25-85 ; Valmorel : 50-130 ; Val-Thorens : 60-200.

DAUPHINÉ-ISÈRE

Alpe-d'Huez : 95-290 ; Alpe-du-Grand-Serre : 30-100 ; Auris-en-Oisans : 30-90 ; Autrans : 40-70 ; Chamrousse : 40-90 ; Le Collet-d'Allevard : 20-60 ; Les Deux-Alpes : 50-320 ; Lans-en-Vercors : 40-80 ; Méaudre : 15-40 ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : n.c. ; Les Sept-Laux : 20-110 ; Villard-de-Lans : 50-160.

ALPES DU SUD

Auron : 170-350 ; Beuil-les-Laumes : n.c. ; Briançon : 50-190 ; Isola 2000 : 220-315 ; Montgenèvre : 80-150 ; Orcières-Merlette : 70-280 ; Les Orres : 100-240 ; Pra-Loup : 65-290 ; Puy-Saint-Vincent : 80-200 ; Le Sauze-Super-Sauze : 50-265 ; Serre-Chevalier : 50-190 ; Super-Dévoluy : 40-300 ; Valberg : 150-180 ; Val-d'Allos-Le Seignus : 100-280 ; Val-d'Allos-La Foux : 190-365 ; Risoul : 110-220 ; Vars : 110-220.

PYRÉNÉES

Ax-les-Thermes : 40-180 ; Cauterets-Lys : 40-370 ; Font-Romeu : 120-180 ; Gourette : 90-360 ; Luchon-Superbagnères : 80-185 ; Luz-Ardiden : 50-150 ; La Mongie : 135-235 ; Peyragudes : 135-235 ; Piau-Engaly : 150-270 ; Saint-Lary-Soulan : 90-190.

AUVERGNE

Besse-Super-Besse : 60-160 ; Super-Lioran : 60-180.

JURA

Métabief-Mont-d'Or : 14-46 ; Mijoux-Lelex-La Faucille : 40-70 ; Les Rousses : 20-70.

VOSGES

Le Bonhomme : 60-60 ; La Bresse-Hohneck : 30-50 ; Gérardmer : 30-50 ; Saint-Maurice-sur-Moselle : 0-50 ; Ventron : n.c.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES

Pour ces stations, on peut s'adresser à l'office de tourisme de chaque pays.
Allemagne : 9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris, tél. : 40-20-01-88 ;
Andorre : 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 42-61-50-55 ;
Autriche : 53-83-95-20, ou par Minitel : 36-15 code AUTRICHE ;
Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68 ;
Suisse : 11 *bis*, rue Scribe, 75009 Paris, tél. : 44-51-65-51.

PARIS EN VISITE

Dimanche 24 mars

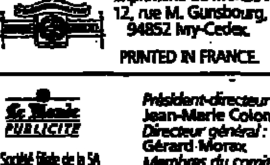
■ **LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE** (50 F), 14 h 30, sortie du métro Philippe-Auguste, côté boulevard de Charonne (Claude Marti).
■ **DU PONT NEUF AU PONT** ***SULLY*** *(37 F), 14 h 30, Pont-Neuf*, devant la statue d'Henri IV (Monuments historiques).
■ **ATELIERS D'ARTISTES** des « Ormeaux » aux « Orteaux » (60 F), 15 heures, sortie du métro Avron (Vincent de Langlade).
■ **LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSE** (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 16, rue Daru (Paris et son histoire).
■ **L'HÔTEL-DIEU** (40 F + prix d'entrée), 15 heures, parvis de Notre-Dame, devant l'Hôtel-Dieu (Approche de l'art).
■ **L'HÔTEL DE SOUBISE** (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Elisabeth Romann).

LES SERVICES DU *Monde*

Le Monde	40-65-25-25
Télématique	3615 code LE MONDE
CompuServe : Adresse Internet : http:// www.lemonde.fr	36 63 81 22
Documentation	3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM :	(1) 44-08-78-30
Index et microfilms :	(1) 40-65-29-33
Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)	

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.

Commission paritaire des journaux et publications nº 57 437. ISSN : 0395-2037



Imprimerie du *Monde* : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-Cedex.
PRINTED IN FRANCE. 1994

Le Monde PUBLICITÉ
Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membres du comité de direction : Dominique Alduy, Gisèle Peyou

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

PHILATÉLIE

Nouveaux tarifs, nouveaux timbres

LA POSTE a procédé à la mise en vente générale de trois nouveaux timbres d'usage courant au type *Marianne* de Briat à 2,70 F (vert), 3,80 F (bleu) et 4,50 F (rose), à l'occasion de l'augmentation des tarifs postaux du 18 mars.

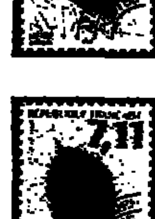
Ces timbres correspondent respectivement : au tarif économique de la lettre de moins de 20 grammes ; au premier échelon de poids des envois prioritaires vers l'Algérie, le Maroc, la Tunisie et les pays d'Europe, sauf Union européenne, Autriche, Liechtenstein et Suisse ; au tarif de la lettre de 20 à 50 grammes.

Les timbres, au format vertical 15 × 22 mm, dessinés par Louis Briat et gravés par Claude Jumelet, sont imprimés en taille-douce en feuille de cent et en « roulette » de 500, non dentelée verticalement, pour la seule valeur à 2,70 F.

Un nouveau carnet autocollant pour distributeurs vendu 20 F comprenant six timbres – sans valeur faciale – à 3 F et deux timbres *à 1 F orange complète cette* gamme. Une oblitération « premier jour » est disponible jusqu'au 18 mai par correspondance auprès du Bureau des oblitérations philatéliques, 61-63, rue de Douai, 75436 Paris Cedex 09.







Par ailleurs, quatre nouveaux timbres préoblitérés, dans la série des feuilles d'arbres, réservés aux envois en nombres, *ont fait leur* apparition : 1,87 F (frêne, brun), 2,18 F (hêtre, carmin), 4,66 F (noyer, vert) et 7,11 F (orme, bleu-vert). Au format vertical 17 × 23 mm, dessinés par Charles Bridoux, ils sont imprimés en offset en feuilles de cent.

P. J.

EN FILIGRANE

■ **Jacques Rueff.** A l'occasion de la vente anticipée du timbre Jacques Rueff, samedi 23 et dimanche 24 mars à l'Institut de France, 23, quai Conti à Paris, l'Union des philatélistes des PTT d'Ile-de-France organise une exposition avec collections sur le général de Gaulle, la Légion d'honneur et l'Académie française (souvenirs philatéliques, enveloppe et carte postale, 17 F pièce auprès de l'UP-PTT, 37, rue de la Duée, 75020 Paris).

■ **Foire aux collectionneurs.** Le Service national des timbres-poste participe, du 26 avril au 8 mai, à la Foire aux collectionneurs, dans le cadre de la Foire de Paris, à la porte de Versailles, et offre une entrée gratuite aux cent premières demandes qui lui parviendront (SNTP, 111, boulevard Brune, BP 129, 75663 Paris Cedex 14).

■ **Vente.** Vente sur offres Robineau (Paris, tél. 47-70-16-90) clôturée le 25 mars. Au catalogue, plus de 3 000 lots dont importante collection d'oblitérations ferroviaires ; marques postales départementales ; guerre de 1870 (ensemble de 293 photos la plupart tirées par E. Appert, prix de départ 70 000 F) ; classiques de France ; colonies et monde entier.

■ ***Concours de poésie.*** La direction de La Poste de Paris-Ouest organise un concours de poésie « Postésie 96 » sur le thème « Le facteur, messager de l'espoir, dans sa sacoche, *la* poésie en toute(s) lettre(s) ». Date limite de participation, le 31 mars (renseignements : P. Fuentes, Direction de La Poste de Paris-Ouest, 6, rue François-Bonvin, 75737 *Paris* Cedex 15. Tél. : 44-49-18-47).

هكذا من الاصل

CINÉMA **Le 18e Festival international des films de femmes s'ouvre vendredi 22 mars à Créteil. Il propose, jusqu'au 31 mars, près de 200 courts et longs métrages, venus d'une vingtaine de pays, en présence de quarante réalisatrices invitées. Né du mouvement des femmes et du militantisme de l'action culturelle, ce festival reflète l'évolution du cinéma des femmes, à l'heure où elles touchent à tous les sujets et tous les genres. ● EN FRANCE, les réalisatrices ne sont plus marginales. Les films de Danièle Dubroux, Laetitia Masson, Josiane Balasko, entre autres, rencontrent un public qui s'identifie aux nouveaux personnages qu'elles proposent. ● OUTRE LES FILMS de la compétition internationale, le festival propose une section Inde, un hommage à la comédienne mexicaine Maria Félix et des débats sur l'image des femmes dans les médias.**

Les réalisatrices françaises entrent en force dans le septième art

Le Festival international des films de femmes de Créteil s'ouvre dans un climat différent de celui des débuts. Aujourd'hui, en France, ces cinéastes ont échappé à la marge et conquis un public

DU ***JOURNAL DU SÉDUCTEUR*** de Danièle Dubroux à *En avoir ou pas* de Laetitia Masson ou *Coûte que coûte* de Claire Simon, la diversité des créations signées par des femmes éclate actuellement sur les écrans. C'est dans ce climat, bien différent de celui des débuts, que s'ouvre le 18e Festival international des films de femmes à Créteil. Parmi les étudiants issus de l'école de cinéma de la Femis, les seuls dont les films soient sortis en salles sont des étudiantes : Sophie Fillières (*Grande Petite*), Noémie Lvovsky (*Oublie-moi*), Christine Carrière (*Rosine*), Judith Cahen (*La Croisade d'Anne Buridan*) et Laetitia Masson. *En avoir ou pas* affiche déjà le score de 120 000 entrées. Avec quatre millions de spectateurs, *Gazon maudit* de Josiane Balasko a fait l'un des meilleurs chiffres du cinéma français en 1995.

Film de femme : l'association des mots fait grincer les dents des réalisatrices françaises. *« Je ne voudrais surtout pas être cantonnée là-dedans. Si on me disait : " Vous avez fait un film de femme ", ce serait affreux »*, estime Danièle Dubroux. Son premier long métrage remonte à 1973 quand, secrétaire le jour, elle étudie à l'université pilote de Vincennes le soir. Son premier article dans *Les Cahiers du cinéma* porte sur la réalisatrice Chantal Akerman. Après un documentaire intitulé *Yémen et femmes*, Danièle Dubroux co-réalise *Les Filles héréditaires*, avec cinq cinéastes françaises et allemandes, issues des mouvements féministes, primé au Festival international des films de femmes de 1982.

Après ces oeuvres en écho à la contestation ambiante, elle évoluera vers un cinéma plus créatif. Le *Journal du séducteur* ou *Borderline*, son précédent film, en témoignent. Le festival de Créteil a été créé à un moment où il était *« nécessaire »* ; aujourd'hui, sans y être hostile, elle ne le juge pas très utile aux cinéastes françaises.

Entre-temps, la vidéo a rendu très accessibles les premiers pas vers le cinéma. La multiplication des chaînes de télévision a fait grimper les commandes de films, et plusieurs réalisatrices ont commencé par y travailler. La production, fief naguère masculin, a vu l'arrivée de bon nombre de productrices.

La percée des femmes s'est aussi faite grâce aux techniciennes. Aux scripts et aux monteuses sont venues s'ajouter des scénaristes, décoratrices, électriciennes et même des chefs-opératrices. A la Femis, depuis le nouveau concours de 1994, la plupart des départements sont à peu près mixtes, sauf le montage, plus féminin, et le son, nettement masculin.

Parmi les jeunes réalisatrices, plusieurs ont ainsi pu tourner avec des équipes mixtes. Laetitia Masson s'est appuyée sur Caroline Champetier, chef-opératrice qui avait été sa professeur à la Femis. Catherine Corsini a tourné *Interdit d'amour* et *Les Amoureux* avec des chefs-opératrices. *« Pendant le tournage, il y avait des femmes aux endroits-clés. Mais j'avais cherché à m'entourer de gens que j'aimais bien, et non spécialement de femmes. Ce qui est beau, c'est l'équilibre »*, précise Laetitia Masson. *« J'avais choisi d'abord en fonction des goûts artistiques »*, explique Catherine Corsini.

La mythologie du cinéma fait du metteur en scène un homme, parfois couplé avec sa muse et actrice fétiche (Cassavetes-Rowlands, Godard-Karina...), démiurge dirigeant virilement le plateau. Si plus d'un homme cinéaste ne se reconnaît pas dans ce fantasme, les femmes s'y identifient moins encore. *« C'est difficile pour une femme de commander une équipe »*, confie Catherine Breillat, auteur de *Sale comme un ange* (1991), scénariste du *Police* de Maurice Pialat, et dont le film *Parfait amour* devrait sortir à l'automne. *« D'ailleurs, je ne donne pas d'ordre, j'hypnotise. »*

« NE JAMAIS LÂCHER »

Elle-même se met en état de crise : *« Je ne me sens bien pour tourner que dans l'énergie du désespoir, quand toute une force brutale se réveille et se met en marche. »* Elle rit : *« Quand je fais un film, mes proches sont furieux. Je suis dans un tel état d'excitation que je ne fais plus la cuisine et ne pense plus à mes enfants. »*

Claire Simon raconte qu'elle redoutait le côté *« baroudeur »* des tournages et que le caméscope lui a permis de filmer avec légèreté et discrétion. Selon Laetitia Masson, *« il faut arriver à être considérée comme un metteur en scène et non comme une femme »*. Par le travail, en étant professionnelle : *« On dirige, il y a une équipe à tenir et il ne faut jamais lâcher. »* Certaines ne cachent pas leur plaisir. *« J'adore le tournage*, affirme Catherine Corsini. *C'est comme l'organisation d'une fête : je fais en sorte que les gens soient au maximum de leur excitation. »* Au fil des ans, depuis son premier court métrage en 1982, elle a acquis plus de liberté pour *« raconter des histoires plus personnelles »*.

Les réalisatrices choisissent souvent des héroïnes fortes, proches d'elles. Le public apprécie et les professionnels suivent. Laetitia Masson tenait à montrer *« une femme qui en avait »* et s'intéresse aux personnages qui inversent les clichés. *« J'aime que les hommes puissent pleurer ou que les femmes écrivent des poèmes sur eux »*, dit-elle. Admiratrice de Nanni Morretti, la jeune Judith Cahen joue un rôle souvent burlesque dans son film, *La Croisade d'Anne Buridan*, et souhaite incarner plus encore à l'avenir ce genre traditionnellement masculin.

Passionnée de danse contemporaine, elle apprécie dans le burlesque sa mise en jeu corporelle. L'Anne Buridan du film croise les *militants d'Act Up*, comme Judith Cahen a participé au groupe de jeunes féministes, les « Marie Pas Claires ». Fille d'une militante du Planning familial, Judith Cahen a fréquenté le festival de Créteil. Sur les bancs de la Femis, elle demandait que l'école fasse venir des réalisatrices. Elle ne croit pas à une *« essence féminine dans la création »*, *mais ne se satisfait pas de cette réponse*.

Féministe dans la vie (*« c'est une question de dignité »*), Catherine Breillat déteste *« la doctrine et les manifestes moraux dans la création artistique »*. Elle filme parfois crûment les rapports sexuels. Dans *Parfait amour*, elle s'est inspirée d'un crime sexuel *« barbare »*. Ses meilleures amies sont d'autres femmes metteurs en scène, mais elle récuse le terme de *« solidarité »*.

Au contraire, des cinéastes plus jeunes comme Laetitia Masson et Judith Cahen critiquent l'individualisme de la profession. *« On manque de communauté »*, déplore l'auteur d'*En avoir ou pas*. *« Le groupe, le vivre-ensemble, c'est le sujet le plus intéressant à mes yeux : comment être plus intelligent à plusieurs que seul »*, pense Judith Cahen.

Plus expérimentée, Jeanne Labrune, qui présente à Créteil son *remake* de *Jules et Jim*, sourit devant la condescendance avec laquelle la profession traite la notion de film de femmes, alors que Cannes a été si longtemps *« un festival de films d'hommes »*. A ses yeux, il est très *« naïf »* de croire que l'égalité puisse s'obtenir sans combat.

Si la situation s'est améliorée en France, tel n'est pas le cas partout dans le monde. *« L'an dernier, le festival de Créteil a soutenu des cinéastes algériennes par le simple fait de présenter leurs films et de les inviter. Tant qu'il y aura des réalisatrices en situation douloureuse et aliénée, Créteil aura son importance. Ce n'est pas à Cannes que ces problèmes peuvent être débattus »*, assure Jeanne Labrune.

Claire Simon reconnaît que cette vitrine internationale des réalisatrices a permis de révéler des cinéastes au public français. *« A un moment, il fallait cet espace à part, mais je pense que la vraie égalité est dans l'intégration. Jane Campion a eu la Palme d'or à Cannes, donc l'égalité peut devenir un fait »*, ajoute-t-elle. Egalité, différences, identités, l'existence de ce festival aurait ainsi le mérite de faire surgir ces questions autour de la création artistique des hommes et des femmes, encore balbutiantes en France.

Catherine Bédarida



PATRICK MESSINA / MÉTIS

Claire Simon.



RENAUD MONFOURNY

Pascale Ferran.



XAVIER LAMBOURS / MÉTIS

Danièle Dubroux.



PATRICK MESSINA / MÉTIS

Jeanne Labrune.

Claire Simon : « Filmer les hommes avec désir »

« Quand j'ai commencé à vouloir faire des films, c'était presque interdit aux femmes. J'ai essayé de contourner les difficultés. J'ai d'abord été monteuse pour comprendre les secrets d'un film. J'ai fait des courts métrages de fiction, dont une série avec Miou-Miou. Parallèlement, j'avais découvert, par un stage aux ateliers Varan, la liberté de filmer soi-même, et celle du documentaire. A l'arrivée du caméscope, je me suis dit qu'il était peut-être possible de faire un film toute seule. J'ai commencé *Les Patients*, sans argent, avec une grande liberté. Au début, quand je tournais, j'avais l'impression de cesser d'être une femme. Maintenant, c'est différent. Mon grand plaisir secret, en faisant *Coûte que coûte*, c'était d'être une femme en train de filmer un monde d'hommes. Dans les fictions faites par des réalisatrices, les personnages masculins ont mis longtemps à exister, à être désirables. Dans les documentaires, elles ont tout de suite pu filmer les hommes avec désir. »

Un festival des films de femmes pour « voir avec les deux yeux »

18e Festival, Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil ; tél. : (1) 49-80-38-98. Mo Créteil-Préfecture. 35 F et 20 F. Du 22 au 31 mars.

Le Festival international des films de femmes 1996 présente quelque 200 longs et courts-métrages – dont une cinquantaine en compétition – français et étrangers, venus de plus de vingt pays. Une quarantaine de réalisatrices sont invitées à débattre avec le public (35 000 spectateurs en 1995, un chiffre en hausse régulière depuis les débuts).

Les films de Jane Campion, Danièle Dubroux, Catherine Corsini, Claire Simon ou Mira Nair (*Salaam Bombay*) ont été programmés par ce festival bien avant que ces cinéastes soient connues. Delphine Seyrig était une habituée. Agnès Varda, Catherine Deneuve, Bulle Ogier et Maria Schneider s'y sont rendues souvent.

Il y eut des années allemandes, avec Helma Sanders (*Allemagne mère blafarde*) et la cinéaste-plasticienne Ulrike Ottinger (*Jeanne d'Arc de Mongolie*), ou des années chinoises présentant même des films de cape et d'épée. Dès avant la *glasnost*, les réalisatrices douées d'URSS (Kira Mouratova, la Géorgienne Lana Gogoberidze) y furent découvertes. Angela Davis y anima un débat avec une dizaine de cinéastes noires. La chorégraphe Karine Saporta choisit d'y montrer ses films – avec ceux de sa consoeur allemande Pina Bausch et de la musicienne américaine Meredith Monk –, plaidant pour un cinéma ouvert au plus de subjectivité et d'invention formelle possible.

Née en 1978, quand les doigts d'une seule main d'Agnès Varda suffisaient à compter les réalisatrices françaises, quand les étrangères étaient à peu près inconnues, la manifestation est un enfant des ciné-clubs et du mouvement des femmes. *« Plusieurs festivals dédiés au cinéma d'auteur sont nés à cette période. Les ciné-clubs, moribonds, ne remplissaient plus leur mission d'action culturelle. Les exploitants divisaient leurs cinémas en plusieurs petites salles. Pour recréer un lien direct entre les créateurs et le public, des festivals comme Clermont-Ferrand, Amiens, La Rochelle ou le nôtre se sont lancés. C'est par ce biais que le cinéma est entré dans les maisons de la culture »*, explique Jackie Buet, directrice et cofondatrice.

TOUS LES GENRES

Les sujets d'urgence – avortement, femmes battues – marquent les toutes premières années du Festival. Il faut attendre les années 90 pour que les sujets et les genres explosent complètement. Comédie, thriller, fantastique, science-fiction, érotisme... les réalisatrices s'aventurent sur tous ces terrains. Des dominantes se dessinent à travers les films intimistes français, les préoccupations sociales et raciales en Grande-Bretagne, les sujets politiques dans les pays du tiers-monde, l'exploration par les Québécoises des nouvelles modalités de la famille.

Mais bien des longs-métrages présentés à Créteil n'entrent pas dans ces catégories. Les désirs sexuels de femmes, qu'ils soient lesbiens, projetés sur des hommes ou qu'ils s'ingénient à brouiller les pistes, sont généralement au coeur de quelques films chaque année.

En recherchant la diversité des esthétiques et des sujets, le Festival a tenté, sans toujours y parvenir, de ne pas enfermer les réalisatrices dans un ghetto. Au fil des ans, le Lion d'or de Venise décerné à Agnès Varda pour *Sans toit ni loi* (1985), la Palme d'or attribuée à Jane Campion pour *La Leçon de piano* (1994) et le succès mondial de *Trois hommes et un couffin* de Coline Serreau ont contribué à banaliser les figures des professionnelles de la caméra.

« Nous avons l'ambition de demeurer un lieu de découverte, de valorisation, de rencontre pour les femmes artistes de l'image, auteurs de leurs propres univers, affirme Jackie Buet. *Non, le Festival n'existe pas pour créer un genre "films de femmes", mais pour les explorer tous et permettre à tous de voir avec les deux yeux. »*

C. B.

Pascale Ferran, Maria Felix et les Indiennes

● **Le film de Pascale Ferran** *L'Age des possibles* est présenté en avant-première le 26 mars. La réalisatrice de *Petits arrangements avec les morts* a tourné ce film avec dix élèves de l'école du Théâtre national de Strasbourg. Sortie nationale le 4 mai.

● **Les grandes soirées :** ouverture le 22 mars avec *Carlota Joaquina, princesa do Brasil* de Carla Camurati (Brésil), en présence de toutes les réalisatrices invitées. Le 28 mars, réadaptation de *Jules et Jim* par Jeanne Labrune, avec Anouk Grinberg, Charles Berling, Bruno Todeschini. Le 30 mars, soirée « rockeuses » : *Not Bad for a Girl*, documentaire américain de Lisa Rose Apramian, consacré à quatre groupes féminins de rock alternatif, avec Courtney Love, du groupe Hole, Kate Bjelland, de Babes in Toyland, Becky Wreck, de Lunachicks, et L7. Le 31 mars, cérémonie de remise des prix.

● **Section Inde :** 40 réalisatrices, 25 films et 16 vidéos présentent le cinéma d'auteur indien. Aparna Sen, qui avait commencé comme actrice avec Satyajit Ray, est présente avec deux films, *Sati* et *36 Chowringhee Lane* (le 24 mars). Le 23 mars, soirée indienne avec *Rudali* de Kalpana Lajmi. A noter : quatre films de Pratibha Parma et un de Gurinder Chadha, deux cinéastes indiennes vivant en Grande-Bretagne.

● **Hommage à l'actrice mexicaine Maria Felix :** six films où joue la grande dame du cinéma mexicain, présente à Créteil, dont *Doña Barbara*, de Fernando de Fuentes (1943), *La Belle Otéro*, de Richard Pottier (1954), *French Cancan*, de Jean Renoir (1954) et *La fièvre monte à El Paso*, de Luis Buñuel (1959).

● **Après le sommet de Pékin, la** section « Femmes, images et médias » *propose quatre jours de débats et de* films, avec l'Association des femmes journalistes, du 23 au 26 mars.

La nouvelle chanson réaliste s'installe pour un soir à la Cité de la musique

Les héritiers d'Yvette Guilbert et de Damia sont de doux rockers

Phare de la chanson réaliste, l'art d'Yvette Guilbert a engendré un mouvement qui renaît aujourd'hui. La Tordue, Les Têtes raides, Casse-Pipe – qui se produisent avec Miossec à la Cité de la musique – sont des patronymes qui auraient plongé Sigmund Freud dans la perplexité. D'ailleurs, le psychanalyste avait été impressionné par l'un des récitals de chant de la dame aux gants noirs dont il allait devenir l'ami.

FREUD avait découvert Yvette Guilbert à Paris, à l'occasion du Congrès international d'hypnotisme de 1889. Mme Charcot avait expédié le jeune médecin au café-concert de l'Eldorado, où la nouvelle *coqueluche* du Tout-Paris chantait. Bien longtemps après, en 1926, Freud analyse Eva Rosenfeld, amie de sa fille Anna et nièce de Max Shiller, le mari de « la diseuse fin de siècle ». Freud et Yvette Guilbert se lient alors d'amitié, ainsi que le raconte le psychanalyste Philippe Grimbert, auteur d'un très récent et original ouvrage, *Psychanalyse de la chanson* (Les Belles Lettres/Archimbaud, 338 p., 140 F).

Ephémères mais présentes du berceau à la mort, les chansons accompagnent la vie quotidienne. Expressives, décrivant les malheurs du peuple de la rue, volontiers égrillardes, puis puisées dans le répertoire traditionnel français, les chansons d'Yvette Guilbert en disaient long sur une époque partagée entre l'ébullition intellectuelle, les expositions universelles et la déconfiture sociale.

Un siècle s'est écoulé, marqué en son milieu par l'irruption du rock'n'roll que la jeune chanson française a digéré. La voici retournant vers son passé. Les uns – la *mouvance « minimaliste »* (Dominique A, Philippe Katerine) – ont opté pour une critique au second degré du Formica, des prospères années 50. Les autres – la tendance néoréaliste (Miossec, les Têtes Raides, la Tordue, Casse-Pipe) – reviennent à la noirceur. Ce sont ceux-ci que la Cité de la musique a choisi d'inviter.

Les Têtes raides et la Tordue *sont issus de la même mouvance* parisienne : ensemble, ils ont fondé une association artistique, l'Enclume, et travaillent avec un collectif de graphistes, les Chats pelés, adeptes de l'art brut. Ces groupes-frères ont ainsi appris à manier l'art de la mise en scène, qui fait si cruellement défaut à bon nombre de chanteurs français, et font tout pour réveiller, éblouir, incendier.

Si la Tordue (un trio en fait) penche vers Gaston Couté, chansonnier anarchiste (1880-1910), et Les Têtes raides vers Robert Desnos, ils ont en commun de manier les mots en exigeant d'eux qu'ils fassent sens quoi qu'il arrive. *« Je vends des clous, plutôt que mon clou, ça fait moins mal à la lune, je participe à la répartition sociale, je ne travaille pas pour des... »*, chantent les Têtes raides (*Les Bouquets*).

Et ce n'est finalement, pour le psychanalyste formé à l'école de la sexualité freudienne, pas plus abscons que *La Claire Fontaine*, reprise par des générations de voix innocentes : *« C'est pour mon ami Pierre qui ne veut plus m'aimer. Pour un bouton de rose que je lui refusai. »* Chez ces enfants de la banlieue parisienne, l'attrait des bars glauques et des chansons de marins en perdition est irrésistible. Ils ont été bercés par Chuck Berry, puis les Clash et la Mano Negra, puis ont découvert la valse et l'accordéon.

SANS ENNUYER PERSONNE

Miossec, dont l'album sorti en 1995 s'intitule *Boire*, est breton, comme Fréhel. Né il y a un siècle, il eût sans doute quitté sa ville natale, Brest, pour se perdre dans les ruelles de Montparnasse. Aujourd'hui, les Celtes restent au pays et y font de l'excellente musique *où transpercent des visions* de non-travail, de cafés aux néons perdus.

Moins pessimiste et moins taillé dans la masse, le groupe Casse-Pipe, admirateur cultivé de Jean Genet ou de Fassbinder, vient de Saint-Brieuc. Il réussit la prouesse de marier les chansons traditionnelles du cru *(La Misère)*, les compositions originales et les reprises (*Moi j'm'ennuie*, de Val Berg, ou *Tout fout l'camp*, créées par Damia, *La Complainte de Kesoubah*, écrite par Jean Tranchant pour Mariane Oswald...), sans ennuyer personne, pas même le jeune public de Miossec, dont Casse-Pipe a assuré la première partie en scène. Guitare dobro ou pas, la misère traîne toujours d'une voix atone. Electricité ou non, passant de l'époque des faiseuses d'anges à celle des commandos anti-IVG, *Les Foetus* arrivent toujours en cohorte : *« On en voit de petits et grands, de semblables, de différents, au fond des bocaux transparents. Certains ont des figures douces, venus au monde sans secousses, sur leur ventre, ils joignent leurs pouces... Heureux sans vice ni vertu, d'indifférence revêtus, votre cœur n'a jamais battu. Mais vous seuls vous savez peut-être si c'est le suprême bien-être que d'être mort avant de naître »* (Maurice Mac Nab).

Et le spectateur continue d'aimer les belles voix, d'attendre le frisson, inexplicable effet de la parole chantée (les berceuses), avec la même fascination qui envahissait le docteur Freud quand Yvette Guilbert, maigre et impériale, entonnait l'antédiluvienne *Malbrough s'en va-t-en guerre*.

Véronique Mortaigne

★ La Tordue, Casse-Pipe, Les Têtes raides, miossec. A la Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris. Mº Porte de Pantin. Le 22 mars, à 20 heures. Tél. : 44-84-45-00. 75 F.

« Cupidon », Michel-Ange et leur chaperon, face au public du Louvre

KATHLEEN WEIL-GARRIS BRANDT est ce professeur à l'institut des beaux-arts de l'université de New York qui attribue à Michel-Ange le *Cupidon* qui sommeillait depuis quatre-vingt-dix ans dans l'entrée de l'immeuble abritant les services culturels de l'ambassade de France à New York (*Le Monde* du 27 janvier). Après qu'elle eut été plutôt rudoyée par la presse américaine, le Louvre lui offrait mercredi 20 mars au soir, sous le titre « Un Michel-Ange retrouvé ? », un auditorium comble pour défendre ses positions, sous le regard attentif de quatre spécialistes français : l'historienne Françoise de la Moureyre, Gabriella Repaci-Courtois (CNRS), Philippe Sénéchal (Paris-IV) et Jean-René Gaborit, conservateur du département des sculptures au Louvre. Prudente dans l'énoncé de départ, Mme Brandt s'est montrée ferme dans sa conviction de tenir une œuvre de jeunesse de Michel-Ange. Celui-ci n'est pas né *« divin »*, a-t-elle martelé. *C'est une erreur de projeter le Michel-Ange de la maturité sur ses premières années.* Après avoir évoqué la date de 1496, elle a suggéré qu'il fallait aller plus en amont, vers le temps de sa formation au Giardino Mediceo par Bertoldo. *« On continue de croire au mythe de l'autodidacte, on refuse de donner à Michel-Ange un commencement cohérent. »* Au terme d'un exposé brillant, elle abat ses cartes, sous forme de photographies. Elle met en parallèle le bas-ventre du chérubin et celui du *Christ* de San Angelo, ses fesses *« voluptueuses »* et celles du *David*. Et le mouvement du cou ! Et le visage ! Quant aux boucles, *« ne viennent-elles pas du même coiffeur ? »*

RÉSISTANCE DES SPÉCIALISTES

En attendant d'approcher l'œuvre, se prononçant sur des photos trop modelées à leur goût, les spécialistes ont offert une vive résistance. *« Trop incohérent dans sa partie gauche pour un Michel-Ange »* pour la première, *« maniériste, avec une tête trop grosse pour l'être vraiment »* pour la seconde, *« à chercher plus en aval, dans la culture florentine du XVIIe siècle »* pour le troisième, *une idée d'ailleurs reprise et illustrée par* Jean-René Gaborit. Qui est cet énigmatique éphèbe ? Est-ce un Cupidon ? N'est-ce pas plutôt un Apollon, ou un Hercule ? La patte de fauve sculptée sur son carquois ne serait-elle pas une clé de l'œuvre ? Est-ce celle d'un lion (signe des Médicis), d'une panthère (signe bachique) ou d'un tigre ? Et si le corps, dont les deux parties sont déséquilibrées, n'était qu'un *élément dépareillé d'un ensemble ? De la diver*sité des réponses ressort *« une œuvre si complexe qu'elle donne peu de prise »*, selon Jean-René Gaborit. En attendant qu'elle soit désoclée, examinée scientifiquement et qu'une gammagraphie puisse rendre compte de l'histoire de ses restaurations successives. Le bel exercice public donné à Paris sur les difficultés *d'attribution devrait avoir une suite. Telle est la* proposition faite par Philippe de Montebello, directeur du Metropolitan Museum à New York, à Pierre Rosenberg, directeur du Louvre. Le *Cupidon* pourrait être au centre d'une exposition sur la question de l'attribution dans l'histoire de l'art, doublée d'une autre sur la jeunesse de Michel-Ange. Une manière de suivre *Mme Brandt dans son ardent engagement, tout* en lui suggérant d'apporter d'ici là des éléments autrement convaincants.

Jean-Louis Perrier

Le chorégraphe Wim Vandekeybus et ses paniques post-psychédéliques éclatent les limites du réel

BEREFT OF A BLISSFUL UNION, de Wim Vandekeybus, par la compagnie Ultima Vez. Peter Vermeesch, George Van Dam (musiques). Francis Gahide (lumières). Wim Vandekeybus, Octavio Iturbe, Pierre Mertens (court-métrage). Théâtre de la Ville, à 20 h 30. Jusqu'au 23 mars. Tél. : 42-74-22-77. Prochains spectacles : du 2 au 5 avril, Anvers. Du 11 au 13 avril, Gand.

Wim Vandekeybus parle avec des phrases, *staccato vivace*, enracinées les unes aux autres. Dans moins d'une heure, *Bereft of a Blissful Union* (Privé d'une union sacrée) commence au Théâtre de la Ville. *« Le cerveau est une machine complexe qui produit sans discontinuer ; l'imagination s'y mêle au réel. J'invente des fictions avec des gens qui dansent, avec des films, avec du théâtre, de la musique, pour rendre compte de ce travail d'associations permanentes, conscient, inconscient. Quand on coupe le fil, la machine s'arrête. On est mort. »*.

Le chorégraphe fait partie du « clan des Flamands », dominé par les figures d'Anne Teresa de Keersmaeker et de Jan Fabre. Il est le dernier arrivé, abandonnant des études de psychologie, s'inventant photographe, metteur en scène. Il crée en 1987 – il a vingt-trois ans – sa propre compagnie, Ultima Vez (la dernière fois), qui regroupe des danseurs de toutes nationalités, dont l'aveugle Saïd Gharbi, Marocain de Bruxelles, qui symbolise un travail s'orientant de plus en plus vers l'invisible.

« Boum Boum Vandekeybus » – *allusion à son style initial* fait de courses et de chutes violentes –, fasciné par les processus mentaux, met en scène une danse sous l'empire de l'effroi. Des gens hurlent dans le noir. Tel est le début de *Bereft of a Blissful Union*. Monde des ténèbres et des hyènes. Proposition d'une danse *post-psychédélique : la force* mentale capable d'éclater les limites du réel ; d'ouvrir l'espace des vivants.

Cinq femmes sont assises sur des amphores, le dos dénudé, la lumière creusant les tailles. Des hommes s'approchent d'elles, lèchent leurs omoplates, caressent. Un homme sans tête prend son petit déjeuner. Quand les amphores explosent, une onde de peur se propage *jusqu'au* haut de la salle. En fond de scène, perchées sur le vide, les formations X-Legged Sally et The Smith Quartet jouent la formidable musique de Peter Vermeersch. La danse panique du Flamand est musique avant d'être terreur.

Ceux qui cavalent sont des morts en sursis ; les morts, eux, ressurgissent de leurs cendres. Avec ces instants poignants où ceux qui se penchent pour relever les hommes *à terre se retrouvent, à leur tour*, portés et embrassés par ceux-là mêmes qu'ils croyaient morts. Le sauveur sauvé. Le chorégraphe croit à l'hypertrophie d'un sens, dominant tous les autres. On se rappelle l'orchestre mexicain formé d'aveugles de *Her Body doesn't Fit Her Soul* (1993). Toucher pour comprendre plutôt que voir. Perdre la tête pour récupérer la raison.

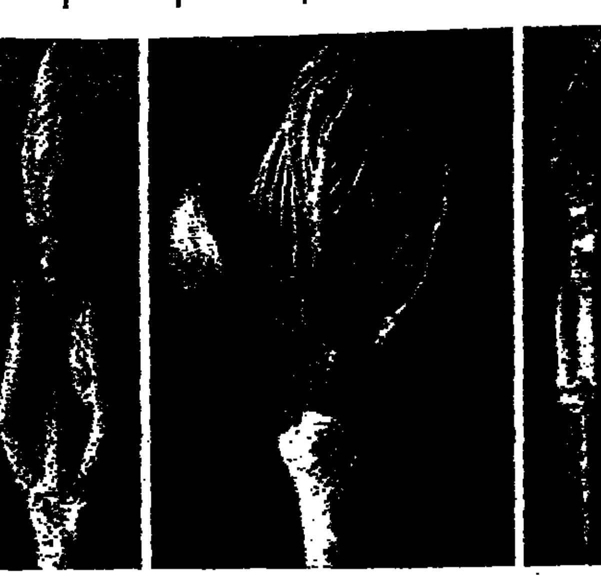
Bereft of a Blissful Union est tissé de matières pelucheuses, organiques. On les observe surtout à l'écran. Fille qui flotte sur une peau synthétique, telle Ophélie retrouvée. *La caméra s'attarde, là encore*, sur des yeux d'un bleu mutant. Mer épaisse dans laquelle les danseurs plongent et s'engloutissent. Ils ne peuvent remonter à l'air libre. La surface est obstruée par la couverture sur laquelle repose Ophélie, qui se révèle être le fantôme d'une jeune femme morte dans *Mountains Made of Barking*, une chorégraphie de 1994, inspirée des vertiges de Paul Bowles. On frôle la magie noire.

Ce grand bazar éclaté de l'inconscient ne saurait se soutenir, pendant deux heures d'affilée, s'il n'y avait l'appui des percussions, des chorus de saxophones, qui arbitrent les combats, les unions avortées. Les philtres d'amour sont faisandés. Orphée trahit Eurydice. Les loups mangent les chèvres. Tout Vandekeybus ne tient que par le rythme insufflé. Si fragile.

Dominique Frétard

Photographies de fleurs entre art et industrie

Deux expositions, Karl Blossfeldt à Nice et Charles Aubry à Paris, témoignent de préoccupations qui traversent l'histoire


SCHIRMER / MOSEL

Verbénacées ; Orne, frêne à fleurs ; Cornouiller. Photos de Karl Blossfeldt (fin des années 20).

KARL BLOSSFELDT, Musée Matisse, 164, avenue des Arènes-de-Cimiez, 06000, Nice. Jusqu'au 15 avril.
CHARLES AUBRY, Bibliothèque nationale de France, Galerie Colbert, 2, rue Vivienne, 75002, Paris. Jusqu'au 4 mai. Cahier, 32 p., 25 F.

NICE
de notre envoyé spécial

A un demi-siècle de distance, deux photographes ont multiplié les prises de vue de plantes et de fleurs et accumulé les motifs de végétaux. On peut y voir de gentils dingues de botanique qui ont travaillé sur un sujet trop répétitif. Impression trompeuse. *Le premier s'appelle* Charles Aubry (1811-1877), un photographe français oublié. Cet ancien dessinateur de modèles pour tissus et papiers peints rêvait de créer de nouveaux modèles, plus précis, plus « réalistes », qui soient ensuite reproduits sur des tissus. Le *second est un Allemand qui tient* une bonne place dans le foisonnement créatif de l'entre-deux-guerres. Il *s'appelle* Karl Blossfeldt (1865-1932) et enseignait à l'Ecole des arts appliqués de Berlin.

Il ambitionnait de prouver que les formes les plus novatrices se *trouvaient dans la nature. Et qu'il* suffisait de les « copier », sans effet aucun, persuadé que ses « documents » feraient avancer les arts appliqués. On découvre Charles Aubry à Paris, dans une exposition intimiste réalisée à partir des riches collections de la Bibliothèque nationale. On retrouve Karl Blossfeldt *au Musée Matisse de Nice, avec un* ensemble imposant de 183 tirages originaux. Aubry et Blossfeldt incarnent deux traditions qui s'opposent, se recoupent, se rejoignent tout au long de l'histoire de la photographie : l'art et l'industrie, l'œuvre autonome et le document au *service de la décoration et du* commerce.

FORMES INCLASSABLES

Mais les traitements d'Aubry et de Blossfeldt divergent. Le *premier* redoublait de prouesses pour capter les nervures de la feuille, *l'ombre sur une tige, la lumière qui épouse la branche, le velouté* d'un pétale. Aubry *appartient à cette génération enivrée puis « emporté par la folie photographique du Second Empire »*, selon la belle expression de l'historienne Anne Mc Cauley. Aubry (mais aussi Adolphe Braun, *Eugène Chavigné et bien d'autres*) avait placé beaucoup d'espoir dans la machine photographique. La valeur esthétique de ses artichauts, fougères du Brésil, roses de Noël, lui importaient peu.

Il entendait surtout, en bon artisan, rivaliser avec le dessin industriel *et la gravure. En vain, tant* son entreprise fut un échec commercial.

Aubry pourtant ne se contentait pas de reproduire. Au-delà de la somptuosité des épreuves, il se lance dans des compositions et resitue les végétaux dans leur contexte : une rose dans un verre de cristal, des fruits sur la branche feuillée, des digitales accompagnées d'un crâne et d'ossements... Mais le fleuron de l'exposition est constitué de deux agencements floraux *« façon de marier des types différents avec un jour paisible qui laisse étudier facilement les formes, les nervures et la disposition des feuilles »*, écrit Charles Aubry.

Chez Blossfeldt, ce n'est pas la composition ou la matière qui comptent, mais la forme. Et il en trouve d'extraordinaires, des surprenantes, des inquiétantes, des abstraites, des intemporelles, des géométriques, des rondes, carrées, en losange, des barres, des points... Pour les mettre en évidence, Blossfeldt agrandissait dix ou vingt fois des pissenlits, fleurs de cosmos, tritonia, branches de *poirier, chardons*, érables, aralia... Blossfeldt transfigure la nature pour créer de *véritables sculptures* : la coupe d'une prêle ressemble à un bloc de béton travaillé, la courge à une figure de Calder, la véronique à un totem indien, l'euphorbe à un masque africain.

En donnant une autonomie artistique aux formes de la nature, en *créant des effets visuels* par la présentation en série, Blossfeldt est une personnalité déterminante de la modernité.

Les surréalistes ne l'auraient pas renié. Et son influence se *fait* encore sentir, notamment avec les Becher, dont les photos en série de bâtiments industriels sont la déclinaison actuelle de ces formes inclassables.

Michel Guerrin

Les cinquante ans du Festival d'Avignon

BERNARD FAIVRE D'ARCIER, directeur artistique du Festival d'Avignon, a rendu public, le vendredi 22 mars à Paris, *le programme* de la 50e édition, qui aura lieu du 9 juillet au 4 août 1996. Cet anniversaire sera célébré le 28 juillet par une soirée spéciale dans la Cour d'honneur du Palais des papes. Confiée à Georges Lavaudant, elle réunira cinquante acteurs qui célébreront la mémoire du festival, fondé en 1947 par Jean Vilar.

La Cour d'honneur retrouve cette année sa vocation, la création dramatique, avec la présentation d'*Edouard II*, de Marlowe, dans une mise en scène d'Alain Françon, suivie de celle de *La Tragédie du roi Christophe*, d'Aimé Césaire, dans une mise en scène de Jacques Nichet. *Le chorégraphe* américain Bill T. Jones fermera le ban. La Carrière de Boulbon rouvre avec le metteur en scène roumain Silviu Purcarete, installé à Limoges, qui créera *Les Danaïdes*, d'Eschyle. Le festival recevra des troupes étrangères prestigieuses : *la Handspring Puppet Company* d'Afrique du Sud ; le Berliner Ensemble avec la dernière mise en scène d'Heiner Müller, *Arturo Ui*, de Brecht ; *La Cerisaie*, de Tchekhov, dans une réalisation en français des Bulgares Margarita Mladenova et Ivan Dobchev ; deux spectacles mis en scène par le Canadien Denis Marleau ; un nouvel opéra de l'Américaine Meredith Monk, *The Politics of Quiet*. La nouvelle génération du théâtre *français sera représentée* par Eric Vigner, qui créera *Procès de Brancusi contre Etats-Unis*, Dominique Pitoiset, qui mettra en scène *Le Procès*, de Kafka, et Hubert Colas, avec *La Croix des oiseaux*. Les metteurs en scène Didier Bezace (avec Brecht et Bove), Jacques Rosner (avec *Simplement compliqué*, de Thomas Bernhard), Stuart Seide (avec deux spectacles Beckett), Jean-Paul Wenzel (avec *La Fin des monstres*) et Jean-Louis Hourdin (avec deux textes de Simone Benaïssa) complètent la programmation théâtre où s'illustreront de nombreux acteurs *de premier plan* comme Philippe Clévenot, Laurence Mayor, Carlo Brandt, André Marcon ou Christiane Cohendy.

La danse tient une nouvelle fois toute sa place. Outre Bill T. Jones, l'affiche sera partagée entre Mathilde Monnier, Georges Appaix, Claude Brumachon, Alain Platel, François Raffinot et Joseph Nadj. La marionnettiste Emilie Valantin, *révélation de l'édition 95*, poursuivra son exploration du répertoire avec ses « castelets dans un jardin » et créera une réduction du *Cid*, de Corneille.

O. S.

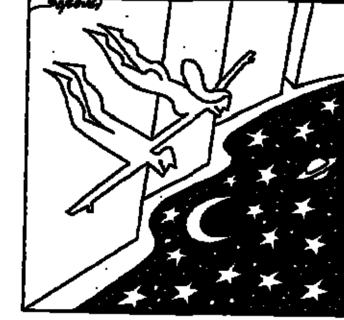
★ Festival d'Avignon. Rens. : 44-61-84-84.

هكذا من الاصل



La fureur de commenter

« Commentaires », une nouvelle création d'Aperghis à Nanterre



« AGITATEUR depuis 1976 », pourrait-on dire de Georges Aperghis, parodiant une célèbre chaîne de magasins. Eternel zébulon de la musique, Aperghis fête cette année les vingt ans de son Atelier Théâtre et Musique (ATEM), sis à Nanterre. Pour l'occasion, notre histrion présente *Commentaires*, un spectacle qui s'attache à l'étrange inflation de gloses et analyses qui saisit la société actuelle. Présenté en version de concert, *Commentaires* sera repris cet été au Festival d'Avignon dans une parure scénique, juste avant la création à l'automne du nouvel opéra d'Aperghis, *Tristes tropiques*. Le principe est toujours le même : faire chanter les mots, associer le geste et la musique en un ballet loufoque où le tragique peut sourdre à chaque instant. Les interprètes sont de ceux qui ont assuré à chacun des spectacles d'Aperghis son succès (et sa pertinence).

★ Nanterre (92). Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo-Neruda. M° RER Nanterre-Préfecture. 20 h 45, les 22 et 23. Tél. : 46-14-70-00. 120 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Romain Didier
Chanteur, pianiste, Romain Didier sait collaborer avec ses pairs (le parolier et chanteur Allain Leprest). Son dernier album, *Maux d'amour* (1994), avait gâté les amateurs de vraies chansons françaises et bien tournées. Pour ce nouveau spectacle au Café de la danse, il a appelé à ses côtés l'accordéoniste Thierry Roques et le percussionniste Stéphane Grémaud.
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11e. Mo Bastille. 20 h 30, les 22, 23, 26, 27, 28, 29 et 30. Tél. : 47-00-02-71. 100 F.

Orchestre des Concerts Lamoureux/Michel Portal
Le feuilleton Bernstein continue aux Concerts Lamoureux : place cette fois au *Prelude, Fugue and Riffs*, une pièce peu connue et pourtant l'une des plus toniques, surtout quand s'en empare le génial Michel Portal.
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. M° Ternes. 17 h 45, le 24. Tél. : 45-63-60-62. De 65 F à 170 F.

Orchestre national de France
L'air de rien, Evgueni Svetlanov boucle ici une intégrale des Symphonies de Rachmaninov, dont la *Première* avec l'Orchestre d'Etat de Russie aura constitué l'un des temps forts de la saison.
Svetlanov : *L'Aube dans les champs*. Tchaïkovski : *Concerto pour violon et orchestre*. Rachmaninov : *Symphonie n° 3*. Serguei Stadler (violon), Evgueni Svetlanov (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. M° Ternes. 20 heures, le 22. Tél. : 45-61-53-00. De 80 F à 190 F.

Donna Summer
Nous ne pouvions échapper à la nostalgie du disco dont profite aujourd'hui Donna Summer qui, avec des titres comme *I Feel Love*, fut l'une de ses pulpeuses égéries.
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. 20 h 30, le 22. Tél. : 42-08-60-00. De 195 F à 250 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

BEAUMARCHAIS L'INSOLENT
Film français d'Edouard Molinaro, avec Fabrice Luchini, Manuel Blanc, Sandrine Kiberlain, Jacques Weber, Michel Piccoli, Claire Nebout (1 h 40).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Bastille, dolby, 11e (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14e (36-68-04-73 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Maillot, dolby, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

L'EXIL DU ROI BÉHANZIN
Film français de Guy Deslauriers, avec Delroy Lindo, France Zobda, Robert Liensol, Denis Tadie Tuene, Aliou Cisse, Jacky Alpha (1 h 26).
14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; réservation : 40-30-20-10).

FANTÔME AVEC CHAUFFEUR
Film français de Gérard Oury, avec Philippe Noiret, Gérard Jugnot, Maxime Boidron, Jean-Luc Bideau, Charlotte Kady, Daniel Russo (1 h 30).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; Rex, 2e (36-68-70-23) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8e (36-68-43-47) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14e (36-68-04-73 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

LEAVING LAS VEGAS (*)
Film américain de Mike Figgis, avec Nicolas Cage, Elisabeth Shue, Julian Sands, Richard Lewis, Steven Weber, Kim Adams (1 h 51).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; UGC Triomphe, dolby, 8e (36-68-45-47) ; UGC Opéra, dolby, 9e (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Escurial, dolby, 13e (36-68-48-24 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, dolby, 14e (36-68-04-73 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10).

NICO ICON
Film allemand de Susanne Ofteringer, avec Tina Aumont, Ari Boulogne, Edith Boulogne, Jackson Browne, John Cale, Bob Dylan (1 h 12).
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00 ; 36-68-59-02) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27).

NIXON
Film américain d'Oliver Stone, avec Anthony Hopkins, Joan Allen, Powers Boothe, Ed Harris, Bob Hoskins, E. G. Marshall (3 h 10).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5e (36-68-48-24) ; UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62) ; UGC Rotonde, dolby, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-41-45) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (36-68-04-73 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10).
VF : Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10).

OCTOBRE
Film québécois de Pierre Falardeau, avec Hugo Dubé, Luc Picard, Pierre Rivard, Denis Trudel, Serge Houde (1 h 30).
Action Christine, dolby, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).

VALSE AU BORD DE LA PETCHORA
Film géorgien de Lana Gogoberidze, avec Ninon Surguladze, Guram Pirtskhalava, Marika Chichinadze, Tamara Skhirtladze, Ninely Chankuftadze (1 h 48).
VO : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
(*) Films interdits aux moins de 12 ans.

RÉGION

MUSIQUE CLASSIQUE

BORDEAUX
Orchestre national Bordeaux-Aquitaine
Bruch : *Concerto pour violon et orchestre n°1*. Chostakovitch : *Symphonie n°11*. Gérard Poulet (violon), Louis Langrée (direction).
Palais des sports, place Ferme-de-Richemont, 33 Bordeaux. 20 h 30, les 27 et 28. Tél. : 56-48-58-54. 100 F.

CAEN
L'Enlèvement au sérail
de Mozart. Rosa Mannion (Konstanze), Patricia Petibon (Blonde), Yann Beuron (Belmonte), Iain Paton (Pedrillo), Alan Ewing (Osmin), Chœur de l'Opéra du Rhin, Les Arts florissants, William Christie (direction), Edouard Lock (mise en scène).
Théâtre, 135, boulevard du Maréchal-Leclerc, 14 Caen. 20 h 30, le 23. Tél. : 31-30-76-20. 100 F.

LILLE
Pelléas et Mélisande
de Debussy. Gérard Théruel (Pelléas), Mireille Delunsch (Mélisande), Armand Arapian (Golaud), Gabriel Bacquier (Arkel), Hélène Jossoud (Geneviève), Françoise Golfier (Yniold), Chœur régional Nord-Pas-de-Calais, Orchestre national de Lille, Jean-Claude Casadesus (direction), Pier'Alli (mise en scène).
Opéra, place du Théâtre, 59 Lille. 20 heures, le 23. Tél. : 20-55-48-61. De 60 F à 280 F.
La Petite Bande
Bach : *Passion selon saint Jean*. Christophe Prégardien (ténor), Huub Claessens (le Christ), Dorothea Roschmann (soprano), Andreas Scholl (alto), Marcus Schaeffer (ténor), Werner Van Mechelen (basse), Sigiswald Kuijken (direction).
Opéra, place du Théâtre, 59 Lille. 20 heures, le 29. Tél. : 20-55-48-61. De 60 F à 180 F.

MARSEILLE
La Traviata
de Verdi. Daniela Longhi (Violetta), Mario Carrara (Alfredo Germont), René Massis (Giorgio Germont), Chœur de l'Opéra de Marseille, Orchestre philharmonique de Marseille, Nello Santi (direction), Pier Luigi Pizzi (mise en scène).
Opéra, 2, rue Molière, 13 Marseille. 14 h 30, le 24. Tél. : 91-55-00-70. De 200 F à 280 F.

NICE
De la maison des morts
de Janacek. Henk Smit (Gorianchikov), Jan Blinkhof (Luka), Kim Begley (Skuratov), John Daszak (le grand prisonnier), Ricardo Cassinelli (le vieux prisonnier), Chœur de l'Opéra de Nice, Orchestre philharmonique de Nice, Richard Armstrong (direction), Wladyslaw Znorko (mise en scène).
Opéra, 4-6, rue Saint-François-de-Paule, 06 Nice. 14 h 30, le 24 ; 20 heures, les 26 et 28. Tél. : 93-85-67-31. De 80 F à 300 F.

ROUEN
La Cenerentola
de Rossini. Elsa Maurus (Cenerentola), Gregory Cross (don Ramiro), Thierry Félix (Dandini), Paul Guigue (don Magnifico), Brigitte Toulon (Clorinda), Myriam Rossignol (Tisbe), Vincent Le Texier (Alidoro), Ballet et chœur du Théâtre des Arts, Orchestre symphonique de Rouen, Jérôme Pillement (direction), Marc Adam (mise en scène).
Théâtre des Arts, 22, place de la Bourse, 76 Rouen. 15 heures, le 24 ; 20 h 30, le 29. Tél. : 35-15-33-49. De 45 F à 225 F.

DANSE

ANGERS
Raffaella Giordano
Création.
Beaurepaire, 12, boulevard Dumesnil, 44 Angers. 20 h 30, les 26 et 29 ; 19 h 30, le 28. Tél. : 41-87-80-80. 110 F.

GRENOBLE
Isabelle Blanco
Tel que, Duo féminin.
Ancien musée de peinture, 5, place de Verdun, 38 Grenoble. 19 heures, les 23, 26, 27, 28, 29 et 30 mars et les 2, 3, 4, 5 et 6 avril. Tél. : 76-44-24-73. 140 F.

MONTPELLIER
François Raffinot
Adieu.
Opéra, 11, boulevard Victor-Hugo, 34 Montpellier. 20 h 30, le 27. Tél. : 67-60-19-99. 60 F.

STRASBOURG
Nederlands Dans Theater 2
Hans Van Maren : *Grosse Fuge, Déjà vu*. Gideon Obarzanek : *Petrol-Headed Lover*. Jiri Kylian : *Un Ballo*.
Théâtre municipal, Opéra du Rhin, 20 heures, les 26 et 27.
Nederlands Dans Theater 3
Paul Lightfoot : *So Sorry*. Nacho Duato : *Il Maestro*. Christopher Bruce : *Moonshine*. Jiri Kylian : *Silent Cries, Double You*.
Théâtre municipal, Opéra du Rhin, 19, place Broglie, 67 Strasbourg. 20 heures, les 28 et 30 ; 15 heures, le 31. Tél. : 88-75-48-23. De 60 F à 230 F.

JAZZ

AVIGNON
François Jeanneau Quartet
La Manutention, 4, rue des Escaliers-Sainte-Anne, 84 Avignon. 21 heures, le 28. Tél. : 90-86-08-61. De 50 F à 90 F.

GRENOBLE
XXIVe Grenoble Jazz Festival
Avec Quartet Opéra de Gérard Marais, Dominique Pifarély (à L'Heure bleue de Saint-Martin-d'Hères, le 25), « Jazz comme une image » du quartette Drouet/Portal/Sclavis/Texier et du photographe Guy Le Querrec au Cargo de Grenoble (le 26), où joueront aussi Steve Coleman (le 27), Herbie Hancock, (le 28) et Eddie Palmieri (le 30).
Jusqu'au 30 mars. Renseignements et programme complet, tél. : 76-51-65-32.

METZ
Trio Jérôme Bourdellon/ Daunik Lazro/Joe McPhee
Les Trinitaires, le 28.
Spécial Monk
Avec le quartette de Michel Edelin et Eric Lohrer en solo.
Les Trinitaires, 10-12, rue des Trinitaires, 57 Metz. 21 heures, le 29. Tél. : 87-75-04-96.

NANTES
Trio Paul Bley/Evan Parker/ Barre Phillips
Pannonica, 9, rue Basse-Porte, 44 Nantes. 21 heures, le 29. Tél. : 40-48-74-74. De 30 F à 80 F.

TOURS
Trio Jérôme Bourdellon/ Daunik Lazro/Joe McPhee
Le Petit Faucheux, 23, rue Cerisiers, 37 Tours. 21 heures, le 23. Tél. : 47-38-67-62 ou 47-38-29-34.

THÉÂTRE

ANGERS
Hélène
de Jean Audureau, mise en scène de Jean-Louis Thamin, avec Muriel Solvay, Christophe Allwright, Jean-Yves Chatelais, Vincent de Bouard, Eric Bougnon, Nicolas Delpeyrat, Jean-Marie Galey, Yasmine Modestine et Jérôme Robart.
Théâtre municipal, place du Ralliement, 49 Angers. 20 h 30, le 23. Tél. : 41-87-80-80. Durée : 2 heures. 75 F et 130 F.*

AUBUSSON et LYON
Boltanski/Interview
d'après Christian Boltanski, mise en scène d'Eric Didry, avec Gaël Baron et Thierry Paret.
Théâtre Jean-Lurçat, avenue des Lissiers, 23 Aubusson. 20 h 30, le 27. Tél. : 55-83-86-87. Durée : 1 h 30. 60 F et 90 F.*
Théâtre les Ateliers, 5, rue du Petit-David, 69 Lyon. 20 h 30, le 23 ; 17 heures, le 24. Tél. : 78-37-46-30. Durée : 1 h 30. 65 F et 110 F.*

DIJON et VILLEURBANNE
L'Illusion comique
de Pierre Corneille, mise en scène d'Eric Vigner, avec Nazim Boudjenah, Dominique Charpentier, Cécile Garcia-Fogel, Eric Guérin, Denis Léger-Milhau, Gilbert Marcantognini, Jérémie Oler, Grégoire Œstermann, Guy Parigot, Eric Petitjean et le Quatuor Matheus.
Théâtre des Feuillants, 9, rue Condorcet, 21 Dijon. 19 h 30, les 27 et 28 ; 20 h 30, les 29, 30 mars, 2 avril ; 16 heures, le 31. Tél. : 80-30-12-12. Durée : 2 h 30. 100 F et 130 F. Jusqu'au 6 avril.*
Théâtre national populaire, 8, place Lazare-Goujon, 69 Villeurbanne. 20 h 30, le 23 ; 17 heures, le 24. Tél. : 78-03-30-50. Durée : 2 h 30. 135 F et 170 F.*

EVREUX
La Servante (intégrale)
d'Olivier Py, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Damien Barbin, Etienne Lefoulon, Anne Bellec, Christophe Bernard, Gilbert Beugniot, Eléonore Briganti, Céline Chéenne, Samuel Churin, Irina Dalle, Luc Delhumeau, Michel Fau, Antoine Fayard, Philippe Girard, Philippe Lehembre, Mathias Mlékuz, Dominique Parent, Claude Perron et Yvette Petit.
Théâtre, place De Gaulle, 27 Evreux. 20 heures, le 23. Tél. : 32-31-52-28. Durée : 24 heures. 80 F et 110 F.*

GRENOBLE
La Rue du Château
d'après les entretiens des surréalistes sur la sexualité, mise en scène de Michel Didym, avec Sandrine Attard, Hélène Babu, Véronique Bisciglia, Julie Brochen, Isabelle Cagnat, Anne Coesens, Léa Fory, Nathalie Goupil, Hélène Marteau, Isabelle Olive et Vincent Réjaud.
Le Cargo-Petite Salle, 4, rue Paul-Claudel, 38 Grenoble. 19 h 30, le 23. Tél. : 76-24-49-56. Durée : 1 h 15. 60 F et 115 F.*

LE HAVRE
Sallinger
de Bernard-Marie Koltès, mise en scène d'Anne-Françoise Benhamou et Denis Loubaton, avec Marc Berman, Sami Bouajila, Luc-Antoine Diquéro, Claude Duparfait, Patricia Jeanneau, Chantal Lavallée, Michèle Moretti et Anne Rejony.
Le Volcan, 2, rue Racine, 76 Le Havre. 19 heures, le 23. Tél. : 35-19-10-10. Durée : 2 heures. 80 F.

LILLE et REIMS
Cafougnette et l'Défilé
d'après Jules Mousseron, mise en scène de Jacques Bonnaffé, avec Jacques Bonnaffé et La Fanfare.
Théâtre Sébastopol, place Sébastopol, 59 Lille. 14 h 30, le 28 ; 14 h 30 et 20 h 30, le 29 ; 20 h 30, le 30. Tél. : 20-09-45-50. Durée : 1 h 15. 40 F et 60 F.*
Les Citrouilles
d'Alain Badiou, d'après Aristophane, mise en scène de Christian Schiaretti, avec Loïc Brabant, Arnaud Decarsin, Jean-Michel Guérin, Didier Galas, Camille Grandville, Hélène Halbin, Julien Muller, Patrice Thibaud, Gisèle Tortérolo, David Bouvret, Emmanuelle Dezy et Salem Guermat.
La Métaphore-Grande Salle, Grand'Place, 59 Lille. 20 h 30, les 27, 29, 30 ; 19 heures, les 28 et 1 ; 16 heures, le 31. Tél. : 20-40-10-20. Durée : 2 h 30. 90 F et 130 F.*
Comédie de Reims, 3, chaussée Bocquaine, 51 Reims. 20 h 30, le 23. Tél. : 26-48-49-00. Durée : 2 h 30. 75 F et 120 F.*

MARSEILLE
Richard III
d'après William Shakespeare, mise en scène de Matthias Langhoff, avec Nathalie Bastat, Hugues Boucher, Stéphane Comby, Marcial Di Fonzo Bo, Marie Lauverjat...
La Criée, 30, quai de Rive-Neuve, 13 Marseille. 20 h 30, les 26, 28, 29, 30 mars, 2 avril ; 19 heures, le 27 ; 15 heures, le 31. Tél. : 91-54-70-54. Durée : 4 h 20. 130 F et 150 F. Jusqu'au 5 avril.*

NANTES
L'Assemblée des femmes
d'Aristophane, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, avec Agnès Soral, Luis Rego, Pascale Vignal, Louise Vincent, Marie Laurence, Julie Dumas, Anna Gaylor, Véronique Barrault, Béatrice Michel, Catherine Eckerle, Jean Terensier, Alain Courivaud, Gilbert Pascal, Yves Le Moign', Fabrice Roux, Loïc Corbery, Jean-Marie Juan et Alain Pierre.
Maison de la culture de Loire-Atlantique Espace 44, 84, rue du Général-Buat, 44 Nantes. 21 heures, les 23, 27, 29 mars, 1er, 2 avril ; 15 heures, le 24 ; 14 h 15 et 20 h 30, le 26 ; 20 h 30, les 28 et 30. Tél. : 51-88-25-25. Durée : 2 heures. 80 F et 140 F. Jusqu'au 11 avril.*

NARBONNE et SÈTE
La Mouette
d'Anton Tchekhov, mise en scène d'Alain Françon, avec Pierre Baillot, Carlo Brandt, Clovis Cornillac, Jean-Pierre Dougnac, Valérie Dréville, Jean-Claude Durand, Michèle Goddet, Guillaume Lévêque, Dominique Valadié, Claire Wauthion, Joseph Rolandez, Zimuth et Barbara Nicolier.
Le Théâtre, 2, avenue Domitius, 11 Narbonne. 20 h 45, le 23. Tél. : 68-90-90-20. Durée : 2 h 30. 80 F et 100 F.*
Théâtre municipal, avenue Victor-Hugo, 34 Sète. 20 h 30, les 27 et 28. Tél. : 67-74-66-97. Durée : 2 h 30. 70 F et 130 F.*

RENNES
Le Château
d'après Franz Kafka, mise en scène de Giorgio Barberio Corsetti, avec Daniel Dupont, Jacques Gamblin, Donatien Guillot, Jean-Jacques Levessier, Elisabeth Mazev, Martine Thinières, Vincent Voisin et Christine Vouilloz.
Théâtre national de Bretagne, 1, rue Saint-Hélier, 35 Rennes. 15 heures, le 23. Tél. : 99-31-12-31. Durée : 2 heures. 110 F. Dernière.

SAINT-NAZAIRE et TOURS
Comme tu me veux
de Luigi Pirandello, mise en scène de Claudia Stavisky, avec Nada Strancar, Alexis Nitzer, Martine Vandeville, Sid Ahmed Agoumi, Jean-Pierre Bagot, Françoise Bertin, Roland Monod, Arnaud Carbonnier, Violette Pliot et Pierre-Yves Desmonceaux.
Théâtre Gérard-Philipe-Maison du peuple, place Allende, 44 Saint-Nazaire. 21 heures, le 29. Tél. : 40-22-70-93. Durée : 2 h 30. 130 F et 150 F.*
Grand Théâtre, 34, rue de la Scellerie, 37 Tours. 20 h 30, les 26 et 27. Tél. : 47-64-50-50. Durée : 2 h 30. 35 F et 130 F.*

TOULOUSE
Simplement compliqué
de Thomas Bernhard, mise en scène de Jacques Rosner, avec Serge Merlin et en alternance Elisa Ribes ou Juliette Diderot.
Théâtre Sorano, 35, allées Jules-Guesde, 31 Toulouse. 20 h 30, les 23, 26, 28, 29, 30 mars, 2 avril ; 16 heures, les 24 et 31 ; 19 h 30, le 27. Tél. : 61-25-66-87. Durée : 1 h 40. 105 F et 120 F. Jusqu'au 5 avril.*

VILLENEUVE-D'ASCQ
Prométhée enchaîné
d'Eschyle, mise en scène de Michel Raskine, avec Jean-François Lapalus, Isabelle Sadoyan et Sylviane Simonet.
La Rose des Vents, boulevard Van-Gogh, 59 Villeneuve-d'Ascq. 20 h 30, les 26, 27, 28, 29, 30. Tél. : 20-61-96-96. Durée : 1 h 30. 90 F et 110 F.*

ART

ALTKIRCH
Sur invitation : Michaele Andrea Schatt
Centre rhénan d'art contemporain d'Alsace, 18, rue du Château, 68 Altkirch. Tél. : 89-08-82-59. De 14 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 21 avril.

AMIENS
Jean-Michel Alberola
Fonds régional d'art contemporain de Picardie, 45, rue Pointin, 80 Amiens. Tél. : 22-91-66-00. De 14 heures à 18 heures. Fermé samedi, dimanche. Jusqu'au 29 mars.

BEAUMONT-DU-LAC
Catherine Beaugrand, Jacqueline Salmon, Gilles Richard
Centre d'art contemporain de Vassivière, île de Vassivière, 87 Beaumont-du-Lac. Tél. : 55-69-27-27. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 20 avril. 15 F.

CALAIS
Diller + Scofidio
Musée des beaux-arts et de la dentelle, 25, rue de Richelieu, 62 Calais. Tél. : 21-46-48-40. De 10 heures a 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Fermé mardi. Du 23 mars 1996 au 25 mai.

CHERBOURG
Jacques Monory
Galeries du théâtre, centre culturel de Cherbourg, rue Vastel, 50 Cherbourg. Tél. : 33-88-55-50. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ; mercredi et samedi de 10 heures à 18 heures. Fermé lundi et dimanche matin. Jusqu'au 28 avril.

DELME
Bruno Carbonnet
Synagogue, Espace d'art contemporain, rue Poincaré, 57 Delme. Tél. : 87-01-35-61. De 14 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 28 avril.

GRAVELINES
De Dürer à Picasso, l'estampe occidentale à travers le fonds
Musée du dessin et de l'estampe originale, Arsenal, place C.-Valentin, 59 Gravelines. Tél. : 28-65-50-60. De 14 heures à 17 heures ; samedi et dimanche de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 14 avril.

LYON
François-Auguste Ravier
Musée des beaux-arts, palais Saint-Pierre, 20, place des Terreaux, 69 Lyon. Tél. : 72-10-17-40. De 10 h 30 à 18 heures. Fermé lundi, mardi et fêtes. Jusqu'au 28 avril.

MONTPELLIER
Hommage à Robert, exposition Doisneau
Pavillon du musée Fabre, esplanade Charles-de-Gaulle, 34 Montpellier. Tél. : 67-60-43-11. De 10 heures à 19 heures. Nocturne vendredi jusqu'à 21 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 28 avril.

MULHOUSE
Anne Rochette
Musée des beaux-arts, 4, place Guillaume-Tell, 68 Mulhouse. Tél. : 89-45-43-19. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ; jeudi de 10 heures à 17 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 27 avril.

NANCY
Bruno Carbonnet
Galerie Art Attitude, cour Gambetta-19, rue Gambetta, 54 Nancy. Tél. : 83-30-17-31. De 15 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 11 mai.

NICE
Giovanni Anselmo
Musée d'art moderne et d'art contemporain, 1er étage, promenade des Arts, 06 Nice. Tél. : 93-62-61-62. De 11 heures à 18 heures. Nocturne vendredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 16 juin.

NÎMES
Jean-Pierre Bertrand
Carré d'art-Musée d'art contemporain, place de la Maison-Carrée, 30 Nîmes. Tél. : 66-76-35-70. De 10 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 27 mai.

LA ROCHE-SUR-YON
Esther Shalev-Gerz
Musée municipal, rue Jean-Jaurès, 85 La Roche-sur-Yon. Tél. : 51-47-48-50. De 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 7 avril. 15 F.

TOURCOING
L'Estampe expressionniste allemande
Musée des beaux-arts, cabinet d'arts graphiques, 2, rue Paul-Doumer, 59 Tourcoing. Tél. : 20-25-38-92. De 12 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 avril.

VALENCIENNES
Dick Ket, 1902-1940
Musée des beaux-arts, boulevard Watteau, 59 Valenciennes. Tél. : 27-22-57-20. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 31 mars. 20 F.

VILLENEUVE-D'ASCQ
L'Envolée, l'enfouissement
Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59 Villeneuve-d'Ascq. Tél. : 20-05-42-46. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 28 avril. 25 F.

VILLEURBANNE
Gérard Collin-Thiébaut
Le Nouveau Musée-Institut d'art contemporain, 11, rue Docteur-Dolard, 69 Villeurbanne. Tél. : 78-03-47-00. De 13 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 1er juin.

VIDÉO

RENNES
Rencontres Arts et Technologies
Dix installations vidéo, dont une création d'Alain Bourges (*Quadriptyque*), la reprise du *Hula-hoop* de Jean-Paul Labro, *Intercourse* du couple terrible Stephanie Smith-Edward Stewart et *Timelpiece* de Boris Gerrets (qui donnera une conférence aux Beaux-Arts le 21 mars à 18 heures). Des projections mélangent éclectiquement du cinéma numérique, des classiques du cinéma expérimental, une rétrospective Théo Hernandez, des clips, des nouveautés vidéo en provenance d'Argentine et du Brésil et une sélection d'œuvres homosexuelles fournies par la Chicago Video Data Bank, dont c'est la spécialité. A ne pas manquer : le long-métrage vidéo du Canadien Robert Morin, *Yes Sir Madame*, déconstruction des leurres du direct, le 23 mars à 20 heures à l'auditorium des Beaux-Arts.
Du 18 au 24 mars, réparties entre la Galerie du Cloître (Ecole régionale des beaux-arts, 30, rue Hoche) et la Galerie Art et Essai (université Rennes-II, campus Villejean). Renseignements : tél. : 99-14-11-50.
(*) Tarifs réduits.

« Le Monde » a gagné plus de 160 000 lecteurs en 1995

L'étude annuelle d'audience de la presse quotidienne nationale révèle un accroissement, un rajeunissement et une féminisation du lectorat des journaux édités à Paris

UN FRANÇAIS sur cinq lit chaque jour un quotidien national. En 1995, sur une population de quinze ans et plus de l'ordre de 46,2 millions d'individus, les lecteurs des quotidiens nationaux sont au nombre de 9,3 millions, soit 365 000 de plus que l'année précédente. Globalement, l'audience de la presse quotidienne nationale a progressé de 4 % par rapport à 1994. Preuve supplémentaire d'un regain d'appétit à l'égard de la lecture des journaux, 10,3 millions de Français lisaient, l'an dernier, un quotidien national au moins trois fois par semaine. La richesse de l'actualité en 1995, marquée notamment par l'élection présidentielle, mais aussi le lancement de nouvelles formules – *Le Monde* et *Les Echos* – expliquent sans doute cette bonne santé. Elle se traduit dans les chiffres de l'enquête réalisée par l'institut de sondages Ipsos pour l'association Etudes et unités de recherches opérationnelles de la presse quotidienne nationale (EuroPQN, qui réunit douze journaux nationaux édités à Paris : *La Croix*, *Les Echos*, *L'Equipe*, *Le Figaro*, *France-Soir*, *L'Humanité*, *Libération*, *Le Monde*, *Le Parisien - Aujourd'hui*, *La Tribune Desfossés*, ainsi que le « quotidien dominical » *Le Journal du Dimanche* et *InfoMatin*, disparu en janvier).

LECTURE APPROFONDIE

Le rang du quatuor de tête des quotidiens les plus lus en 1995 reste inchangé par rapport à 1994 : le quotidien sportif *L'Equipe* est toujours le premier, suivi par *Le Monde* puis par *Le Parisien* et son édition nationale *Aujourd'hui*, et par *Le Figaro*, couplé à l'occasion de cette enquête avec son « journal clone » *l'Aurore*. Tous quatre creusent l'écart avec le reste du peloton. Le taux global de pénétration de ces quatre titres atteint d'ailleurs presque 15 % du total des 46,2 millions de lecteurs (5,3 % pour *L'Equipe*, 4,8 % pour *Le Monde*, 4 % pour *Le Parisien - Aujourd'hui* et 3,7 % pour *Le Figaro - L'Aurore*).

Enfin, si l'on compare l'audience de 1995 à celle de 1994, les chiffres des deux premiers titres sont encore plus parlants : ainsi, *L'Equipe* a gagné 238 000 lecteurs en un an et *Le Monde* 163 000.

Ces chiffres auront de quoi intéresser plus d'un publicitaire ou d'un annonceur. Avec plus de 9 millions de lecteurs, l'audience de la presse quotidienne nationale dépasse désormais très largement celle des journaux télévisés de 20 heures de TF 1 ou de France 2 et France 3, qui rassemblaient 7,4 millions d'individus de quinze ans et plus en moyenne, en 1995, selon l'institut Médiamétrie. Autre enseignement de l'enquête EuroPQN, les lecteurs de quotidiens nationaux se caractérisent par des critères de niveau d'instruction et de niveau de vie supérieurs à la moyenne de la population.

Ce sont encore majoritairement des hommes (59,8 %), mais le pourcentage de lectrices de presse quotidienne s'accroît au fil des ans : en 1994, les quotidiens nationaux étaient lus à 39,4 % par des femmes ; en 1995, elle représentent 40,2 % de l'audience. En outre, les lecteurs jeunes sont eux aussi en progression, puisque les moins de trente-cinq ans constituent 37,7 % de l'audience en 1995, contre 37,3 % l'année précédente. Les lecteurs de moins de cinquante ans représentent 68 % du lectorat. Le lectorat est ventilé sur tout le territoire, puisque trois lecteurs sur cinq habitent la province et deux la région parisienne.

L'attachement du lecteur à son quotidien national est patent. 61,5 % se procurent leur journal en l'achetant directement en kiosque et le lisent de « façon active », à la fois au domicile, dans les transports et sur le lieu de travail, en répartissant cette lecture pendant toute la journée ; mais elle est surtout dense durant la matinée. En moyenne, les lecteurs consacrent 34 minutes à leur quotidien (30 minutes en 1994). A côté du caractère rapide et éphémère de l'audiovisuel, la presse accentue ainsi ce qui fait sa qualité et son utilité : la possibilité de retourner à la lecture et d'approfondir.

Yves-Marie Labé

L'audience des quotidiens nationaux en France

en centaine de milliers de lecteurs

	1994	1995
L'Equipe	2 235	2 473
Le Monde	2 045	2 208
Parisien/Aujourd'hui	1 758	1 865
Le Figaro/L'Aurore	1 668	1 705
Libération	1 056	1 058
France Soir	977	976
Les Echos	738	740
InfoMatin	590	666
L'Humanité	433	451
Tribune Desfossés	391	365
La Croix	348	328

La lecture d'un numéro moyen (LNM) porte sur le nombre de numéros lus parmi les cinq ou six dernières éditions parues.

Le lecteur du « Monde » : urbain et diplômé

C'est plutôt un lecteur qu'une lectrice, il a généralement moins de 50 ans, est majoritairement diplômé du supérieur et habite plutôt en province : telles sont les principales caractéristiques du profil du lecteur type du *Monde* selon l'enquête EuroPQN 1995. Les lecteurs du *Monde* sont des hommes à 55,2 %, mais les femmes s'y intéressent de plus en plus. Elles représentaient 42,4 % du lectorat en 1994, elles sont 44,8 % en 1995. 36,1 % des lecteurs ont moins de 35 ans, mais 67 % ont moins de 50 ans. Cadres supérieurs et professions intermédiaires représentent la part la plus importante du lectorat (22,4 % et 14,5 % respectivement) ; les étudiants sont 19,2 %. Enfin, 61,2 % des lecteurs résident en région et 28,8 % dans des villes de plus de 100 000 habitants. 57,2 % des lecteurs du *Monde* ont suivi des études supérieures.

■ PRESSE HEBDOMADAIRE : les élus du personnel au comité d'entreprise de *L'Express*, réunis jeudi 21 mars, n'ont pas été avisés d'un éventuel départ de Christine Ockrent, directrice de la rédaction de l'hebdomadaire depuis septembre 1994 (*Le Monde* du 30 mars). Selon l'un des participants, une question d'un élu sur une telle éventualité n'a reçu qu'une réponse évasive du représentant de la direction. Ce dernier a indiqué qu'il y avait actuellement *« des discussions d'ordre privé, sur la marche du journal »*, entre Christine Ockrent et Christian Brégou, directeur de la publication et patron du groupe CEP Communication.

■ RADIO : la rédaction de Sud-Radio, en grève depuis le mardi 19 mars, pour protester contre le non-renouvellement du contrat à durée déterminée d'un journaliste, a décidé, jeudi 21 mars, d'arrêter son mouvement, après l'annonce par la direction de négociations sur l'avenir de la station. Le préavis de grève lancé pour le lundi 25 mars a également été levé lors d'une assemblée générale, à Toulouse, au siège de la station. La société des rédacteurs souligne que l'avenir de la station est *« flou »*. *« Nous avons raté le rachat de RMC, il y a un mois, et la direction ne semble pas avoir envisagé cet échec »*, a souligné sa présidente, Catherine Monnier.

■ GRANDE-BRETAGNE : le deuxième groupe de presse britannique, Mirror Group, a réalisé un bénéfice avant impôt de 107 millions de livres en 1995 (800 millions de francs), en baisse de 44 % par rapport aux 189 millions de livres (1,5 milliard de francs) de l'exercice précédent. Ce décalage tient à l'absence, en 1995, des éléments exceptionnels qui composaient pour partie le bénéfice 1994.

VENDREDI 22 MARS

TF 1

10.35 ▶ Patinage artistique. Championnats du monde à Edmonton (Canada)(65 min). 8490984
11.40 La Roue de la fortune.
12.15 Le Juste Prix. Jeu.
12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal, Météo.
13.35 Femmes. Magazine.
13.40 Les Feux de l'amour.
14.30 Dallas. Feuilleton.
15.25 Rick Hunter, inspecteur choc. Série.
16.20 Une famille en or. Jeu.
16.55 Club Dorothée.
17.30 Les Années fac. Série.
18.00 L'Un contre l'autre. Série.
18.30 Les Nouvelles Filles d'à côté. Série.
19.00 Agence tous risques. Série.
20.00 Journal, La Minute hippique, Météo.

20.50 UNE FAMILLE FORMIDABLE
Feuilleton [7/9]. Nicolas s'en va-t-en guerre, de Joël Santoni, avec Anny Duperey, Bernard Le Coq (110 min). 271990
Les joies des retrouvailles font vite place aux tourments familiaux.

22.40 ECHOS DE STARS
Divertissement présenté par Philippe Lavil, Stéphane Bern, Henry-Jean Servat, Isabelle Heurtaux. Mireille Mathieu chez Christian Lacroix ; Jean-Marie Bigard au Trophée Andros ; Gstaadt, station de ski en Suisse réservée aux milliardaires ; Sharon Stone à Paris ; Jean Galfione, perchiste, mannequin, Cachou, Henri Leconte et Marie Sara, le duc et la duchesse de Bragance, Jacques Weber (80 min). 9528551
0.00 L'Hôtel des passions. Le docteur miracle. Série.
0.55 Journal, Météo.
1.05 et 3.20, 5.10 Histoires naturelles. 2.05 et 3.10, 4.15 TF1 nuit. 2.15 Le Vignoble des maudits. 4.50 Musique.

France 2

12.55 et à 13.35 Météo.
12.59 Journal, En direct du Salon du livre, Point route.
13.45 Derrick. Série.
14.50 Le Renard. Série.
15.50 et 5.25 La Chance aux chansons.
16.25 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.00 Quoi de neuf, docteur ? Le petit Luke. Série.
17.30 La Fête à la maison. [2/2] Série.
18.05 et 3.20 Les Bons Génies. Jeu.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit, les petits. Capitaine Nounours.
19.20 et 0.50 Studio Gabriel. Invités : Guy Marchand, Yves Simon.
19.59 Journal, Météo, Point route.

20.55 LES CINQ DERNIÈRES MINUTES
Série. Le dernier cri, avec Pierre Santini (95 min). 2876803
A Montréal, le commissaire Massard mène une enquête sur la mort suspecte d'un biogénéticien responsable d'un projet expérimental ambitieux.

22.30 BOUILLON DE CULTURE
Magazine présenté par Bernard Pivot. Qu'est-ce que les écoliers et lycéens devraient apprendre et comment ? Avec Georges Charpak, François de Closets, Claude Hagège (70 min). 6022613
23.40 Géopolis. Magazine présenté par Claude Sérillon. Taïwan : des œufs contre une pierre (45 min). 3592613
0.25 Journal, Bourse, Météo.
1.20 Envoyé spécial (rediff.). 3.55 24 heures d'infos. 4.05 Vol du frère. 4.35 Little Karim. 5.55 Dessin animé.

France 3

12.35 Journal.
13.05 Keno.
13.10 Tout en musique. Jeu.
13.40 Beau Fixe. Avec Roger Carel.
14.30 La croisière s'amuse. Couple confuse. Série.
15.20 Les Enquêtes de Remington Steele.
16.15 Les Craquantes. Série.
16.40 Les Minikeums.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour. Histoires sans héros, de T.C. Boyle.
18.55 Le 19-20 de l'information, 19.08, Journal régional.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.45 Consomag.

20.50 ▶ THALASSA
Présenté par Georges Pernoud. Bouge-toi de là, de Stéphan Poulle et Gilles Ragris (60 min). 6160174
Six RMistes trouvent grâce à la plongée sous-marine une place au soleil.

21.50 FAUT PAS RÊVER
Magazine présenté par Sylvain Augier. Invitée : Anouk Grinberg. Cameroun : les funérailles bamiléké, de Régis Michel et Yvon Bodin ; France : retour à la Brière, de Christian Chaudet et Michel Marion ; Belgique : le café Pletsch, de Patricia Micallef et Didier Faveur (60 min). 7417551
22.50 Journal, Météo.
23.20 Pégase. Magazine. A ciel ouvert, le transport aérien français (55 min). 9941174
0.15 Dynastie. Le suppléant. 1.00 Musique Graffiti. Musique populaire : Six poèmes, de Mikis Théodorakis, extrait ; Poèmes, de Garcia Lorca, par l'Orchestre symphonique d'Athènes, sol. Maria Farandouri, chant, dir. Mikis Théodorakis (25 min).

La Cinquième

13.30 La Grammaire impertinente. 13.35 Attention santé. 13.40 Défi. 14.10 Quelle école demain ? 15.30 Le Sens de l'Histoire. La Loubianka à Moscou. 16.30 Le Réseau des métiers. 16.35 Rintintin. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Affaires publiques. L'ambassadeur. 18.15 Les Clefs de la nature. Une vie bien rythmée. 18.30 Le Monde des animaux. Voyage en Amérique latine.

Arte

19.00 Le Mystère des pyramides. Documentaire [1/2]. Les bâtisseurs de pyramides (60 min). 1822
20.00 Brut (30 min). 7025
Sommaire : Université de Paris-Dauphine ; La pesée des enfants à Lima ; Université de Paris-Dauphine (bis) ; Séquence JRI : Archipel des Comores, le 28 septembre 1995 un coup d'Etat renverse le président Djohar ; L'invitation à la boum (suite).
20.30 8 1/2 Journal.

20.45 IL Y A TOUJOURS UN PERDANT
Téléfilm de Max Färberböck, avec Heinz Hoenig, Dagmar Manzel (100 min). 754087
Un petit entrepreneur raté qui n'a aucun avenir et pas d'adresse s'éprend d'une femme divorcée aussi peu fortunée que lui. Mais l'homme préfère l'argent à l'amour et devient l'amant d'une femme riche...

22.25 GRAND FORMAT : TERRE D'AVELLANEDA
Documentaire. A la recherche des disparus d'Argentine, de Daniele Incalcaterra (85 min). 8370236
Ce film est construit autour du travail de recherche et d'exhumation effectué par un groupe d'anthropologues et de médecins légistes sur les corps des personnes disparues pendant la dictature entre 1976 et 1981.
23.50 Kieslowski par Kielowski. Documentaire de Dominique Rabourdin. (30 min). 534025
0.45 Maestro. Magazine. Barbara Hendricks chante Duke Ellington. Accompagnée par le Monty Alexander Trio. Enregistré au Festival de Montreux 1994 (60 min, rediff.). 1.45 Music Planet. Magazine. [2/2] Duke Ellington : Reminiscing in Tempo de Robert S. Levi (65 min, rediff.).

M 6

13.25 La Fureur des hommes. Téléfilm de Joseph Sargent, avec Walter Matthau (94 min). 9698551
En 1944, le docteur d'un camp de détention pour prisonniers allemands est retrouvé mort.
15.00 Deux flics à Miami. Série.
16.30 Hit Machine.
17.05 Filles à papas. Série.
17.35 L'Etalon noir. Série.
18.05 Models Inc. Série.
19.00 Code Quantum. Série. Cauchemars.
19.54 Six minutes d'information.
20.05 Notre belle famille. Série.
20.35 et 0.05 Capital 6. Magazine.

20.45 FLASHBACK, LE MEILLEUR DE L'ANNÉE 1986
Magazine présenté par Laurent Boyer et Yves Lecoq. Avec Alexandra Kazan, Bernard Giraudeau, Maurane, Eric Morena, Indochine, etc. (150 min). 4980867

23.15 AU-DELÀ DU RÉEL, L'AVENTURE CONTINUE
Série. Une deuxième chance, (50 min). 5396759
Deux inconnus proposent à un escroc, récemment libéré de prison, de l'aider à redémarrer une nouvelle vie. Ces deux bienfaiteurs sont en fait des visiteurs venus d'une autre planète.
0.20 Sexy Zap. Magazine.
0.50 Best of Groove. Musique.
2.55 La Saga de la chanson française. Documentaire. Jacques Brel. 3.15 Fanzine. Magazine. 3.50 Top models, oh là là ! Documentaire (65 min).

Canal +

10.45 Ainsi soient-elles. Film de Lisa et Patrick Alessandrin (1995, 102 min). 1437358
▶ En clair jusqu'à 13.45
12.30 La Grande Famille.
13.45 La Liste de Schindler ■ ■ Film de Steven Spielberg (1993, 187 min). 58482087
16.55 Le Dossier Oskar Schindler. Documentaire de Jon Blair (53 min). 4168174
18.00 Dessin animé. Les Exploits d'Arsène Lupin.
▶ En clair jusqu'à 20.35
18.24 Help ! Série.
18.35 Nulle part ailleurs. Invités : Thomas McGuane, Jean-Marc Barr, Olivia Bonamy.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 CRACKER
Téléfilm. Un jour les lemmings voleront, de Simon Cellan Jones, avec Robbie Coltrane, Barbara Flynn (98 min). 190777
22.10 Les Pandas sous les nuages. Documentaire. 7648261
23.00 Flash d'information.

23.05 Y A-T-IL UN FLIC POUR SAUVER HOLLYWOOD ?
Film de Peter Segal (1994, 79 min). 8825445
0.25 Roger la honte ■ ■ Film de Riccardo Freda (1966, 102 min). 2948867
2.05 Body Melt ■ Film de Philip Brophy (1994, 80 min). 8519342
3.25 Le Journal du hard.
3.30 L'Emprise de la passion. Film de John Leslie (1994, 90 min). 4283464
5.00 Katia Ismaïlova ■ Film de Valeri Todorovski (1994, v. o., 92 min). 3438716

Radio

France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison. Dans le cadre de la Saison musicale slave (5).
20.30 Radio Archives. Stephan Sweig.
21.32 Black and Blue. Billie Holiday.
22.40 Nuits magnétiques. La tétralogie du vieux monsieur (4).
0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Coda. (5). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Sur la route de Janis Joplin ; 3.30, A voix nue, Entretien d'hier d'aujourd'hui, Paroles de peintres : Salvador Dali ;

France-Musique

20.00 Concert franco-allemand. Donné en direct de l'ancien Opéra de Francfort et émis simultanément sur les Radios de Leipzig, Sarrebruck et Berlin, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, dir. Dimitri Kitaïenko : Symphonie n° 3 Ecossaise, de Mendelssohn ; Œuvres de Mozart, R. Strauss.
22.00 Soliste. Michel Chapuis.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Tzang Shing-kwei, Kagel.
23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Vainberg, Szymanowski.
0.00 Jazz club.
1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Le Journal de Delacroix. Alceste (ouverture), de Gluck, par l'Orchestre Geraint Jones, dir. Geraint Jones ; Concerto pour piano et orchestre n° 12, de Mozart, par the English Chamber Orchestra, dir. Uri Segal, Radu Lupu, piano ; Le Mariage secret (extrait), de Cimarosa, par the English Chamber Orchestra, dir. Daniel Barenboïm, Arleen Auger (Carolina), Julia Varady (Elisetta), Dietrich Fischer-Dieskau (Geronimo). Quatuor n° 5, de Cherubini, par le Quatuor Melos ; Symphonie n° 6 Pastorale, de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de Chicago, dir. Georg Solti.
22.45 Les Soirées... (Suite). Œuvres de Rossini, Bellini, Paganini, von Weber, Chopin, Berlioz. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Fort Boyard.
21.30 Itinéraire d'un gourmet. Invité : Christian Bodiguel.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Taratata. Invitée : Jane Birkin.
23.50 Alice.
0.30 Soir 3 (France 3).
23.40 Voyage au Texas.
0.35 Résistance blanche contre l'apartheid (55 min).

Planète

20.35 USA : Meurtres de 5 à 7.
21.25 Histoires d'opéras. [2/4].
22.25 La Course aux étoiles : Wernher von Braun.
23.10 Les Nouveaux Explorateurs. [10/12] Les rivières de lave.

Paris Première

19.30 Stars en stock.
20.00 20 h Paris Première.
21.00 ▶ Les Premiers Pas. D'André Halimi. [2/3] Spécial comédiens.
21.55 Musiques en scènes. Invité : Marcel Landowski.
22.25 Opéra : Mithridate, roi du Pont. En trois actes de Mozart. Enregistré au Royal Opera House de Covent Garden à Londres, en 1991 (185 min) 13701551

France Supervision

19.00 Les Cinq Dernières Minutes. Le quincailler amoureux.
20.30 Entracte.
20.40 Taratata. Invités : Bon Jovi.
22.00 CinéActu.
22.10 Basket-ball.
23.40 Concert : Les Byrds. Enregistré à l'Arthur's Club de Genève, dans le cadre du festival Blues Sessions (100 min) 84612716

Ciné Cinéfil

20.30 Les Intrigantes ■ Film d'Henri Decoin (1954, N., 95 min) 5554532
22.05 L'Impossible monsieur Pipelet. Film d'André Hunebelle (1955, N., 85 min) 37373006
23.30 Léviathan ■ ■ Film de Léonard Keigel (1962, N., 90 min) 3275377

Ciné Cinémas

20.05 Le Bazar de Ciné Cinémas.
21.00 Mister Johnson ■ Film de Bruce Beresford (1990, 100 min) 95749071
22.40 The Blue Iguana ■ Film de John Lafia (1988, v.o., 90 min) 6084209

Série Club

20.45 (et 23.45) Le Masque.
21.40 Jim Bergerac. Tout ce que Lola voudra.
22.30 Alfred Hitchcock présente. Un verre, ça va...
23.00 Mission impossible.
0.30 Janique aimée.
1.00 Jim Bergerac (45 min).

Canal Jimmy

20.00 The Muppet Show. Invitée : Deborah Harry.
20.30 Les Envahisseurs. L'ennemi.
21.20 M.A.S.H. Oraison funèbre.
21.50 Destination séries.
22.20 Chronique moscovite.
22.25 Dream On. Turlututu.
22.55 Seinfeld. Le Jerry fusilli.
23.20 Country Box.
23.45 La Semaine sur Jimmy.
23.55 New York Police Blues. Episode n° 40.
0.45 Angela, quinze ans. Un week-end attachant (50 min).

Eurosport

19.55 Football. En direct. Match de la 33e journée de D2 : Caen - Sochaux (125 min). 1443867
22.00 Patinage artistique. En direct d'Edmonton (Canada). Championnats du monde. Programme court dames (90 min) 373993
23.30 Tennis.
1.15 Patinage artistique. En direct d'Edmonton (Canada). Championnats du monde. Danse sur glace, programme libre (285 min) 76934439

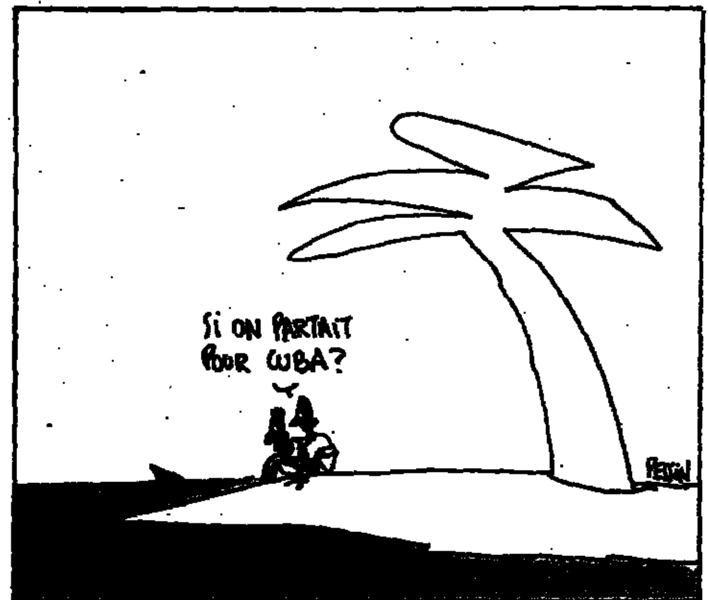
Haïti, l'île comme un enfant à l'abandon

Ils ont treize ans, aujourd'hui, à Port-au-Prince. Le documentariste japonais Kumiko Igarashi montre, à travers leur histoire, la douleur de toute une nation

PORT-AU-PRINCE, mars 1995. Jean-Bertrand Aristide est président pour quelques mois encore. Après trois ans d'exil aux Etats-Unis, avant la nouvelle élection présidentielle du 17 décembre, à laquelle il ne pourra pas se représenter : l'ancien « prophète des bidonvilles » l'a promis à *Bill Clinton*. Les soldats américains traînent sous la chaleur épaisse, l'ennui à fleur de mitraillette. Eric, Ericson et Tinason, eux, sont des enfants livrés à la rue. Ni père ni mère, ni feu ni lieu. Kumiko Igarashi les a choisis pour ce documentaire réalisé pour la chaîne japonaise NHK, comme symbole de l'indicible douleur, de l'enfer sans fin dans lequel semble s'enfoncer l'« île des hautes montagnes ».

Avoir treize ans en Haïti est, par moments, à la limite du soutenable. Le document n'est d'ailleurs pas, dans sa narration et sa construction, vraiment réussi, mais cela, ici, a peu d'importance. L'important est qu'en suivant Eric, Ericson, Tinason et quelques autres, le film laisse le temps au spectateur de sentir l'errance désespérante de quelques enfants, et celle de toute une nation. Juste le réflexe de survivre, quand même.

Petit à petit, derrière les histoires individuelles, régulièrement mises en perspective par des informations historiques, politiques et économiques, Kumiko Igarashi reconstitue l'enchaînement de fer qui enserre et torture l'ancienne colonie française. Le cercle vicieux dans lequel se répondent la violence politique subie depuis si longtemps, l'écart hallucinant entre une classe riche ultraminoritaire et les autres, qu'elle tient pour la lie de la société. La maladie – 15 % des Haïtiens seraient atteints par le virus du sida –, la mort. L'abandon. A Port-au-Prince, environ dix mille enfants vivent dans la rue. La violence est un ogre qui se dévore lui-même.



La scène centrale du film, tout droit sortie de *L'Enfer* de Dante, a lieu deux fois par jour, la même, toujours, à quelques kilomètres de la capitale. C'est à la nouvelle décharge publique, là où les camions des camps militaires viennent déverser des déchets « riches » en restes de nourriture. Dans la poussière lunaire, les camions, protégés par des « casques bleus », sont pris d'assaut par la foule affamée.

LUCIDITÉ POLITIQUE

Très rapidement, c'est l'émeute. On se bat pour un fond de boîte de conserve pourri, pour un bout de viande avariée. Les soldats, eux, portent des masques de gaze blanche... La société occidentale, dans sa grande générosité, jette aux enfants du tiers-monde le rebut de son opulence. On pourrait difficilement mieux dire la perversité du rapport Nord-Sud que ces longues, interminables, insupportables vingt minutes. L'aspect le plus étonnant du film, sa seule note d'espoir, est de révéler la lucidité politique des enfants d'un peuple qui, le premier parmi les Noirs, se rebella contre l'oppresseur coloniale, et gagna son indépendance en 1804.

Les jumeaux Eric et Ericson, du haut de leurs treize ans, parlent avec une maturité désenchantée du rôle des Etats-Unis, de la démocratie, de liberté et d'égalité. Les élections législatives et municipales du 25 juin 1995, la présidentielle de décembre, ont pourtant semblé démentir cette motivation avec leurs taux d'abstention record (20 % seulement des électeurs ont voté pour élire le nouveau président René Préval). Le peuple qui, depuis des années, se reconnaît dans le « prêtre rouge » Aristide, rejette simplement une classe politique *« pourrie »* et lointaine, obligée de composer avec le grand frère américain. Il n'y a pas d'éducation à la démocratie en Haïti, mais une culture de la révolte.

Deux siècles après l'indépendance, est-ce la culpabilité d'une nation, une vision du monde où se sont stratifiées différentes religions, qu'exprime cet adolescent au regard doux ? A la « Cité soleil », le plus grand bidonville de Port-au-Prince, où il habite, il dit : *« Nous sommes tous poussière. Nous avons été faits de boue. »*

Fabienne Darge

★ « La 25e Heure » : France 2, samedi 23 mars à 0 h 45.

Peurs *par Agathe Logeart*

DANS une maison de la banlieue de Copenhague, au Danemark, TF 1 est allé dénicher un gros garçon rose qui passe beaucoup de temps enfermé dans un studio de radio aux murs semés de croix gammées. C'est une radio néo-nazie qui vient d'obtenir le droit d'émettre au nom de la liberté d'expression. Radio Oasis est une émanation du mouvement national-socialiste danois. Deux fois par semaine, elle diffuse des programmes musicaux, rap skinhead, chants militaires et nazis et débats sur l'immigration.

Le but de cette entreprise est, explique l'animateur, de défendre la race blanche contre l'invasion étrangère. Hitler, dont les discours sont régulièrement diffusés, est le héros de Radio Oasis, sa mascotte, en quelque sorte. Quel est l'intérêt de ce sujet, accompagné d'une musique mélodramatique et d'un commentaire lu sur un ton apocalyptique ? Faire peur, à l'évidence, au risque – le débat est éternel – de servir involontairement de caisse de résonance à ceux que l'on prétend dénoncer. Il se trouvera toujours quelques allumés pour applaudir une telle folie en astiquant leurs emblèmes à tête de mort.

Peur encore, avec le sujet d'« Envoyé spécial » (France 2) sur l'Ordre du Temple solaire. Mais là, il s'agit d'autre chose. C'est une enquête scrupuleuse qui détricote le fonctionnement d'une secte dont quelques dizaines de membres subsisteraient encore en France, en attendant le Grand Soir qui les propulserait dans un au-delà réservé à l'élite d'une confrérie réunie par un idéal fou. Vénus ou Jupiter ? Ils hésitent sur la meilleure destination, comme d'autres balancent entre Vesoul et Vierzon. La quincaillerie de capes blanches frappées d'une croix rouge, la terminologie pseudo-scientifique, la mythologie délirante feraient sourire, s'il n'y avait eu, déjà, tant de morts emportés par cette démence. Que voulaient-ils donc fuir du monde normal, ceux qui se sont embringués dans cette extravagance jusqu'à en mourir ? Il n'y a pas de réponse, et c'est là la vraie raison de la peur.

Peur, toujours, avec ces vaches folles aux jambes de guimauve. On nous assurait naguère qu'elles étaient inoffensives, et voilà soudain qu'on les soupçonne de transmettre à l'homme leur terrible maladie. Qu'y a-t-il pourtant de plus doux, de plus rassurant qu'une vache avec ses bons gros yeux ronds frangés de cils drus ? Comment se méfier d'une vache, et si l'on s'en méfie, à qui alors, à quoi faire confiance ?

On frissonnait, hier, en regardant la télévision. Mais, heureusement, il y a le pape. Il y a toujours le pape quand on cherche des raisons d'espérer. Le carême télévisuel dont il s'est fait récemment l'apôtre doit toucher à sa fin, puisque JP 2, nous a appris TF 1, s'apprête à faire diffuser sur les chaînes de télévision un spot publicitaire pour assurer la promotion d'un disque où il dit le rosaire en latin. Funk, rap, comme Jeanne Calment ? Le secret est encore bien gardé. On en connaît juste le prix : 250 F. Une aumône, en vérité, si c'est pour le salut de nos âmes apeurées...

SAMEDI 23 MARS

TF 1

12.53 Journal, Météo.
13.30 Reportages. Magazine. 60 ans ! Et bien dansez maintenant, de S. Chabas et A. Marant (35 min). 824859
14.05 L'homme qui tombe à pic. Série.
15.05 Mac Gyver. Série.
16.00 Melrose Place. Série.
16.50 ▶ Patinage artistique. Championnats du monde à Edmonton (Canada) : programme libre danse ; Programme court dames (60 min). 7426255
17.50 Trente millions d'amis. Magazine.
18.25 Vidéo gag.
19.00 Beverly Hills. Série.
20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique, Météo.

20.45

SI ON CHANTAIT
Divertissement présenté par Julien Courbet. Spécial charme et séduction. Avec Ophélie Winter et son frère Mickaël, Jane Birkin et les Négresses vertes, Véronique Sanson et I Muvrini, Lolo Ferrari et les Chippendales... (125 min). 284897

22.50

LE TÉMOIN DE MINUIT
Téléfilm de Peter Foldy, avec Paul Johannson, Karen Moncoeiff (90 min). 839052
Deux jeunes gens filment par hasard une bavure policière. Pour éviter le scandale, les policiers se lancent à leur poursuite afin de récupérer la bande vidéo.
0.20 Formule foot. 32e Journée du Championnat de D1.
0.55 Journal, Météo.
1.05 Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.). 1.25 et 2.35, 3.45. TF1 nuit. 1.35 Le Vignoble des maudits. 2.45 et 5.05. Histoires naturelles. 4.25 Intrigues. 4.50 Musique.

France 2

12.59 Journal.
13.40 INC. Magazine.
13.45 Spécial santé. Les enfants de la pollution. Invités : les professeurs Mattei, Grimfeld (55 min). 614694
14.40 L'ABC des plantes.
14.45 Le Serpent. De Jean-Marc Dauphin.
15.40 Samedi sport. 15.45. Tiercé, en direct de Saint-Cloud ; 16.00, Cyclisme : Milan-San Remo (105 min). 3640101
17.25 Un privé sous les tropiques. Une silhouette de rêve.
18.20 Le Choix gagnant. Jeu.
18.55 Surprise sur prise. Divertissement. Avec Melle Agnès...
19.50 et 20.40 Tirage du Loto.
19.59 Journal, Météo.

20.50

N'OUBLIEZ PAS VOTRE BROSSE À DENTS
Divertissement. Présenté par Nagui. (150 min). 3398743

23.20

BOXE
Championnat d'Europe super-plume : Didier Scheaffer (France)-Anatoly Alexandrov (Russie). (70 min). 7389033
0.30 Journal, Météo.
0.45 La 25e Heure. Magazine. Avoir 13 ans en Haïti, de Dan Setton (80 min). 5835526
Haïti, tourmenté par la guerre civile et l'instabilité politique.
● Lire ci-dessus.
2.05 Belles Années. Des Apennins aux Andes. [3/6] Série. 3.05 Safari Namibie. 4.40 Bouillon de culture (rediff.). 5.45 Dessin animé.

France 3

11.50 et 13.01, 15.05 Télévision régionale.
12.35 Journal.
13.00 Keno.
14.05 Faut pas rêver. (rediff.)
17.45 Montagne. Magazine. Glacionautes, de Guy Meauxsoone.
18.15 Expression directe. UDF.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour. *Le Jour du patchwork*, de Whitney Otto.
18.55 Le 19-20 de l'information, 19.08, Journal régional.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

LE REFUGE
Téléfilm d'Alain Schwarzstein, avec Maxime Leroux, Marie-Dominique Dessez (90 min). 814743
Un vétérinaire décide de se battre pour faire vivre un refuge pour animaux dans un village ardéchois...

22.20

LES DOSSIERS DE L'HISTOIRE
Magazine. Le piège indochinois, d'Eric Deroo. [1/2] Le temps des illusions (1940-1945) (60 min). 6128101
23.20 Journal, Météo.
23.45 Musique et compagnie. Magazine présenté par Alain Duault. Portrait de Marylin Horne, mezzo-soprano ; Harold Pinter : l'anniversaire ; Roberto Plate : rencontre avec le peintre scénographe dans son atelier (60 min). 2336743
0.45 Dynastie. L'élection. 1.30 Musique Graffiti. *Sonatina*, de Moreno Torroba, par Turibio Santos, guitare (15 min).

La Cinquième

12.30 Les Lumières du music-hall. Lucienne Boyer. 13.00 Mag 5. 13.30 Va savoir. Les amoureux des roulottes. 14.00 A tous vents. Quatre siècles de fond, l'infortune du *Columbian*. 15.00 Business humanum est. Rungis, la piste aux étals. 16.00 Les Grands Maîtres du cinéma. Martin Scorsese. 17.00 Qui vive. La responsabilité médicale. 18.00 Arrêt sur images.

Arte

19.00 et 2.25 French and Saunders go to the Movies. Série [1/2] de Bob Spiers, avec Dawn French, Jennifer Saunders (v.o., 30 min). 4472
19.30 Histoire parallèle. Yougoslavie 1946 : la gloire de Tito. Invité : Gilles Martinet (50 min). 44476
20.20 Le Dessous des cartes. Chronique géopolitique. Les délocalisations japonaises.
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

WILD PALMS
Série [6/6]. Salut ! Je dois m'en aller, de Phil Joanou (45 min). 157304
21.30 Métropolis. L'Est sauvage : la Pologne des cinéastes ; Alberto Giacometti ; le nouveau roman de Martin Walser : *Finks Krieg* ; Bob Arnold (60 min). 62658
22.30 Plan séquence. Homo automobilis. Court métrage de Vincent Mayrand (1995, 5 min). 79491

22.35

MUSIC PLANET
Magazine. Toots. Un portrait de Toots Thielemans, de Manfred Waffender. (65 min). 1752656
Le célèbre harmoniciste belge Toots Thielemans, guitariste de formation, nous livre ici tous ses secrets.
23.35 Mariage blanc. Téléfilm de Krzysztof Lang, avec Joanna Trepechinska, Gary Kemp (1993, 85 min). 6758659
Désireuse de commencer une nouvelle vie en Angleterre, une jeune Polonaise ne voit qu'une solution : un mariage blanc. Son futur époux, endetté auprès de la mafia locale, lui réclame une forte somme d'argent...
1.00 Cartoon Factory. Dessins animés [10/10]. English Channel Swim (1925) ; Red Riding Hood (1931) ; Betty in Blunderland (1934) ; Play Safe (1936) (rediff.). 1.25 Les Petits Vendeurs de journaux. Téléfilm de Maciej Dejczer, avec Bartosz Sikorski, Krzysztof Tyniec (90 min, rediff.).

M 6

12.55 La Saga des séries.
13.00 Docteur Quinn, femme médecin. Série.
14.05 Supercopter. Série.
15.10 Booker. Série.
16.15 Les Champions. Série.
17.10 Chapeau melon et bottes de cuir. Série.
18.10 Le Saint. Série. Avec Roger Moore.
19.05 Warning. Magazine.
19.10 Turbo. Magazine. L'essai : la Citroën Saxo et la nouvelle Peugeot 106 ; L'enquête : Daewoo, Kya, Hyundai, Samsung ; etc.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 et 4.45 ▶ Mode 6. Magazine. Spécial Helena Christensen.
20.35 Coming Next. Magazine.

20.45

AUX FRONTIÈRES DU RÉEL
Le Musée rouge (60 min). 6258491
Quand vient la nuit (55 min). 8578217
Le Fétichiste (50 min). 1166205
Le Musée rouge *voit les adeptes d'une secte soupçonnés d'agressions sur des adolescents d'une petite ville du Wisconsin ; Scully et Mulder s'intéressent dans* Quand vient la nuit *aux morts inexplicables de bûcherons survenues dans une forêt de l'état de Washington ;* Le Fétichiste *les met sur la piste d'un profanateur de plusieurs tombes de jeunes femmes...*
23.30 Jusqu'à la folie. Téléfilm d'Anthony Page (91 min). 4828014
Une Polonaise, réfugiée aux Etats-Unis, est en butte aux brimades de son mari. Contre l'avis de celui-ci, elle décide de travailler. La situation empire...
1.10 Dance Machine club. 1.45 Hit Dance. 2.15 Best of Dance. 3.50 La Saga de la chanson française. Georges Brassens. 5.10 Fanzine. 5.40 Boulevard des clips.

Canal +

▶ En clair jusqu'à 14.00
12.25 Flash d'information.
12.30 L'Hebdo de Michel Field.
14.00 Rugby. En direct. Bayonne-Caen.
16.00 Brèves de comptoir. Théâtre de Jean-Marie Gourio, mise en scène de Jean-Michel Ribes (97 min). 3726743
▶ En clair jusqu'à 20.35
17.45 ▶ Dans la nature avec Stéphane Peyron. Terre de Feu (52 min). 17959168
18.40 Les Simpson.
19.05 Flash d'information.
19.10 et 19.45, 20.20 C Net.
19.15 C'est pas le 20 heures.
19.49 Les Sales Blagues de Vuillemin.
19.50 L'Œil du cyclone.
20.25 Pas si vite !

20.35

LA VISION D'HELEN WALKER
Téléfilm de Tom McLoughlin (88 min). 684588
Scénario tiré du roman d'Henry James, Le Tour d'écrou.
22.00 Flash d'information.
22.05 Il était une fois.
22.15 Jour de foot.

23.00

FULL ECLIPSE ■
Film américain d'Anthony Hickox avec Mario Van Peebles, Bruce Payne (1993, 93 min). 6588526
0.45 Le Nouveau Monde. Film d'Alain Corneau (1995, 119 min). 7278304
2.45 A cran. Film de Solange Martin (1994, 76 min). 1011859
4.00 Phantasm III. Film de Don Coscarelli (1993, 88 min). 4168965
5.30 Le cave se rebiffe. Film de Gilles Grangier (1961, version colorisée, ♦, 94 min). 4147472

Radio

France-Culture

20.00 Le Temps de la danse.
20.30 Photo-portrait. André Berne Joffroy, critique d'art. 20.45 Nouveau Répertoire Dramatique. Mare Nostrum, de Eduardo Manet. A l'occasion de la 35e journée mondiale du Théâtre. En direct et en public du studio 105 de la Maison de la Radio.
22.35 Musique : Opus. Le Festival de Wexford.
0.05 Fiction : Tard dans la nuit. Chats entre chats (2). 0.55 Chronique du bout des heures. 1.00 Les Nuits de France-Culture (Rediff.).

France-Musique

19.30 Opéra. Donné en mars à l'Opéra national de Paris (Palais Garnier), par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra national de Paris, dir. Jeffrey Tate : Cosi fan tutte, opéra en deux actes, livret de Lorenzo da Ponte, de Mozart, Susan Chilcott (Fiordiligi), Susan Graham (Dorabella).
23.05 Le Bel Aujourd'hui. Les Danois. Actualité discographique : le Quatuor Arditti. - Concerts : Out of This World (Parting) pour cordes, de Norgard ; Adieu pour orchestre à cordes et sons de cloches, de Nordheim, par le Sinfonietta Cracovia, dir. Wojciech Michniewski (donné le 21 septembre 1994) ; Decaying Gardens, concerto pour violon et orchestre, de Sorensen, par l'Orchestre symphonique national de la Radio danoise, dir. Leif Segerstam (Tribune internationale des compositeurs 1995).
1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Charles Lamoureux. Messe en si mineur (extrait), de Bach, par le Singverein de Vienne et l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Herbert von Karajan ; Prélude de Lohengrin, de Wagner, par le Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Bernard Haitink ; Bourrée fantasque, de Chabrier, Planès, piano ; Symphonie, de Lalo, par l'Orchestre symphonique de Bâle, dir. Andretta ; Mors et Vita (extraits), de Gounod, par l'Orchestre du Capitole de Toulouse, dir. Michel Plasson ; Concerto nº 5, de Saint-Saëns, par l'Orchestre des Concerts Lamoureux, dir. Jean Fournet, Tagliaferro, piano ; Œuvres de Chausson, Wagner.
22.40 Da Capo. Le chef d'orchestre Alexander Schneider et le pianiste Rudolf Serkin. Œuvres de Haydn, Brahms, Mozart. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

19.30 Journal (RTBF).
20.00 Encore vous Imogène !
21.30 Magazine du cinéma francophone. Invité : Edouard Molinaro.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 N'oubliez pas votre brosse à dents.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 Kilomètre zéro : Asphalte blues.
21.20 Les Oiseaux de feu.
21.45 Little Karim.
22.35 USA : Meurtres de 5 à 7.

23.25 Histoires d'opéras. [2/4] (55 min).

Paris Première

19.30 Stars en stock.
20.00 Eco, écu et quoi ?
20.30 Super Fundoor.
23.45 Paris dernière.
0.40 Concert : Gloria Estefan. Enregistré en 1991 (65 min). 68696231

France Supervision

20.30 Entracte.
20.40 Concert : Musique classique. Enregistré Salle Pleyel, à Paris, le 13 janvier 1996 (100 min) 20061217

22.20 Cap'tain Café.
23.20 Les Grands Courants de l'art italien. Rome : l'art de l'ère impériale.
0.00 Athlétisme (90 min).

Ciné Cinéfil

20.50 Le Club. Alexandre Astruc.
22.30 Hollywood Backstage.
23.00 Dr Jekyll and Mr Hyde ■ ■ Film de Rouben Mamoulian (1932, N., v.o., 80 min) 3359830

Ciné Cinémas

20.30 Séparés mais égaux Téléfilm [2/2] de George Stevens Jr (1991, 95 min) 5450762
22.05 Kim Basinger.
22.30 Dans les coulisse de... Mannequins-actrices.
23.00 Chacun pour toi Film de Jean-Michel Ribes (1993, 105 min) 21818052

Série Club

20.00 Caraïbes offshore. Œil pour œil.
20.45 Commissaire Flemming.
22.15 Commando Garrison. La capture.
23.05 Au-delà du réel. Planète miniature.
23.50 Formule 1.
0.40 César Birotteau (50 min).

Canal Jimmy

21.00 Angela, quinze ans.
21.50 Le Frelon vert. Un as qui tombe à pic.
22.15 Chronique du chrome.
22.20 Liquid Television.
22.45 T'as pas une idée ? Invité : Murray Head.
23.45 Road Test.
0.05 Seinfeld. Le Jerry fusilli.
0.35 Route 66. Le guide destructeur.
1.25 Dream On. Turlututu (25 min).

Eurosport

19.55 Basket-ball. En direct d'Evreux. Championnat de France Pro A. 25e Journée : Evreux-PSG-Racing (95 min) 6048491
21.30 Tennis. En direct. Tournoi messieurs de Key Biscayne (Etats-Unis, 60 min) 982782
22.30 Funboard. En direct. 7e super Fundoor de Paris-Bercy (60 min) 973014
23.30 Patinage artistique.
1.00 Patinage artistique. En direct d'Edmonton (Canada). Championnats du monde. Programme libre dames (255 min) 85827453

Rendez-vous

13.30 Europe 1
Il était une fois Musicora. Serge Lama.

17.00 France-Inter
Les Etoiles du cinéma. Avec Anouk Grinberg et Patrick Timsit.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.
Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Le Monde

SAMEDI 23 MARS 1996

Sur le mont Commun

par Pierre Georges

SENTANT nettement venir le printemps, Alain Juppé s'en fut, jeudi, à la montagne. C'est beau, la montagne. C'est haut, la montagne. Et *c'est assez généralement* peuplé de montagnards, la montagne.

Donc, le premier ministre, un peu lassé par les *« miasmes de la grande ville »*, jugea urgent de prendre, outre un bol d'air, de la hauteur, et de célébrer ses hôtes. Il le fit d'une vigoureuse brassée de compliments que des esprits chagrins, voire miasmatiques, pourraient appeller des lieux communs !

N'étant pas né à la montagne, et de ce fait pas montagnard – nul n'est parfait –, Alain Juppé, dopé par l'air des cimes, n'hésita pas à le dire sans détours. *« Les montagnards sont parfois rugueux. »* C'est établi en effet. *« Mais ils sont francs. »* Notamment du collier. *« (Ils sont) courageux »*. C'est bien vrai ! *« Tenaces »*. Des berniques accrochées à leur rocher. *« Ce sont des hommes et des femmes qui naturellement inspirent la sympathie, très naturellement. »*

Hourra pour le premier ministre ! Double ration de fendant *pour les autres ! Voilà qui était* parlé et finement observé. Le montagnard est bien ce qu'en dit Alain Juppé. Aussi sûrement que les fermières anglaises sont très rousses et leurs vaches un peu folles.

Submontagnard ici, de l'espèce bleu horizon et montagne à vaches (saines), nous tenons à confirmer que les différentes espèces *Homo alpinus* et variantes régionales, même si elles se font rares, sont conformes à l'idée que s'en fait l'évadé des miasmes. Tout pour inspirer confiance, sympathie, envie et respect. Voire même l'amour.

Il reste cependant que ce grand air de la sympathie, entonné à flanc de coteau, cette tyrolienne sucrée pour comices et banquets, *a fait penser irrésistiblement au* cri déchirant poussé par une éclusière dans une publicité pour raviolis : *« Reviens, reviens Juppé, on a les mêmes à Matignon ! »* Ou ailleurs.

Des parfois rugueux, mais francs, courageux, tenaces, des capables d'ascensionner la sympathie par la face nord, il y en a beaucoup ces temps-ci. Plein les *plaines et les stades ! Misère – on* dit misère pour ceux qui n'aiment pas cela –, quelle semaine pour le football français ! Trois matches. Trois sommets. Trois victoires. Une avalanche, sinon de lieux communs, de superlatifs. Inoubliable ! Incroyable ! Inouï ! Fantastique ! Bleu, blanc, rouge !

Bref, ce fut plutôt bien. Cela avait commencé à Bordeaux, *ville de basse montagne, et dont* le maire, dit-on, est parfois rugueux, mais franc, courageux et tenace. Les joueurs des Girondins-Montagnards de Bordeaux avaient quatre-vingt-dix minutes pour vaincre l'Himalaya du football italien, le Milan AC. Nul n'y *croyait trop. Sauf eux.* Et ils le firent. A tel point que l'on vit deux supporteurs de la tribune d'honneur, Alain Juppé et Philippe Séguin, l'écharpe en bataille, tomber dans les bras l'un de l'autre. C'est dire si l'enthousiasme fut débordant !

Cela continua à Moscou, que prirent les « parfois rugueux mais... etc. » Nantais. Et cela se finit au Parc des Princes, où les « francs, courageux... etc. » Parisiens terrassèrent un autre ogre italien et néanmoins parmesan. Bigre ! la France, enfin, venait d'installer ses montagnes à la ville !

Les spéculations se multiplient à propos d'un mariage entre Elf Aquitaine et Rhône-Poulenc

Les deux sociétés démentent les informations de l'hebdomadaire « La Vie française »

LA FRANCE *restera-t-elle* à l'écart des grandes restructurations européennes menées dans la chimie et la pharmacie ? Après la fusion géante annoncée début mars par les deux suisses Ciba-Geigy et Sandoz, et la décison du chimiste allemand Hoechst d'étudier une filialisation de ses activités santé, les spéculations se multiplient dans l'Hexagone. L'hebdomadaire *La Vie française*, dans son numéro du 23 mars, s'interroge sur l'imminence d'un mariage entre Elf Aquitaine et Rhône-Poulenc.

La compagnie pétrolière absorberait le groupe chimique en vue de fusionner leurs deux filiales pharmaceutiques Sanofi et Rhône-Poulenc Rorer. Selon l'hebdomadaire financier, *« cette opération spectaculaire, parfaitement cohérente sur le plan industriel, propulserait le pôle santé à la cinquième place mondiale »*. Ce montage aurait été élaboré par la BNP, banquier et actionnaire des deux groupes. Ce schéma a été démenti, vendredi 22 mars, tant par Elf Aquitaine pour qui *« cette rumeur est sans aucun fondement »* que par Rhône-Poulenc.

Depuis plusieurs semaines, de multiples scénarios circulent dans les milieux boursiers. Une autre hypothèse évoque une répartition des rôles entre les deux grands acteurs français : *Elf reprendrait toute l'activité* chimique et Rhône Poulenc se concentrerait sur la santé. L'activité beauté de Sanofi serait vendue à L'Oréal qui céderait sa filiale pharmaceutique Synthélabo à Sanofi. Ce scénario, souvent évoqué, est démenti chez Synthélabo qui entend renforcer sa position de numéro trois français en rachetant des laboratoires.

« Tous ces montages sont pertinents », soulignait le 22 mars l'un des spécialistes du secteur. *« Ils existent dans la tête des fonctionnaires de Bercy, mais ces derniers oublient qu'ils ont affaire désormais à des entreprises privées et cotées. »* Le grand Meccano industriel qui avait conduit, avec succès, à une restructuration de la chimie française en 1982, peut plus difficilement se reproduire. Il dépend désormais de la volonté des actionnaires, déçus par les parcours boursiers de leurs groupes.

Constatant que la rentabilité de la santé est deux fois supérieure à celle de la chimie, les actionnaires ne veulent plus voir leur investissement pénalisé par le secteur le moins performant. L'argument est simple : mieux vaut des sociétés séparées qu'un ensemble compact comme le sont historiquement les chimistes européens. Le développement pharmaceutique nécessite d'importants besoins de fonds et une meilleure valorisation boursière permet de drainer les capitaux que Rhône Poulenc, par exemple, ne parvient pas à lever à cause de son faible cours boursier.

Fort de ce *credo* financier, le britannique ICI a été le premier à tenter l'expérience en se scindant en deux dès 1993. Devant le succès immédiat de l'opération, le suisse Sandoz se séparait de sa chimie en 1995 avant d'annoncer en mars sa fusion avec son compatriote Ciba-Geigy. Ce rapprochement industriel historique donnera naissance à Novartis, deuxième groupe pharmaceutique mondial.

Cette course à la taille pour une meilleure rentabilité tranche avec la stratégie menée par les groupes français du secteur. Faute de moyens, chimistes et pharmaciens ont opté pour une politique consistant à être parmi les meilleurs sur des marchés ciblés. Cette approche s'est révélée fructueuse sur le plan industriel, mais pas sur le plan financier.

Les conséquences sociales de tels rapprochements ne sont pas à sous-estimer. L'allemand Hoechst, qui a racheté l'américain Marion en 1995, procède à de sévères restructurations et va supprimer 8 000 emplois sur 42 000 . Même tendance chez *le numéro un du secteur*, le britannique Glaxo après l'absorption en 1995 de Wellcome. Dans leurs réflexions, les Français ne peuvent éluder cet aspect.

Dominique Gallois

Engouement à la Bourse de Paris

Les rumeurs de fusion des numéro un et deux français de la pharmacie, Rhône-Poulenc Rorer et Sanofi, *via* l'acquisition par Elf Aquitaine de Rhône-Poulenc, ont provoqué, vendredi 22 mars, un engouement à la Bourse de Paris. Malgré des démentis officiels à l'article de *La Vie française*, dans un marché étal à l'ouverture, Rhône-Poulenc gagnait 4,8 %, à 132 francs, avec 2 millions de titres échangés. Sa filiale Rhône Poulenc Rorer s'appréciait de 6,5 %, à 332,40 francs, avec 15 000 actions vendues. Sanofi, le pôle santé d'Elf, s'appréciait de 3,7 %, à 375,70 francs, avec 64 000 pièces négociées. A l'inverse, Elf Aquitaine perdait 0,4 %, à 352,60 francs, avec 32 000 titres traités. Le mouvement touchait aussi le troisième pharmacien français, Synthélabo, qui gagnait 2,9 %, à 388 francs, dans un marché de 19 000 actions.

Le poids des deux groupes

● **Rhône-Poulenc,** présidé par Jean-René Fourtou et privatisé en 1993, est le septième chimiste mondial et le onzième groupe pharmaceutique mondial :
Chiffre d'affaires : 84,8 milliards de francs en 1995 (dont 43 % dans la pharmacie, 30 % dans la chimie, 15 % les fibres et polymères et 12 % dans l'agrochimie).
Résultat net : 2,13 milliards de francs. *La santé a rapporté 5,4* milliards de francs sur un résultat opérationnel de 6,9 milliards de francs.
Effectifs : 81 500 personnes dont 35 000 en France.
Valeur boursière : 40,3 milliards de francs.

● ***Elf Aquitaine,*** présidé par Philippe Jaffré, privatisé début 1994, se classe au huitième rang des pétroliers mondiaux :
Chiffre d'affaires : 208 milliards de francs (dont exploration production : 58 % ; chimie Atochem 17 % ; santé Sanofi : 15 % ; raffinage distribution 10 %).
Résultat net : 5 milliards de francs.
Effectifs : 85 500 personnes dont 55 000 en France.
Valeur boursière : 96 milliards de francs.

Les débuts anglais d'Isabelle Huppert

LONDRES
de notre envoyé spécial

On attendait beaucoup des débuts anglais d'Isabelle Huppert. Depuis de longues semaines, on la savait dans les hauts murs de béton cru du National Theater de Londres, répétant le rôle-titre de *la pièce* de Schiller, *Marie Stuart*, reine d'Ecosse enfermée dans sa prison de Fotheringhay sur ordre de la reine Elisabeth Ire d'Angleterre (*Le Monde* du 16 février). On se disait d'ailleurs que le fait d'être seule à *Londres, exilée parmi une troupe entièrement britannique*, recluse dans un théâtre qui dissimule ses salles et ses foyers sous une architecture carcérale, ne pouvait qu'être bénéfique pour la préparation de son personnage. Et c'est vrai qu'Isabelle Huppert n'a pas à rougir de sa prestation.

On lui pardonne d'autant mieux ses rares hésitations à s'approprier la langue anglaise qu'elle joue le *rôle d'une Française dont le cœur n'a jamais quitté* sa terre natale. On s'étonnera même longtemps qu'elle ait pu triompher d'une épreuve d'autant plus redoutable que rien, dans la production du National, ne mérite l'esquisse du début d'un compliment. Il y a d'abord un réel problème de traduction : le texte anglais ampute la version originale d'environ un cinquième et, plus grave, lui ôte sa sève lyrique et sa chair tragique. *Dès la première scène, en écoutant* geindre la bonne vieille nourrice de Marie, le spectateur pourrait aussi craindre de s'être trompé de *théâtre, impression renforcée par la laideur d'un décor* qui se révélerait très vite rétif à la moindre manœuvre. Il y avait là comme un avant-goût de catastrophe *qui allait devenir de plus en plus prononcé*, à mesure que les actes passaient. L'artiste de première bourre à qui l'on doit ces frasques est le metteur en scène Howard Davies, qui s'était il y a quelques années employé – avec succès – à maltraiter l'adapta*tion scénique des Liaisons dangereuses* de Choderlos de Laclos. Il a lu la pièce de Schiller comme un mélodrame louis-philippard.

Si Isabelle Huppert est plutôt mal habillée, Anna Massey, dans le rôle d'Elisabeth, ne peut venir à bout d'une robe indescriptible au deuxième acte. C'est pitié. Dieu merci, les deux femmes parviennent à force d'énergie à donner un peu de *consistance à cette soirée très « bourgeois middle* class » comme on dit ici. On est du coup d'autant plus impatient d'assister à la rencontre prochaine d'Isabelle Huppert avec le metteur en scène Deborah Warner. Ensemble, à l'Odéon, elles devraient jouer en 1997 *Maison de poupée*, d'Ibsen. Vivement demain.

Olivier Schmitt

DÉPÊCHES

■ **PATRIMOINE : le manuscrit d'Albert Einstein** exposant sa théorie de la relativité a été offert au Musée d'Israël par la fondation Jacob Safra qui l'a *acquis auprès de Sotheby's, en privé, à la suite d'une vente aux enchères* infructueuses le 16 mars (*Le Monde* daté 10-11 mars et du 19 mars). Son prix serait légèrement supérieur aux 3,3 millions de dollars (environ 17 millions de francs) proposés lors des enchères. – *(AFP.)*

■ **ESPACE : la navette américaine Atlantis** a décollé, vendredi 22 mars à 9 h 13 (heure de Paris) de Cap Canaveral (Floride), pour une mission de dix jours au cours de laquelle elle doit rester amarrée à la station russe Mir pendant cinq jours. – (*AFP, AP.*)

■ ***JUSTICE : le garde des sceaux s'est prononcé,*** *jeudi 21 mars,* en faveur d'une dépénalisation du droit des affaires. Jacques Toubon, invoquant l'*« exigence de sécurité »* – particulièrement forte *« dans la vie économique, qui est le monde du calcul rationnel »* –, a proposé de transformer certains délits en contraventions afin que les chefs d'entreprise sachent *« précisément ce que leur coûteront »* leurs écarts de comportement.

■ **ÉDITION : le 16e Salon du livre de Paris** a été inauguré par Jacques Chirac, jeudi 21 mars. Le chef de l'Etat, guidé par le président du syndicat des éditeurs et accompagné du ministre de la culture, a commencé sa visite par le stand des éditions France-Empire, où il a salué l'ancien ministre Gérard Longuet, directeur d'une collection dans cette maison.

■ ***HOMMAGE : Maurice Kriegel-Valrimont,*** ancien dirigeant FFI et ex-responsable communiste, a salué, jeudi 21 mars, la mémoire de Claude Bourdet, décédé la veille (*Le Monde* du 22 mars), en déclarant qu'il était *« la plus pure figure de la Résistance et de la gauche »*.

Alain Juppé et les montagnards des Hautes-Alpes

« LOIN DES MIASMES DE LA GRANDE VILLE », Alain Juppé avait choisi de se rendre dans les Hautes-Alpes, jeudi 21 mars, afin de suivre la consigne élyséenne : aller sur le terrain. Le premier ministre a pris comme prétexte la réunion de la séance annuelle du Conseil national des montagnes. Très attendu par les élus montagnards, le premier ministre les aura *laissés sur leur faim en évitant les dossiers d'actualité* (politique forestière, fonds neige, statut de la pluriactivité). L'enjeu était ailleurs : montrer que le premier ministre est *« à l'écoute des Français »*. Comme échantillon du pays réel, le chef du gouvernement a eu droit au champion de ski Luc Alphand, à un peloton de gendarmerie de haute montagne et au conseil municipal de la station de ski La Salle-les-Alpes, devant lequel il a vanté l'esprit *« parfois rugueux mais franc, courageux et tenace »* des montagnards.

Les syndicats de France Télécom appellent à une grève le 11 avril

LES PRINCIPALES organisations syndicales de France Télécom (CGT, SUD, FO, CFDT et CFTC) devaient appeler, vendredi 22 mars en fin de matinée, les salariés de l'exploitant téléphonique public à une journée de *« grève d'avertissement »* jeudi 11 avril.

L'accord sur cette date, fruit de longues tractations dans la journée du 21 mars, cache des divergences. Pour certains syndicats, comme FO ou la CFDT, il s'agit, par cette journée d'action, de marquer le rejet du projet du gouvernement de transformer le statut de France Télécom et de privatiser partiellement l'opérateur.

Pour d'autres, comme la CGT, qui avait proposé la date du vendredi 29 mars, jour de la Conférence européenne intergouvernementale à Turin, pour mobiliser les salariés de France Télécom, il s'agit aussi de dénoncer le projet *de loi qui ouvrira à la concurrence* le secteur des télécommunications début 1998.

Ces divergences sur les mots d'ordre devaient se traduire par la publication, vendredi 22 mars, de communiqués séparés de la part des organisations syndicales. Pour ces dernières, la mobilisation le 11 avril va maintenant être cruciale. A l'automne 1993, la grève *de 75 % du personnel de France* Télécom avait conduit le gouvernement d'Edouard Balladur à renoncer à son projet de changement de statut et de privatisation partielle de France Télécom.

Aujourd'hui, le gouvernement d'Alain Juppé se déclare décidé à *procéder à cette réforme « dès cette année »*. Il a invité, lundi 18 mars, les syndicats à discuter et à négocier avec Michel Bon, le président de l'opérateur téléphonique. A ce jour, les principaux syndicats de France Télécom se sont tous refusés à aller négocier une réforme dont ils *affirment* toujours officiellement ne pas vouloir. La journée du 11 avril sera donc *déterminante* pour l'évolution de ce dossier.

Philippe le Cœur

DEMAIN DANS « LE MONDE », SPÉCIAL PLACEMENT : un ensemble de six pages consacré aux avantages et inconvénients des placements offerts aux particuliers, qu'il s'agisse de contrats d'assurance-vie, de biens immobiliers, de livrets d'épargne, de parts de sicav ou d'actions.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le vendredi 22 mars, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	20727,50	+1,39	+4,19
Honk Kong index	11028	+1,77	+10,30

Tokyo: Nikkei sur 3 mois

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 21/03	Var. en % 20/03	Var. en % fin 95
Paris CAC 40	1976,89	+0,36	+5,61
Londres FT 100	3698,30	+0,35	+0,24
Zurich	1739,49	+0,51	+13,70
Milan MIB 30	1008	+0,50	+8,27
Francfort Dax 30	2504,12	+0,73	+11,10
Bruxelles	1685,78	+0,22	+8,08
Suisse SBS	1437,75	+0,39	−1,36
Madrid Ibex 35	337,64	+0,75	+5,48
Amsterdam CBS	350	−0,20	+8,86

Tirage du *Monde* daté vendredi 22 mars 1996 : 498 446 exemplaires



هكذا من الاصل

Le Monde
VOYAGES

Terres d'été



MICHEL SETBOUN

A cheval sur la steppe mongole

Migrations

C'est plus fort que nous. Quand vient l'heure de nos « Terres d'été », nous avons des fourmis dans les jambes. Envie d'Açores (des volcans dans un jardin), d'Essaouira (l'ancienne Mogador), de Chypre (des Pâques flamboyantes) et de mer Noire (une Turquie inédite). Envie de Pakistan, pour cheminer autour du Toit du monde. Désir de galoper en Mongolie, de pousser la porte de la Birmanie, de revoir Saigon à Hô Chi Minh-Ville et de plonger dans les lagons du Pacifique. Insatiables, nous irons voir la savane parader et la Guyane déployer son tapis vert.

CONCEPTION ET COORDINATION :
Florence Evin, Danielle Tramard
et Patrick Francès
RÉALISATION
Christine Clessi
ICONOGRAPHIE
Sophie Malexis
CARTOGRAPHIE
Infographie *Le Monde*
PUBLICITÉ :
Stéphane Moullé-Berteaux
et Guillaume Drouillet

La mer verte

Ils dorment sous la « ger », ils galopent sur la plaine. Cavaliers et lutteurs, ce sont les fils de Gengis Khan

OULAN BATOR
de notre envoyée spéciale

Les gers blanches fleurissent sur l'herbe tendre. Trot léger des Mongols secoués au rythme de leur monture et qui tiennent la bride de deux autres coursiers. Ils chevauchent ainsi sur la vaste plaine, trois chevaux pour un cavalier.

Les nomades campent aux abords de la capitale. Sur l'herbe, la trace des chariots. Deux roues suffisent pour transporter pieux, tapis, selles, cordes et le bidon d'eau ou de lait de jument fermenté. Et le couchage pour la nuit. Ils s'arrêtent au croisement des pistes. A cheval, tournent plusieurs fois autour de l'*oboo*, monticule de pierres, pour se rendre propices les divinités.

Les bêtes sont paisibles, les hommes calmement affairés. Les chevaux à l'arrêt tendent le cou vers l'herbe verte. Regard clair des chevaux. Visage lisse des jeunes cavaliers. Et des jeunes cavalières. Près d'un clair ruisseau où se sont abreuvées les bêtes, M. Tumendelger, l'un des plus fameux entraîneurs de Mongolie, procède aux derniers arrangements de selles. Il vient de Serguelen, dans la région centrale, à 50 kilomètres de là, avec vingt-cinq montures et sept enfants – cinq garçons, deux filles.

Voici, visière blanche sur deux traits noirs, Ehbayar, treize ans dont sept de courses. Ganburged, quatorze ans, bottes noires au genou, a remporté trois victoires. Davaatseren, le même âge, enfourche son cheval et attrape dans la boucle de son *ourga* – longue perche – un cheval auquel on passe le mors et le licou. Les filles aussi sont prêtes : Mlle Soelmaa, onze ans, sérieuse *sous son diadème pointu*, et Mlle Erdenejargal, neuf ans, en robe traditionnelle. Leurs chevaux sellés, les cavaliers convergent vers Oulan Bator.

La famille Dashzeveg, sept enfants, a établi son *ger*, solitaire, au pied des monts Baga-Gazarin-Chuluu. Oui, ils recevront les trois voyageurs que la nuit leur envoie. Simplement, comme ils font toute chose, ils ont avancé de petits tabourets, servi le thé au lait, tendu l'assiette de fromage séché et de petits bols de yaourt tiède. Puis les femmes ont préparé la soupe pour les hôtes. Dans une grande bassine d'eau bouillante, elles ont jeté nouilles et viande de bœuf séché.

Après le repas, le père tend sa tabatière. Geste du rituel ordinaire. L'homme met, s'il ne l'a déjà, son chapeau, ferme le col de sa chemise et baisse les manches de son *deel*. De sa main droite, la main gauche soutenant le coude droit, il tend la tabatière à son hôte qui la prend de la même manière, en retire le bouchon de corail rouge, inspire d'une narine et la rend. Gestes lents que n'interrompt pas la conversation. Puis viendront les préparatifs pour la nuit. Avec le même naturel. Sans effronterie, ni pudibonderie. Juste une curiosité réciproque pour deux modes de couchage au fond identiques. L'un cousu, que l'on déroule, l'autre plié, dans lequel on s'enroule.

Au dehors, l'air est vif mais il fait bon dans la *ger* où neuf personnes dorment en silence. Quelqu'un veille près des bêtes. Pour éviter que les troupeaux ne se mélangent mais aussi à cause des loups. Afin que les animaux ne s'éloignent pas pendant la nuit, on fait entrer le bouc et un mouton mâle dans un enclos. Les Dashzeveg possèdent plus de 300 têtes de bétail : 200 chèvres et moutons, des chevaux, des vaches, des bœufs et même des chameaux qui paissent dans le Gobi. Le troupeau vit en liberté surveillée. Au lever du soleil, il dérive vers un bon pâturage. Quand il se lève, le Mongol sort de la *ger*, scrute l'horizon avec des jumelles et part éventuellement à sa recherche. Il reconnaît ses bêtes de loin. Pendant ce temps, les femmes traient les chèvres et les vaches. Le soir, il les ramène près de la *ger*. C'est ainsi qu'il passe sa vie à cheval.


FRANCO ZECCHIN/METIS
Visages animés par le vent, pommettes hautes et yeux bridés, deux jeunes nomades

La mère et la petite fille ont préparé le thé pour le père qui est déjà parti. Sur son lit, on a posé le bébé qui dort profondément. Toilette dans la cuvette, puis on replie soigneusement couverture et drap ensemble et on les glisse dans des housses brodées que l'on empile par taille décroissante sur le lit. La tente est prête pour une nouvelle journée. Sur la table basse, les bols remplis de thé au lait, une assiette débordant de fromage sec et de crème de lait, épaisse et délicieuse, que l'on dépose sur les tranches de pain, un luxe rare apporté par les voyageurs.

Vient le moment de reprendre la piste. D'un geste ample, la mère lance vers le ciel un peu de lait qui retombe en gouttelettes sous le soleil, appelant la bienveillance des dieux sur les voyageurs. Pour la photo, ils enfilent, s'ils ne l'ont déjà, le *deel*, habit traditionnel des hommes et des femmes, agrafé sur le côté droit, à col montant, soutaches et manches à large revers en pointe pour les hommes. Autour de la taille, une bande d'étoffe jaune ou orange que l'on enroule neuf fois. Des bottes puisque l'on est toujours à cheval, un feutre ou le chapeau pointu du lutteur complètent l'élégante tenue mongole.

Ils se déplacent plusieurs fois par an, en quête de nouveaux pâturages. Ils vivent en autosuffisance, au rythme des saisons : se nourrissant de laitage, ce qu'ils appellent le « repas blanc » (lait, crème de lait, yaourth, fromage séché) et de viande. En été et à l'automne ils consomment de la viande fraîche de mouton et préparent le bœuf séché pour l'hiver et le printemps. Avec la farine qu'ils achètent ils font, en la mélangeant à l'eau, les pâtes. Avec la laine des moutons, ils confectionnent le feutre qui couvre leur *ger*. Ils vivent à la lumière du jour et, quand viennent des hôtes, s'éclairent à la bougie.

Ils transportent leur maison à dos de chameaux. En été, on retire une couche de feutre. Trois personnes peuvent dresser une *ger* en vingt minutes. On pose le treillis circulaire extérieur, la porte, les deux piliers qui soutiennent la roue centrale, puis les poutres rayons qui s'encastrent dans la roue et reposent sur le treillis. On place alors les couvertures que l'on ceinture avec une corde en crin. Tous les bois sont peints, ce qui, avec le mobilier peint également, donne un intérieur aux couleurs chaleureuses. La *ger* blanche et ronde, outre sa beauté esthétique, est parfaitement adaptée au mode de vie nomade et au climat si bien que, dans les affreux villages et villes hérités des soviets,



derrière les vilaines palissades, les éleveurs ont une *ger* où ils habitent à côté de la maison en dur.

Sur le Gobi immense, caillouteux, trois plans se rapprochent : une chaîne pâle, une barre chocolat, une dune blonde. A ses pieds, annoncé par les oiseaux, un lac, longue flaque bleutée. Le village de Baruun Bayan Ulaan, « la richesse rouge de l'Ouest », dans l'Uvurkhangai, fête son soixantième Naadam dans ce cadre magnifique. Des groupes de cavaliers circulent, *deel* pourpre ceinturé de jaune, lourdes bottes à pointe relevée, le feutre sur la tête.

CIGARETTES EN PAPIER JOURNAL

Le haut-parleur annonce deux courses et les premières éliminatoires de lutte. Les cavaliers, âgés de six à douze ans, s'éloignent un à un vers le point de départ, à 30 kilomètres de là en ligne droite. Pas de selle, juste un tapis. Pas de fouet, un bout de corde. Et des étriers sans pointe pour ne pas blesser le cheval. Pour coiffure, une casquette, un chapeau pointu à la Sukhe Bator, le héros de la révolution de 1921, ou un bandeau sur le front. Ils tiennent haut les rênes et chevauchent au rythme du cheval, le buste légèrement renversé en arrière. Quand ils filent, dressés sur leurs étriers, ils ne galopent pas, ils flottent.

Un bref discours suivi d'un chant « long » accompagné à la vielle ouvre le Naadam. Sur le stade prennent place quatre arbitres. Les lutteurs portent de lourdes bottes et un boléro à manches très ajustées. Il faut mettre son adversaire épaules au sol, en ne touchant ni sa tête, ni ses coudes, ni ses genoux. Sport noble et lent, sans violence, où la force seule l'emporte. Contre toute attente, un poids plume met un costaud à terre. Le vainqueur étend les bras et sautille lourdement autour du mât de victoire, simulant le vol de l'oiseau.

Pour l'arrivée de la course, tout le monde se déplace, en voiture ou à cheval, à 1 kilomètre de là. Certains scrutent l'horizon avec une curieuse lunette monoculaire. Au fur et à mesure que les concurrents débouchent sur la butte, leur entraîneur à cheval les rejoint et galope à leur côté. Le peloton déboule dans un nuage de poussière.

Partout des cavaliers, des bêtes en mouvement. Il faut faire bouger les chevaux, même s'ils sont fatigués, pour que le sang circule. L'immobilité leur serait fatale. Avec une sorte de réglette en bois on essuie la sueur de leur robe luisante.

Sous la tente où les autorités se rafraîchissent en buvant du lait de jument fermenté, une femme entonne un « chant long ». Les yeux brillent de bonheur. Les échanges de tabatières vont bon train. Une foule heureuse, visage rond comme la lune, pommettes hautes et yeux bridés va et vient. Un monde qui a fait sa paix.

On prend le repas du soir à la lueur d'une bougie. Les hommes mangent autour de la table basse, assis sur de petits tabourets. A l'arrière-plan, dans l'ombre, les femmes et les enfants, assis sur les lits ou debout. Un clair-obscur qui ne manque pas de beauté. La mère ou la fille aînée sert le thé, la soupe. Puis le chef de famille tend l'*arkhi* aux nouveaux arrivants qui se courbent en franchissant l'entrée. Ils confectionnent des cigarettes avec du papier journal : en déchirent un morceau, y mettent du tabac, l'allument. Deux hommes sont entrés. Ils s'asseoient sur un talon, l'autre genou replié et fument. Au matin, des têtes ébouriffées sortent des couchages. L'agneau bêle sous son panier. Chèvres et moutons lui répondent. Les chiens sont silencieux.

Le lac est bleu, la montagne violette et la dune, brune après la pluie, a repris sa teinte blonde et pâle, presque blanche. Au Gobi, ses touffes d'herbe sèche, ses buissons et sa prairie rase à l'infini succèdent les pâturages de l'Uburkhangai. Les yaks remplacent les chameaux.

La prairie immense est un tapis de mille fleurs champêtres, grésillant de chants d'oiseaux. Les marmottes prennent le soleil, leur petit museau pointu dressé vers le ciel et détalent vers leur trou au bruit du moteur. Un cheval noir, un cheval blanc, deux cavaliers munis de l'*ourga* entraînent une cinquantaine de chevaux. Hennissements, reniflements, martèlement sourd et chant des deux cavaliers. Ils remontent la vague verte, courent sur la ligne de crête et disparaissent dans la vague suivante.

Les premiers arbres apparaissent, dégageant par contraste l'immensité lisse, les collines nues, l'espace originel. Comme si la nature avait un sens infaillible des proportions. Rien ne disperse l'attention, l'œil glisse sur une pureté infinie. La terre, sans maisons, ni routes : rien que l'herbe, le sable ou la pierre, le sillon brun des pistes et la toile blanche des *gers*. Un paysage intact.

Danielle Tramard

Une ferveur renaissante

LA VALLÉE de l'Orkhon, à l'ouest d'Oulan-Bator, est le berceau de la culture mongole. Gengis Khan y établit son camp vers 1220 et, vers 1235, Ogodei, son fils, y bâtit la capitale de l'empire, Kharakorum. En 1585, Zanabazar, autorité spirituelle de l'époque et grand sculpteur, fit élever sur ces ruines le monastère d'Erdene-Zu. Le mur d'enceinte aux cent huit stupas entourait une soixantaine de monastères. Les destructions de 1937 en ont laissé trois.

Amarbayasgalant, au nord d'Oulan-Bator, date de 1737. Ce monastère, qui regroupait quelque huit mille moines et laïcs, a échappé aux destructions mais non à la rigueur du climat. Il est en cours de restauration. Une trentaine de moines, de cinq à quatre-vingt-cinq ans, y pratiquent le bouddhisme tantrique. Les rituels se déroulent le matin.

Mongols, Tibétains et Chinois ont une histoire commune. Les Mongols régnèrent sur la Chine, lui donnant la dynastie des Yuan. Les Tibétains apportèrent aux Mongols le bouddhisme. Ces derniers attribuèrent un rôle prééminent à l'abbé de l'ordre monastique des Gelugpa, le nommant dalaï-lama, c'est-à-dire souverain temporel et spirituel du Tibet, dont l'homologue mongol était le Bogdo Khan. Les Chinois cherchèrent toujours à dominer les uns et les autres et y réussirent parfois. Témoins de ces influences réciproques, les éléments chinois et tibétains dans l'architecture mongole qui développe cependant un style propre, inspiré de la *ger*. Une distinction qui apparaît dans le nom donné aux édifices : le *hiid*, monastère de tradition tibétaine, le *soum*, temple d'inspiration chinoise, le *khuré*, monastère de style national.

Le pays comptait 750 monastères et environ 113 000 moines en 1924, date à laquelle mourut le huitième et dernier *Bogdo* (saint) *Khan* (roi), ultime réincarnation de Zanabazar. La ville que les Européens appelaient *Ourga* fut alors proclamée capitale de la République populaire de Mongolie et prit pour nom, Oulaan Baatar (*Héros rouge*). La botte de Moscou s'abattit alors sur les Mongols. Ils s'en affranchirent en 1990.

D. T.

Carnet de route

■ **REPÈRES.** Cet itinéraire d'environ 2600 kilomètres fait découvrir l'essentiel de la Mongolie et la fête nationale, le Naadam (3 jours, mi-juillet). Le faire seul ou à deux pour ne pas peser sur l'économie des éleveurs. Les remercier en les prenant en photo que l'on enverra au guide qui fera suivre et offrir des cadeaux. Surtout, partager ses provisions, notamment le pain, rare sous la tente des nomades.

■ **BAGAGES.** Voyager léger. Emporter de quoi s'adapter aux variations climatiques, rapides et amples. Ne pas envahir ses hôtes et économiser l'eau de la toilette matinale (les éleveurs vont la chercher parfois fort loin). On pourra se baigner et se laver les cheveux dans les lacs ou rivières. Quand on doit s'éloigner de la *ger*, se faire accompagner (les chiens...). Enfin, s'il arrive de voir des canettes vides ne pas s'autoriser pour autant à laisser de traces de son passage.

■ **NOURRITURE.** Répétitive, la nourriture mongole est à base de mouton et de dérivés du lait. Ni fruits ni légumes : emporter force laxatif et pruneaux d'Agen. Ne pas boire d'eau qui ne soit en bouteille ou traitée par des pastilles. En revanche, thé et soupes sont longuement bouillis et le lait de jument fermenté ou la vodka brûlent ce qui doit l'être. Faire ses provisions à Oulan-Bator (le guide connaît les adresses) : eau minérale (on n'en trouvera plus ensuite, 7,50 F environ la bouteille d'un demi-litre), pain et fruits si l'on en trouve.

■ **ÉTAPES.** A Oulan Bator, l'hôtel Bayangol, très correct. Bases touristiques à Manchir, Erdene-Zu (réserver impérativement et préférer la petite maison près de la rivière) et Amarbayasgalant. Au bord de la route, sur l'axe Oulan Bator, Erdenet, *gers*-restaurants excellentes et bon marché : thé, soupe (environ 12 F pour 3 personnes), petits pâtés à la viande (6 F), thé à volonté.

■ **VOIR.** On ne quittera pas la Mongolie sans avoir contemplé les témoins de cette ferveur bouddhique renaissante : à Oulan Bator, le Musée des beaux-arts qui expose les œuvres de Zanabazar, le palais du Bogdo Khan, témoin de la théocratie mongole, l'ensemble monastique de Gandan établi vers 1778, l'émouvant monastère (*Soum*) du Choïjin Lama où l'on peut admirer à loisir ce qu'il est difficile de voir dans un temple où se déroule un rituel, la *ger* du Dashtchoilin Hiid qui échappa aux destructions car la révolution y installa un cirque. Rendu aux moines, il est aujourd'hui très vivant.

■ **VOLS.** Bi-hebdomadaires Paris-Pékin avec Austrian Airlines (tél. : (1) 45-81-11-01) à partir de 5 340 F A/R, un tarif négocié chez Orients. Puis Pékin-Oulan-Bator avec la compagnie mongole MIAT (vols chargés en juillet, réserver dès que possible).

■ **VOYAGISTES.** Cet itinéraire, préparé avec l'agence mongole TULGA (P. O. Box 482, Ulaan Baatar 13, fax : (976-1) 358-314) est une exclusivité Orients (29, rue des Boulangers, 75005 Paris, tél. : (1) 46-34-29-00) qui le développe en 14 jours dont 10 sur place (19 900 F sur la base de 2 personne, en pension complète sauf à Pékin). De nombreux voyagistes vont en Mongolie qui devient en vogue. La plupart rayonnent à partir d'Oulan Bator. Deux critères de sélection : faire un véritable circuit, à l'instar d'Orients, Air Sud (40-41-66-66), Nouvelles Frontières (41-41-58-58), Peuples du monde (42-72-50-36) et Esprit d'Aventure (53-73-77-99) et voir le Naadam dans un village.

■ **LECTURES.** Ouvrages de référence : *L'Empire des steppes*, de René Grousset (Payot) et *Mongolia and the Mongols*, de M. Pozdneyev. Egalement *Le Devisement du monde*, de Marco Polo, réédité par Phébus, *L'Histoire secrète des Mongols, chronique mongole du XIII[e] siècle* (Gallimard). *Les Mongols de Gengis Khan et d'aujourd'hui*, de Jacqueline Thévenet (Armand Colin). Albums : *Voyage dans l'Empire mongol, 1253-1255*, traduction et commentaire de Claude-Claire et René Kappler, photographies de Roland Michaud et *Frontières d'Asie*, tous deux publiés par l'Imprimerie nationale.

■ **RENSEIGNEMENTS.** Ambassade de Mongolie, 5, avenue Robert-Schuman, 92100 Boulogne-Billancourt, tél. : (1) 46-05-23-18. L'Association culturelle franco-mongole (tél. : (1) 45-87-24-53) et l'association Anda (tél. : (1) 47-02-80-16).



Autour du Toit du monde

Sur les pas des pèlerins chinois, la caravane serpente aux pieds des géants

DU PAKISTAN AU SINKIANG

Si vous voulez mettre vos pas dans les traces des pèlerins chinois, en route pour les lieux saints du bouddhisme en Inde (IV[e]-IX[e] siècle), suivre Marco Polo (XIII[e] siècle) et les « redécouvreurs » de la Route de la soie – tel sir Aurel Stein, à l'aube de ce siècle – ou vivre au rythme des caravanes, sachez que le temps vous est compté. La jeep et, maintenant, le camion investissent chaque jour davantage la Haute Asie, ce carrefour des géants où se rencontrent les chaînes de l'Hindou-Koush, des Pamirs, des Kunluns et du Karakorum.

Peu avant Peshawar, au Pakistan, dans la plaine de l'Indus, la route pique au nord vers un cirque de montagnes rugueuses, la passe de Malakand et son fort où, quand l'armée des Indes mettait au pas les turbulentes tribus pathanes, s'illustra un lieutenant de hussards nommé Winston Churchill. Au-delà, s'ouvre la plaine fertile et irriguée du Swat dont la prospérité explique la présence de nombreux monastères et sanctuaires bouddhistes. Plus tard surviendra l'islam et ses mollahs, influents dans les vallées plus pauvres du nord. Après Dig, à 150 kilomètres de la plaine, on attaque les pentes de la Lowari Pass (3 100 mètres). A l'asphalte succède une piste rocailleuse. Les camions s'essoufflent avant de basculer vers la vallée de Chitral en descendant lentement les cinquante-cinq lacets serrés qui y conduisent.



PERVEZ AHMAD KHAN IN « KARAKORAM », ED. ANDRÉ DELCOURT/LAUSANNE

Pieds nus, les enfants du Baltistan s'initient à un polo sans chevaux, dans la vallée de Skardu

PASSES STRATÉGIQUES

Depuis Chitral, on a parcouru 150 kilomètres, à 20 km/h. Restent alors 130 kilomètres à franchir, à pied ou à cheval, pour atteindre la frontière du Wakhan et l'Afghanistan. La caravane s'organise : un guide, un cuisinier et son aide, et quatorze charges de 20 à 25 kilos, une pour chacun des dix porteurs et une pour chacun des deux ânes qui chemineront de concert avec un cheval qu'on enfourchera, à tour de rôle, quand la fatigue se fera sentir.

Départ à l'aube, une fois chargés les vivres et la batterie de cuisine. En tête, les porteurs, qui marchent vite mais s'arrêtent souvent. Une avance qui leur permettra d'installer le campement et de préparer le dîner qui sera servi, en plein air, sur une natte recouverte d'une nappe. Les consignes seront scrupuleusement respectées : aucune trace, aucun papier ni détritus ne trahiront notre passage.

Au fil des jours, on chemine tantôt à mi-pente, dans la caillasse et les éboulis, tantôt au bord de la rivière Yarkun qui, avec l'Indus et ses autres affluents, irrigue 14 millions d'hectares dans la plaine pakistanaise. On croise un notable à cheval, puis quelques paysans de retour du bazar le plus proche. Seules notes modernes : les omniprésentes baskets et, parfois, un transistor. Sur plus de 100 kilomètres, une poignée de hameaux, situés entre 2 500 et 3 000 mètres, autour desquels hommes et femmes achèvent la moisson. Armés de frondes, les enfants surveillent vaches et moutons. A Lasht, une école de filles, de nouveaux canaux pour irriguer les champs et des pépinières de peupliers, l'arbre de la région.

Dans les vallées latérales se dressent des sommets de plus de 6 000 mètres, où s'accrochent de gigantesques glaciers ornés de cascades, de séracs et de murs de glace verticaux surplombant la rivière. Chikar, 3 600 mètres. Au terme d'une rude ascension, on atteint de hauts plateaux où paissent vaches et moutons. En contrebas, un fort, où flotte le drapeau pakistanais, annonce le dernier poste-frontière. Au-delà, les pâturages s'étagent, par paliers, jusqu'à la Boroghil Pass qui, à 3 800 mètres, marque la frontière afghane du Wakhan.

On franchit la Yarkun, sur un pont branlant de planches à claire-voie, avant de grimper vers un nouveau col. A l'approche du sommet, quelques maisons en pierre abritent, depuis cinquante ans, des familles originaires du Wakhan. L'été, elles veillent sur des troupeaux de yaks et de moutons et cultivent, plus bas, quelques céréales. Les femmes, tout de rouge vêtues, accueillent les visiteurs sans cette retenue propre aux populations des plaines.

Un carrefour de la géographie et de l'histoire où les reliefs déchiquetés de l'Hindou-Kouch succèdent aux Pamirs plus arrondis et dominent les plateaux du Wakhan que les habitants ont baptisé le *Bam y dunya* (le toit du monde, en persan). Ici se rencontrent les mondes indien et turco-iranien, avec, à l'arrière-plan, la Chine.

LA CARAVANE PASSE

A la fin du siècle dernier, quand l'empire chinois chancelait, la région sera le cadre du *great game* opposant l'Angleterre à la Russie. Ici, en effet, Saint-Pétersbourg et Londres pousseront leurs pions pour le contrôle de ces passes stratégiques. Et des pelotons de cosaques y surveilleront explorateurs et officiers britanniques affairés à constituer la carte de cette région tombée dans l'oubli au XIV[e] siècle. Non sans peine, les Britanniques mettront au pas les petits royaumes s'y livrant des guerres sans merci, pillant les rares caravanes qui s'y aventuraient et pratiquant un fructueux trafic d'esclaves. Un trafic auquel les Russes mettront un terme en coupant la route de Samarcande et de Boukhara.

Retour à Chikar pour mettre le cap sur le sud et Gilgit via le col de Darkot, à 4 600 mètres, le long d'un sentier suivant la moraine qui domine le glacier. On campe à 4 200 mètres sous une pleine lune qui fait briller sommets et glacier recouverts d'une mince couche de neige. Il faudra sept heures pour le traverser.

En 747, le général chinois Xian Zhi, venu du Sinkiang par le Boroghil et le Darkot à la tête de 10 000 hommes, écrasa dans le Wakhan les Tibétains qui dominaient alors la région et cherchaient à s'allier aux Arabes arrivés en Haute Asie. Exploit à faire pâlir ceux d'Hannibal et de Bonaparte lorsqu'ils franchirent les Alpes. Exploit sans lendemain, l'intrépide général étant vaincu par les Arabes à Talas, en 751, revers qui après des siècles de bouddhisme, allait ouvrir le Sinkiang à l'islam.

Au terme d'une descente abrupte dans les éboulis, on gagne les pâturages de Rawat où les femmes, souriantes et bavardes, aident à rentrer le blé, le fourrage et le bois en prévision de l'hiver. Huitième et dernier camp. Le lendemain, après quelques heures de marche, on regagne en jeep la vallée de Yaseen où les oasis succèdent aux pierriers.

A Gupis, les hommes se pressent devant la télévision et son antenne parabolique. La construction va bon train, les boutiques se multiplient. Abricots, pommes et semences de pommes de terre prennent le chemin de Gilgit. Les tracteurs sont en nombre, témoins d'un progrès qui chagrinera les nostalgiques de ces vallées perdues où, pour les populations locales, désenclavement est synonyme de recul de la pauvreté.

A Gilgit, on débouche sur la route du Karakorum. Ici, les sommets frôlent les 8 000 mètres, tel le Rakaposhi et sa pente d'un seul tenant sur 5 000 mètres. Des oasis minutieusement cultivées se succèdent entre les gorges et les pans d'éboulis. Au col du Khunjerab, on retrouve le toit du monde et les Pamirs à deux pas du Wakhan, à l'ouest. Changement de décor. La route descend sur un vaste plateau coupé de ruisseaux. Les hameaux sont rares. Un paysage peuplé de yourtes, de yaks et de troupeaux de chevaux conduits par des cavaliers tajiks. Râblés, poil épais, les chameaux avancent en caravane avec, pour toile de fond, au nord, les dômes du Mustaghata (7 546 mètres) décrits par tous les voyageurs qui, au fil des siècles, les ont découverts. A 130 kilomètres du col, Tashqurgan, l'ancien carrefour des pistes caravanières qui, venues du Sinkiang, bifurquaient vers le Wakhan et les passes du Karakorum. Aujourd'hui, une longue rue de bazars bordée de peupliers où, comme dans le reste de la Chine, les hommes jouent au billard. Sur la colline, les ruines de la forteresse où se succédèrent les garnisons chinoises. Le trafic est encore faible : quelques camions et, de temps à autre, un car de touristes ou de voyageurs locaux. Ici, la Haute Asie des temps anciens perdure. Pour combien de temps encore ?

Gilbert Etienne

La route meurtrière

Construite par les Chinois et les Pakistanais, au prix de lourdes pertes humaines provoquées par un relief très instable, où glissements de terrains et éboulements sont monnaie courante, la route du Karakorum fut inaugurée en 1982. Elle franchit les 1 400 kilomètres qui séparent Islamabad de Kashgar par le col peu escarpé du Khunjerab, à 4 800 mètres. De l'autre côté de la rivière, on distingue la piste vertigineuse que l'on empruntait au début des années 60 pour, en quatre jours, gagner à cheval Hunza, aujourd'hui à deux heures de voiture. Une piste qui suivirent, en 1931, la Croisière jaune après avoir abandonné ses deux dernières autochenilles à Gilgit, puis, quelques années plus tard, Ella Maillart, Peter Fleming et Anne Philipe.

Pakistan
WAKHAN
CHINE
SINKIANG
AFGHANISTAN
SWAT
Islamabad
INDE
0 150 km

Carnet de route

■ **REPÈRES.** L'itinéraire décrit dans ce reportage est peu fréquenté : dix-neuf visiteurs étrangers en 1994, quatre en 1995. La logistique était confiée à M. Saeed Anwar Khan, de Pakistan Tours Ltd (24 Flashman's Hotel, Rawalpindi, fax : 92-51-56-54-49), une agence dépendant du ministère du tourisme. Organisation impeccable, guides et cuisiniers excellents.

■ **ITINÉRAIRE.** Trois étapes. D'Islamabad au terminus de la route, via Chitral : 3 jours, 200 dollars/jour, pour le transport uniquement ; 8 jours de caravane à pied, 65 dollars/personne et par jour, tout compris ; Darkot Village à Gilgit, 1 jour 1/2 en 4 x 4. Marche sans difficulté majeure de 2 800 m jusqu'au glacier et au col du Darkot, à 4 600 m. De six heures à huit heures de marche quotidienne. Traversée du glacier aisée, mais se munir d'une corde et d'un piolet pour l'équipe. Emporter éventuellement sa tente.

■ **SAISON.** Meilleure période : de fin août à fin septembre. Température diurne très agréable, nuits parfois fraîches.

■ **VOYAGISTES.** Peuples du Monde, tél. : (1) 42-72-50-36) est l'un des premiers à avoir programmé cette route de haut vol. Il la suit, de Peshawar à Kashgar via le col de Kunjerab (24 jours, 24 900 F, Orients, tél. : (1) 46-34-29-00) propose deux itinéraires sur la route du Karakorum : « Caravanes du Pamir », du Sinkiang au Pakistan, en 18 jours, 20 500 F et « Oasis d'Asie centrale », en 27 jours, 29 900 F, ce dernier incluant Ouzbékistan et Kirghizistan. Explorator (tél. : (1) 42-66-66-24) programme une route de la soie (24 jours, 24 800 F), et le voyagiste suisse Artou (tél. : 41-22-818-02-20) un Pékin-Rawalpindi en 23 jours (31 600 F environ). Allibert (tél. : (1) 40-21-16-21) associe randonnée et découverte culturelle : « Entre Hunza et Hindou-Kouch » (29 jours dont 16 de marche, 21 700 F) et « Grande traversée de l'Asie centrale » (30 jours, 31 500 F). Terres d'aventure (tél. : (1) 53-73-77-77) se consacre aux vallées pakistanaises de Kalash et de Swat (20 jours, 14 900 F) et aux contreforts du Pamir (21 jours, 15 900 F). Notons que les périples d'Assinter (tél. : (1) 45-44-45-87), de Maison de la Chine (tél. : (1) 40-28-43-60) et de Voyageurs en Chine (tél. : (1) 42-86-16-40) recoupent partiellement ceux décrits ici.

■ **LECTURES.** Le guide *Route de la soie* et *La Route de la soie*, de Luce Boulnois, tous deux chez Olizane. Un guide excellent et détaillé, en anglais, *Pakistan Trekking Guide – Himalaya, Karakoram and Hindu Kush*, d'Isobel and Ben Shaw (Guide Book Co Ltd, Hong Kong, 1993). *On Ancient Central-Asian Tracks*, de Sir Aurel Stein (Pantheon Books, Random House, New York). Et, pour la partie chinoise : *La Vie immédiate*, un album de photographies d'Ella Maillart (Payot). *Oasis interdites*, d'Ella Maillart (Payot) et *Courrier de Tartarie*, de Peter Fleming (Phébus).

■ **ARTS ET TECHNIQUES DE LA SOIE.** De J.J. Boucher (Sorlot, 1996).

Mandalay, la colline sacrée

Avec 150 monastères et 70 000 moines, la « Cité d'or » demeure la ville symbole de la foi bouddhiste

BIRMANIE
de notre envoyée spéciale

Le petit bonhomme vole de marche en marche. Chemisette blanche et survêtement gris, le chandail jeté sur l'épaule gauche, des tongs rouges dans la main droite, il avale, pieds nus, l'ascension de la colline sacrée de Mandalay, comme s'il était lancé pour une course de fond. Où se précipite-t-il ainsi sans s'accorder la moindre pause ?

Pas un regard aux deux lions monumentaux qui gardent l'entrée du temple. Il ignore le grand bouddha doré qui se tient debout face à l'escalier, la main levée en signe de paix. Il escalade des centaines de marches, sans ralentir l'allure. Il traverse, sans s'accorder la moindre pause, les innombrables terrasses pourtant meublées de petites chapelles et de bancs pour le repos. Pas un signe à l'astrologue qui siège sur le palier dit de « l'empreinte de Bouddha ». Il grimpe sans un coup d'oeil au décor du photographe, qui a reconstitué en carton-pâte cascades et montagnes. Il file sans un geste d'amitié à son copain, qui loue pour 10 kyats (50 centimes) jumelles et longues-vues aux badauds.

BOIS DE THANAKA

Les marches deviennent raides. Qu'importe, il accélère. L'affaire dure une bonne vingtaine de minutes, lorsque enfin l'enfant touche au but. Un riz fumant servi dans une gamelle en aluminium l'attend sur l'une des terrasses supérieures. Win Ninh Tung, c'est son nom, sept ans, a faim, tout simplement. A la sortie de l'école, il lui faut rejoindre ses parents, marchands ambulants, au sommet de la colline pieuse. La mère vend des cassettes. Le père fabrique des perles en bois de *thanaka* à l'aide d'une antique machine cachée derrière la rambarde – là où le sous-bois donne de l'ombre sans être en à-pic sur le vide. La cousine enfile les billes odorantes sur un fil rouge et vend ces chapelets aux rares touristes qui font l'ascension à pied.

« Les petits métiers permettent de survivre lorsque l'on ne possède pas même le minimum. Et parfois ils rapportent gros, jusqu'à 10 000 kyats par mois (550 F, le prix d'un beau vélo neuf) », confie fièrement Ngwe Ngwe Ye, textuellement « Mlle Double Argent », la marchande d'éventails et de boîtes en forme de coeurs dorés. Un fonctionnaire est payé dix fois moins (55 F), tandis qu'un professeur ou un médecin reçoit en moyenne 1 500 kyats (82 F). A trente ans, moulée dans un fourreau de soie vert bouteille, le *longyi*, elle en paraît dix-huit. Levée à l'aube, elle compte soixante minutes à vélo pour venir du sud-est de Mandalay jusqu'au marché de gros où elle fait ses achats, puis trente minutes d'ascension, un ballot sur le dos, pour être à pied d'oeuvre. Depuis huit ans, chaque jour, le scénario se renouvelle. Elle s'est approprié ce bout de terre-plein situé à mi-pente, à proximité des buvettes et gargotes qui servent bols de soupe et riz épicé.

Il faut presque une heure pour gravir les 1 729 marches et atteindre, à 230 mètres d'altitude, l'esplanade supérieure. La grande chapelle fraîchement rénovée, abritant un colossal bouddha assis, en stuc blanc, est d'un kitsch absolu. Carrelage aux couleurs acidulés, piliers bleu ciel couverts de verroteries éblouissantes, miroirs enchâssés d'or. Les quatorze trônes à offrandes, pleins à ras bord de billets, témoignent du succès de la colline. Un escalator flambant neuf, auquel on accède par un corridor en vitrage fumé, constitue la dernière nouveauté. Il achemine les touristes qui arrivent en voiture à proximité du faîte de la colline. Un exemple des grands travaux entrepris à l'occasion de cette année 1996 dédiée au tourisme par la junte au pouvoir, et contestés par Aung San Suu Syi, leader de l'opposition et prix Nobel de la paix 1991, qui estime à juste titre, qu'ils ne rapportent rien au peuple.

Du sommet, on embrasse la plaine sur 360 degrés. Au sud, Mandalay, dernière capitale du royaume birman, s'étale à perte de vue. Calée, à l'ouest, le long des berges fertiles de l'Irrawaddy, elle s'évanouit à l'est sur une plaine blanche de sécheresse qui court jusqu'aux monts Shan. Cette barrière dissimule la frontière chinoise et le Triangle d'or, lieu de tous les trafics (rubis, jade, héroïne : *« rouge, vert, blanc »*, dit-on ici). Vue d'en haut, la ville resplendit. Hérissée de flèches d'or, elle ne cache pas sa vocation religieuse. Les innombrables stupas bouddhistes sont coiffés d'ombrelles à clochettes qui tintent au moindre souffle, semant à tout vent les prières des fidèles. Mandalay tourne autour d'un parc boisé de 2 kilomètres de côté, entouré de remparts crénelés qui dissimulent l'ancien palais royal, récemment reconstruit à l'identique après l'incendie qui l'avait ravagé en 1945.

Au ras du sol, et au premier abord, la deuxième ville de Birmanie, avec près d'un million d'habitants, fondée en 1857 par le roi Mindon Min, qui bâtissait alors sa *nouvelle capitale*, a peu de cachet. Artères à angles droits, de rares bâtisses intéressantes, une chaleur sans parade à cause du manque de verdure. Les arbres qui n'avaient pas péri dans les incendies servaient de combustible pour cuire les briques destinées à la construction des stupas. En 1885, après la victoire des Anglais (présents depuis soixante ans en basse Birmanie, ceux-ci venaient, avec la conquête de Mandalay, de faire main basse sur la haute Birmanie, bouclant le contrôle du pays jusqu'à l'indépendance, proclamée en 1948), la capitale *déchue (au profit de Rangoun)* se déploya en damiers vers le sud, à l'image des villes anglo-saxonnes.

GUIRLANDES DE NOËL

Demeurée loin du pouvoir, durant plus d'un siècle, elle a conservé les traditions – on y parle, dit-on, le pur birman. Aujourd'hui, avec la réouverture de la route avec la Chine, elle connaît un vrai boom économique. Partout, les chantiers et les constructions flambant neuves témoignent de l'argent vite gagné. Les villas des « Chinois » jalonnent les avenues du centre, et les discothèques font leur apparition. D'ailleurs, après avoir avalé un « steak frites » arrosé d'une Mandalay Lager Beer *(« since 1886 »)* au B.B.B., Barmain-Beer-Bar, le bistrot à la mode décoré comme un chalet suisse, il est de bon ton de filer au Bambou. Deux salles et deux scènes, où se produisent de timides jeunes filles, en jeans et talons compensés, avec parka acrylique dernier cri (en décembre, il fait 18 degrés le soir !). Elles chantent Rod Stewart ou Dire Straits et les tubes commandés par les clients. En guise de pourboires, ils achètent au comptoir des guirlandes de Noël, vendues de 200 à 1 000 kylats chacune (de 11 à 55 F). A voir les colliers s'accumuler aux cous des demoiselles, on se dit que la gent masculine, déployée en tablées sous les lumières tamisées, a les poches pleines. Les sages pin-up gagnent en un soir deux fois le salaire mensuel d'un fonctionnaire. L'atmosphère est bon enfant, fermeture à minuit.

L'homme de la rue semble peu concerné. Au vu de la foule bariolée qui se presse, sous une nuit d'encre, aux carrefours bercés par les flonflons, *il préfère les fêtes patronales* organisées, ici ou là, pour l'anniversaire d'une pagode de quartier. Avec théâtre de plein air, guignol birman, orchestre, chanteur de variétés, brochettes et douceurs.

Avec quelque cent cinquante monastères bouddhistes et soixante-dix mille moines, Mandalay incarne l'âme du pays. La culture ancestrale s'enseigne à l'ombre des pagodes. Et c'est toujours dans l'un des couvents de Sagaing, autre colline « sacrée » en amont sur l'Irrawaddy, que l'on vient faire retraite, comme la mère de Way-Way, l'héroïne du *célèbre roman birman, La Mal aimée* (*Ma-Ma-Lay*, éd. L'Harmattan).

Après la tombée du jour, sous un ciel criblé d'étoiles, la colline de Sagaing résonne comme une nef de cathédrale. D'un monastère l'autre, les chants des 4 000 nonnes et 6 000 bonzes entonnant les litanies du soir se répondent dans la nuit. Il faut se faufiler à pas feutrés à l'intérieur de l'une de ces *payas* (pagodes bouddhistes) éclairées à la bougie (les pannes d'électricité sont quotidiennes) pour voir les visages rayonnants des jeunes novices en voile de coton rose s'égailler dans l'escalier à la fin de la prière. Ici, à Tha Mael Daw Chang, sous la tutelle de la mère supérieure âgée de quatre-vint-quatorze ans, elles sont cent soixante-dix, la plupart ayant de sept à vingt ans. *« Connaître le pali, la langue sanscrite, est très facile,* se réjouit l'une d'elle. *On apprend en six mois, et en trois ans c'est parfait. »*

En haute Birmanie, la rumeur dit que *« de plus en plus de jeunes pratiquent le bouddhisme comme échappatoire »*. Sans compter le respect de la tradition et l'orgueil des familles, ainsi que l'affirme une mère attendrie : *« Avoir un fils qui porte la robe safran demeure l'objectif de chacun : on économise pour cela toute une vie. Le noviciat ferme la porte au diable. »*

Mandalay se dérobe à l'homme pressé. L'enjeu consiste à se perdre à bicyclette le long des chemins de terre qui tissent leur toile jusqu'aux faubourgs pour accéder à la merveille. Le vieux monastère est à peine mentionné sur le plan. Sans l'aide d'un jeune bonze affable, rencontré chemin faisant, la mission aurait été impossible. Shwe Inbin se cache sous les manguiers et les palmiers étoilés (borasses). La cour de sable blond est fraîchement balayée. Il est midi, heure de repos. A l'intérieur du pavillon d'entrée, un moine fait la sieste sous un tableau noir sur lequel on lit : *« I said to them : I can teach you english. He said to them : you come to me every day »* (« Je leur dis : je peux vous enseigner l'anglais. Il leur dit : venez à moi chaque jour »).

La vieille pagode de teck chancelle sur ses fondations. Elle est couverte d'un toit pentu, bordé de flammes en dentelle de bois qui figurent la forêt peuplée de singes, de perroquets, de paons, d'éléphants et de chevaux *ailés : « le pays des esprits »* ; des guirlandes de fleurs courent sur ses murs. Le teck, blanchi par la mousson, évoque ce bois d'échouage que l'on ramasse sur les plages bretonnes ; poncé par le vent de sable, il devient granit.

Le jeune bonze, familier de l'endroit, a ralenti l'allure en franchissant le porche. La paix règne dans l'enceinte et force le recueillement. U Wi Thok Da, vingt-quatre ans, fils de paysan, confie son rêve dans un murmure : *« J'apprends l'anglais pour visiter l'Australie lorsque j'aurai trente-sept ans. »* Puis il gravit les marches d'un escalier en forme de dragon et file droit à la salle des prières. Les ouvertures sont miniatures. Il faut se baisser, *en signe d'humilité*, pour entrer. Deux *bo nat*, les bons génies, portant fleurs de lotus, chapeaux pointus et jupons à pans raides, dansent sur les vantaux des portes pour barrer l'accès aux mauvais esprits. Ainsi va Mandalay, cité symbole de la foi bouddhiste, envers et contre tout.

Florence Evin

DANIEL SCHWARTZ

Novice du monastère Shwenandaw à Mandalay

L'astrologue siège à l'ombre du Bouddha

Chaque jour, de 9 heures à 17 h 30, « l'astro-palmist » aux cheveux grisonnants, par ouï-dire l'un des meilleurs de la ville, reçoit sur le palier de *« l'empreinte de Bouddha »*, à mi-pente de la colline de Mandalay. Un modeste bureau, dressé derrière un drap blanc, deux cahiers écornés, quelques ouvrages, et un banc pour les familles qui patientent en papotant : voilà l'officine. Installé à la même place depuis dix ans, M. U Min Zin lit les lignes de la main et fait le thème astral de ses clients. Rien, ici, n'est entrepris sans l'avis d'un astrologue. Du plus humble au plus grand, tout Birman qui se respecte consulte l'oracle. On raconte même que l'une des raisons pour lesquelles le vieux village de Pagan fut autoritairement déplacé au printemps 1990 – quelques mois après que la junte eut confisqué le pouvoir, au mépris du résultat des élections plébiscitant Aung San Suu Kyi et la démocratie – était la présence trop fréquente, dans les parages, d'un très haut dignitaire du gouvernement, qui venait interroger périodiquement un éminent moine-astrologue.

L'ogresse masquée

Monsieur Beau et Madame Face d'or sont des *bo nat*, les deux génies protecteurs des pagodes bouddhistes et des maisons. La noix de coco enrubannée de rouge disposée dans chaque foyer est leur symbole. Ils vivent sur le mont Popa, l'Olympe birman, panthéon des trente-sept principaux *nat*, auprès de leur mère, l'ogresse masquée. La légende raconte que la *« Belle »* avait choisi de dissimuler sa beauté derrière un masque terrifiant afin de méditer en paix. Elle se maria avec un prince charmant, eut deux enfants, et devint Popa Mai Daw, la déesse-mère de la montagne des Esprits. Le volcan éteint émerge, tel un gigantesque stupa sur la plaine brûlée, à 50 kilomètres de Pagan.

Les stupas des champs

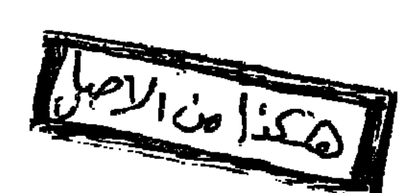
EN QUITTANT, tôt le *matin*, Rangoun (rebaptisée Yangon), la capitale birmane, escale obligée pour l'étranger (*Le Monde*, « Un dimanche à Rangoun », le 25 janvier 1996), il faut une bonne heure d'automobile à travers les rizières pour rejoindre Pegu (Bago), une ancienne capitale. La chaussée en travaux, de la largeur d'une autoroute, donne la mesure du programme de développement économique envisagé le long de cet axe. Déjà, une ville nouvelle, New Yangon, dresse ses blocs de béton : les populations les plus démunies, chassées du centre de Rangoun, y sont relogées. A l'écart, des complexes résidentiels pour militaires exhibent des villas pimpantes de style californien, bois laqué et jardinets mitoyens. Sur le bord de la route, un panneau géant annonce les objectifs : des gratte-ciel bâtis par une armée de jeunes travailleurs conquérants.

Pegu, qui a l'allure d'un gros bourg animé, semble ignorer l'affaire. Seuls les riches commerçants, d'origine chinoise, établis sur la grand-rue ont entrepris de maquiller leurs façades en y ajoutant un écran de béton pseudo art déco. L'attraction majeure demeure la grande pagode Shwemawdaw et son stupa de 114 mètres couvert d'or – plus haut que celui de la Shwedagon à Rangoun – qui recèle deux cheveux de Bouddha.

Les faubourgs s'étirent de chaque côté de la rivière. Il y règne une douceur campagnarde. Les stupas et les pagodes disséminés dans la verdure sont autant de lieux de pèlerinages pour les Birmans, peuple pieux entre tous. Chacune a son festival annuel. Celui du monastère de Kayaungi est en juin, mais déjà on s'active *sous les frondaisons.* Borasses, manguiers, fromagers, bananiers et lianes emmêlées compliquent la tâche des moinillons chargés du débrousaillage. En robes rouge sang, râteau et binette en main, ils transpirent à grosses gouttes, courbant l'échine sous les ordres qui fusent. Coups de marteaux et de scies rythment le travail. Ici, comme dans la capitale, on répare, on repeint. La salle des prière sent le neuf. Seize *nat*, les bons génies, visages sereins, mains jointes et dos au mur, surveillent la nef, à la manière des saints siégeant dans nos églises.

La plus vaste pagode, la Mahazedi, sorte de Grande Galerie du Muséum de Paris transformée en volière – les oiseaux y piaillent sans relâche au crépuscule – abrite un colossal bouddha couché. Un tableau noir donne ses mensurations : taille, 54,88 mètres ; visage, 6,86 mètres ; oeil, 1,14 mètre ; nez, 2,29 mètres, etc. Son visage repose sur une montagne d'oreillers et son lit, tout inscrusté de verroterie, brille avec l'éclat du diamant. La nuit tombe d'un coup. C'est l'heure des confidences. Les badauds investissent la chaussée, royale promenade puisqu'il n'y a pas de voitures. Le Smile Tea Shop, la « maison de thé du sourire », a dispersé ses tables de poupée sur le bas-côté, à même la terre battue. On y boit du café servi dans de petits verres en Pyrex rose avec du lait concentré. Un haut-parleur hurle en birman les tubes anglo-saxons des années 70. Au « Top 50 » local, *Down by the River* de Neil Young. Puis on rentre à vélo, ou en taxi-cyclo, assis dos à dos.

Fl. E.



هكذا من الاصل

Les presque parfaits

Les Birmans ? Une douceur sereine. Voilà pour le peuple. Reste les dirigeants...

BIRMANIE
de notre envoyée spéciale

Des princes. Oui, des princes. Qui d'autre sinon ? Il y a en eux trop de grâce, trop d'élégance, trop de force tranquille et de douceur sereine, une connivence extrême avec la nature et certains de ses mystères pour qu'on ne s'interroge : qui sont-ils donc ? Des princes. Oui, les Birmans sont des princes. Conducteurs de buffles, pagayeurs du lac, balayeuses de pagode, ou rouleuses de cigares...

Avez-vous vu l'allure ? Le port de tête souverain, les gestes amples et souples, avec des arrondis comme pour mettre du liant, éviter les ruptures, parer toute violence. Avez-vous remarqué cette façon de se poser, dans l'autobus ou au fond d'une carriole tirée par un cheval, sur les marches d'un temple ou par terre, sur une natte, dans la douceur du soir ? Les jambes sont pliées sous le corps, les deux mains l'une sur l'autre, dans un parfait maintien et une détente totale. La pose est alanguie, elle n'est pas avachie. Elle peut être indolente, nonchalante, mollassonne. Mais dans son abandon, se conjuguent grâce et liberté. Ici les corps se plient, s'enroulent, se déroulent, plantes aquatiques ou élastiques, sans gêne aucune, naturels, sans entrave. Marcher, pêcher, balayer, broder peuvent tenir de la danse. Où est le chorégraphe ? Les artistes sont là, qui glissent, ondulent, tournoient comme dans un même ballet, sur une même mélodie. Cela s'appelle harmonie.

Ils portent tous des jupes, hommes, femmes, enfants ; un cylindre de tissu – le *longyi* – drapé sur les hanches et descendant aux chevilles. Les hommes, qui le préfèrent à petits carreaux, le nouent sur le devant et fabriquent un gros noeud avec le trop de drap. Les femmes, qui osent toutes les couleurs, et le choisissent moiré avec des fils d'or pour les jours de fête, le nouent sur le côté. Une torsion du drap, hop ! Le tour est joué. La toile devient costume. Et l'on se prend à rire en imaginant collègues, amis, voisins vêtus de cette unique parure. Ils seraient entortillés, étriqués, boudinés. En un mot, ils seraient ridicules. Nous aussi, dans ce *longyi* bleu ciel acheté et cousu sur le champ au marché de Nyaung. Bref, passons.

Pour préserver un teint doré qui retient la lumière mais qui pourrait subir les ravages du soleil, les femmes et les enfants enduisent leur visage d'une poudre jaune, extraite de l'écorce d'arbre de *thanaka*. Les coquettes y dessinent des arabesques et l'onguent devient maquillage. L'une d'elle, à Pagan, insista, un après-midi de grosse chaleur, pour en induire nos pommettes. Las ! Une photo prise sur son instance témoigne du désastre. N'est pas cuivré qui veut. Déchirons sans attendre !


R DE VALLOMBREUSE

Ici, les corps s'enroulent, se déroulent, plantes aquatiques ou élastiques

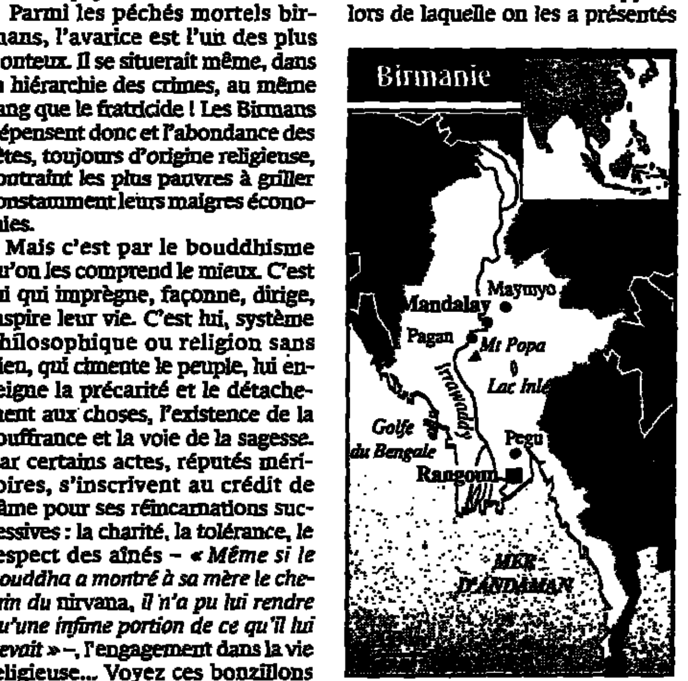
Ils sont hospitaliers et devant leurs maisons se trouve une jarre d'argile où le passant peut étancher sa soif. On vous offre le thé en riant. L'accueil des Birmans est empreint de douceur et de délicatesse. Les règles de politesse s'avèrent d'ailleurs si subtiles qu'elle leur interdit de manifester la curiosité que leur inspire parfois la présence insolite d'étrangers. Pas de coups d'œil furtifs, de gens qui se retournent, rient sous cape où se poussent du coude. Dans les rues de Taunggyi ou sur un marché de campagne, dans une pagode remplie de fidèles en méditation ou un monastère sombre où attendent un vieux moine et quelques bonzillons, on est accepté avec naturel, intégré au décor, jamais importun et jamais mal venu. Une bienveillante indifférence, serait-on tenté de dire. C'est beaucoup mieux que cela. Il y a bel et bien attention. Délicate et respectueuse. Les Birmans détestent l'ostentation. Que l'on prenne l'air perdu, ils s'enquièrent aussitôt de ce que vous voulez. Qu'on ait l'air de chercher un lieu, un monument, une statue dans un temple, ils prennent l'initiative de vous guider prestement avant de disparaître. Qu'on vous repère à l'arrière d'une foule venue assister à un spectacle, il se trouvera quelqu'un pour vous prendre le bras et fendre l'assistance – tacitement d'accord – afin de vous placer au premier rang.

FRÔLEMENT DE BRAS

Un grand escogriffe d'Anglais, à peau blanche et poils roux, installé à Mandalay, nous raconta un jour avoir maintes fois vérifié par lui-même combien cette tranquille indifférence envers les étrangers n'était qu'une apparence. Alors que personne ne semblait jamais prêter la moindre attention à l'immense carcasse qu'il promenait dans les marchés de campagne près d'un demi-mètre au-dessus des chevelures brunes birmanes, il sentait des mains frôler son bras nu au passage, comme ça, l'air de rien, dans la cohue. Le geste était furtif, la promiscuité anonyme. Après avoir satisfait sa curiosité du grain de peau du géant si pâlot, le badaud audacieux se fondait dans la foule. Un jour d'affluence, un vieil homme glissa même sa main dans la sienne et marcha à son côté quelques mètres, ajustant son allure à la sienne, et sans croiser son regard. Puis il tourna à la prochaine allée et disparut sans se retourner, laissant l'Anglais stupéfait. Les peaux blanches sont rares dans certains coins du pays...

Parmi les péchés mortels birmans, l'avarice est l'un des plus honteux. Il se situerait même, dans la hiérarchie des crimes, au même rang que le fratricide ! Les Birmans dépensent donc et l'abondance des fêtes, toujours d'origine religieuse, contraint les plus pauvres à griller constamment leurs maigres économies.

Mais c'est par le bouddhisme qu'on les comprend le mieux. C'est lui qui imprègne, façonne, dirige, inspire leur vie. C'est lui, système philosophique ou religion sans dieu, qui cimente le peuple, lui enseigne la précarité et le détachement aux choses, l'existence de la souffrance et la voie de la sagesse. Car certains actes, réputés méritoires, s'inscrivent au crédit de l'âme pour ses réincarnations successives : la charité, la tolérance, le respect des aînés – *« Même si le Bouddha a montré à sa mère le chemin du nirvana, il n'a pu lui rendre qu'une infime portion de ce qu'il lui devait »* –, l'engagement dans la vie religieuse... Voyez ces bonzillons que leurs parents envoient au monastère dès qu'ils sont en âge de dire certaines prières, de draper leur robe carmin et *« d'écarter les corbeaux de leur sébile de mendiant »*. On les croise de bon matin, parfois en file indienne, pieds nus, les yeux fixant le sol et les mains autour du bol noir où, jusqu'à midi, ils recueillent les offrandes alimentaires. Gamins des rues devenus petits hommes par la grâce d'une cérémonie d'initiation – *shinpyu* – lors de laquelle on les a présentés au temple et rasés pour ressembler à de petits Bouddhas. On les y amène en petits princes, maquillés et pleins d'or, ils ressortent en mendiants.



Un après-midi, aux abords d'une pagode, on vit un moinillon freiner si fort sa bicyclette qu'il dérapa dans la poussière et chancela, tous voiles en l'air. Il s'en sortit par des égratignures, probablement des bleus, mais l'essentiel, hormis ses lorgnons, était sauf : le petit lézard qui aurait pu passer sous ses roues, continuait bravement son bonhomme de chemin. Le premier des cinq préceptes était respecté : tu ne tueras point.

Car toute vie est sacrée. Les arbres, les oiseaux, les poissons. Un pêcheur du lac Inle nous a confié qu'à l'occasion d'une fête ou d'un accès de ferveur religieuse, il était arrivé qu'un fidèle orthodoxe lui achète le contenu de son filet... juste pour le rejeter à l'eau. Mais sur les escaliers menant aux temples, il n'est pas rare qu'on vous propose d'acheter pour quelques roupies la liberté d'un oiseau en cage. Dans la bonne logique des choses, cela devrait donner un peuple végétarien. Il n'en est rien. Bouchers et pêcheurs ont sans doute piètre réputation, mais les Birmans se rassurent en affirmant avec certitude que Bouddha lui-même se nourrissait de viande...

Tout n'est donc pas logique sur la terre birmane. Il est même des aberrations monstrueuses, des hypocrisies abyssales, comme ce régime dictatorial et militaire qui, depuis 1962, contrôle le pays (rebaptisé Myanmar) d'une main de fer, bafouant un à un les droits de l'homme les plus élémentaires, emprisonnant, torturant, menaçant à tout va, usurpant le pouvoir et trompant par là même les idéaux bouddhistes. Sur d'immenses panneaux publicitaires accrochés aux carrefours de Rangoun (devenu Yangon), ses slogans incitent la population à soutenir l'armée et à dénoncer les traîtres. Mais dans leur grande sagesse, tous les Birmans savent bien que la Birmanie n'est pas là. Chaque dimanche, devant sa villa lézardée, au 54, rue de l'Université, une dame lumineuse leur parle de leur histoire, leur montre une autre voie, rappelant les « Dix Devoirs de rois » qui, selon les bouddhistes, s'imposent à tout pouvoir : *« La générosité, le sens moral, l'esprit de sacrifice, l'intégrité, la bonté, l'austérité, l'aménité, la non-violence, la patience et la non-résistance aux volonté du peuple »*... Pour n'avoir jamais défendu d'autres thèses, Aung San Suu Kyi a été enfermée deux mille deux cents jours dans sa maison dépouillée de Rangoun. Mais ce peuple de princes mérite bien cette princesse.

Annick Cojean

Carnet de route

■ SAISON. La mousson arrive entre la mi-mai et la mi-juin, après deux mois très chauds. Pluies fréquentes en fin d'après-midi et le soir, ciel lavé et couleurs éclatantes. On y voyage cependant sans difficulté. En hiver, de novembre à février, températures printanières.

■ VOYAGE. Ces deux reportages ont été réalisés dans le cadre de circuits organisés par Asia (tél. : (1) 44-41-50-10, Minitel 3615 Asia, ou agences) et par Forum Voyages (tél. : (1) 46-43-71-72, ou Minitel 3615 FV). D'autres voyagistes annoncent le même type de découverte, notamment Orients (tél. : (1) 46-34-29-00, avec, en outre, 9 jours à Mandalay), et Assinter (tél. : (1)45-44-45-87).

■ Le premier reportage se déroule à Mandalay, en Haute-Birmanie. Asia, spécialiste du voyage à la carte en Asie, dont la filiale, Mékong Land, vient d'ouvrir à Rangoun, propose des modules régionaux (hôtels, voiture avec chauffeur, et vols intérieurs sur Air Mandalay) qui s'assemblent au gré des préférences. Par exemple, un accès Paris-Rangoun sur la Thaï, transferts et deux nuits à l'Imperial Jade, au centre, récent et confortable pour 7 295 francs. Ou, en catégorie luxe, préférez au Strand, si restauré qu'il en a perdu son âme, le tout nouveau Baiyoke Kandawgyi, dont les vastes chambres s'ouvrent sur le lac, proche de Shwedagon (7 945 francs, même forfait). Les excursions s'ajoutent à la carte. Notamment : « Le Rocher d'or » ou 3 jours à Pegu (Bago) et Kyaiktiyo : 2 100 francs par personne en partant à deux ; « La Plaine des mirages », Pagan et le mont Popa (3 jours, 3 865 francs, de Rangoun). « Le rêve de Kipling », ou 3 jours à Mandalay (3 975 francs de Rangoun). Des itinéraires individuels préétablis rassemblent ces différentes étapes. Le plus complet, « Les Murmures de l'Irrawaddy » égrenne toutes ces étapes en 14 jours (19 950 francs en pension complète, de Paris). En une semaine, on va de Rangoun à Mandalay, via Pagan et le lac Inlé (9 915 francs, vol international en sus).

■ Le deuxième reportage balaie le pays du nord au sud, selon un itinéraire signé Forum Voyages, s'arrêtant à Rangoun, Pagan, Mandalay, le lac Inle, Taunggyi, Pindaya et Kalaw. En huit jours, il se nomme « Reflets de Birmanie » et se déroule en groupe (9 660 francs pour 8 jours au départ de Bangkok, vol international en sus sur la Thaï : 4 400 francs). En onze jours, le circuit individuel « Les Pagodes birmanes » inclut hôtels en pension complète, voiture avec chauffeur, visites guidées et vols international et intérieurs (16 490 francs, de Paris, ou 18 500 francs pour 16 jours). Extension possible de ces circuits à Kyaiktiyo et Pegu.

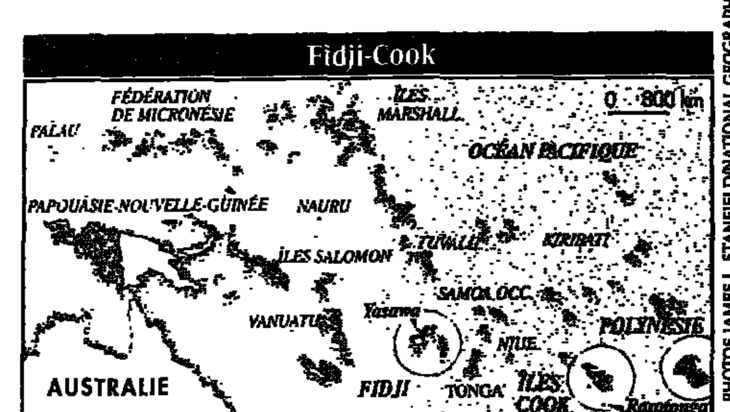
■ EXCURSIONS. De Mandalay à Pagan sur l'Irrawaddy, choisir le traditionnel bateau-cargo, embarquant passagers, vélos et caisses de bananes, qui lève l'ancre à l'aube, pour gagner la première capitale de l'empire birman située à quelque cent miles plus au sud. A Pagan, circuler en calèches, les conducteurs sont les meilleurs des guides pour dénicher les sites moins connus. Pour gagner le mont Popa, prendre un taxi (environ 250 francs la journée). De même, de Mandalay, choisir un taxi pour gagner Maymyo, l'ancienne villégiature des Anglais dans la montagne.

■ LECTURES. *Les Pagodes d'or*, de Pierre Loti (Kailash) ; *Une histoire birmane*, de George Orwell (Gérard Lebovici) ; *Terre d'or*, de Norman Lewis (Olizane), *Birmanie*, Petite Planète (Seuil). Parmi les guides en français consacrés à la Birmanie, ceux de Gallimard et Lonely Planète, très complet, malgré une réactualisation défectueuse. Le plus récent et le plus pertinent est en anglais : *Thailand and Burma Handbook* (Trade and Travel). Enfin, *Pagan, l'Angkor birman* (*Le Monde*, 5 mars 1994).

Les lagons bleus

Il y a quinze ans, Hollywood tourna dans ces eaux transparentes, une robinsonnade cinématographique. Retour aux sources


La plage du village de Yasawairara




PHOTOS JAMES L. STANFIELD/NATIONAL GEOGRAPHIC SOCIETY

Ancien sergent de l'armée américaine, Sairusikoto exhibe fièrement ses médailles

FIDJI
de notre envoyé spécial

L'archipel de Yasawa est une succession de roches volcaniques noyées dans un gigantesque jardin de corail. Six grandes îles et une multitude d'îlots bordent le nord-ouest de Viti Levu, la grande terre des Fidji. Vu du ciel, c'est une succession de taches vertes mouillées sur un camaïeu bleu pâle. L'île de Yasawa, la plus septentrionale, est un long ruban ponctué de baies sablonneuses.

Au village de Bakuma, lové entre deux collines, sur la côte est, on va à la messe et on joue au rugby. Héritage incontournable de la Grande-Bretagne. C'est dimanche. De l'église – une grande bâtisse en bois laqué blanc – s'échappent des hyménées, chants à la mélodie brutale qui interpellent Dieu et lui rappellent la foi inébranlable des hommes. Les gens de Bakuma sont des Fidjiens pure souche, des Mélanésiens. Leur origine est incertaine, mais on pense, généralement, qu'à l'instar des migrations polynésiennes, ils sont venus du Sud-Est asiatique, en vagues successives. Des marins exceptionnels qui accomplissaient de longues traversées sur de frêles pirogues. Au fil des siècles, ils se sont mêlés aux ancêtres des aborigènes ou des Papous. On s'accorde pour dater les derniers établissements du Xe au XIXe siècle : une population venant de Mélanésie et pratiquant la pêche en mer et une culture en terrasse très sophistiquée.

La découverte des Fidji est attribuée au célèbre capitaine Bligh. Le très maladroit commandant de la *Bounty* était, en revanche, un habile marin. On se souvient qu'à la veille de la Révolution française, son navire avait rempli ses cales de plants d'arbres à pain prélevés *à Tahiti pour les acheminer dans* les colonies anglaises des Caraïbes afin d'en nourrir les esclaves. Mais, à la suite d'une mutinerie, le capitaine était « invité » à embarquer, en compagnie de quelques marins, sur une baleinière, avec, pour seule assistance, un compas et une boussole. Ainsi, abandonné à Aitutaki, dans les îles Cook, Bligh devait réussir à atteindre les côtes de Timor. Non sans être parvenu, dans les eaux de Yasawa, à déjouer l'attaque d'une pirogue de *cannibales et à s'enfuir par un* étroit chenal bordé de récifs, au confins de Round Island. Vieille *histoire que ce cannibalisme.* Ainsi, aujourd'hui encore, l'artisanat des Fidji continue-t-il de fabriquer des fourchettes en bois à quatre branches destinées *« à manger l'ennemi après l'avoir tué ».*

A Bakuma, paisible hameau de trois cents âmes, on mélange le progrès et la coutume. Quelques cases traditionnelles recouvertes de palmes, des bungalows coiffés de tôle ondulée, un terrain de sport, une école et des pirogues de pêche couchées sur la plage. D'un *bout à l'autre du village, on se* lance un aimable *« bula »* (« salut », en fidjien). Ici, une visite répond à un cérémonial immuable dicté par le respect d'une courtoisie élémentaire. On demande l'autorisation et on échange des cadeaux. Quelques racines de *kawa*, une plante de la famille des poivriers, sont toujours les bienvenues.

Ame, le chef du village, arbore une moustache digne des régiments de Sa Majesté et une belle chevelure crépue et frisée. Jadis, un dignitaire digne de ce nom devait afficher une couronne de cheveux d'un mètre de diamètre. Ame porte le traditionnel *sulu*, une sorte de sarong noué à la taille, une fleur d'hibiscus sur l'oreille droite et, au cou, un collier avec une dent de cachalot. *« Autrefois, le* tabua *était un présent d'une inestimable valeur*, explique-t-il, avant de préciser : *cette dent a été offerte à mon grand-père par Cakobau, le* tui viti (roi des Fidji), *il y a plus d'un siècle. Aujourd'hui, le cachalot est une espèce très protégée. »*

A l'écart de l'agitation de Nadi, la capitale de Viti Levu, le chef Ame n'en a pas moins fort à faire pour assurer la pérennité des traditions qui, depuis des siècles, organisent la vie sociale et communautaire. Un groupe de danse très actif (colliers de fleurs, robes de pandanus et tambours) continue néanmoins à assurer le *méké*, dont chants et chorégraphie évoquent une cosmogonie hermétique. Une danse saccadée qui peut déboucher sur le *daunivucu*, une transe qui permet de communiquer avec l'au-delà. Retiré dans son éden de Yasawa, Ame regarde le monde changer. Deux fois par semaine, un bimoteur se pose sur la piste en terre battue, à un kilomètre du village. Il apporte, avec courrier et journaux, les nouvelles de Viti Levu.

Ici, la politique est toujours prétexte à des discussions colorées. Depuis le coup d'Etat de 1987, le général Rabuka gère d'une main de fer la vie de ce pays de 750 000 habitants, moitié Fidjiens, moitié Indiens, avec quelques Chinois, des Européens et des métis, appelés malicieusement *« fruit salad »*. La Constitution, qui garantit aux Fidjiens la propriété foncière et la majorité politique, concède aux Indiens le pouvoir économique. Une sorte de développement séparé qui suscite rancœurs et contestations.

Dans l'archipel de Yasawa (une vingtaine de villages, 2 000 habitants), un tourisme discret offre des emplois qui « fixent » la population. Les voiliers viennent mouiller dans les baies bien abritées et les lunes de miel sur le sable blanc sont très prisées. A Champagne Beach, Randal Kleiser a tourné, il y a quinze ans, *Le Lagon bleu*, une robinsonnade cinématographique où l'actrice Brooke Shields plongeait sa nudité troublante dans les eaux transparentes de Yasawa. La plage est toujours déserte, inondée de lumière. La mer immobile. Un rêve passe...

Bruno Barbier

Rarotonga, festin tropical

L'INÉVITABLE CAPITAINE COOK, qui portait un patronyme à donner des idées aux cannibales des paradis polynésiens, finit par être dévoré dans les îles... Sandwich. On ne l'invente pas. Peut-être, en mémoire d'un festin mémorable, a-t-on donné le nom de l'intrépide navigateur chargé de rechercher la « Terra Australia Incognitus », à cet archipel coincé entre l'équateur et le tropique du Cancer. Quinze atolls baignant dans les eaux turquoise des lagons. Rarotonga, l'île-capitale, est une *montagne bien verte émergeant de l'océan.* Un cercle presque parfait.

La route qui suit la côte est l'ancienne *ara metua*, un chemin de corail construit – dit-on – par le chef maori Toï au XIe siècle. Sur un rivage, quelques pierres, mangées par les fougères et posées sous un grand ficus, rappelle l'existence d'un *marae* (autel sacré), moins élaboré que ceux de Tahiti. Le passé des anciens Polynésiens – quelques traces insignifiantes – a été anéanti par une nature insatiable. Légendes et tradition orale, rassemblées par les premiers explorateurs européens, permettent seules, aujourd'hui, de reconstituer un puzzle incertain.

Les îles Cook étaient sur la route des grandes migrations polynésiennes. Les premiers établissements y remonteraient au VIIIe siècle. Les pirogues doubles qui venaient de Raïatéa, l'île sacrée (située en Polynésie française) formaient la dernière vague d'une grande saga maritime venue de l'est. Polygame et cannibale, la société ancienne était très hiérarchisée. Le chef suprême *(ariki)* possédait un pouvoir surnaturel *(mana)* qui l'autorisait à décider ce qui était interdit *(tapu)*. Rarotonga était divisée en six districts qui s'empoignaient dans de fréquents conflits. L'histoire moderne rassemble les récits épiques des marins audacieux. *Dès la fin du XVIe siècle, des explorateurs* espagnols visitent les îles du nord, Pakapuka et Rakahanga. Cent cinquante ans plus tard, Cook redécouvre ces atolls perdus. Lui succéderont des amiraux britanniques qui s'y sentiront si bien qu'ils les offriront à la Couronne. Jusqu'à ce que l'Angleterre cède enfin ces quelques arpents d'îles à la Nouvelle-Zélande, en 1901.

Pour faire visiter son île-jardin, Nicholas Henry a créé une agence de voyages. Cette île, il en connaît tous les chemins de traverse et tous les surplombs qui dominent les récifs et le lagon. Il connaît également l'instant incertain où le *tiaré* et le *frangipanier distillent leur parfum* ainsi que l'heure où les plus belles vahinés vont danser le tamouré. Son long *faré* est planté en bord de mer, face à une eau cristalline. Héritier d'une famille influente d'Aitutaki, il a fait de son salon un véritable musée à la mémoire de son grand-père, Sir Albert Royle Henry. Une accumulation d'objets émouvants et hétéroclites : portraits de la reine Elizabeth, maquettes de pirogue, un *tapa* (pièce d'étoffe décorée en fibre végétale), cadeau du roi des Tonga, un autre offert par un chef des Samoa, des médailles, des coupes, des photos, etc. Sir Albert, ancien premier ministre, est surtout le père de l'indépendance. Mot magique qui recouvre, *en fait, une sorte d'autonomie interne* sans souveraineté. Cook est un « pays associé » et ses habitants ont un passeport néo-zélandais. Peu importe puisque les gens de Cook conduisent leurs affaires et qu'un conseil de chefs veille au respect du droit coutumier.

On gère ainsi les plages blanches, les *motu* sauvages et les récifs coralliens avec la délicieuse nonchalance des îles. Aititaku est à une heure de bimoteur de Rarotonga, un grand atoll piqueté de cocotiers. Le Lagoon Hotel a planté ses *faré* couverts de pandanus face au large. Le chef est français, les clients sont allemands, néo-zélandais ou anglais. Chacun se *laisse envahir par la douce tiédeur des alizés.* Le bonheur est si près.

B.B.

Carnet de route

LES ÎLES COOK

■ **REPÈRES.** Une quinzaine d'atolls essaimés en deux groupes d'îles (nord et sud) sur un million de kilomètres carrés *dans les eaux du Pacifique sud*, au sud-ouest de Tahiti.
Les îles Cook appartiennent à la Nouvelle-Zélande, mais elles jouissent d'un statut d'autonomie interne comparable à celui de la Polynésie française. Un Parlement (24 députés), un premier ministre et un conseil des chefs héréditaires (*House of Ariki*) pour les questions coutumières. Population essentiellement polynésienne (20 000 *habitants et une forte émigration* en Nouvelle-Zélande). Religions : catholique et protestante (adventistes, *Latter Day Saints*, etc.).
Principales ressources : exportation de fruits tropicaux et de copra. Langue officielle : l'anglais. Langue parlée : le maori.

■ **SAVOIR.** Passeport valide. Ni visa ni vaccination. Décalage horaire : – 12 heures (été) et – 11 heures (hiver). Monnaie : 1$ Cook = 3,50 F. Climat tropical. Meilleure saison : de mai à octobre.

■ **ACCÈS.** Nombreuses liaisons intérieures sur Air Rarotonga (Rarotonga-Aitutaki, environ 1050 F A/R). Sur place, location de voitures (environ 205 F par jour) et de motos.

■ **SÉJOURS.** Une vingtaine d'hôtels à Rarotonga, généralement des *faré*, en bordure de lagon. Citons le Pacific Resort, bien situé à Muri Beach, face à un chapelet de *motu* (îlots) : à partir de 850 F. Et le Manuia Beach, sur la côte d'Arorangi : à partir 1 400 F le bungalow. Séjourner impérativement au Lagoon Hotel, sur l'atoll paradisiaque d'Aitutaki : *environ* 980 F la *nuit.*

LES ÎLES FIDJI

■ **REPÈRES.** Archipel mélanésien de *300 îles (dont une centaine habitées),* sur la ligne de changement de date, les Fidji (ou Viti) sont une ancienne possession britannique devenue indépendante en 1970. République depuis 1987 avec un régime parlementaire et une Constitution fondée sur la primauté de la race fidjienne. La population (750 000 habitants dont la moitié sont des Fidjiens et les autres sont d'origine indienne) vit principalement sur les deux grandes îles (Viti Levu et Vanua Levu). Ressource principale : la canne à sucre. Religions : chrétiens (52%), hindouistes (37%) et musulmans (7%). L'anglais est la langue dominante mais on parle aussi le fidjien et l'hindi.

■ **SAVOIR.** Passeport valide et billet *d'avion de retour. Monnaie : le $ fidjien*, égal à 3,50 F. Décalage horaire : + 11 h (hiver) et + 10 h (été). Meilleure saison : mai à octobre.

■ **ACCÈS.** Le bateau et l'avion permettent de se déplacer d'île en île (se renseigner sur place). Le vol Nadi-Yasawa A/R, par exemple, coûte environ 1 200 F. Location de voiture à Viti Levu et Vanua Levu. Véhicule tout terrain recommandé : entre 500 F et 700 F par jour.

■ **SÉJOURS.** Destination de farniente et de lune de miel, les Fidji offrent un équipement hôtelier d'excellente qualité. Citons le Yasawa Lodge, au nord de Yasawa, de luxueux bungalows situés sur une plage sauvage, avec excursions en bateau et observation des fonds sous-marins : à partir de 1 800 F *la nuit en chambre double et pension* complète. Et le Regent Hotel, à Nadi (Viti Levu), l'un des établissements les plus raffinés de l'archipel : à partir de 900 F la nuit. A noter, une brochure consacrée à cette destination par Bambou (32, rue Saint-Marc, 75002 Paris, tél. ; (1) 42-60-46-00), spécialiste du Pacifique. Plusieurs formules, dont un coup de cœur à 12 900 F : vols, transferts et 8 nuits avec petit déjeuner sur l'île de son choix.

■ **LA ROUTE DU CORAIL.** Air New Zea*land regroupe sous le joli nom de « la* route du Corail » l'ensemble des liaisons desservant les poussières d'îles du Pacifique sud : Fidji, Cook, Samoa, Tonga ou la Polynésie française. Vol Air New-Zealand, Paris-Londres-Rarotonga-Nadi *via* Los Angeles A/R : à partir de 6 925 F, 7 675 F de Toulouse. Trois stops gratuits sont autorisés en plus de la destination finale, dans les îles du Pacifique : Papeete, Rarotonga, Nadi (*Fidji*), Honolulu, Tonga et Samoa. L'arrêt à Los Angeles est toujours inclus et gratuit. Renseignements auprès d'Air New Zealand, c/o Air Promotion Groupe, 66, avenue des Champs Elysée, 75008 Paris, tél. : (1) 53-77-13-30, numéro vert 05-90-77-12.

■ **LIRE.** Pas de guide en français. En anglais, les excellents guides Lonely Planet, *Fiji* et *Rarotonga & the Cook Islands*. Et un très bel album : *Bois sculptés des mers du Sud-Trésors d'Océanie*, de René Fuerst (Olizane), présentant des objets traditionnels de la navigation, de la vie quotidienne et de l'habitat.

■ **RENSEIGNEMENTS.** Tourism Council of South Pacific, 13, rue d'Alembert, 38000 Grenoble, tél. : 76-70-06-17.

هكذا من الأصل

Souvenirs, souvenirs

A la recherche d'un Saïgon perdu qui, avec son décor néoclassique, affiche encore de beaux restes





NICOLAS CORNET

La Grand-Poste, un temple de quiétude à l'élégante verrière dessinée par Eiffel

HO CHI MINH-VILLE
de notre envoyé spécial

Quand Ho Chi Minh-Ville s'active et pétarade, quand elle se grise de fièvre et de bruit, il est quelques refuges où Saïgon, l'éternelle, protège ses silences. Avec son élégante verrière aux dentelles d'acier que Gustave Eiffel dessina il y a plus d'un siècle, avec ses ventilateurs à hélices et ses vastes écritoires, la Grand-Poste offre une halte accueillante aux rêveurs.

Trois jours par semaine, on y rencontre M. Long, beau vieillard au visage maigre. Il porte un brassard rouge attestant son état d'écrivain public. Voilà bien longtemps, il officiait comme secrétaire dans l'une de ces compagnies qui exploitent les terres rouges où grandit l'hévéa. Faute de retraite, il gagne aujourd'hui sa vie en rédigeant, pour les gens simples, messages téléphonés ou lettres recommandées. Certains jours fastes, il peut empocher jusqu'à dix dollars. Mais quand le client est trop rare, M. Long s'en va bien avant l'heure, son petit coussin à la main.

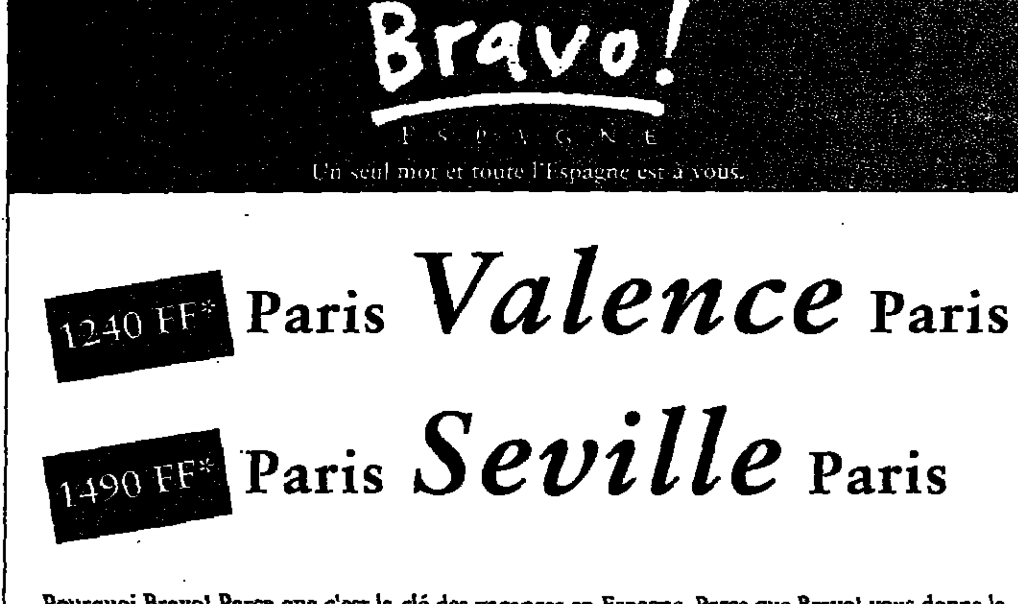
Dans des bols en céramique, les pinceaux et la glu attendent les enveloppes et leurs secrets. Deux immenses cartes murales, vestiges de la « Belle Colonie », représentent les environs de Saïgon et les « lignes télégraphiques » du réseau « Sud-Vietnam-Cambodge ». Le choc régulier d'un tampon, et de temps à autre, la sonnerie d'un fax, troublent à peine la quiétude de ce temple épistolaire, où trône l'inévitable portrait de l'oncle Ho. La façade de la Grand-Poste déroule, en hommage à la science triomphante, les noms de ses plus glorieux serviteurs, Ampère, Arago, Gay-Lussac et tant d'autres.

DÉCOR EXOTIQUE

A deux pas, un touriste nippon, et néanmoins solitaire, se fait photographier devant la basilique Notre-Dame, décor exotique à ses yeux, avec ses briques roses de Toulouse et ses deux clochers carrés, qu'il admirera longuement, assis sur un banc de pierre dont la publicité vante – signe des temps – la marque d'un cognac réputé. La cathédrale abrite deux messes quotidiennes, et sept chaque dimanche, jour où, en fin d'après-midi, la foule trop nombreuse se répand sur le parvis.

En ces temps de regain religieux, les Vietnamiens affichent de nouveau leurs croyances. A l'autre bout de la ville, au nord de Cholon, c'est l'heure de l'office dans la pagode Giac Lâm. Mains jointes, les bonzes et leurs ouailles en robe grise font sept fois le tour de l'autel en priant au milieu des parfums d'encens. Près de l'arbre des âmes errantes, parmi les petites statues de bouddhas et les ex-voto, on aperçoit la photo jaunie d'un ancien administrateur français, admis depuis longtemps au nirvana. Sur de longues tables noires, les bols de soupe et le riz fumant attendent les fidèles.

L'heure du déjeuner approche aussi en plein cœur de Saïgon. Devant l'entrée d'un restaurant, une petite foule joyeuse s'empresse autour de la mariée. Les femmes portent leurs plus fines tuniques. Les voitures s'ornent de fleurs en papier ou en plastique. On apporte d'énormes gâteaux multicolores. Chacun sourit au passant, avant le banquet. Une jeune fille est prise d'un léger malaise. La chaleur, sans doute. La saison des mariages a commencé, qui culminera juste avant le Têt, le nouvel an vietnamien. Dans cette métropole de huit millions d'habitants, deux sur trois ont moins de vingt-cinq ans. Faute de logement et d'argent, il arrive que deux fiancés *« s'attendent »* pendant cinq ans, voire plus.



ED KASHI/RAPHO

A l'heure de pointe, la ronde infernale des motos

La sieste maintenant règne sur la ville. Dans les galeries d'art – désertes – de la rue Dong Khoi (ex-Catinat), les hamacs sont pleins. C'est le moment de siroter un *« café dam »*, bien noir, à l'ombre d'un tamarinier. Une Mercedes officielle glisse sur le bitume. Ce jour-là, à la « maison culturelle des jeunes de Ho Chi Minh-Ville », la salle du cercle francophone « Les Hirondelles » est pleine à craquer. *« Pourquoi compare-t-on toujours une femme à une fleur ? »* demande Mme Thu Anh, dans un français parfait, à ses élèves de tous âges. Quelques anciens, éduqués à la dure chez les frères, se souviennent du temps où ces *« curés pères Fouettard »* les gavaient du Petit Larousse *« d'Alpha à Zouave, avec en prime les pages roses »*.

La nuit tombe à l'heure de pointe. La ronde infernale des Honda enfièvre les longues avenues tracées au cordeau par les amiraux de jadis, à une époque où Saïgon devint le joyau de l'Indochine. Cité miroir, a-t-on écrit, renvoyant à ses bâtisseurs une image avantageuse. A la fraîche, lorsqu'une brise légère monte du port, les élégantes moulées de soie, souvent gantées et parfois masquées pour se protéger des émanations toxiques, tournoient sur deux-roues entre les vestiges de ce qui fut autrefois le décor de la « ville blanche », à l'architecture néoclassique pesante et un brin prétentieuse : l'hôtel de ville couleur crème, le théâtre municipal, le légendaire Continental, hélas désormais amputé de sa terrasse. Ici aussi, l'empire construisait pour durer.

Plus tard, on vient dîner chez Mme Dai. Moins pour les mets que pour l'accueil et l'ambiance. Avocate pendant trente-cinq ans, vice-présidente du Sénat d'avant 1975, ce petit bout de femme énergique et respectée aménagea, après la victoire communiste, un restaurant chez elle, à deux pas de la cathédrale. Ainsi, rappelle-t-elle avec quelque malice, ses clients lui permirent de maintenir son *« style de vie bourgeois »* et surtout lui apportèrent, au long de toutes ces années, *« l'air frais, l'air du large »*.

Après le dîner, dans son salon du premier étage, Mme Dai offre un spectacle. Quelques élèves du conservatoire chantent et jouent sur leurs instruments traditionnels – harpes, mandolines, cithares – des airs des hauts plateaux, des romances de Hué ou des berceuses du delta. Et l'on garde longtemps à l'oreille l'écho troublant et nostalgique du monocorde. Les jeunes filles d'antan qui l'écoutaient, dit une vieille légende, tombaient amoureuses de l'interprète...

Jean-Pierre Langellier

Peintres

Si Hanoï compte les meilleurs écrivains, Saïgon inspire les peintres. Affaire de tradition pour l'une, et de lumière pour l'autre. Maître abstrait, Nguyen Trung compose des œuvres sombres empruntant à la calligraphie des pagodes, et qui invitent au recueillement. Fille d'un grand poète du Nord, où elle a longtemps vécu, Bui Suoi Hoa trouve ses thèmes et ses couleurs dans le théâtre traditionnel. Son ami, Vu Dung, illustre aussi des livres pour enfants. Chose rare à Saïgon, tous trois vivent de leur peinture, qu'ils vendent à Hongkong ou Miami. Ils créent, aux franges d'un système qui les laisse à peu près s'exprimer et voyager.

Le plaisir de s'instruire

Autour de la rue Dong Khoi, à deux pas de la Grand-Poste, comme ailleurs, fleurissent les écoles de langues, dont certaines arborent des noms ronflants, tel ce « Centre national pour le progrès de la connaissance des sciences sociales et humaines ». La jeunesse s'y presse à toute heure pour apprendre l'anglais ou le japonais, le chinois ou le français. Une boulimie judicieuse, puisque, en ces temps d'ouverture économique, la maîtrise d'une ou plusieurs langues est la clé d'un emploi bien rémunéré, le plus souvent au contact ou au service d'une entreprise étrangère.

Les rayons de la Librairie internationale regorgent d'ouvrages anglo-saxons de management et d'informatique. Et le moindre conducteur de taxi-moto, avant de proposer l'itinéraire classique d'une visite guidée, avec poussière et pollution garanties, trouve prétexte à exhiber son mini-dictionnaire anglo-vietnamien, un objet du dernier chic saïgonnais. L'apprentissage d'une langue relève aussi du simple plaisir de s'instruire.

Carnet de route

■ **AVION.** La compagnie Emirates (tél. : (1) 44-95-95-44), sacrée « meilleure compagnie aérienne » en 1994, a inauguré en octobre 1995 une ligne Paris-Ho Chi Minh-Ville, via Doubaï, et propose des tarifs, parmi les moins chers, commercialisés par Nouvelles Frontières (à partir de 4 700 F, tél. : (1) 41-41-58-58 ou 36-33-33-33, ou Minitel 3615 NF). Egalement : 3 vols hebdomaires sur Air France (6 200 F en tarif « Le kiosque »), ainsi que les vols de la Thaï (quotidiens), de Vietnam Airlines, Philippine Airlines, KLM et Lufthansa; notamment vendus entre 5 350 F et 5 700 F à la Compagnie des voyages (tél. : (1) 45-08-44-88).

■ **HÔTEL.** La plupart des voyagistes programmant l'Asie réservent, à la carte et sur demande, avion et hôtel à l'arrivée. Notamment Asia, Asika, Assinter, La Maison de l'Indochine, Orients, Forum voyages, Kuoni, Chinesco, China Travel Service, Voyageurs en Asie du Sud-Est et Ikhar. Chez Nouvelles Frontières, par exemple, les forfaits, incluant 3 nuits d'hôtel avec petits déjeuners, les transferts aéroport-ville et le visa, s'affichent de 1 180 F (en catégorie standard) à 2 500 F (en catégorie luxe). Ainsi, ce voyagiste réserve des chambres au Continental, le Grand Hôtel de style colonial de l'ancienne Saïgon, entièrement restauré (560 F par jour, par personne, avec petit déjeuner, en chambre double).

■ **RESTAURANTS.** Délicieuse cuisine vietnamienne chez Tib, rue Hai-Ba-Trung. Pour l'ambiance, La Bibliothèque de Mme Dai, rue Nguyen Du. Sans compter les innombrables gargottes qui servent une cuisine familiale goûteuse.

■ **LECTURES.** Pour une rapide introduction au Vietnam, lire le Guide Visa (Hachette). Très complet, le Lonely Planet, en français. Haut en couleur, le Gallimard (col. « Bibliothèque du voyageur »). On trouve une excellente évocation historique de la Saïgon coloniale dans l'ouvrage collectif *Saïgon 1925-1945* (Autrement, série « Mémoires », 1992), dirigé par l'écrivain et peintre Philippe Franchini : de la « Belle Colonie » à l'éclosion révolutionnaire, ou la fin des dieux blancs.

L'Afrique en kit

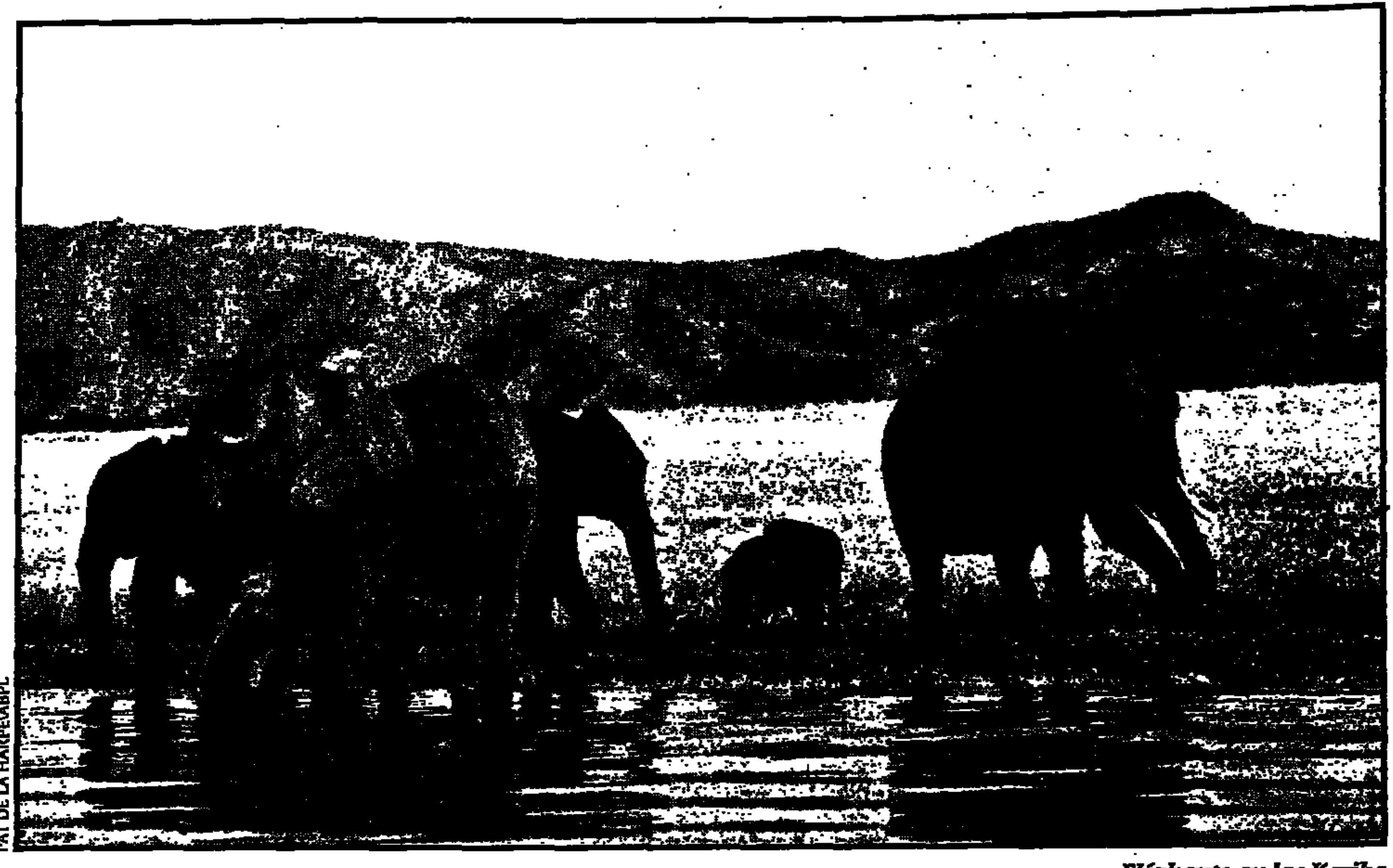
Le Zimbabwe émerge sur le marché des safaris avec des atouts de poids, à commencer par les chutes du Zambèze

HARARE
de notre envoyé spécial

Fini les guerres civiles, l'insécurité et les embargos. Place au tourisme ! Face à une Afrique de l'Est et à une Afrique de l'Ouest confrontées à de multiples problèmes, l'Afrique australe pacifiée émerge sur le marché du safari avec des atouts de poids (faune, flore, climat et paysages) et de grandes ambitions. Dans une région où l'Afrique du Sud se taille la part du lion, le Zimbabwe s'affirme comme une escale de choix. Terre de beautés naturelles et de sensations fortes, l'ancienne Rhodésie est bien décidée à jouer son va-tout et à le faire indépendamment de son puissant voisin.

A elles seules il est vrai, les chutes du Zambèze, à l'extrémité ouest du pays, méritent le voyage. C'est en 1855 que le Dr Livingstone, *« découvrit »* ce prodigieux Niagara africain. Connu sous le nom de Victoria Falls, elles sont également appelées, par les gens du cru, *Mosi oa tunya*, le nuage qui gronde. La muraille d'eau, qui plonge avec fracas dans la gorge bouillonnante située 100 mètres plus bas, renvoie, en effet, vers le ciel, un impressionnant nuage d'eau visible à des lieux à la ronde. Un nuage qui a donné naissance, sur l'autre bord du gouffre, à une forêt tropicale, d'où le visiteur sort ruisselant, comme s'il avait été vaporisé par un brumisateur géant.

A ceux auxquels ce spectacle exceptionnel ne suffirait pas, les guides et les hôteliers locaux proposent d'autres attractions : de paisibles promenades, en amont des chutes, sur un Zambèze nonchalant peuplé d'hippopotames et de crocodiles ; du rafting dans les rapides situés en aval ; du saut à l'élastique depuis le pont qui enjambe le fleuve écumant. Pour un prix modique, un survol des chutes en hélicoptère offre une vue imprenable et de plus modestes frissons.


PAT DE LA HARPE/ABPL
Eléphants au lac Kariba

Spectaculaires ou discrets, les charmes du Zimbabwe ne s'arrêtent pas là. Avec ses paysages variés, quatre sites classés au Patrimoine mondial de l'Unesco et plus de cent mille éléphants, le pays ne manque pas de *« réserves »*. Les grands sanctuaires de vie sauvage valent, eux aussi, le voyage. A une heure de route, au sud de Victoria Falls, le parc national de Hwangé, facilement accessible, est un immense terrain d'aventure où les éléphants sont plus nombreux que les touristes. A en croire les documents officiels, le parc abrite *« la faune la plus variée et la plus dense du continent africain »*. Des centaines d'espèces animales dont trente-cinq de grands mammifères (éléphants, buffles, gnous, antilopes, girafes, hippopotames, zèbres et rhinocéros) et pas moins de quatre cents variétés d'oiseaux. La flore, celle de la brousse dominée par la silhouette élégante des acacias et celle de la forêt clairsemée, ne manque pas non plus de charme. Mais Hwangé, c'est d'abord l'un des derniers grands sanctuaires d'éléphants du continent.

Ici, quarante-cinq mille pachydermes – soit la moitié du troupeau présent au Zimbabwe – vivent sur un territoire de 14 000 km². Impossible, par conséquent, de les manquer, dans cette brousse sablonneuse où, en toute liberté, ils déambulent à longueur d'année. Et c'est par troupeaux entiers qu'on les retrouve, au crépuscule, autour des points d'eau où, en compagnie de milliers d'autres animaux, ils viennent s'abreuver.

DÉSERT ET DELTA

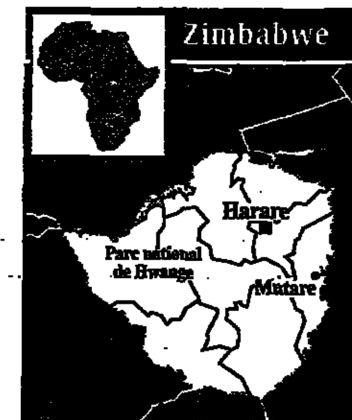
De plus, la visite est facilitée par une infrastructure de qualité : plusieurs campements bien pourvus en hôtels et chalets, 500 kilomètres de routes et de pistes bien entretenues, des prestataires locaux équipés de Land Rover spécialement aménagées pour le grand jeu de piste à travers la réserve et des chauffeurs-guides africains particulièrement compétents.

A une petite heure de route, à l'ouest de Victoria Falls, le parc national de Chobé est, lui aussi, un *« paradis »* pour l'amateur de safari. Réserve jumelle de Hwangé, Chobé se trouve au Botswana, pays qui, à l'instar du Zimbabwe, a su maintenir et développer une politique de parcs naturels exceptionnelle. Des parcs auxquels il consacre 17 % de son territoire, le Zimbabwe, pour sa part, beaucoup plus peuplé, affichant un petit 13 %. Avec 35 000 éléphants pour 12 000 km², Chobé n'a pas grand-chose à envier à Hwangé. Le parc, qui tire son nom d'un affluent du Zambèze, est situé aux confins de deux grands lieux mythiques de l'aventure africaine : le désert du Kalahari et le delta de l'Okavango. Dans cette région sablonneuse, la couche végétale est mince et, passée la période des pluies, les points d'eau sont vite asséchés. Pendant la saison sèche, le fleuve sert d'abreuvoir. D'où les concentrations spectaculaires d'animaux dans la plaine herbeuse et dans les marécages qui bordent la rivière Chobé. *« Le matin*, précise un guide, *on peut voir des centaines de buffles et le soir, des centaines d'éléphants rassemblés sur quelques kilomètres. »*

Ici, comme à Hwangé, on se lève avant l'aube pour aller patrouiller une brousse peuplée de gazelles, de zèbres et de gnous qui détalent à la moindre alerte. Sans oublier les babouins querelleurs, les lions à l'indifférence repue et les vautours toujours à l'affût d'une carcasse. Toutefois, fraîcheur et pénombre sont de courte durée. Bientôt la chaleur monte et la lumière aveugle. Les animaux, alors, regagnent l'ombre. Les touristes aussi. Les uns et les autres se retrouveront quelques heures plus tard sur les bords du fleuve. Installé dans des embarcations légères, le visiteur est aux premières loges pour assister, sur fond de soleil couchant, aux rituels de fin de journée : bain de boue de *Babar* et des siens, ébats aquatiques des hippos et descentes en piqué de l'aigle pêcheur.

Après la chaleur et la poussière des pistes, le lac Kariba et ses collines verdoyantes offrent un bienvenu rafraîchissement. A une heure de vol, au nord de Victoria Falls, ce plan d'eau artificiel, de 250 kilomètres de long sur 40 de large, est un lieu de villégiature idéal pour les amateurs de sports nautiques, de pêche et aussi de safaris. Ici, c'est en bateau que l'on passe en revue la faune du parc national de Matusadona qui, des heures durant, fréquente, matin et soir, les rives du lac. Et rien ne vaut les maisons flottantes motorisées pour, l'espace de quelques jours, partir à l'aventure, avec ou sans cuisinier local, dans le somptueux décor de l'Afrique des grands lacs. L'est du pays, avec les régions montagneuses de Nyanga et de Mutare, riches en forêts, en rivières et en plantations de thé, offre au visiteur un autre décor. Enfin, le Sud s'enorgueillit de posséder les ruines de pierre de Great Zimbabwe, étonnante cité médiévale qui a donné son nom à la nation moderne.

Roland-Pierre Paringaux



Les nuits sauvages

« TOUCHER » LA VIE SAUVAGE... Côtoyer les éléphants et les lions, déchiffrer la piste, habiter dans un arbre. Pour réaliser ce vieux rêve d'enfant et s'offrir de délicieux frissons, point n'est besoin d'être Tarzan, Mowgli ou un chasseur au gros gibier. Au Zimbabwe, le touriste lassé par la contemplation passive de la vie sauvage peut s'adresser à *Touch the Wild*, une chaîne hotelière dont le nom – *Toucher la vie sauvage* – résume bien la vocation. A ceux qui rêvent de s'offrir, hors des sentiers battus, un safari personnalisé, riche en émotions mais sans risques excessifs, *Touch the Wild* propose une formule attrayante : des campements de capacité limitée, à la fois faciles d'accès et perdus en pleine brousse, authentiques mais confortables. Dans la réserve de Hwangé, au cœur du « royaume des éléphants », les camps de Sikumi, Makalolo, Kanondo, Sable Valley et Katshana accueillent, dans des structures légères, des groupes de douze à vingt-quatre clients. Réalisés avec des matériaux locaux et bien intégrés au paysage, ces campements affectent peu l'environnement et les habitudes de la faune. Cette formule, très différente de celle des grands « lodges » qui accueillent facilement dix fois plus de clients, a parfois été comparée à celle de l'accueil à la ferme. Elle permet de se sentir à la fois *« loin de tout »*, mais proche de la nature et de l'équipe d'accueil avec laquelle sont partagés, dans une ambiance conviviale, sinon familiale, repas, veillées et visites de la réserve.

Avec ses six chambres perchées dans les arbres et sa grande case centrale, Kanondo est l'exemple le plus achevé du concept *Touch the Wild*. Edifié à la lisière d'une forêt, à proximité d'un point d'eau, le camp se retrouve, chaque soir, au point de passage des animaux qui vont ou reviennent de l'abreuvoir. A l'heure du dîner, nombreux sont ceux qui frôlent la palissade de rondins ceinturant la grande case tandis que la lueur des lampes tempête danse dans la nuit mystérieuse. Heureusement, le flegme des hôtes rassure et chasse les fantasmes d'éléphants déboulant soudain à travers le camp. Un peu plus tard, on suivra prudemment un guide pour regagner, sans encombre, son arbre-dortoir (avec salle de bains, lit *king size* et véranda) d'où, à la lueur de la lune, on pourra continuer à admirer le spectacle. Dans la nuit peuplée de bruits et de prédateurs guettant des proies qui ne dorment que d'un œil, les touristes s'endorment avec l'impression, étrange mais réconfortante, d'être en cage. Emotions fortes garanties. D'ailleurs ce camp, comme tous ceux du même genre, est interdit aux enfants de moins de quinze ans.

Dernier-né de la famille, le campement de Katshana (en matabélé, *« loin de tout »*) a ouvert ses portes en janvier. Situé au bord d'une clairière, dans une brousse sablonneuse parsemée d'acacias, il est dirigé par un couple de jeunes Zimbabwéens blancs, Alun et Debbie, âgés d'une vingtaine d'années. S'ils sont là, c'est, d'abord et avant tout, par passion de la nature. Originaires de la région de Bulawayo, dans le Sud, ils ont, expliquent-ils, *« voulu garder le contact avec la nature et la faire découvrir à leurs hôtes »*. Ici aussi le décor est africain. Une grande case de bois et de chaume, des murs de pisé ocre, des tissus et des poteries colorés. Au centre, une salle conviviale agrémentée d'un bar. Autour, quatre maisons de bois, plantées sur des pilotis, offrent *« tout le confort moderne »*. L'équipement et la décoration sont même d'un luxe surprenant en pareil endroit. Le jardin, décoré de grandes jarres, est agrémenté par une petite piscine ronde. A l'origine, seul un muret de pierre séparait le campement de la clairière et du point d'eau voisin. Mais, à la suite de l'intrusion d'un éléphant désorienté, cette protection symbolique a été renforcée par une barrière électrifiée.

Au Chobé lodge, au Botswana, on est habitué à ce genre d'incursion. Cela fait des années que, au plus fort de la saison sèche, on voit arriver, à l'heure de l'apéritif, un vieil éléphant qui vient s'abreuver dans la piscine avant de regagner nonchalamment la forêt, en arrachant négligemment quelques fleurs sur son passage. Ici, les éléphants sont partout. Par milliers et peu farouches. Certains guides n'hésitent d'ailleurs pas à conduire leur véhicule – et les touristes qui s'y trouvent – au cœur des troupeaux. On finit par s'habituer. L'exercice serait, paraît-il, sans danger. Car si l'*Homo erectus* réveillerait, dans la mémoire du pachyderme, l'image du chasseur, l'*Homo touristicus*, sagement rangé dans son véhicule à quatre roues, lui apparaîtrait, au contraire, parfaitement inoffensif, même « armé» d'impressionnants téléobjectifs. D'où, sans doute, l'indifférence d'un troupeau d'éléphants surpris en pleins ébats amoureux, dans un marigot du parc de Hwangé.

R.-P. P.

Carnet de route

■ **ZIMBABWE.** Afin de tirer le meilleur parti d'une infrastructure routière et hôtelière de qualité et de diversifier un tourisme jugé trop dépendant de la clientèle sud-africaine, le gouvernement, de concert avec le secteur privé et Air Zimbabwe, a lancé une campagne de promotion à laquelle Air France, qui a augmenté sa desserte, s'est également associée. Cette campagne vise une clientèle européenne en quête de dépaysement, certes, mais soucieuse de son confort et réfractaire au tourisme de masse. Notamment les Français, qui, avec seulement quelques milliers de touristes par an, sont encore largement distancés par les Britanniques, les Hollandais et les Allemands.

■ **BOTSWANA.** Constitué par le désert du Kalahari, qui couvre en grande partie le sud du pays, et la région nord, où vit une faune très variée, à Chobé, Moremi et dans le delta de l'Okavango, le Botswana, traversé par le tropique du Capricorne, est soumis à deux saisons bien distinctes : la saison sèche (la meilleure pour visiter le pays), très ensoleillée (de 30 à 35°), de mai à octobre (le mois le plus propice pour observer la faune) et la saison des pluies, de novembre à avril, avec des orages spectaculaires dans le nord du pays.

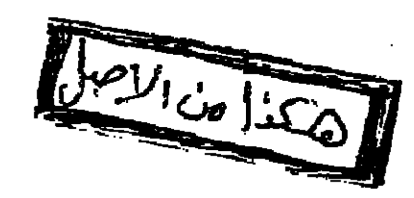
■ **AVION.** Air France (tél. : (1) 44-08-24-24) assure deux liaisons par *semaine entre Paris et Harare* avec escale à Johannesburg : à partir de 5 700 F A/R. Avec Corsair (tél. : (1) 41-41-58-58) un vol hebdomadaire, à partir de 5 260 F A/R.

■ **SÉJOURS.** Fer de lance du tourisme local, la chaîne Zimbabwe Sun Hotels illustre l'effort du secteur privé pour attirer une nouvelle clientèle. Sur ses 22 établissements, la moitié sont en cours de rénovation, dont le mythique Victoria Falls Hotel, un palace à l'at*mosphère coloniale qui surplombe* les célèbres chutes. A mentionner également les lodges de rêve que sont Katete et Bumi Hills, sur les bords du lac Kariba.

■ **VOYAGISTES.** Une vingtaine de tour-opérateurs programment le Zimbabwe. Consulter notamment les brochures de Comptoir d'Afrique (tél. : (1) 42-21-46-89) qui propose un circuit de 14 jours à travers les réserves de l'Afrique australe (16 900 F), d'Esprit d'aventure (tél. : (1) 53-73-77-99), avec un circuit similaire (17 jours, 18 000 F), et de Nouvelles Frontières (tél. : (1) 41-41-58-58 ou 36-33-33-33), *avec, notamment, un* circuit de 10 jours/7 nuits (environ 15 000 F). Africatours (agences) propose deux formules 10 jours/7 nuits en hôtel et lodge (12 000 et 17 000 F selon la saison) et Vie sauvage (tél. : (1) 47-42-33-57), des circuits avec séjour en lodges (13 jours, à partir de 18 920 F), mais aussi en camping (17 jours, à partir de 13 800 F). Dans le haut de gamme, les Gametrackers, de très beaux campements situés au Botswana, dans le delta de l'Okavango (Orient-Express Hotels, tél. : (021) 23-1054 à Cape Town). D'une manière générale, la destination est, dans la plupart des cas, programmée par les spécialistes de l'Afrique cités dans le Carnet de route du Kenya.

■ **LECTURES.** Le guide *Zimbabwe, Botswana et Namibie*, de Deanna Swaney (Lonely Planet), et un récit, *Botswana Blues*, de Lars Bonnevie (Payot).

■ ***RENSEIGNEMENTS.*** A *l'ambassade* du Zimbabwe (5, rue de Tilsitt, 75008 Paris, tél. : (1) 47-63-48-31), qui diffuse notamment des brochures touristiques.



هكذا من الاصل

Quand la savane fait son show

Les bêtes dansent, courent ou ruminent, à babord comme à tribord. Ne manque que Karen Blixen



ZEFA/WISNIEWSKI

Sont-ils blancs à rayures noires ou noirs à rayures blanches ?

KENYA
de notre envoyé spécial

La vie commence très tôt vers l'équateur, surtout après une nuit blanche. Il n'est pas 8 heures que la piste d'atterrissage d'Amboseli bourdonne d'aéronefs nains et de 4 × 4 prêts à bondir. On entend les radio-téléphones se renvoyer ordres et renseignements : beau temps sur Amboseli, aucun nuage, température 30 degrés, temps sec sans surprise du mois de janvier, petite brise sur le plateau, à 1 300 mètres au-dessus du niveau de la mer, ici l'océan Indien. On vient de laisser à sa moiteur Mombasa l'étouffante, pour filer vers le parc.

Pourtant vanné par dix heures de jet transcontinental, plus une heure de coucou-taxi, on a faim de sauvage ! Déjà, bien avant le départ, c'était comme si rien que le mot Kenya sentait le fauve ! Et maintenant ? Maintenant : la savane, blonde et soumise (à l'œil seulement) et défaite (voyez ces arbres morts fracturés par des épaules éléphantesques), et sublime, oui.

Très vite, les touristes s'égaillent. L'air est doux. Le Kilimandjaro respire libre. La Land-Rover ronronne. Les voilà installés, tous derrière et vous devant, à côté du chauffeur-guide. Au Kenya, comme en Angleterre – mais c'est à peine un hasard –, le chauffeur est à droite. De là à conclure qu'il n'y a pas, ici, de « place du mort », donc plus de danger... N'étaient les bêtes sauvages ! « *Mais non, mais non* », rassure notre cicerone, en ajoutant : « *Akuna matata* » (aucun problème !).

MASQUE DE CARNAVAL

Commence alors la représentation permanente que donne la faune, toute la journée, dans le Parc national d'Amboseli. En veux-tu ? En voilà ! Autruches filant dans la poussière sans se retourner ; impalas au pelage havane, cornes en lyre et qui sautent en tous sens ; escadrille de vautours plus ou moins patients ; conciliabule de zèbres avec cancres à la périphérie ; gnous placides toujours brefs côté cou ; girafes précieuses de Rothschild (*Giraffa camelopardalis rotschildi*)... Parole, on est tout près de se demander si tous ces gens-là n'auraient pas été mystérieusement convoqués pour vous. Pour, qu'en quelques petits kilomètres de piste vous en ayez déjà plein les yeux. Mais, c'est du mauvais esprit, la jalousie qui vous aveugle. Car sur cette terre ocre, parmi les éclats de roches volcaniques, de petites bandes d'herbe et des bosquets, la liberté est à perte de vue. Le ciel est si grand et ouvert que l'on sait, immédiatement, que l'on est ailleurs.

Cette faune fait ce qu'elle veut. Chacun, évidemment, dans la limite des lois naturelles. Les zèbres, par dizaines, vous regardent passer sans un mot ; à peine quelques ruades d'artiste genre comique-troupier. Etonnant : jamais de ratés dans les zébrures, encore que demeure toujours irrésolue, chez les savants, l'obsédante question de savoir s'ils sont blancs à rayures noires ou noirs à rayures blanches. Le temps de se pencher sur le problème, voilà que déboule le phacochère. L'air toujours en retard, celui-là. D'où son surnom : « Kenya Express » ! Cochon sauvage au masque de carnaval, regardez-le courir à fond de train vers... rien, la queue droite en antenne, laquelle retombe en gros spaghetti cuit dès que l'animal s'arrête, brutalement, pour... rien.

Sur l'étroite piste, les 4 × 4 se croisent. Les touristes se saluent civilement, les chauffeurs se congratulent. Ils ont toujours des choses à se dire. Des histoires « nature », comme celle de l'éléphant scotché dans la vase et abandonné par son troupeau. Des « rangers », les gardes du parc, l'ont dégagé, il y a trois jours, avec des cordes et des madriers. L'éléphant est reparti ; tout est pour le mieux dans la meilleure des savanes possibles. Soudain, au milieu de la conversation (en swahili), l'un des deux chauffeurs lève le doigt et clame en français : « *Une aigrette !* » Après quoi, sans souffler, il reprend la palabre.

On respire et on en redemande. Nul besoin d'ailleurs. C'est là. Les bêtes dansent, courent ou ruminent, à babord comme à tribord. Elles en voient tant et de toutes les couleurs de ces animaux à objectifs, nous, nous autres, qu'elles n'ont même plus peur. Ou bien alors, pour éviter d'être dérangées, elles programment leur journée différemment : ainsi, à l'heure de la sieste, lorsque les véhicules s'arrêtent au lodge, sortent, par exemple, les lions. Les lions ! Scrutez, scrutez ! Non, pas de Roi Lion. On n'en verra pas. Pas cette fois.

Kenya
Lac Turkana
Lac Victoria
Nairobi
Parc naturel d'Amboseli
OCÉAN INDIEN
250 km

Au loin, des colonnes de poussière dorée montent, tournoient, avancent : le vent s'amuse. La journée progresse en cinémascope. Jusqu'à une petite nuit, dans un lodge élégant, d'où, soudain, on voit luire des yeux dans le noir... Encore faux : ce ne sont que des lucioles ! Et le matin repart. Ici un crâne de buffle, là un trou d'eau et quelques hippos hypocrites, plus loin (nous sortons du Parc), des petites bergères masaïs aux cheveux ras et rouges, et des huttes rondes en bouse de vache. Au Curio-Shop, qui déborde d'ébène et de colliers, il se peut que le vendeur vous jette : « *Arrête de me demander les prix, achète !* »

Bientôt, au terme de ce ruban de latérite brillant qui coupe en deux la savane, en prenant tout son temps, on rejoint Tsavo, un autre parc. Tout en roulant, on reste en alerte. Des lions ? Point. Mais des girafes et des arbres hauts et nus qui, à distance, ont l'air de girafes ; des buffles et des mangoustes, des hyènes et des chacals, des dik-diks et des papillons. Il y a aussi des cris, des barrissements et des bruits de toutes sortes, dont le plus fréquent : le son du zoom, le soir, au fond de la savane. Et davantage, encore, toute la journée du lendemain. Mais Dieu que le monde est grand sous l'acacia-parasol, et les parcs nationaux font de si belles vitrines ! Ne pas jouer les blasés. Ne jamais dire, comme on eût pu l'entendre, « *Bof ! Encore un Masaï en train de tuer un léopard qui vient de dévorer une antilope !* » Non, dire plutôt : « *C'est encore mieux que ce que j'imaginais. J'aurais été vraiment bête de ne pas venir.* »

Eric Sarner

Carnet de route

REPÈRES. Langues officielles : anglais et swahili. Décalage horaire : + 1 heure en été, + 2 heures en hiver. Pluies légères en novembre, fortes de mars à mai. Vaccin contre la fièvre jaune obligatoire. Traitement antipaludéen indispensable. S'armer de crème antimoustiques et d'un tube d'écran solaire total.

FORMALITÉS. Passeport encore valide six mois après le retour. Visa : 220 F. Taxe d'aéroport : 20 $ US.

VOLS. Air France (tél. : (1) 44-08-24-24) : cinq vols hebdomadaires Paris-Nairobi, sans escale, à partir de 5 130 F A/R. Nouvelles Frontières (tél. : (1) 41-41-58-58 ou 36-33-33-33) : trois vols hebdomadaires Paris-Harare à partir de 5 025 F A/R.

VOYAGISTES. Look Voyages (tél. : (1) 53-43-13-13 et agences) propose une variété de forfaits (circuits touristiques, clubs de vacances, safaris-photos) que l'on peut combiner. En associant par exemple un séjour balnéaire sur l'océan Indien avec une excursion au pied du Kilimandjaro (10 jours en demi-pension, 5 900 F) ; un safari à travers les réserves de Tsavo, du Masaï Mara et d'Amboseli (10 jours, 7 450 F), à prolonger, éventuellement, par une semaine de plage ; ou des formules à thème, notamment « En souvenir de Joseph Kessel » et « Sur les pas de Karen Blixen ».
Parmi les bons spécialistes de l'Afrique en général et du Kenya en particulier, citons : Comptoir d'Afrique (23, rue du Pont-Neuf, 75001 Paris, tél. : (1) 42-21-46-89), qui privilégie le voyage à la carte et fournit, dans son remarquable catalogue, un choix d'itinéraires qui ne le sont pas moins, Voyageurs en Afrique (tél. : (1) 42-86-16-60), Rev'Afrique et Etapes Nouvelles (agences de voyages), Teos Afrique (tél. : (1) 47-70-08-08) qui programment plusieurs safaris de même qu'Objectif Nature (château de Gillevoisin, 91510 Janville-sur-Juine, tél. : (1) 60-82-22-29), qui privilégie la photo et propose des expéditions en compagnie d'un photographe animalier. De son côté, Explorator (tél. : (1) 42-66-66-24) part à la découverte des peuplades du Rift tandis que Nouvelles Frontières programme une dizaine de circuits et de nombreux séjours. Dans le haut de gamme, les safaris sur mesure de Galdessa (CGA Voyages, 6, rue Poussin, 75016 Paris, tél. : (1) 45-25-63-09) et la brochure de Privilèges Voyages (tél. : (1) 47-20-04-76).

LECTURES. Le guide Arthaud *Kenya-Tanzanie-Zanzibar* et *Le Grand Guide des safaris africains* (Gallimard). Et les désormais classiques *Out of Africa* et *La Ferme africaine*, de Karen Blixen, *Le Lion*, de Joseph Kessel, *Les Neiges du Kilimandjaro* et *Les Vertes collines d'Afrique*, d'Ernest Hemingway, *Les Pionniers du Kenya*, d'Aldous Huxley (Mercure de France), *Au pied du mont Kenya*, de Jomo Kenyatta (Maspero) ainsi que *Animaux et réserves d'Afrique*, de Tom M'Boya (Présence africaine) ou *Mammifères d'Afrique et de Madagascar*, de Theodor Haltenorth et Helmut Diller (Delachaux et Niestlé).

RENSEIGNEMENTS. Office de tourisme du Kenya (5, rue Volney, 75002 Paris, tél. : (1) 42-60-66-88). Consulat du Kenya (3, rue Cimarosa, 75116 Paris, tél. : (1) 45-53-35-00).

L'archipel des mirages

Douze mille ans. L'âge de l'enfance dont les Açores ont encore les colères et les violences


« Et grande reste l'émotion lorsque, du rivage, les anciens pêcheurs voient poindre dans les vagues les dos bleutés », des cachalots. Ile de Graciosa

GEORGES DUSSAUD

AÇORES
de notre envoyée spéciale

L'air est tiède, humide, imprégné d'une odeur de sel et de parfums de fleurs. Bienvenue aux Açores. Sao Miguel est le vaisseau amiral de cette escadre de neuf îles mouillées dans l'Atlantique. Neuf îles volcaniques au relief convulsé, éparpillées sur une longueur de 600 km entre 36o 56' et 39o 43' de latitude nord, 24o 46' et 31o 16' de longitude ouest. On n'est pas encore à mi-route de l'océan, mais presque.

Açores signifie îles « des autours ». Un nom que leur donna par inadvertance, en 1432, le moine-soldat Frei Gonçalo Velho, chargé par l'infant portugais Henri le Navigateur de reconnaître cet archipel mystérieux. On raconte que, débarquant sur Santa Maria, il observa un vol de ces rapaces planant dans le ciel. Ce moine n'était pas un bon ornithologue car, en fait d'autours, il ne s'agissait que de buses. L'appellation resta.

Santa Maria, Sao Miguel, Terceira, Graciosa, Sao Jorge, Pico, Faial, Flores et Corvo. Des noms qui coulent sur la langue comme une neuvaine de chapelet. Selon un mythe coriace, ces bouts de terre seraient des débris de l'Atlantide. Les géologues, plus attachés à la science qu'aux légendes, les situent, dans la chronologie de la formation des continents, parmi les plus jeunes îles au monde. Douze mille ans. L'âge de l'enfance, dont elles ont encore les colères et les violences, qu'elles manifestent parfois par de soudaines apparitions de terres suivies de disparitions aussi subites. Les Açores, archipel des mirages. Célèbre aussi pour son anticyclone aux foucades imprévisibles.

Avant l'arrivée des hommes, les espèces végétales étaient rares dans ces îles. Ce sont eux qui les ont introduites en important, au cours des siècles, des variétés du monde entier, aussi bien tropicales que de climats tempérés. Sur ce sol de lave fertile, la végétation s'est multipliée avec exubérance. Une marée verte que les Açoriens taillent et entretiennent sans se lasser jusqu'au bord des routes. Pour se faire une idée de l'inventaire floral de l'archipel, il faut aller à Sao Miguel, dans le parc de Terra Nostra, crée au XVIIIe siècle par un consul américain, Thomas Hickling. On y croise palmiers africains, cycas, eucalyptus, séquoias, dragonniers, tulipiers, hêtres, platanes, tilleuls, araucarias, cèdres du Liban, jacarandas du Brésil, fougères arborescentes, *cryptomérias* du Japon, et surtout ce magnifique *« metrosideiro »*, arbre de velours aux voluptueuses efflorescences incarnates. Et d'éclatants buissons de rhododendrons, d'azalées et d'hibiscus, et des floraisons folles et parfumées de gardénias et de daturas. Les fleurs aussi sont innombrables, lys, agapanthes, amaryllis, héliotropes, volubilis et belladones. A chaque saison, elles envahissent les îles, courent dans les vallons, colonisent les talus. Mais la gloire des Açores, c'est l'hortensia. En juin et juillet, ses boules somptueuses étoilent les campagnes de leurs fusées blanches, bleues, rose vif, parfois presque violacé. Ils encadrent les routes de haies géantes, clôturent les champs, ruissellent en cascades sur les pentes des ravins. Ce sont eux qui donnent à ces îles hauturières une irrésistible allure d'Irlande transplantée au milieu des volcans. Sao Miguel, Terceira, Faïal, Pico ont ceci de commun qu'elles ignorent la ligne droite. Pico possède la seule route rectiligne de tout l'archipel : 9 kilomètres ! C'est le relief qui veut ça. Les chemins qui se convulsionnent sans fin mènent à des villages aux tons pastels, mais souvent noirs, ou blancs, ou mouchetés. Le matériau est la lave, seul le crépi change, ou la pierre crue qui s'entoure de joints de chaux. Partout, dans les églises aux frontons immaculés soulignés de sombres arabesques de basalte, l'or ruisselle des autels et retables baroques. L'or du Brésil. Dans les petites capitales, Ponta Delgada à Sao Miguel et Angra do Heroismo à Terceira, les demeures aristocratiques parlent des richesses des colonies, qui ont transité par ces îles aux XVIIe et XVIIIe siècles. Angra en particulier, si raffinée bien que ravagée par un séisme en 1980, est inscrite depuis 1983 sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco.

Aux Açores, on n'en finit pas de s'émerveiller devant la luxuriance de la nature. A Sao Miguel, le thé, introduit en 1860 par deux Chinois de Macao, pousse en longues ondulations, dans le secteur de Gorreana, tandis que les ananas grandissent dans les serres, autour de Vila Franca do Campo.

Faial, l'île bleue. A cause de ses hortensias bien sûr. Pourtant son nom vient d'un laurier, le *myrica faga*, spécimen indigène que les premiers colons confondirent avec le hêtre (*faia* en portugais). A Faial, des Flamands sont venus rejoindre les Portugais au XVIIe siècle. Cela a produit des petits Açoriens aux yeux bleus et des moulins qui balancent dans le vent leurs bras maigres au-dessus de Horta. Horta est l'escale transatlantique des coureurs d'océans. La coutume veut qu'ils signent leur passage sur les dalles de béton du môle de la marina. Chacun a peinturluré son graffiti, les noms de l'équipage, l'esquisse de son bateau ou un poème. Une escale qui aboutit invariablement au café Sport, « chez Peter », le propriétaire, de son vrai nom José Azevedo. L'endroit est chaleureux, et l'on y débite autant de T-shirts que de bière. Mais la vraie passion de « Peter », ce sont les histoires de cachalots. Une chasse qui fit pendant des lustres la prospérité de l'île et de sa voisine d'en face, Pico.

Une heure de bateau séparent Faïal de Pico. L'île n'est qu'un immense volcan, un cône presque parfait de 2 351 mètres qui semble jaillir d'un seul bloc de l'océan. Un Fuji sans neiges éternelles. Souvent calotté de nuages, il sert de baromètre à la population. S'il porte le chapeau, disent les vieux, il va pleuvoir. Les hommes se sont tassés sur son pourtour. Seuls les vergers escaladent ses versants jusqu'à 900 mètres tandis que la vigne, plantée dans les trous de lave et qui produit le *verdelho*, un vin autrefois apprécié des tsars, s'étale sur toute la façade ouest de l'île. Mais Pico, depuis qu'on lui a retiré son droit de chasser la baleia, a perdu un morceau de son âme. Il reste encore assez de réserves aux vieux marins pour graver leurs rêves sur les machoires de cachalots. Assez, en tout cas, pour alimenter leur nostalgie jusqu'à la fin de leurs jours.

Marie-Noëlle Hervé

Quand la terre tremble

La terre tremble souvent à Faial. Plus de mille secousses en 1994. La plus forte reste celle du 27 septembre 1957, à la pointe de Capelinhos. Ce jour-là, un geyser de gaz et de vapeur s'éleva dans le ciel jusqu'à près de 4 000 mètres d'altitude, réveillant la chaîne des volcans endormis. Treize mois plus tard, lorsque les mouvements telluriques cessèrent, trois villages avaient disparu. Du phare posté sur l'ancien cap ne dépassait plus que la tour et l'île s'était agrandie de 2,4 km². Aujourd'hui, subsiste un chaos de cendres et de laves carbonisées que grignote l'érosion et que colonisent cannes sauvages et touffes de tamaris.

Mais le plus beau, à Faial, c'est le cratère de la Caldeira – 400 mètres de profondeur et 7 kilomètres de périmètre – à l'intérieur duquel les nuages improvisent des ballets échevelés. Jusqu'en 1958, il était noyé par un lac. L'écho de l'éruption a fracturé sa cuvette qui s'est vidée *d'un seul coup tel un lavabo dont on retire la bonde. Au fond du cratère*, un monticule reproduit exactement la forme de l'île.

Les Açores

600 km
OCÉAN ATLANTIQUE
Les Açores
PORTUGAL

Au temps des cachalots

DEPUIS LA SIGNATURE PAR LE PORTUGAL, en 1986, du moratoire de la pêche commerciale à la baleine, on ne chasse plus le cachalot à Pico et à Faial.

Ce sont les Américains qui, aux XVIIIe et XIXe siècles, vinrent les premiers, depuis New Bedford, poursuivre la baleine jusque dans les eaux açoriennes. Ils recrutaient souvent leurs équipages parmi les insulaires, qui acquérirent rapidement une réputation d'excellents harponneurs. Beaucoup, d'ailleurs, profitaient de l'aubaine pour émigrer aux Etats-Unis. Au bout de quelque temps, certains s'en revinrent au pays nanti d'un précieux savoir-faire.

Résultat : à partir de 1870, chaque île possédait sa petite flotte de baleinières, les *« botes »*, ces barques qui aujourd'hui ne servent plus qu'à régater. En 1981, seules Pico, Faial et Flores s'adonnaient encore à cette chasse qui, jusqu'à la fin, demeura artisanale, se distinguant ainsi des grandes tueries encore pratiquées par les Norvégiens et les Japonais non signataires du fameux moratoire. A bord de leurs frêles embarcations, des équipages de sept hommes affrontaient alors la bête au harpon traditionnel. Quant aux prises, elles ne dépassaient jamais plus de cinquante cachalots par an. Privés de leur métier, quelques insulaires se sont reconvertis dans les croisières d'observation des baleines, mais on ne verra plus jamais, sur ces îles, les marins graver les dents de cachalot, un privilège réservé aux équipages. Et grande reste l'émotion lorsque, du rivage, les anciens pêcheurs voient poindre dans les vagues les dos bleutés.

M.-N. H.

Carnet de route

■ **CLIMAT.** Meilleure saison, de mai à septembre, avec des températures de 22 à 28 °C. En hiver, de 6 à 14 °C.

■ **VOLS.** Avec TAP Air Portugal (11 *bis*, boulevard Haussmann, 75009 Paris, tél. : (1) 44-86-89-89), plusieurs vols quotidiens Paris-Ponta Delgada (Sao Miguel) et cinq vols hebdomadaires Paris-Terceira, tous avec correspondance à Lisbonne et à partir de 3 090 F A/R. Vols inter-îles : 430 F l'aller simple. On peut arriver sur une île et rentrer sur Paris d'une autre.

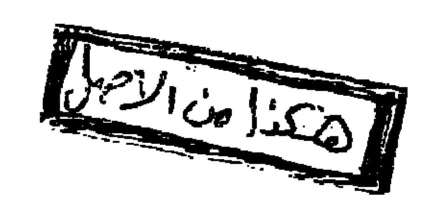
■ **VOYAGISTES.** Donatello (tél. : (1) 44-58-30-60) propose un séjour-circuit de 10 nuits à Sao Miguel, San Jorge, Pico, Faial, avec vols A/R, nuits en hôtels 3-4 étoiles et transferts inter-îles compris pour 8 565 F, tandis que Portugatour (tél. : (1) 44-58-17-40) annonce un circuit inter-îles (Sao Miguel, Faial, Pico) de 7 nuits pour 7 680 F.

■ **ÉTAPES.** Sao Miguel : l'hôtel Sao Pedro (tél. : 96 222-23), un petit palace d'autrefois, plein d'élégance. Casa Nossa Senhora do Carmo (tél. : 96 64-20-48), 5 chambres dans une demeure-musée avec jardin. Terceira : Quinta do Martelo (tél. : 95 64-28-42), 10 chambres à l'ancienne dans un décor rural reconstitué, avec petit musée ethnographique. C'est aussi l'une des meilleures tables de l'île. Quinta da Nasce Agua (tél. : 95 62-85-01), sorte de relais-château d'un raffinement extrême. Faial : Estalagem de Santa Cruz (tél. : 92-23-021), confort contemporain dans l'ancien fort du XVIe siècle, face au port et au volcan Pico. Quinta da Buganvilias (tél. : 92-93-255), chez l'habitant, de petits studios indépendants noyés dans un jardin d'essences. Pour tous ces hébergements, compter entre 400 F et 500 F en chambre double avec petit déjeuner.

■ **VISITES.** Sao Miguel : au couvent de Nossa Senhora da Esperança, le Cristo dos Milagres que l'on promène en procession à Ponta Delgada, le 5e dimanche après Pâques. Terceira : la ville d'Angra, véritable musée architectural. Faial : le Musée du câble télégraphique sous-marin, le musée consacré à l'éruption du Capelinhos en 1957-1958, le musée d'Horta avec ses maquettes en pulpe de figuier et la collection privée de *« scrimshaws »*, dents de cachalots gravées, du Café-Sport. Pico : l'ancienne usine de traitement des cachalots et le Musée des baleiniers.

■ **A LIRE.** Guide Vert Portugal (Michelin), Guide Bleu Portugal (Hachette). Pour retrouver l'émotion de la chasse à la baleine, *Moby Dick*, de Hermann Melville.

■ **RENSEIGNEMENTS.** Office du tourisme du Portugal, 7, rue Scribe, 75009 Paris, tél. : (1) 47-42-55-57.



هكذا من الأصل

Essaouira, la belle ensorceleuse

Face à l'Atlantique, l'ancienne Mogador dresse ses tours de fées

MAROC
de notre envoyée spéciale

Souira comme un sourire dans un murmure. Souira la belle qui dresse ses tours de conte de fées face à l'Atlantique. Souira la presque insulaire, repliée sur ce bout de terre giflé par les vents. Souira la traditionnelle, qui cache derrière sa double muraille de remparts roses des femmes enveloppées dans d'épais haïks de laine blanche ou marron, les mettant ainsi toutes à égalité, gommant la disgrâce de l'une et autorisant l'autre à se rendre incognito à un rendez-vous. Souira l'habile, la séduisante, l'ensorceleuse, diront ceux qu'elle a attirés à elle, intellectuels, artistes, et même hippies, comme un certain Jimi Hendrix qui vécut là quelques années, trouvant inspiration dans la culture mélangée de cette ville mosaïque.

Essaouira l'Arabe ou Mogador l'Européenne ? Cela fait si longtemps que, dans les récits historiques et la mémoire des gens, les deux noms se confondent... Au XVIe siècle, les Portugais bâtirent ici un « castel real », une forteresse qu'ils baptisèrent Amogdoul (bientôt déformé en Mogador), du nom d'un saint enterré non loin de là. En 1764, lorsque la ville moderne sortit de terre, par la volonté du sultan alaouite Sidi Mohamed Ben Abdallah, soucieux de mater la frondeuse Agadir en lui opposant une rivale toute neuve, la bourgade devint Essaouira, « la bien dessinée ».

Nicolas-Théodore Cornut, un architecte avignonnais très versé dans l'art des fortifications à la Vauban, en conçut en effet les plans. A la grande satisfaction du sultan qui fit graver en lettres coufiques, sur les murs de la cité, un monumental *« Barakat Mohamed »*, afin d'attirer sur elle la bénédiction du Prophète. Il installa ensuite ses quartiers, manda des juifs de tout le pays pour leur confier le négoce de la ville, fit venir des artisans de Fès, Salé et Marrakech, et somma les consulats – français, danois, américain, hollandais, espagnol et anglais – d'installer là leur résidence, dans cette casbah – entendez la partie fortifiée et noble – où était aussi logé le makhzen, l'administration royale. Un atelier de frappe des monnaies chérifiennes fut créé, et sur les pièces d'or et d'argent de l'époque apparut ce motif de fleur à six pétales – dit de la rose de Mogador – qui inspira longtemps la savante orfèvrerie souiriya.



MARTINE VOYEUX/MÉTIS

Derrière les murailles roses, des femmes enveloppées dans d'épais haïks *de laine blanche ou marron*

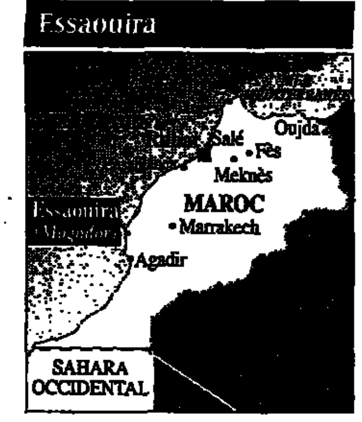
POUR OU CONTRE LA MAGIE

Bref, la fortune vint bien vite, et Essaouira acquit le surnom exotique de « port de Tombouctou » : poudre d'or et plumes d'autruche, ivoire, sel... toutes les denrées précieuses de l'Afrique noire arrivaient ici, à dos de chameau, pour être ensuite acheminées vers l'Europe. Le sultan avait eu tôt fait de transformer sa jeune cité en une capitale rayonnante.

Ville cosmopolite, ouverte aux chrétiens et aux juifs, qui, jusqu'au milieu du XXe siècle, seront aussi nombreux que les musulmans, située à la frontière entre les tribus arabes Chiadma du Nord et les Hahas berbères du Sud, enrichie des populations d'esclaves venues du Soudan et de Guinée, Essaouira, dès sa fondation, ne ressemblait à aucune autre. Ce n'est qu'ici, dit-on, que le mélange des religions, des ethnies, des couleurs et des races prenait – et prend toujours – véritablement forme.

« Ici, relève l'écrivain canadien Scott Symons, *il y a une exaltation. » « Ici,* répond en écho son ami, le peintre français Michel Vu, *règne une ambiance, une atmosphère uniques... »* A la lueur d'un feu de bois, dans la cheminée ronde de sa maison sans électricité, Michel Vu raconte cette terre de magie hantée par Aïcha Qandicha, la diablesse aux pieds fourchus qui attire les hommes pour mieux les faire périr... Inutile d'insister beaucoup pour que les Souiris eux-mêmes se lancent dans des histoires à vous faire dresser les cheveux sur la tête ! Ne rapporte-t-on pas, à voix basse, qu'un soir, de mystérieuses femmes se sont réunies au cimetière pour enterrer, en grand secret, une tête de bouc au museau poudré d'or et aux oreilles ornées de larges boucles d'argent ?

Que les inquiets se rassurent, les remèdes contre le mauvais œil, la magie et les charmes existent. Chez Saïd, il y en a de pleins bocaux ! Le rose contient une mixture « contre la magie ». Le vert, au contraire, c'est « pour la magie » ! Dans ce souk aux épices embaumant la cannelle, la verveine, la rose et le musc, l'œil ne sait plus distinguer le cumin du piment et le paprika du ras-el-hanout, cette épice joliment surnommée « la tête de l'épicier ».



On y trouve également le mélange « sept mâles », très prisé des femmes, ainsi qu'une autre spécialité, une mixture pestilentielle qui, comme son nom (*« spanish fly »*) le laisse deviner, contient des mouches mortes séchées censées redonner force et ardeur au plus assoupi des amants...

En cas de maladie déclarée, de dépression ou de langueur, c'est aux Gnawas que les Souiris feront appel. Ces Noirs – qui se disent descendants des esclaves africains – forment ici une confrérie solide, réunie autour de la tombe de leur maître Sidi Bilal, un saint homme qui, en d'autres temps, guérit Fatima, la fille bien-aimée du Prophète. C'est la nuit que les Gnawas officient, lors d'une *lila* qui dure jusqu'au matin. Habillés d'une longue djellaba et coiffés d'un bonnet de coquillages, ils disposent du *guembri* (un genre de luth) garni de velours vert et rouge, du *tbal* (tambour), du *mehraz* – un mortier complété d'un pilon en bois utilisé pour broyer les sept sortes d'encens et le henné nécessaires à la cérémonie –, de foulards (bleu foncé, bleu clair, noir, blanc, rouge, vert et jaune, couleurs correspondant aux sept esprits possesseurs), du *kumiyya* (poignard) et des *qraqeb*, semblables à de longues castagnettes de fer, ils chanteront et danseront jusqu'à l'épuisement afin de déclencher la transe guérisseuse et atteindre l'extase. Au matin, le malade sera guéri. Les Gnawas auront eu raison des djinns déchaînés.

Quel bonheur, alors, de se promener sur les remparts d'Essaouira, d'y respirer à pleine gorge l'air du large (là même où Orson Welles tourna son *Othello*), d'arpenter cette *sqala* protégée par des canons de bronze décorés de dauphins, et de frissonner en regardant l'océan blanc de rage frapper sans relâche les rochers de la côte ! Au loin, à moins d'un kilomètre, on distingue les îles Purpuraires. Au VIIe avant Jésus-Christ, Juba II bâtit ici une fortune grâce aux murex, ces coquillages qui sécrètent la pourpre, divine couleur dont se paraient les empereurs romains. Mais il faudra attendre 1941 pour que l'antique histoire de ces îles apparaisse au grand jour. Le mérite en revient au Club Saint-Hubert, qui eut la bonne idée d'y introduire des lapins de garenne. Un beau matin, les chasseurs constatèrent que les petits mammifères, fort voraces, avaient dévoré toute la végétation... dévoilant ainsi les ruines d'un passé étonnant !

En contrebas de la *sqala*, travaillent dans d'anciennes caches d'armes les meilleurs artisans de la ville. C'est ici le royaume du thuya, un bois à l'odeur forte, proche de celle du cèdre, dont le tronc et les racines – appelées loupes – servent à confectionner tables immenses, coffres précieux, guéridons et bracelets. La marqueterie et l'incrustation sont des spécialités locales. Au Musée Sidi-Mohamed-Ben-Abdallah, on peut découvrir toutes les techniques – *louza, chorafa, choula, dfar, mricha, mhancha, galb, mtalta* – qui permettent de mêler le thuya brun à la nacre, à l'ivoire ou à l'écaille mouchetée.

Toute la matinée et tout l'après-midi, les rues du centre-ville, réservées aux passants, sont noires de monde. Marchands de menthe et d'absinthe, debout devant leur charrette odorante, aveugles mendiant en psalmodiant des versets du Coran, petites filles bien droites dans leur habit coloré avec, sur la tête, le plateau de pains ronds que l'on va cuire chez le boulanger, femmes drapées dans les replis protecteurs d'un ample vêtement, marchands de beignets, vendeurs de nougat coloré, chacun vaque à ses occupations. Les rues de la médina sont larges et se coupent à angle droit. Les maisons qui les bordent arborent parfois des balustrades, posées là comme des dentelles de bois. Les volets sont bleus, les portails ocre ou roses, les façades blanches. Se succèdent une synagogue, démontée pierre par pierre et transportée d'Ecosse, au XVIIIe siècle, des demeures magnifiques qui passent inaperçues derrière leur portail anodin, un Café de France trônant sur une large place, des caoutchoucs vert foncé et des massifs d'araucarias. Chaque rue débouche sur une porte : Bab-Sebâa, Bab-Rouah, Bab-el-Bher, la porte du Lion, la porte du Repos et la porte de la Mer. Derrière, il y a le port, la ronde des chalutiers, les chantiers de construction navale, les filets de pêche jaunes, bleus ou rouges que des hommes reprisent et, partout, des mouettes aux cris assourdissants, ventres blancs griffant l'azur.

Plus loin, sur la plage, telle une *« masse rocheuse chavirée sur le sable »*, un bateau semble échoué. Proue dressée mais poupe enfoncée, chaque année davantage, dans la dune, c'est le vieux fort portugais. Cachette pour amoureux, château pour chevaliers, voilà la citadelle éternelle et secrète des rêveurs de Mogador.

Mylène Sultan

Une frénésie de peinture

AUTREFOIS, TABAL parcourait la campagne, un tambour à la main. Tifardine, lui, est menuisier, Slith, guitariste, d'autres encore gardiens de la paix, pêcheur, maçon. Et tous peignent ! Car il y a, à Essaouira, une véritable frénésie de peinture, une fringale de création qui s'exprime à travers des toiles bariolées, violentes, parfaitement libres de toute influence académique. Sur les murs de la galerie de Frédéric Damgaard – un Danois aux cheveux de neige qui est tombé amoureux de cette cité il y a un quart de siècle – il y a un « homme aux oiseaux » (Mohamed Tabal) sur le point de s'envoler, une tête de femme avec deux chameaux jaunes en guise de chevelure, une procession carnavalesque bruyante et chatoyante (Hamza Fakir) et puis les couleurs brûlées des toiles de Sanoussi, les yeux violets, les cheveux verts et les mains bleues qu'affectionne Fatima Ettalbi, et, encore, une femme voilée et étonnée que n'aurait pas reniée un naïf vaudou (Maïmoune Ali), des serpents en pointillés (Abdelmalik Berhiss), des pantins échevelés et sympathiques (Rachid Amarhouch), des nuages et des rochers grouillant de personnages grimaçants (Abdelkader Bentajar) et, enfin, les calligraphies savantes d'Abderrahmane Rochd... Bref, il y a là tout un monde extravagant et poétique, un véritable mystère pour des yeux d'Occidentaux.

Les artistes d'Essaouira – cinquante ? cent ? comment savoir car ils se pressent, chaque jour plus nombreux, dans la dizaine de galeries qui ont aujourd'hui pignon sur rue – sont tous autodidactes. Grâce à Frédéric Damgaard, beaucoup ont déjà exposé au Musée international d'art naïf de Nice, au Danemark, en Suisse et en Allemagne. Les critiques ont doctement parlé d'art tribal, d'art naïf et ils ont même comparé le travail des Souiris avec la peinture des aborigènes d'Australie. Où donc trouvent-ils cette inspiration, d'où leur vient ce talent inné ? A l'image de Tabal, le plus connu d'entre eux, beaucoup répondront certainement : *« Je tiens le pinceau d'une main ferme tandis que ma tête s'envole. »*

M. S.

Carnet de route

■ **AVION.** Vol Paris-Marrakech à partir de 2 390 F, sur Royal Air Maroc, qui propose 17 liaisons hebdomadaires. Ou avec Air France (2 950 F, hors « kiosque ») et les nombreux voyagistes qui programment cette destination et dont on trouvera les brochures dans les agences de voyages.

■ **ACCÈS.** Essaouira vaut à elle seule le voyage. On s'y rendra directement en deux heures de car : départ quotidien de la gare routière de Marrakech. Sa visite peut aussi être incluse dans un circuit (consulter une agence de voyages). Dans ce cas, descendre à l'agréable Safir Hôtel, à Marrakech (tél. : (04) 44-81-26), puis louer une voiture : First Car propose un forfait d'une semaine à 1 400 F pour une 4 L, à réserver directement en France (tél. : (1) 44-21-80-87). Rallier Taroudant (l'Hôtel Salam est un havre de charme, à réserver auprès de Maroc Hôtel, à Paris, tél. : (1) 47-55-09-09, en demandant les chambres 107 ou 108, décorées à l'arabe), puis Essaouira, que l'on atteint après environ six heures de route.

■ **SÉJOURS.** La Villa Maroc, une ravissante maison à l'intérieur des remparts, est sans doute l'un des plus charmants hôtels du pays : à partir de 535 F la chambre double avec petit-déjeuner (tél. : (04) 47-31-47). Accueil très chaleureux à l'Hôtel des Iles (face à la mer, à l'entrée de la ville, tél. : (04) 47-23-29). En face, le meilleur restaurant de la ville, le Chalet de la Plage, sert des poissons très frais et des plats marocains et français (vue sur la mer, service impeccable et drôle de Mohamed).

■ **BALADES.** A une quinzaine de kilomètres d'Essaouira, le marabout de Sidi-Kaouki ressemble à un gâteau à la chantilly posé au bord de l'océan. L'accès est interdit aux non-musulmans.

■ **A LIRE.** Essaouira, Mogador, parfums d'enfance, de belles photos et un livre de souvenirs signé par trois amies, Katia Azoulay, Elsa Rosilio et Régine Sibony (éditions ACR). « Essaouira, regards croisés », revue *Traces du présent* (éditée à Marrakech). Sur les peintres d'Essaouira, on consultera les catalogues d'exposition, vendus à la galerie Damgaard. A noter deux guides précieux : le Guide bleu *Maroc* (Hachette) et le guide *Maroc* de Gallimard, bourrés d'informations et que l'on ne se lasse pas de feuilleter. Pour un rappel historique se référer à l'ouvrage du journaliste anglais Walter Harris, traduit en français sous le titre *Le Maroc au temps des sultans* (Balland, 1995).

■ **RENSEIGNEMENTS.** Office national marocain du tourisme, 161, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, tél. : (1) 42-60-47-24 et 42-60-63-50.

L'île Cendrillon

Du nord au sud, la beauté le dispute à la misère, la coutume au développement


FRANCO ZECCHIN/MÉTIS

Sur la plage de Tsifota, le retour des pirogues

MADAGASCAR
de notre envoyé spécial

Tout passionné qu'il soit à expliquer son pays, Sylvain ne montrerait du doigt pour rien au monde les tombes des siens dispersées dans la montagne. Désigner ainsi une sépulture est en effet « *faty* », c'est-à-dire tabou, comme le sont, chez les Malgaches, mille et une des choses de la vie. Pour indiquer les tombes dont les morts, conformément à la coutume, seront bientôt « retournés », Sylvain en est donc réduit à tendre vers elles son bras terminé d'un poing fermé, comme s'il exhibait un moignon. Cérémonie fondamentale, le retournement des morts – une exhumation suivie d'un réensevelissement dans un nouveau linceul – permet aux vivants de faire chroniquement bombance, de resserrer les liens du groupe en honorant l'ancêtre commun et de montrer à l'âme du défunt l'estime dans laquelle elle est tenue. Tout comme les funérailles proprement dites, cette cérémonie absorbe une bonne partie des ressources des vivants et coûte la vie à des dizaines de zébus sacrifiés pour faire ripaille. On sort de là endetté pour de longues années, ce qui explique l'état de pauvreté persistante des paysans malgaches.

Agriculteur ordinaire et, quelques mois par an, guide pour touristes dans le massif de l'Isola, au sud de la Grande Ile, Sylvain maîtrise parfaitement le code subtil qui régit les comportements quotidiens. Dans un pays où les bonnes manières ne laissent aucune place à l'improvisation, cet homme est incollable sur ce qui est permis ou interdit, bénin ou sérieux, important ou dérisoire, nécessaire ou superflu. En fait, notre guide est intarissable sur sa région, ses rites, ses anecdotes, qu'il raconte avec gourmandise et volubilité.

Madagascar est à découvrir ou à redécouvrir. Tenu pendant près de vingt ans sous la coupe d'un amiral qui avait la Corée du Nord pour modèle, le pays, jusqu'en 1992, s'était fermé à toutes les influences extérieures, bonnes ou mauvaises. Les milliers de Français restés sur place après l'indépendance acquise en 1958 furent alors fermement invités à partir. Mais, malgré la malgachisation, la langue française est restée, que les Malgaches de la bonne société parlent avec cette élégance recherchée qui ne laisse place à aucun anglicisme.

SUCCESSION DE PETITS DRAMES

Aujourd'hui sur le flanc, le pays s'avise des recettes que pourrait lui apporter le tourisme. Tout est à construire ou à redresser, des routes aux hôtels, en passant par les communications ou les services de base qui font la différence entre un séjour réussi et une succession de petits drames insupportables. Mais, déjà, quelles richesses naturelles pour qui veut privilégier la beauté et la variété des paysages sur le confort des circuits trop bien balisés.

Sur une île aussi grande que la France et le Benelux réunis, l'Afrique, à moins de 400 kilomètres à l'ouest, côtoie l'Asie d'où sont venus un jour, selon une route mystérieuse, une partie des habitants de Madagascar. A l'Asie, ces rizières des hauts plateaux, organisées en terrasses, dans un paysage d'eau et de plantes que l'on pourrait croire directement importé du continent d'origine ; à l'Afrique, cette souriante nonchalance des habitants de la côte ; et, à tous, une flore et une faune exceptionnelles, dont les représentants les plus connus demeurent les lémuriens, petits primates aux yeux globuleux et brillants comme ceux des fantômes. Ces très anciens ascendants de l'homme sont aussi rares ailleurs qu'ils sont innombrables à Madagascar, qui compte sur son sol pas moins d'une trentaine de variétés.

Madagascar

Réserve de Berenty

C'est à leur gloire et à l'enseigne des *Joyeux Lémuriens* qu'Augustin et son épouse Myriam tiennent un *hotely* – hôtel – à Ranohira, village à la porte du massif de l'Isalo, dans le sud aride de l'île. Ancien militaire dans l'armée française, Augustin est particulièrement fier de son établissement peint en bleu clair. L'escalier qui y mène est raide mais impeccablement ciré ; la chambre est proprette et rustique ; et le prix y est dérisoire pour toute bourse européenne. Les lémuriens, encore, constituent le fleuron de la réserve de Berenty, parc naturel sur le bord du fleuve Mandrare, créé et entretenu par les Heaulme, dynastie de colons français restés à Madagascar malgré les vicissitudes de la décolonisation. A Berenty les bestioles s'ébattent en liberté, au cœur d'une envoûtante forêt ou au voisinage des cases à touristes dont la présence, depuis longtemps, ne les fait plus frémir. C'est à Berenty également que l'on verra ces grosses tortues pataudes, symbole de bonheur pour chaque foyer malgache, mais dont la chair est si fine que des contrebandiers venus de la Réunion voisine n'hésitent pas à les voler pour les expédier à l'autre bout du monde.

Du nord au sud de l'île, la beauté le dispute à la misère, et la coutume au développement. Sales, poussiéreux mais souvent bien fournis, les marchés sont un convenable instantané de la situation économique. Fruits et légumes de saison disent que la terre est riche et que ses paysans ne répugnent pas à l'ouvrage maintenant qu'ils peuvent vendre sans être contraints de passer par les circuits de l'Etat. A l'orée du marché, des horlogers d'occasion, fer à souder chauffé au rouge sur un poêle à charbon de bois, réparent, avec l'ingéniosité exceptionnelle des artisans démunis, des montres à cristaux liquides promises à la poubelle n'importe où ailleurs. « *Donner cado, Vazaha* », zézaie avec un large sourire l'une des femmes qui confectionnent chapeaux et paniers de paille – les fameux *soubiques* – en interpellant gentiment le « Vazaha » de passage, c'est-à-dire le Blanc. Plus insistants seront les gamins morveux du village de Lokaro, près de Fort-Dauphin, « habillés » de bouts d'étoffes qui ne tiennent entre eux que par la crasse.

Le vol de bétail, que d'aucuns décrivent comme une pratique en voie de disparition et qui permettait à chaque mâle de montrer sa force et sa détermination lorsqu'il désirait se marier – pas de noce sans vol de bétail à déposer aux pieds de la mariée et, surtout, à ceux de sa famille, disait, autrefois, la tradition –, est plus courant qu'il n'y paraît : bien qu'en principe sévèrement réprimé, le brûlage des savanes qui favorise la repousse des herbages et nourrit les troupeaux de zébus, continue à faire des ravages, au prix d'un appauvrissement catastrophique du sol. Ravivées par la pauvreté, ces pratiques constituent un trait de culture contre lequel viennent se heurter les beaux plans du Fonds monétaire international, impuissants à faire entrer dans la norme économique dominante un pays qui ne vibre qu'à sa propre musique.

Georges Marion

Le pacha et le baron

LE PREMIER, Jean de Heaulme, est descendant d'une vieille famille de colons, l'un de ces rares Français restés dans la Grande Ile après que le régime du président Ratsiraka, qui régna de 1975 à 1992, eut institué un Etat marxisant peu tolérant aux possédants ; le second, Portos, autrefois chantre du socialisme à la mode malgache, est un ancien ministre de l'intérieur du président Ratsiraka. Mais tous deux, aujourd'hui, parlent le même langage des chiffres et des comptes d'exploitation, se taillant les premières places dans le secteur balbutiant du tourisme, capable, selon eux, de prendre la relève des productions antérieures dévaluées.

Jean de Heaulme est, en quelque sorte, le pacha du Sud. Venue de France au XVIIe siècle, sa famille débarqua d'abord dans l'île Bourbon – devenue depuis la Réunion – avant de pousser jusqu'à Madagascar. Devenu indépendant en 1960, le pays, alors tout acquis à la France, ne voulait guère de mal aux colons. Il n'en alla pas de même lorsque le président socialiste Didier Ratsiraka nationalisa les terres, poussa dehors les Français et fit jeter Heaulme en prison. « *Au bout de cinq mois,* avoue aujourd'hui l'ancien détenu, *je signai tout ce qu'on voulait.* »

Un revers qui n'eut qu'un temps puisque, mauvaise situation économique aidant, le président Ratsiraka demandait bientôt à Heaulme de jouer de son influence pour faire revenir colons et investisseurs. Si pour Madagascar la situation économique demeure toujours très difficile, Heaulme, en revanche, s'est convenablement rétabli. De Tuléar à Fort-Dauphin, il n'est pas un hôtel d'un peu d'importance qu'il ne contrôle ou un circuit touristique qu'il n'organise, notamment dans sa réserve de Berenty. Il règne également sur 6 000 hectares de terrain, dont 4 000 dévolus à la culture du sisal, gardés par des hommes armés de sagaies. Une usine archaïque traite la fibre, qui pour des raisons écologiques, concurrence convenablement les cordages de nylon.

A l'exact opposé de Fort-Dauphin, dans le paysage exubérant de Nosy Be, Portos, ministre de l'intérieur jusqu'en 1991, est aujourd'hui hôtelier et président du Syndicat interprofessionnel des activités touristiques de la région. C'est un baron avec lequel le secteur devra compter. « *Pendant quinze ans, haut fonctionnaire et ministre, je n'ai pas vécu* », explique, volubile, cet homme qui veut faire croire qu'il est définitivement retiré de la chose publique. Pourtant, alors même qu'il n'hésite pas à venir lui-même à l'aéroport pour y chercher les touristes, il ne lui en faut jamais beaucoup pour commenter la situation et justifier les initiatives des gouvernements auxquels il a appartenu.

Il est vain d'attendre de Portos une quelconque autocritique. En paroles, le socialisme autoritaire d'hier, auquel, ministre de la police, il a prêté son concours, demeure une référence tandis que « les-réalisations-du-*grand-leader-Kim-il-Sung* », hier modèle de Madagascar, sont toujours louées, bouffonneries comprises. Mais dans la pratique, Portos a su habilement se reconvertir, prouvant, une fois de plus, que le pouvoir, politique ou économique, ne s'improvise pas.

G. M.

Carnet de route

■ **REPÈRES.** Richement dotée par la nature, Madagascar voudrait faire du tourisme un élément essentiel de son développement économique. Las, l'île manque encore d'une bonne infrastructure capable d'attirer le tourisme de masse. Les voyagistes s'en désolent même si les amateurs de sentiers inhabituels, qui ne redoutent rien tant que la foule, ne peuvent que s'en féliciter. Pour leur bonheur, ils sont relativement peu nombreux à fréquenter ses magnifiques plages, ses forêts et ses montagnes.
Pour autant, voyager à Madagascar ne relève pas de l'exploit : on y arrive par l'avion, il y a des routes ; on peut y louer des voitures, s'y loger et s'y nourrir, parfois très convenablement. Les prix sont raisonnables, mais tout service un peu hors norme locale se paie au prix de la rareté.

■ **AVION.** De Paris, plusieurs vols hebdomadaires vers Tananarive : Air Madagascar (29-31, rue des Boulets, 75011 Paris, tél. : (1) 53-27-31-10) avec 2 vols par semaine, à partir de 4 200 F A/R et Air France (tél. : (1) 44-08-24-24) avec la même fréquence et le même prix d'appel (tarif kiosque). Des tarifs promotionnels sont proposés ponctuellement. Le réseau intérieur d'Air Madagascar – à prix abordable – est essentiel si l'on veut parcourir, sans perdre trop de temps, une île plus grande que la France et qui ne comporte pas moins de 5 000 kilomètres de côtes.

■ **LOCATION DE VOITURE.** Si l'on veut quitter les quelques routes les plus fréquentées, il vaut mieux louer un 4 x 4. Le loueur impose alors la compagnie d'un chauffeur, ce qui s'avère fort utile pour comprendre et se faire comprendre des Malgaches de la campagne qui, dans leur majorité, ne parlent plus le français.

■ **HOTELS.** A part les grandes villes et les sites les plus touristiques – telles les plages de Nosy Be – où l'on trouve à se loger selon des normes touristiques traditionnelles, il est vain d'espérer l'hôtel auquel on est habitué. Mais les rustiques hôtels malgaches – les *hotely* – sont nombreux, soignés et, surtout, très bon marché. Quelques établissements, aux normes touristiques occidentales, valent le détour. Citons, dans le massif de l'Isalo, à côté d'un parc national de 81 500 ha, le Relais de la reine, confortable et chaleureux, point de départ de nombreuses excursions dans le parc voisin. Réservations auprès de Madagascar Discovery Agency. A Nosy Be, le Blue Fish (fax : 261-2-209-97), un hôtel convenable, avec terrasse et piscine, à côté de la mer mais, surtout, une débauche de fruits de mer particulièrement succulents. Le Restaurant (tél. : 261-2-282-67) est, comme son nom l'indique, un restaurant de Tananarive situé dans une maison malgache traditionnelle restaurée avec un goût très sûr. La cuisine « bourgeoise », particulièrement soignée, est inattendue dans cette partie du monde, tant par sa qualité que par son prix.

■ **VOYAGISTES.** Le voyage décrit dans ce reportage a été organisé par l'agence Rev Vacances qui a une certaine expérience de la Grande Ile (390, rue d'Estienne-d'Orves, 92700 Colombes ; tél. : (1) 46-49-41-41). Sur place, Madagascar Discovery Agency (BP 3587, Tananarive, tél. : 261-2-351-65, fax : 261-2-351-67) peut également organiser séjours, circuits et pourvoir à un véhicule. On peut également s'adresser à Peuples du monde (tél. : (1) 42-72-50-36) et Explorator (tél. : (1) 42-66-66-24).

■ **LECTURES.** Le guide *Madagascar* (Olizane) et *Le Petit Futé* (Olivier Orban), *Madagascar Aujourd'hui*, de Sennen Andriamirado (Jaguar), *Madagascar*, de Pierre Vérin (Karthala) et *Madagascar : la grande île*, de Patrick Rajoelina et Alain Ramelet (l'Harmattan). Egalement *Madagascar, l'île rouge*, une rétrospective historique d'Eric Revel et *Ranavalo, dernière reine de Madagascar*, de Marie-France Barrier, tous deux chez Balland ainsi qu'un recueil de nouvelles, *Lucarne*, de Raharimanana (Le Serpent à plumes) et *Le aye-aye et moi*, de Gerald Durrell (Hoëbeke).

■ **EXPOSITION-VENTE.** Plus de 3 000 objets traditionnels des parties les plus reculées de l'île seront exposés et vendus au profit de leurs créateurs : linceuls en soie sauvage, marqueterie d'influence arabe, cythares d'origine indonésienne, broderies, sculptures géométriques. Du 2 avril au 14 juin à la Cité des voyages, 55, rue Sainte-Anne à Paris, 75002 Paris.

هكذا من الأصل

Les « Gullivers » du tourisme 1996

Attribués pour la première fois, dans le cadre du Salon mondial du tourisme qui se tient à Paris, du 27 mars au 1er avril, les « Gullivers du tourisme » entendent récompenser la créativité et le professionnalisme des voyagistes. Décernés par les journalistes spécialisés dans le tourisme, ces prix distinguent, dans cinq catégories, les propositions jugées à la fois originales, séduisantes et fiables. Un sixième prix est attribué à la destination qui apparaît comme la révélation de l'année. Au-delà de la critique, sans doute légitime, qui pourra être adressée à un palmarès qui fait la part belle à un tourisme hors des sentiers battus, force est de relever que les lauréats ont, en commun, la passion du voyage, un voyage considéré non seulement comme une évasion mais aussi comme un moyen de découvrir, en profondeur, d'autres cultures et d'établir avec les peuples rencontrés des contacts autres que mercantiles et superficiels. Illustrations d'un tourisme respectueux des hommes et de l'environnement, les « produits » ainsi primés ont davantage vocation à être dégustés que « consommés ».

P.F.

DÉCOUVERTE CULTURELLE

LE DOUBLE SORTILÈGE

L'ouverture de la Birmanie au tourisme permet désormais de combiner, en un seul et même circuit, les deux pays les plus secrets du Sud-Est asiatique. Programmé par Asia (agences de voyages et tél. : (1) 44-41-50-10), spécialiste, comme son nom l'indique, du continent asiatique, ce périple individuel de 16 jours/13 nuits permet, d'avril à octobre, de découvrir, successivement et de manière exhaustive, les grands sites de la Birmanie (les pagodes de Rangoon, le lac Inlé et ses grottes, le monastère du mont Popa, les temples de Pagan, Mandalay) puis du Laos (les falaises de Pak Ou, l'ancienne capitale royale de Luang Prabang et Vientiane). Un itinéraire qui ne se limite plus seulement à rayonner « en étoile » autour de leurs capitales respectives mais, pour la première fois, passe logiquement d'un pays à l'autre *via* le nord de la Thaïlande, en empruntant le cours du Mékong. En un seul voyage, le rare plaisir de côtoyer deux peuples dont l'isolement a non seulement contribué à préserver, mieux qu'ailleurs, un patrimoine exceptionnel mais explique aussi qu'ils aient conservé intactes des traditions qui, aujourd'hui, vont devoir résister à l'« invasion » d'un tourisme international dont chacun sait qu'il n'est pas sans danger. Prix de ce « double sortilège » : à partir de 24 130 francs par personne en chambre double, dans des hôtels aux normes de ces pays (hébergement parfois sommaire), avec les vols internationaux (de Paris) et domestiques, les transferts et transports en voiture ou minibus avec chauffeur, et en bateau, les excursions et visites guidées (en anglais en Birmanie, en français au Laos).

AVENTURE

BALCON SUR LA MER ROUGE

Fort d'une expérience acquise, depuis vingt-cinq ans, au fil de voyages-expéditions menées aux quatre coins du monde, Explorator (tél. : (1) 42-66-66-24), qui privilégie non seulement les grands espaces et les sanctuaires naturels mais également la découverte du patrimoine culturel et des peuples, renoue avec sa vocation de pionnier en programmant, d'octobre à mars, la découverte de l'Erythrée. Depuis les pâturages des hauts plateaux abyssins, son circuit de 12 jours, proposé à des groupes limités à 12 personnes, plonge, 2 000 mètres plus bas, dans la dépression brûlante du désert de Dankalie, enfer de lave et de salines que seuls quelques Afars continuent de sillonner. Il longe ensuite une côte bordée d'une mer turquoise d'où émerge un chapelet d'îles coralliennes désertiques, au large du port millénaire de Massawa qui retrouve l'activité qui fut jadis la sienne sur les rivages de la mer Rouge. L'occasion de rencontrer des tribus colorées et accueillantes (notamment les femmes Rashaidas, aux voiles noirs rehaussés d'or et d'argent) et d'assister à la renaissance d'un pays indépendant depuis 1993. Un voyage destiné à ceux que passionnent l'histoire de la Corne de l'Afrique et que ne rebutent pas des conditions de déplacement parfois difficiles, prix d'une découverte inédite. Environ 1 200 kilomètres de pistes rudimentaires, à bord de véhicule tout-terrain (4 passagers par véhicule), avec des étapes quotidiennes de 5 à 7 heures. Six nuits dans des hôtels simples, les autres en bivouac, sous la tente. Le climat, très chaud (32° à 35°) et moite en bord de mer, est plus tempéré et sec en altitude. Une expédition raisonnablement sportive facturée 14 900 francs par personne en pension complète, de Paris, avec une croisière d'une journée vers les îles Dahlak en bateau local. Prochains départs à partir du mois d'octobre.

NATURE

UN VOLCAN TRÈS ACTIF

Archipel perdu au milieu de l'océan Pacifique, Hawaii, vaste jardin fleuri envahi par une végétation tropicale qu'éclaboussent d'impressionnantes chutes d'eau, n'est en fait que l'extrémité sud d'une grande chaîne volcanique de 6 000 kilomètres de long. Un territoire de démesure et de nature extrême qu'Aventure et Volcans (tél. : 78-60-51-11) propose d'explorer, de novembre 1996 à mars 1997, dans le cadre d'un voyage de 16 jours, en compagnie d'un guide vulcanologue qui donne l'explication scientifique (simplifiée) du spectacle impressionnant offert par cette vitrine des plus prestigieux volcans en activité de la planète. En vedette, le Kilauea, le volcan le plus actif et le plus étudié du globe (depuis juillet 1986, le magma en fusion sort de son flanc Est avec un débit de 500 000 m³ par jour en moyenne), un volcan référence, un laboratoire grandeur nature. Après un parcours souterrain de 12 kilomètres, la lave (à 1 100°) plonge en cascade éclatante dans la mer qu'elle vaporise instantanément. Spectacle fascinant que ce mariage du feu et de l'eau. Tout aussi spectaculaire, l'approche, sur les flancs du Kilauea, du Pu'Uo'O, un lac de lave incandescent (température 1 300°) d'environ 200 mètres de diamètre où le dégazage quasi permanent se traduit par des fontaines de lave qui s'élèvent à une hauteur d'une cinquantaine de mètres. Autre temps fort de ce circuit, l'ascension de la plus haute montagne de la Terre, le volcan Maunakea : 9 200 mètres depuis le fond de l'océan jusqu'à son sommet qui culmine à 4 206 mètres au-dessus de la mer, paysage lunaire et lieu privilégié pour l'observation du ciel ainsi qu'en témoigne la présence de huit télescopes géants capables de débusquer les étoiles les plus lointaines. Prix de cet étonnant « son et lumière » : 17 350 francs par personne tout compris, avec le vol de Paris A/R et les vols intérieurs pour Maui, 7 nuits d'hôtel (sous la tente le reste du voyage), 9 repas au restaurant (caisse commune pour les autres repas et pique-nique pendant les randonnées et lors des bivouacs), le transport en minibus ou voiture particulière et une plongée en sous-marin au large de Lahaina pour admirer la faune des fonds marins. Aucun portage, à deux exceptions près. Température agréable mais risque de pluie. Sans oublier les plus belles plages de surf du monde.

FRANCO ZECCHIN/MÉTIS

Une pirogue à Madagascar

SÉJOUR SPORTIF

CHEZ LES ROIS DE THULÉ

Qaanaaq, Siorapaluk, Etah, Malaurie, Perry, Henson... autant de noms qui nous replongent sur les lieux mythiques des « derniers rois de Thulé ». Plus qu'une expédition, c'est aussi une rencontre avec le peuple le plus septentrional de la planète que propose, du 22 juillet au 17 août ou du 12 août au 5 septembre, Grand Nord/Grand Large (tél. : (1) 40-46-05-14), spécialiste des régions polaires et subpolaires (Alaska, Spitzberg, terre de Baffin, Ellesmere et Nunavut, Groenland, Islande, Canada, Yukon, Sibérie extrême-orientale, Antarctique), à toute personne en bonne forme physique (initiation recommandée avant le départ). Le kayak, quintessence de cette civilisation (il est toujours utilisé par les chasseurs de narvals), est-ici, plus que jamais, un moyen de locomotion privilégié pour parcourir cette lointaine contrée. A noter que les fronts glaciaires qui se jettent dans la mer, les parois rocheuses, les mouvements des glaces et la météo changeante rendent imprévisible la longueur des étapes et accentuent d'autant le caractère d'expédition de cet insolite voyage effectué en groupe de 3 ou 4 kayaks biplaces. Prix : 19 800 francs Paris/Paris avec prêt d'une combinaison sèche.

VACANCES INSOLITES

SUR LA CÔTE DES SWAHILI

Zanzibar (l'île des Noirs) est en fait composée de deux îles : Zanzibar même, de son vrai nom *Unguja* (l'escale, en swahili), et Pemba, plus au nord et moins peuplée. Rimbaud l'a désirée depuis l'Abyssinie, Stanley passionnément aimée, Jules Verne l'a rêvée dans son *Voyage en ballon* et Iles du Monde (tél. : (1) 43-26-68-68), un voyagiste qui affiche d'emblée l'objet de sa passion, en a fait, avec les Bijagos (un archipel situé à quelques encablures de la côte africaine, en Guinée-Bissau) et les Marquises (ces îles secrètes de la Polynésie française), l'une des trois nouvelles destinations inscrites à son programme. En associant cette île tanzanienne depuis 1964, avec Lamu, au Kenya, à la fois île et archipel, longtemps sultanat vassal de Zanzibar et qui témoigne, elle aussi, des splendeurs de cette côte des Swahili, un peu africaine, un peu arabe, un peu portugaise, un peu indienne, un peu anglaise. Pour y proposer toute l'année, sauf en mai et en juin, un séjour de deux semaines (la première à Zanzibar, la seconde à Lamu), à la découverte de cette fascinante civilisation, peu connue et à l'architecture originale, et des plages superbes de l'océan Indien. Ces anciens sultanats arabo-africains de la route des épices ont gardé leurs palais en stuc aux portes de bois précieux et, surtout, une atmosphère de bout du monde, une nostalgie et un mystere liés au souvenir des anciens marchands, des esclaves et des eunuques, des marchés aux épices, des princesses voilées, des aventuriers de l'océan Indien, attirés par les parfums, l'ivoire et la cannelle, la citronnelle, la girofle et la vanille. Une magie et une nostalgie à déguster aussi bien à Zanzibar, dont la vieille ville est classée au patrimoine mondial de l'Unesco, qu'à Lamu, dernier refuge d'anciens rêveurs hippies. Point de voitures (les ruelles ne s'y prêtent guère), mais des plages immenses et desertes et des hôtels, simples dans les vieilles villes, luxueux au bord des plages. De 17 875 francs à 18 625 francs par personne en chambre double et pension complète (demi-pension deux jours et petits déjeuners seulement du jour 10 à 14), selon les dates de départ, tout compris avec l'avion de Paris.

RÉVÉLATION DE L'ANNÉE

LA BIRMANIE

Un choix confirmé par la présence, dans ce numéro, de deux reportages consacrés à cette destination.
Le pays s'ouvre largement aux étrangers, en cette année 1996 baptisée « Année du tourisme », bien que les grands travaux entrepris, et contestables, en soient encore à l'etat de chantiers. Les visiteurs sont, désormais, autorisés à circuler librement sur la quasi-totalité du territoire, le visa étant valable quatre semaines.

■ **Salon mondial du tourisme, Paris, porte de Versailles, hall 3. De 10 h à 19 h, du 27 mars au 1er avril ; le 29 mars, nocturne jusqu'à 22 h. Plein tarif : 50 F ; tarif réduit : 40 F.**

Chœur pascal

Les chants d'allégresse emplissent églises et monastères

CHYPRE
de notre envoyée spéciale

« Christos Anesti ! », « Christ est ressuscité ! ». Dans la cathédrale Saint-Jean-l'Evangéliste de Nicosie flotte un brouillard entêtant de myrrhe et d'encens. L'annonce sacrée, proclamée chaque dimanche de Pâques par l'archevêque de Chypre, Mgr Chrysostomos, tiare pesante sur la tête et crosse en main, jaillit, triomphale. Entonnée trois fois, elle est cueillie au vol par un chœur d'hommes barbus coiffés d'une toque noire, puis reprise avec enthousiasme par les fidèles parés de leurs *lambriatika* – le vêtement pascal –, avant de se transformer en une symphonie éclatante. Ce *Te Deum* prolonge les chants d'allégresse qui emplissent, depuis la première messe de la Résurrection, à l'aube du samedi, les plus modestes églises des plaines de la Mésorée et les monastères nichés dans les montagnes du Troodos.

A Larnaca, sur la côte méridionale, ces chants immémoriaux prennent un éclat particulier lors de la cérémonie du samedi soir. Commerçante mais aussi très mondaine, la grande ville portuaire de Chypre n'en oublie pas moins qu'elle accueillit, en 325, sainte Hélène. Missionnaire infatigable, la mère du fondateur de Constantinople fut à l'origine de la christianisation de l'île et y fit édifier quelques-uns de ses plus beaux lieux de culte. Autant de raisons qui poussent ses habitants à témoigner leur piété, à l'occasion de la grande fête religieuse du pays.

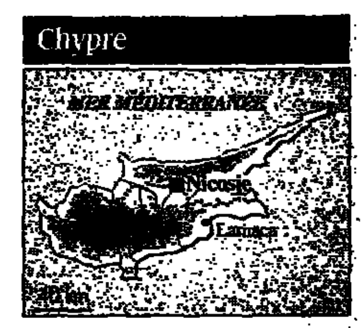
Dans le centre de la ville, le « Tout-Larnaca » se presse, avec un plaisir manifeste, sous les voûtes de l'église Saint-Lazare. Les icônes, débarrassées de leur voile de deuil du vendredi saint, scintillent de mille feux sous les banderoles rouge et blanc qui ornent les lieux. A minuit, bougie allumée en main, des élégantes en robe de fête, des notables en costume sombre et des militaires médaillés se congratulent, s'embrassent et échangent, émus, des *« Christos Anesti ! »*. De vieilles femmes s'empressent autour de la châsse dorée de saint Lazare, l'ami fidèle du Christ, pour y déposer un fervent baiser.

Ngoc Loan Lam


PHOTOS JEAN-LUC MANAUD/ICONE

Moine devant la chapelle Saint-Neophyte

Chypre



Quand les moines peignaient

FORTERESSE VERDOYANTE, couronnée par les 2 000 mètres du mont Olympe, le massif volcanique des Troghodhos (Troodos en grec) cache l'un des trésors de Chypre. Ici se réfugièrent, à partir de 725, les moines iconographes chassés de Constantinople par des iconoclastes inquiets des pratiques superstitieuses liées aux icônes. Accordant aux images, symboles de la beauté du monde divin, une valeur sacrée, ils feront largement appel à la peinture murale pour décorer églises et monastères. Au fil du temps, ils se nourriront de l'expérience de peintres venus de Constantinople ou du Péloponnèse et laisseront derrière eux un exceptionnel héritage de fresques. On peut admirer les plus représentatives dans neuf églises inscrites, aujourd'hui, sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco.

Parfois édifiées grâce à la générosité d'un riche donateur (en contrepartie, il se faisait représenter, avec sa famille, sur les murs de l'église), elles constituent autant de musées emplis de joyaux peints du XIIe au XVIe siècle. Malgré la rigidité des canons esthétiques de l'époque – les personnages se détachent souvent sur un fond bleu sombre, symbole de l'infini –, la créativité des artistes a pu se donner libre cours. Certes, jusqu'au XIIIe siècle, les personnages, hiératiques, restent impassibles et les décors sont réduits à l'essentiel. Mais à partir du XIVe siècle, sous l'influence grandissante de l'Italie, les figures saintes s'humanisent : la Vierge esquisse un sourire attendri devant l'Enfant Jésus, le corps crucifié du Christ ploie sous la douleur. Le divin et le profane se sont rejoints.

N. L. L.



« Entry into Jerusalem » (1546); dans l'église Virgin Chrysalini-Otissa, à Nicosie

Carnet de route

■ **SAISON.** Les fêtes de la Pâque orthodoxe, du 11 au 14 avril, sont grandioses. Assister à la procession nocturne de l'Epitaphe du vendredi saint, à l'église Saint-Lazare de Larnaca, et à la messe de minuit du samedi saint dans une église de village, avant de réveillonner autour d'un repas spécial proposé par certains hôtels, comme le Hilton à Nicosie.

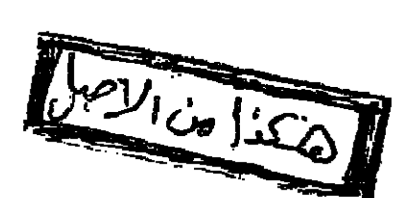
■ **VISITES.** Le patrimoine d'art byzantin de la République de Chypre est impressionnant : 250 églises décorées de fresques du VIe au XVIIIe siècle, 20 000 icônes du VIe au XIXe siècle, et une dizaine de mosaïques murales. A voir absolument : les églises inscrites sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, notamment Asinou, avec son cycle de fresques du XIIe au XVe siècle, et Panayia tou Arakos, pour ses fresques du XIIe siècle, ainsi que le Musée de l'art byzantin à Nicosie, riche en icônes du VIIIe au XVIIIe siècle et en mosaïques des Ve-VIe siècles.

■ **ACCÈS.** Cyprus Airways (37, rue Jean Giraudoux, 75116 Paris, tél. : (1) 45-01-93-38) propose, d'avril à octobre, quatre vols hebdomadaires à partir de 1 850 F A/R ; également vols charters Corsair/Nouvelles Frontières (tél. : (1) 41-41-58-58 ou 36-33-33-33) à 1 700 F A/R (1300 F en juin).

■ **VOYAGES.** Consulter Clio (tél. : (1) 53-68-82-82), l'association Arts et Vie (tél. : (1) 40-43-20-21) et Nouvelles Frontières (tél. : (1) 36-33-33-33), dont les circuits accompagnés sont très complets. Dans les agences de voyages, les brochures de Vacances Héliades, Donatello et Passions helléniques, qui proposent un grand choix de séjours, de circuits et de croisières vers Israël, l'Egypte et la Grèce.

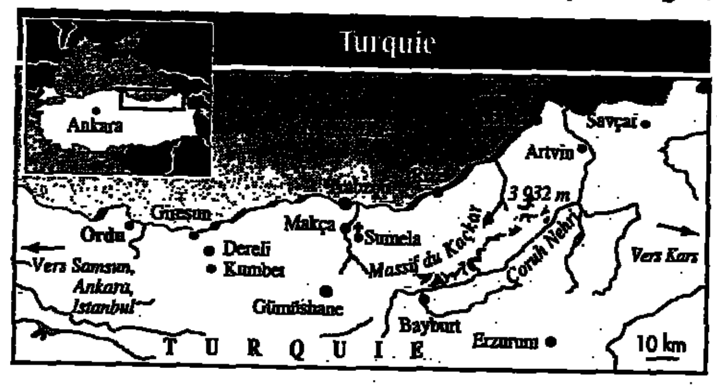
■ **GUIDES.** *A Chypre* (Visa Hachette), *Le Guide de Chypre*, de Jean Perrin (La Manufacture), *Le Grand Guide de Chypre*, Bibliothèque du Voyageur (Gallimard).

■ **RENSEIGNEMENTS.** Office du tourisme de Chypre (15, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : (1) 42-61-42-49, Minitel 3615 ou 3616 OTCHYPRE).



Les forêts de Trébizonde

De généreux pâturages, des troupeaux carillonnants, l'air vif des sapins. La Suisse ? Non, la Turquie !



TURQUIE
de notre envoyé spécial

En chemisette et espadrilles, le ministre escalade l'alpage au pas de course, suivi par une meute de journalistes et de fonctionnaires d'Ankara cravatés, que l'exercice n'enthousiasme guère. Sous l'œil d'une escouade de soldats juchés sur un 4 × 4, Irfan Gurpinar, en charge du tourisme, semble raffoler de ces contacts avec ces paysans endimanchés, le râteau sur l'épaule, de la montagne d'Ayder, où les visites ministérielles ne doivent pas se bousculer. Le plafond des nuages cache des sommets enneigés et rase la cime des sapins. Des groupes de villageois sortent du hammam surchauffé.

Voici une Turquie inattendue. Une Turquie verte, sportive, faite pour les mollets, et non pour la plage, une Turquie de généreux pâturages qui sentent bon la fenaison, de troupeaux carillonnants, de lacs sombres enfouis sous les mélèzes, de cascades bondissantes et de chalets ventrus, parés pour les frimas. Dans ces montagnes oubliées de la chaîne Pontique, la Turquie se prendrait pour la Suisse.

Trabzon, longtemps le second port de la mer Noire après Odessa, est la clé de ces massifs où courent les nuées. Du haut de ces monts perdus, les survivants de la retraite des Dix Mille, conduits par Xénophon, crièrent *« Thalassa ! »*, et entrevirent leur salut. Quel conquérant n'a rêvé de Trébizonde ? Trabzon, (en turc), aujourd'hui n'est qu'un chef-lieu après avoir été la capitale d'un empire, une survivance de Byzance qui refusait de mourir.

Le destin, en ce XXe siècle, n'a pas ménagé Trébizonde. Massacres des populations arméniennes, occupation russe : la ville n'était plus que désolation au sortir de la guerre de 14-18. La répression contre les Arméniens surtout fut terrible en 1915. Evénements qu'il est bien difficile d'aborder aujourd'hui dans une conversation. C'est pourtant de cette Anatolie orientale, déchirée, vouée aux nationalismes, que Mustapha Kemal entreprendra son combat pour l'indépendance turque à partir de 1919.

Trabzon est une ville méditerranéenne sans l'être. De vieux ponts séparent les quartiers aux toits de tuiles romaines. L'art de Byzance y croise sans cérémonie celui des Seldjoukides. Edifiée sous les Comnènes, au XIIIe siècle, l'église Sainte-Sophie, dominant la mer, est un enclos de sérénité et de perfection. En cette fin de journée, le patron de cette boutique de jeans a une main sur le tiroir-caisse, l'autre sur le téléphone et le regard braqué sur le poste de télévision, accessoire indispensable de la cérémonie footballistique quasi quotidienne. Sur la place centrale, un écran est accroché à la branche d'un platane au-dessus de la foule des consommateurs. Le muezzin tente de se faire entendre. Deux jeunes filles voilées se font photographier sous la statue d'Atatürk.

DIEU ET ATATÜRK

La chaîne Pontique se jette brutalement dans la mer. La côte, qui s'étire jusqu'à la frontière géorgienne, donne la priorité au thé. Elle s'adoucit sous ce tapis velouté, devient plus hospitalière. La plante théière, venue de Géorgie dans la première partie de ce siècle, a trouvé ici un climat arrosé à sa mesure. Chaque village autour de Rizé, la capitale du thé, est reconnaissable à son minaret et à sa cheminée qui crache un brouet noir, rançon d'une activité qui apporte un peu plus d'aise à une région dont l'économie semble stimulée depuis l'ouverture de l'ex-URSS. Les fichus des femmes, armées de grands ciseaux pour couper la plante, font des taches de couleur. *« La mer aux hommes, la terre aux femmes,* dit un dicton local. *Les hommes, on les voit plutôt au café, et les femmes sont toujours courbées sur la terre »*, dit avec le sourire une citadine.

Le fond de la population côtière appartient au groupe très ancien des Lazes, à l'origine caucasienne mystérieuse, hellénisé puis islamisé au cours des siècles, avec une langue propre où subsistent encore des mots grecs. D'authentiques Lazes, aux traits nordiques, vivraient encore autour de la ville de Hopa, à deux pas de la frontière géorgienne. Par extension, Istanbul traite la population de la mer Noire de « Lazes ». C'est-à-dire de gens un peu à part. Durs à la tâche, rusés en affaires. Fortune faite à Istanbul, dit-on, les gens de la mer Noire reviennent à Trabzon, rebâtissent leurs demeures ou investissent dans le bâtiment.

« Cette région n'est pas vraiment turque, parce qu'elle est isolée et tournée vers la mer. Cela n'empêche pas la population d'être très nationaliste – beaucoup se sont battus avec Mustapha Kemal –, religieuse à l'ancienne, traditionaliste mais pas fondamentaliste », assure une enseignante. A Trabzon et à Rizé, les élections municipales ont pourtant donné le pouvoir aux hommes du Refah, le parti islamiste, qui s'attaquent aux symboles de la laïcité, imposée naguère par Atatürk, que fascinait l'exemple français. Les islamistes font aussi la chasse aux prostituées, venues de l'ex-URSS, dans les hôtels borgnes de la côte. *« Nous sommes des patriotes. Un patriote n'insulte ni Dieu ni Atatürk »*, proclame un étudiant.

Dès qu'on tourne le dos à la mer, on affronte la barre montagneuse. A moins de 50 kilomètres de la côte, les cimes poudrées du Kaçkar flirtent avec les 4 000 mètres. Les vallées deviennent vite des gorges, les rivières des torrents franchis par de fines arches de pierres, les routes des chemins boueux et périlleux, et le thé cède la place aux noisetiers. Des élevages de truites barrent le fond des vallées. La truite, ici, se déguste dans de grandes tavernes bondées, un peu à la bavaroise, en famille et dans la bonne humeur.

En ce début d'été, une procession de voitures encombre la route forestière qui mène sur le haut plateau de Kumbet. Les gens de la mer Noire aiment ces rassemblements folkloriques, qui rythment les travaux des champs et tiennent de la célébration païenne dans l'air vif des sapins. La montagne agit comme un aimant sur les foules qui investissent par milliers l'alpage tapissé de rhododendrons. Les familles s'habillent sur leur « trente-et-un », la couverture est étendue sur l'herbe, le casse-croûte sorti du panier.

Point de trace d'intégrisme dans ces manifestations. Celui-ci est un phénomène urbain et n'a pas sa place au milieu de ces danses et de ces coutumes descendant du fond des âges, et que l'isolement des communautés a réussi à sauvegarder pour un peu de temps encore. Au contact de ces montagnes, aussi somptueuses qu'au jour de la Création, l'être ici n'aspire qu'à la liberté.

Régis Guyotat



RASMUSSEN/SIPA PRESS

Femmes « Lazes » à Trabzon

Vestiges en péril

A 45 KILOMÈTRES AU SUD DE TREBIZONDE, le monastère de Sumela, niché à 1 300 mètres d'altitude au flanc d'une falaise, est toujours la proie du vandalisme. Le touriste erre désemparé au milieu des ruines de ce haut lieu de la culture byzantine, d'où les moines furent chassés en 1923, à la suite du conflit gréco-turc, et depuis laissé quasiment à l'abandon.

Le rattachement de l'ensemble au Musée de Trabzon, dans les années 70, permit de faire quelques travaux de restauration. Malgré le classement de la région en parc naturel et la volonté de sauvegarde des autorités turques, qui ont déposé un dossier auprès de l'Unesco, les dégradations n'ont pas été enrayées et le pillage des fresques – ce qu'il en reste est recouvert de graffitis – n'a pas cessé. A un point tel que la perte du monument paraît irrémédiable.

Les chercheurs s'interrogent encore sur l'origine de ce monastère. Certains pensent qu'il fut créé dès le IVe siècle, d'autres qu'il fut fondé ou reconstruit au XIVe sous le règne de l'empereur de Trébizonde, Alexis III Comnène (1349-1390). Les plus anciens vestiges retrouvés sur place – des morceaux de fresques dans l'église semi-rupestre – ne paraissent pas antérieurs à cette époque.

Après la conquête de Trébizonde par les Turcs, en 1461, le monastère continue de rayonner, démontrant l'esprit de tolérance des autorités ottomanes. Au XVIIIe siècle, l'église est repeinte. En 1860, le couvent est agrandi sur cinq étages et l'ensemble comporte soixante-douze cellules. C'est cette grande façade, datant du siècle dernier, aujourd'hui en ruine, très spectaculaire, que le visiteur aperçoit depuis la vallée en levant bien haut la tête.

Cette reconstruction tardive, ainsi que la facture des peintures murales pour la plupart post-byzantines, expliquent sans doute pourquoi l'Unesco n'a pas jugé utile, en 1989, après avoir examiné le dossier présenté par la Turquie, d'inscrire ce monument sur la liste du patrimoine mondial. D'autres monastères, comme celui tout proche de Vazelon – aussi appelé Saint-Jean – sont en ruine.

Dans la région d'Artvin-Savçat, au-delà du fleuve Coruh, proche de la frontière, de nombreuses églises de style géorgien, des Xe-XIe siècles, qui avaient été inventoriées lors de l'occupation russe au début du siècle, constituent aujourd'hui un patrimoine très menacé.

R. G.


DOMINIQUE DE LA TOUR

Une ferme-chalet sur le plateau d'Ayder

Carnet de route

■ ACCÈS. Depuis Istanbul, l'avion jusqu'à Samsun (450 F l'aller) ou Trabzon (620 F) avec Turkish Airlines, 1, rue Scribe, 75001 Paris, tél. : (1) 42-66-47-50. De bons tarifs Paris-Istanbul (même compagnie), notamment chez Marmara, Nouvelles Frontières, Pacha Tours. Egalement vols Air France.

■ LA CÔTE. De Samsun à la frontière géorgienne, belle route longeant la mer Noire. Villes animées. Bazars. Plages sans bousculade. Les ports de la mer Noire ont un passé antique copieux (occupation hittite, puis colonisation grecque et romaine), mais il reste peu de vestiges. Ordu (l'hôtel Belde est le plus confortable de la côte), Giresum (coucher de soleil renommé depuis les ruines du château) et Rize (jardin botanique à la gloire du thé).

■ TRABZON. Deux jours sont nécessaires pour faire le tour de la ville. Hôtel Horon (tél. : 321-11-99) dans le centre, correct et pratique. A Trabzon, passa Xénophon et Mithridate y fonda son royaume du Pont (IIIe siècle avant JC). Pendant deux cent cinquante ans (1204-1461), Trébizonde constituera un ultime empire byzantin, sous la famille des Comnènes, avant que l'Islam ne s'empare définitivement des lieux. A voir : l'église de Sainte-Sophie (fresques), les restes des remparts et de la citadelle, les mosquées. Une foule de petits monuments épars font aussi le charme de la cité : fontaines, tombeaux, bains turcs. A 7 kilomètres du centre, le kiosque d'Ataturk, pavillon rococo offert par la ville au Gazi lors d'une visite en 1924.

■ LA MONTAGNE. Accès difficile, hôtellerie rustique, pénurie d'infrastructures. Mode de vie rural comparable à celui que l'on observait, il y a plusieurs années, dans les Alpes. Une région idéale pour la randonnée (camping et logement à la ferme). Festivals folkloriques sur les hauts plateaux, notamment à Kumbet (route à partir de Giresum), à Ayder (à partir de Rizé) et à Savçat (à partir d'Artvin), réputé pour ses combats de taureaux.

■ LE VOYAGE. Parmi les voyagistes programmant la Turquie et incluant dans un de leurs circuits cette région encore très peu visitée, citons Clio (tél. : (1) 48-42-15-15), Loisirs Bleus (tél. : (1) 48-74-42-30) et l'UCPA (tél. : (1) 43-36-05-20).

■ LIRE. *Trébizone en hiver*, de Patrick Boman (Le Serpent à plumes). Bien que située sur la route des Indes, rares sont les voyageurs (Strabon, Marco Polo) qui mentionnent Trébizonde dans leurs écrits. Quant à la montagne, elle est jugée inhospitalière depuis Xénophon. En fait, Trébizonde a surtout excité les imaginations (Bonaparte se disait descendant des Comnènes). La meilleure façon de comprendre la région et la population qui l'habite est de relire la célèbre biographie de Mustapha Kémal par Benoist-Méchin (Albin Michel). L'attachement, presque charnel, des Turcs à leur grand homme subsiste encore. On le constate au musée de Samsun où une aile est consacrée à l'histoire du pays et une autre au seul Mustapha Kémal.

■ RENSEIGNEMENTS. Bureau de tourisme et d'information de Turquie, 102, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris, tél. : (1) 45-62-78-68 et Minitel 3615 Turquie.

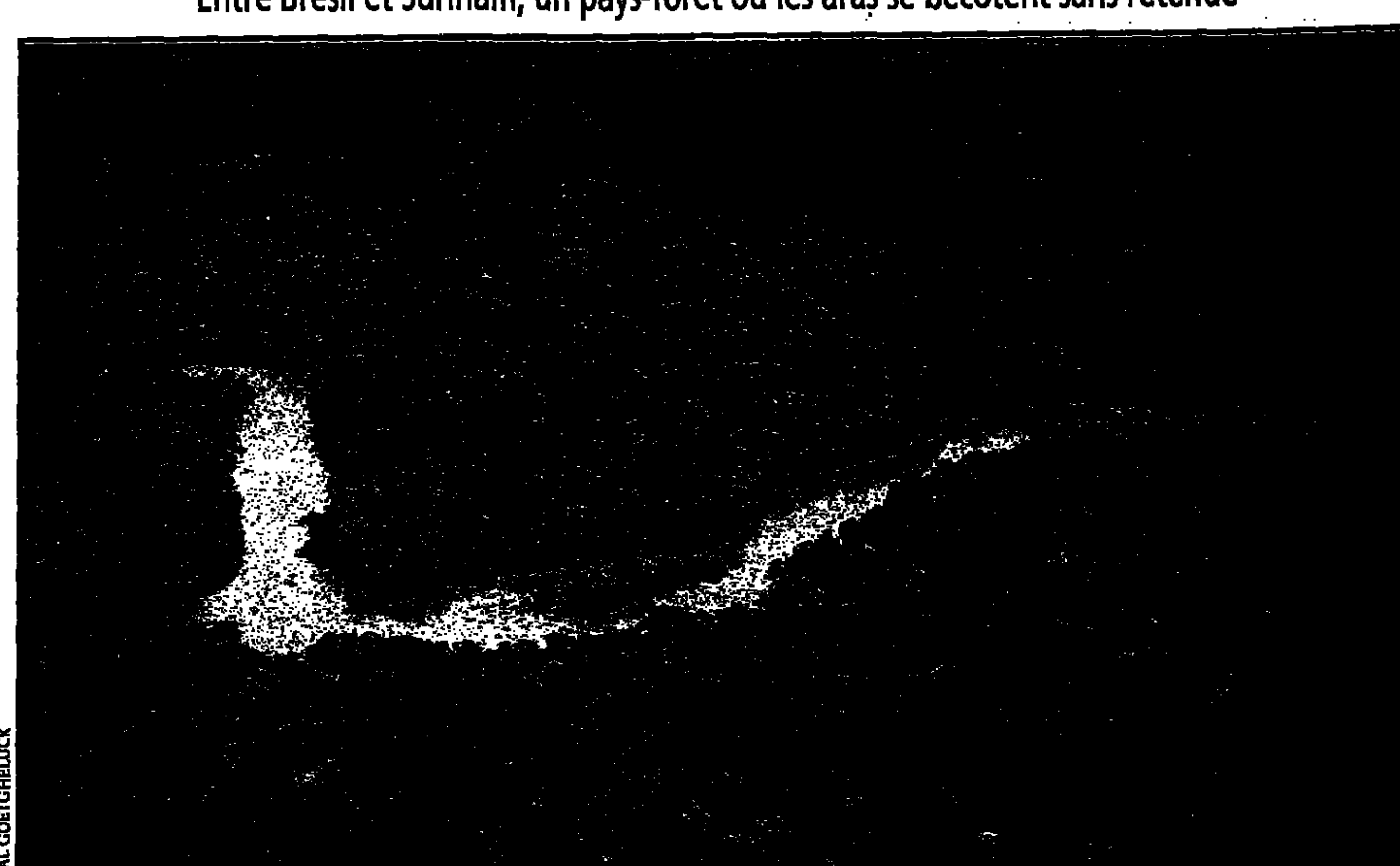
Une journée sous les arbres

Entre Brésil et Surinam, un pays-forêt où les aras se bécotent sans retenue

GUYANE
de notre envoyé spécial

Tout se passe comme si l'on était irrémédiablement attiré par la forêt que l'on a survolée avant d'atterrir à Cayenne. Des arbres grisâtres, jaunes, orange, toisent ce tapis vert mal rasé. D'étranges *clairières herbeuses d'où* s'échappent des fumeroles bleutées y désignent la présence de l'homme. Des cours d'eau rouge en surgissent qui pénètrent loin la mer pour enfanter l'océan dont les rives sont envahies par la mangrove se déplaçant au gré des courants.

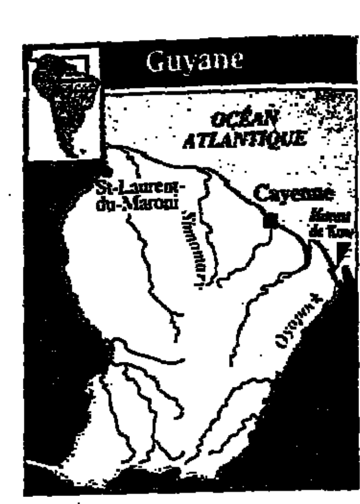
La Guyane est une forêt défigurée par les villes, bordée à l'ouest par le Surinam, à l'est et au sud par le Brésil. *La Guyane* est une forêt qui transgresse les frontières étatiques pour se plier à l'immanence des fleuves et des montagnes, aux microclimats que lui impose la diversité de sa flore et de sa faune. La forêt parle la *langue des animaux et des Amé*rindiens, habitants d'une terre dont ils sont les débiteurs, les hôtes et les dieux, « citoyens d'opérette » d'un pays qui leur a confisqué leur territoire en échange de la protection d'une *République et* de lois *qui ignorent* leur souveraineté.


PASCAL GOETGHELUCK
Une clairière habitée vient parfois trouer la forêt

De la pirogue qui remonte le courant de la rivière alimentant les marais de Kaw, la forêt paraît plus diverse encore que vue du ciel. Sa lisière, entrelacs de lianes *qui, après s'être prélassées au so*leil, trempent leurs feuillages dans l'eau tiède, de branches recouvertes et de gigantesques toiles d'araignée soyeuses, est d'une richesse insensée. D'abord on ne voit rien que du vert et quelques *taches de couleur puis, l'œil finis*sant par discriminer, on voit ce qu'un guide nous apprend à voir. Cette mousse dorée qui recouvre les branches est une colonie d'orchidées « pygmées » dont les fleurs jaunes sont moins grandes qu'un bouton de chemise. Cette feuille marron, un grand papillon bleu métallique, ailes repliées. Cet oiseau menu qui court sur les nénuphars, un jacana, cet autre qui lance son appel angoissant, un oiseau sentinelle.

A mesure que la rivière rétrécit, que l'on *s'insinue sous les bran*chages, que le soleil se cache, l'œil s'affûte davantage. Il en vient maintenant à distinguer les différentes écorces, à ne plus prendre les nids de tisserins pour des amas de brindilles, ceux des fourmis et des termites pour des chimères végétales. La rivière elle-même, maintenant que le courant s'est calmé, devient plus transparente ; on peut y apercevoir des anguilles électriques, les yeux des caïmans noirs affleurant la surface, des tortues bizarres au long cou recouvert d'une peau en lambeaux, dont la décomposition attire les petits poissons que la bestiole avale cul sec.

L'observation d'une nature que l'on prétend hostile n'inspire aucune crainte. Chacun se tient à distance, et les terribles prédateurs qui hantent la forêt vierge plus encore que les autres. Ces animaux nocturnes que l'on massacre sans vergogne dorment en attendant de partir à la chasse. D'ailleurs, s'agissant de caïmans on ne voit, dans les marais de Kaw, *que des modèles de poche* qu'un habitué des lieux tente d'attraper par la queue pour les montrer. Des adultes, il y en a nécessairement, mais presque plus depuis que les Brésiliens remontent le fleuve en catimini avec des pirogues-congélateurs pour fournir officiellement les restaurants. Avec un peu de chance, on pourra voir une bande d'aras traverser le ciel d'un vol rectiligne et bruyant. Avec plus de chance encore, on peut les observer *à la ju*melle. Perchés en haut d'un arbre *effeuillé, ils crient et se bécotent* sans retenue ni crainte de l'aigle qui tourne. Ces grands perroquets à la longue queue et au bec aussi fort qu'une paire de tenailles sont devenus rares, certaines espèces ayant été *quasiment* anéanties. In-



telligents et capables d'attachement sentimental dès lors qu'élevés à la main, ils ont été imprégnés par *l'homme*, ces grands oiseaux ont été dénichés *massivement* depuis l'invasion européenne pour finir en animaux de compagnie. Quand ils ne sont pas tirés au fusil et empaillés par des chasseurs que l'on aimerait aussi responsables que les pêcheurs à la ligne. En Guyane, ils le sont *moins* qu'ailleurs.

La forêt ? Les forêts devrait-on dire. Elle est en réalité une stratification de végétation déterminée par l'ensoleillement, la pluviométrie et la température. Le sol, humide pendant la saison des pluies, *est parfois très crissant à la saison* sèche. Les grands arbres semblent s'accommoder de ces différences importantes. Quand il ne pleut pas, ils bloquent leur végétation et rejettent du gaz carbonique en grande quantité. Contrairement à une *idée répandue, l'Amazonie* n'est pas tout à fait le poumon de la planète.

Là-haut, sur la canopée, là où se concentrent la plupart des espèces végétales et animales, le climat est parfois désertique. La température y atteint des sommets et l'air une sécheresse difficilement *compatible avec l'idée que l'on se* fait de la forêt vierge humide. Si les arbres et les lianes ont des racines qui plongent dans le sol, les plantes des étages supérieurs vivent de l'humidité et de l'azote de l'air, des débris végétaux qui *s'accumulent dans la moindre in*fractuosité des écorces, contre le moindre obstacle constitué par une plante épiphyte.

On aperçoit malheureusement plus que l'on ne contemple ces jardins suspendus. Mais qu'un arbre cède sous les tonnes d'eau que retiennent à la saison des pluies ces plantes haut perchées, et l'on assiste impuissant à la disparition d'un mini-univers qui, en pourrissant, nourrira un nouvel arbre.

Alain Lompech

Le goût du quinquina

De l'autre côté du département, le fleuve Maroni sépare l'« Amazonie » française de la brésilienne. Quelques-unes de ses boucles accueillent des villages indiens ou noirs. Senti*ment désagréable de venir déranger leurs habitants d'une fa*çon que l'on n'admettrait pas de touristes qui viendraient reluquer par les fenêtres ce qui se passe chez nous et émerveillement dès que l'on accoste au *lodge* tenu par une famille française. Non parce que la nature y serait apprivoisée sur quelques hectares effectivement paradisiaques, mais parce que la forêt semble engloutir cet espace paisible. Un simple chemin *taillé à la machette s'enfonce* dans la forêt primaire, que le guide marque à nouveau – une entaille sur un tronc à droite, deux sur celui de gauche, une feuille de palmier nouée, une branche cassée. La chaleur donne vite la pépie ; on écrase des plantes inconnues dont le désordre ne résiste pas à l'observation, on suce l'écorce de l'arbre qui donne la quinine. Son amertume délicieuse ravive un souvenir d'enfance : le goût du quinquina bu à petites lampées sous le regard amusé d'une vieille dame.

Carnet de route

■ SAISONS. Climat équatorial, tempéré sur *la* côte par les alizés. Saison des pluies de décembre à juin. 26 degrés en moyenne.

■ SANTÉ. Les moustiques font *parfois relâche, notamment* fin janvier. Prendre un antipaludéen est nécessaire mais pas suffisant. *En forêt et près des rivières, cou*vrir bras, jambes et épaules. Asperger ses vêtements d'un produit antimoustique, spécial « tropiques ». Vaccin impératif contre la fièvre jaune, recommandé contre l'hépatite.

■ SAVOIR-VIVRE. *Encore peu visi*tée, la Guyane accueille les touristes avec chaleur. Mais on ne visite pas un village indien ou noir comme un musée, voire un zoo. Ne pas photographier personnes ou habitations. En fait, mieux vaudrait les saluer du fleuve et poursuivre son chemin.

■ SAVEURS. Cuisine variée et par*fumée. Poulet boucané, grosses* crevettes, poisson au lait de noix de coco sont des plats délicieux. Refuser, en revanche, de manger de la viande d'animaux protégés, même pour essayer. Sinon, vous encouragez le trafic.

■ ÉTAPES. *Les villes ne sont pas* spécialement attrayantes. Cayenne est mal entretenue et le béton menace l'habitat créole. Kourou a des allures de banlieue *chic de Miami et le centre spatial* ne mérite qu'une visite rapide, hors des périodes de tir. Et les îles du Salut ? C'est le centre spatial qui les gère. Il interdit de débarquer sur l'île où le capitaine Dreyfus était prisonnier, laisse le bagne tomber en ruine et refuse l'entrée de l'église. *De plus,* l'aller-retour en bateau est prohibitif : 186 F.
Saint-Laurent-du-Maroni est plus agréable, même si son magnifique hôpital de style créole (lui aussi tombe en ruine) jouxte une aile neuve en béton dont l'intérêt architectural *reste à démontrer.* Située au bord du fleuve, la ville dispose d'un office du tourisme *efficace et accueillant.* De là, on peut remonter le fleuve jusqu'à Maripasoula. Ce voyage de 5 jours permet de découvrir la forêt, de s'en imprégner et d'y dormir dans des *carbets*. Une expérience vivement recommandée. En quatre jours, on peut faire le voyage en *sens inverse.*
A Maripasoula, une étape privilégiée, le lodge du Saut-Sonnelle, ensemble de jolies maisons de bois posées sur l'herbe en bordure de rivière. Tenu par une famille de sympathiques originaux, c'est un endroit idéal pour se reposer et s'initier à la *vie en forêt* : on peut y apprendre à chercher de l'or à la battée, à y pêcher ; on *peut s'y lancer dans* d'instructives promenades et son guide saura vous emmener à la rencontre des Indiens et des Noirs marrons de la bonne façon (Camp touristique de Saut-Sonnelle, Jacqueline Lassort, tél. : (19) 594-31-49-45 ; fax : 30-92-30 ; 500 F par jour en pension *complète). En sus, le vol* Cayenne-Maripasoula, par Air Guyane (948 F, tél. : 35-03-00 sur place).

■ ÉCOLOGIE. Difficile d'échapper à la visite du barrage controversé. En aval, l'eau empeste l'œuf pourri ; en amont, c'est un grand lac qui favorise l'accès à une forêt primaire jusque-là sauvegardée. Les orpailleurs, notamment, rejettent du mercure dans les rivières. Une sottise écologique.

■ ÉCOTOURISME. Le marais de Kaw est un lieu privilégié d'observation de *la* nature. Le jour, on s'enfonce dans la forêt et on y voit quantité d'oiseaux*; la nuit* on y observe les chauves-souris piscivores, en se laissant bercer, *confortablement installé* dans un hamac, sur un carbet flottant, par le cri du singe hurleur.

■ VOYAGES. Nouvelles Frontières programme diverses formules. Circuit « De la forêt aux îles du Salut » (avec séjour à Saut-Son*nelle) : à partir de 7 770 F,* avec l'avion. Une découverte de la Guyane en 15 jours, à partir de *11 790 F,* avec l'avion. « Le fleuve Approuague », deux semaines d'immersion dans la forêt, en autonomie complète, avec guides locaux : à partir de 12 110F, sans l'avion. *Deux semaines autour* d'un village fondé en pleine forêt, au début du siècle, pendant la *ruée* vers *l'or* : à partir de 9 680 F, sans l'avion. Renseignements au (1) 41-41-58-58 ou 36-33-33-33.
De son côté, Jal Voyages (tél. : 594-31-68-20, *Fax : 594-30-11-01)* programme de nombreuses excursions (forfaits ou « à la de*mande ») :* descente et remontée du Maroni, 2 800 F et 2 500 F ; séjour dans les Marais de Kaw, de 350 F à 900 F, selon la durée ; séjour à Saut-Sonnelle, 2 030 F, transfert *aérien de Cayenne* compris ; séjours à Cacao, village H'Mong créé en 1977, à l'instigation de Raymond Barre, etc.

■ AVION Vol hebdomadaire Corsair à partir de 3 060 F. Renseignements chez Nouvelles Frontières.

